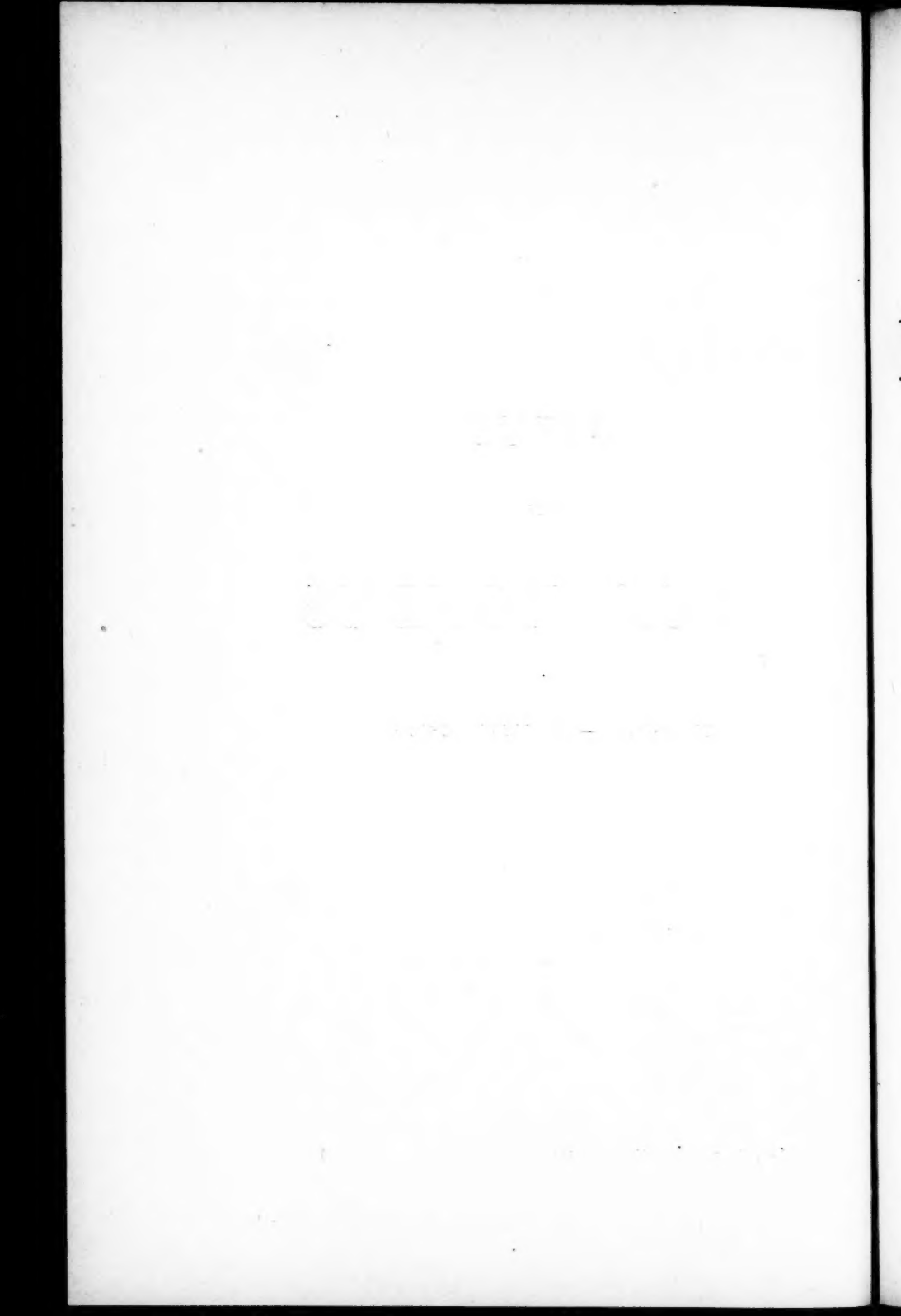


REVUE
DES
DEUX MONDES

C¹^e ANNÉE. — HUITIÈME PÉRIODE



REVUE
DES
DEUX MONDES

CI^e ANNÉE. — HUITIÈME PÉRIODE

TOME CINQUIÈME

PARIS
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15
—
1934

054
R3274

1931, v. 5

JAN 21 1932

295630

B. P.

COLLEGE
LIBRARY

LA MAISON DES CARMES

I

LA PAGE ROUGE

UN de ces après-midi ensoleillés et brûlants de l'été parisien qui font de la Ville une fournaise; depuis le début du mois la chaleur est suffocante. On est au samedi, 14 août 1792: le Roi et sa famille sont prisonniers à l'Assemblée, les Tuileries dévastées au pouvoir du peuple; la Ville est inerte, exténuée par la commotion de ce formidable effondrement. Plus de gouvernement, plus de maîtres; les députés, perclus de peur, pérorent dans le désarroi; à l'Hôtel de Ville siège, turbulente, une Commune insurrectionnelle sans pouvoir légal; dans chacune des quarante-huit sections de Paris règne un comité que stimulent quelques boute-feux.

Celui de la section du Luxembourg se compose, comme les autres, de petits bourgeois ou boutiquiers, bouche bée devant les braillards et d'un certain nombre d'hommes pacifiques, timides et silencieux, d'avance résignés, comme sont les honnêtes gens. Il tient ses séances au Séminaire Saint-Sulpice dont le grand portail s'ouvre sur l'étroite rue du Vieux Colom-bier. Son président est le boucher Legendre, homme dur et brutal, qui prend sa rudesse démagogique pour une conviction et exagère l'inflexibilité: ses gestes d'abattoir et ses mugisse-

ments de taureau prêteraient à rire s'ils ne faisaient peur. La Commune insurrectionnelle, dont la catastrophe de la veille est le don de joyeux avènement, n'est pas certaine encore de la victoire : dans la crainte d'un revirement, elle a transmis à toutes les sections l'invitation d'arrêter nobles et prêtres insermentés, irréductibles ennemis du peuple, et de les retenir prisonniers jusqu'à ce qu'on purge de leur présence le sol de la liberté.

Or, sur le territoire de la section du Luxembourg, beaucoup d'ecclésiastiques vivaient réfugiés ; privés de leur cure ou de leur emploi par le refus de se soumettre à la constitution civile du Clergé, ils étaient venus se perdre dans Paris avec l'espoir d'y demeurer inaperçus. Ceux qui avaient étudié à Saint-Sulpice et gardaient des relations avec leurs anciens maîtres, ceux mêmes qui n'étaient jamais venus dans la capitale mais savaient la réputation du célèbre Séminaire, s'étaient logés dans son voisinage. Ce groupement dans un même quartier était une atténuation à leur infortune ; ils y trouvaient de modestes auberges et de tranquilles pensions bourgeoises où ils se terraient, allant, de grand matin, célébrer clandestinement la messe dans quelque oratoire discret et ne sortant guère le reste du jour, gênés par le costume laïque dont la loi leur imposait l'obligation. Rue Cassette, rue des Aveugles, rue du Pot de fer, rue des Fossoyeurs, abondaient les refuges où ces proscrits, pour le plus grand nombre dénués de ressources, végétaient effacés et patients. L'un d'eux, un pauvre curé de la Beauce, terrifié par l'événement du 10, par les rumeurs, le bruit du canon, les cris de triomphe des vainqueurs, disait naïvement : « Puisque l'univers doit s'écrouler avec plus de fracas encore que le trône des Bourbons, on a bien raison de dire que la fin du monde sera horriblement épouvantable. »

Le comité de la section n'ignorait pas la présence de ces réfractaires. Dès le 11, il mit en chasse ses limiers, combattants de la veille, ivres de soleil et de vin, marchant par petites bandes débraillées, armés de sabres, de piques ou de fusils, avec, comme fanions, des lambeaux d'uniforme des soldats suisses massacrés ; les plus crânes avaient cousu à leur chapeau, en manière de cocarde, l'oreille sanglante de quelque royaliste abattu. Il y avait des Parisiens dans ces troupes anonymes, et aussi des Marseillais, « vieux bataillon de la guerre civile,

faits au sang, très endurcis, sans peur ni patrie », et autres miliciens provinciaux, venus en juillet pour la fête de la Fédération et qu'on avait gardés à Paris, afin de les avoir sous la main pour « les grandes mesures attendues ». Un commissaire de la section les accompagnait ; ils allaient par les rues tranquilles du quartier Saint-Sulpice, se faisaient ouvrir les portes, montaient les escaliers, questionnaient les locataires, et arrêtaient sans choix, pour les emmener à la section, tous ceux qui se déclaraient ecclésiastiques. Ces recherches, poursuivies durant la nuit, « jetaient l'alarme ; on était fort triste », notait dans son journal un habitant de la place Saint-Sulpice ; « on aurait entendu courir une souris dans les rues de Paris ; la troupe marchait doucement et ne parlait pas ; c'était un calme singulier ».

L'une des premières prises fut d'importance : c'était l'abbé Hébert, supérieur de la ci-devant congrégation des Eudistes. Confesseur du Roi depuis 1791, il avait passé aux Tuileries la nuit du 9 au 10 ; échappé du château parmi la ruée des assaillants, il n'était pas rentré à son couvent de la rue des Postes et avait trouvé asile dans un hôtel garni sans avoir consenti à quitter sa soutane. On le conduisit au Séminaire, siège du Comité de la section, vers lequel, de toutes les ruelles voisines, affluaient d'autres bandes escortant des prêtres capturés : l'abbé Lacan, aumônier de l'hôpital de la Pitié ; l'abbé Dubray, de la Communauté de Saint-Sulpice ; l'abbé de Savine, supérieur des clercs de la paroisse, arrêté rue Cassette ; le curé d'un village normand, l'abbé Rosé ; un vicaire de Niort, l'abbé Marchand ; bien d'autres. Certains aussi se présentaient d'eux-mêmes à la section, comme le fit, par exemple, l'abbé Berthelet de Barbot, vicaire général de Mende. Après un sommaire interrogatoire, on les réunissait dans une même pièce, en attendant la fin de la battue.

Vers midi les rejoignait le Mgr du Lau d'Allemans, archevêque d'Arles : un commissaire de la section, Daubanel, venait de l'arrêter à l'hôtel meublé de Châtillon, dans la rue du Petit-Bourbon. Député du clergé aux États généraux, il comptait parmi les prélats les plus considérés de France ; à cinquante-quatre ans, déjà vieillard et presque infirme, il marchait avec peine ; son valet de chambre Lefaypas, ayant refusé de le quitter, l'accompagnait, résolu à partager son sort. Le grand

vicaire d'Arles, M. de Foucauld de Pontbriand, était arrêté avec eux.

L'arrivée de l'archevêque dans cette salle du Séminaire, déjà encombrée de prisonniers, fut saluée par les génuflexions et les baise-mains rituels; pour ces prêtres fidèles, le malheur des temps n'abolissait pas la hiérarchie. Sans doute beaucoup d'entre eux s'étaient connus à l'époque de leurs études et s'étonnaient de se retrouver là après une longue séparation, pêle-mêle, petits curés de campagne et grands dignitaires de l'Eglise, savants estimés et simples chapelains. Qu'allait-on faire d'eux? Pourquoi les grouper ainsi au hasard d'une traque? La loi les menaçait de déportation en cas d'insubordination; mais, outre que le Roi avait opposé à cette loi son *veto* suspensif, en quoi les atteignait-elle? On leur avait fermé leurs églises: ils se soumettaient à prier ailleurs; on les avait chassés de leurs presbytères ou de leurs palais épiscopaux: ils s'étaient résignés et logeaient à l'auberge. Même en supposant le Roi détrôné pour toujours, la loi qu'il n'avait pas voulu sanctionner restait la loi; elle exigeait, pour sévir contre le prêtre insermenté, la dénonciation de vingt citoyens actifs habitant la même commune; or nulle dénonciation ne s'était élevée au sujet d'aucun d'eux. A quoi donc les destinait-on?

La porte fréquemment s'ouvrait, laissant passage à quelque nouvelle capture des rabatteurs de la section. Ils étaient maintenant plus de cinquante ecclésiastiques entassés dans cette salle du Séminaire; les mieux pourvus ne possédaient que leur bréviaire et leur chapelet, pas un vêtement de rechange, pas de linge; personne ne paraissait s'inquiéter de leur fournir à manger. Enfin, vers neuf heures du soir, parut un commissaire, un homme jeune, portant beau, parlant sec, Joachim Ceyrat, professeur de mathématiques, Auvergnat d'origine, récemment promu juge de paix de la section du Luxembourg, sur le territoire de laquelle il habitait, rue Férou. On le croyait ancien élève de ce Séminaire dans lequel il paradait maintenant; sa haine des calottins et son désir de la manifester dégénéraient en théophobie: lors de la fête de la Raison, il montera dans la chaire de Saint-Sulpice et défierra Dieu de le foudroyer.

Ceyrat annonce aux prêtres arrêtés qu'ils vont être conduits à la maison des Carmes de la rue de Vaugirard, où on les retiendra en surveillance; il les fait fouiller pour s'assurer

qu'ils n'ont point d'armes, confisque les cannes par excès de prudence, et organise le départ : chacun des ecclésiastiques marchera entre deux soldats nationaux qui le tiendront par le bras ; lui-même prend la tête du défilé et l'on se met en route, suivant la rue Férou et la rue de Vaugirard, le long des murs du jardin du Luxembourg, à l'extrémité duquel s'ouvrait, du côté droit de la rue, la porte de l'église des Carmes précédée d'une petite cour.

Quelques moines habitaient encore le couvent, en dépit des persécutions. Les Carmes, étant très populaires à Paris et particulièrement bien vus des autorités du district, avaient offert, en 1789, de bâtir à leurs frais, dans leur jardin, une caserne pour la garde nationale soldée. Tout le monastère était néanmoins sous séquestre et sa belle église fermée à la célébration du culte. Dans cette église, le soir du 11 août, Joachim Ceyrat introduisit ses prisonniers ; à la lueur d'une chandelle il fit l'appel des noms d'après une liste dressée à la section, décréta que toute conversation était interdite et que ses soldats passeraient la nuit dans l'église, en nombre égal à celui des détenus, afin que chacun de ceux-ci fût accouplé à un surveillant. On apporta quelques miches de pain et des pots d'eau. Ayant ainsi paré à tout, Ceyrat se retira satisfait et les portes furent verrouillées.

Ce que furent ce premier repas et cette première nuit, on le discerne mal par les laconiques confidences des prêtres qui ont pu relater leurs impressions. Imagine-t-on l'emmêlement de ces cinquante ecclésiastiques et de ces cinquante soldats cherchant à se caser dans l'obscurité que perçaient quelques lumignons, butant contre les chaises ou contre les marches des chapelles, se cognant les uns aux autres, partageant à tâtons le pain dont, pour beaucoup d'entre eux, se composait le premier repas de la journée. Pas une table, pas un matelas ; plusieurs s'installèrent sur des chaises ; la plupart s'étendirent sur les dalles de marbre dont était pavée la chapelle. Au petit jour, ce campement désordonné apparut d'autant plus meséant et misérable que le décor qui l'encadrait se révélait plus vénérable et plus somptueux. L'église n'était pas encore dépouillée de ses tableaux et de ses autels ; chargée d'ornements à la manière italienne, elle était réputée l'une des plus riches de Paris. Une belle statue de la Vierge, attribuée au Bernin et

envoyée de Rome par le cardinal Barberini, un tabernacle rutilant qu'on disait être du dessin de Mignard dominaient le maître-autel ; une tombe de bronze, ornée de bas-reliefs d'après les dessins d'Oppenord, fermait l'entrée du caveau où reposaient les moines décédés et, à cette aube du dimanche 12 août, bien des prêtres captifs durent lever les yeux vers la coupole du dôme, décorée d'une vaste fresque figurant le ciel entr'ouvert pour recevoir le prophète Élie enlevé par les anges sur un char de feu.

Ce jour-là, non plus que le jour suivant, rien ne fut changé au régime imposé par Ceyrat ; seule la consigne du silence paraît s'être relâchée et les prisonniers, auxquels l'accès du chœur était interdit, purent associer leurs prières et leurs exercices de dévotion. Le 13, leur groupement s'augmenta de deux prélats éminents, deux frères, Mgr François-Joseph de la Rochefoucauld, évêque de Beauvais, âgé de 57 ans, et Mgr Pierre-Louis de la Rochefoucauld, évêque de Saintes, plus jeune de neuf années. Tous deux venaient d'être arrêtés dans le modeste logement qu'ils habitaient en commun aux environs de Saint-Sulpice ; l'un et l'autre, comme l'archevêque d'Arles qu'ils retrouvaient là, avaient siégé sur les bancs du clergé aux États généraux.

Le lendemain, nouvelles recrues parmi lesquelles l'abbé Guyard, chapelain des Dames de la Miséricorde ; deux prêtres de Saint-Sulpice, les abbés de Douay et Massin ; le Père Lefranc, auteur d'ouvrages contre-révolutionnaires ; le Père Morel, capucin du couvent de Fribourg en Suisse, et le Frère Istève de la Doctrine chrétienne. Très tard dans la nuit du 15, grand brouhaha : le patriote Lazowski, dit le *Foudroyant*, énergumène d'une taille presque gigantesque et bâti en Hercule, amène, avec accompagnement de tambours et de *Ça ira*, tout un lot de Sulpiciens rasiés à Issy dans la maison de campagne du Séminaire : les abbés Boubert, Gagnières des Granges le savant bibliothécaire de l'Institution, Nézel, Ploquin, de Rostaing, de Ravinel ; puis viendront les vieux prêtres retraités et infirmes, arrachés à la maison de repos Saint-François, à Vaugirard. Plusieurs, en arrivant aux Carmes, « pouvaient à peine se soutenir » ; l'un d'eux surtout, l'abbé Allain de l'Épine, paraissait près de rendre l'âme ; atteint d'un tremblement convulsif des mains, il était dispensé, depuis des années, des obligations sacerdotales et ne pouvait s'habiller ni manger sans aide.

Le nombre des ecclésiastiques détenus à l'église des Carmes s'accrut de la sorte jusqu'à la fin du mois : on vit arriver successivement les deux frères Nativelle, arrêtés chez leur sœur, sage-femme, rue de Buci ; les trois Pazery de Thorame, l'oncle et les deux neveux, vicaires généraux d'Arles, de Toulouse et de Lisieux, découverts dans un taudis de la rue du Pot-de-fer, où ils vivaient ensemble. En trois semaines, cent cinquante prêtres se trouvaient là réunis, parmi lesquels il faut citer, sans ordre, ceux qui reparaitront au cours de ce récit, les abbés Hourrier, prêtre de Saint-Sulpice ; Galais, supérieur du séminaire des Robertins ; de Cucsac, supérieur des philosophes de Saint-Sulpice ; de Lubersac, aumônier de Madame Victoire, tante de Louis XVI ; un jeune diacre portant un nom fameux dans les premières révoltes de la Vendée, Robert de Lezardières ; le chanoine Salins de Niart ; l'abbé de Rochemure, frère du grand vicaire de Senlis ; encore un sulpicien, l'abbé de Kéravenan ; un chanoine de Cahors, M. de la Pannonie ; un ex-jésuite, le Père Saurin ; les abbés Vialar, secrétaire particulier de l'archevêque d'Arles ; Guilleminet, vicaire de Saint-Roch ; enfin le Père Girauld, du tiers ordre régulier de Saint-François, aumônier des religieuses de Sainte-Élisabeth, le dernier arrêté, sans doute, car son entrée aux Carmes doit être du 30 août, au matin. Le zèle de Joachim Ceyrat et de son secrétaire Aubanel valait à une dizaine de laïcs, arrêtés par erreur, l'honneur de partager la détention des ecclésiastiques ; deux seulement avaient sollicité cette faveur : Lefaypas, nommé plus haut, valet de chambre de l'archevêque d'Arles, et le comte de Valfons, ancien officier au régiment de Champagne qui, trouvé chez l'abbé Guilleminet, avait déclaré ne pas vouloir quitter son ami.

La vie commune de ces cent soixante captifs, dans une chapelle de dimensions assez exigües, était pénible et misérable, leur vie matérielle, du moins. La section du Luxembourg affectait de ne s'occuper d'eux que pour assurer leur surveillance ; la garde nombreuse, relevée deux fois par jour, se composait surtout, semble-t-il, non point de soldats parisiens auxquels ce service aurait répugné, mais de fédérés, pauvres provinciaux dont des proclamations enflammées et de grossières flagorneries avaient échauffé les têtes et qui, vivant depuis un mois à Paris, pour la plupart sans sou ni maille,

cherchaient à gagner, par l'étalage d'un civisme exubérant, l'allocation réclamée à la Commune. Certains de ces fédérés, riboteurs et besoigneux, se disaient bien décidés à ne pas quitter Paris sans bénéficier de quelque aubaine qui défraierait leur retour au pays. La Commune le savait et comptait sur eux.

La promiscuité avec ces fier-à-bras cupides et sans discipline eût été un lancinant supplice, si la dureté des gardiens ne s'était lassée avant la patience des détenus. Il arriva qu'un de ces hommes, l'un des plus farouches et des plus insolents, s'émut du dénuement où on laissait ces prêtres dont aucun ne songeait à se plaindre ni à formuler une réclamation. Lorsqu'il eut obtenu l'autorisation de laisser entrer ce que l'on apporterait pour les prisonniers, il entreprit, dit-on, une tournée dans le quartier, invitant les personnes charitables à les secourir. Dans l'histoire des événements les plus atroces de la révolution, on rencontre souvent de braves gens dont le cœur se fondit soudain et qui se révoltèrent du rôle qu'on exigeait d'eux. Aussitôt la permission accordée, affluèrent aux Carmes lits, tables, vaisselle, ballots de linge; un traiteur, nommé Langlois, fut installé dans les cuisines, avec ordre de fournir régulièrement un dîner et un souper à tous les détenus, « à ceux qui manquaient d'argent comme aux autres ». Une personne qui refusa de se faire connaître subvint à la nourriture de vingt prêtres pour tout le temps que dura leur captivité. Devant ce mouvement d'opinion, la section tempéra ses rigueurs : des heures furent assignées pour les visites aux internés; ils purent recevoir leurs amis; des inconnus même venaient de tous les points de Paris leur apporter des consolations et des espérances et, comme un médecin insinua qu'une si nombreuse réunion d'hommes, enfermés nuit et jour dans un espace restreint, menaçait le quartier d'une maladie contagieuse, on décida que les prêtres se promèneraient matin et soir dans le jardin.

Il était merveilleux, ce jardin, occupant tout l'espace compris entre la rue Cassette et la rue du Regard. De l'église on y accédait directement en traversant la sacristie située à gauche du sanctuaire; une porte ouvrait sur un étroit couloir, long de quelques pas et aboutissant à un perron au moyen duquel on descendait dans les parterres. De belles allées de tilleuls et

de marronniers se croisaient à angles droits, formant des cloîtres de verdure ; un bassin entouré de bancs de pierre miroirait sous les arbres au rond-point central et, tout à l'extrémité, contre les hauts murs de clôture tapissés d'espaliers, on rencontrait un petit oratoire dont l'autel était surmonté d'une statue de la Vierge tenant dans ses bras l'Enfant Jésus. Là finissait le jardin d'agrément, n'occupant qu'un quart de l'immense enclos ; le reste était consacré aux serres, aux potagers et au jardin fleuriste où les Pères carmes cultivaient les plantes nécessaires à la composition de l'eau de mélisse. Il y avait encore, longeant la rue de Vaugirard, proche le nouveau bâtiment élevé pour servir de caserne à la garde nationale, un petit bois ombrueux, percé à la française, mais dont l'accès était interdit aux prêtres.

Leur but préféré était l'oratoire, vers lequel ils se dirigeaient dès qu'on ouvrait la porte de leur geôle. Ils s'y réunissaient pour réciter l'office et se promenaient ensuite, groupés suivant leurs convenances, sous les vieux arbres des allées, avant de rentrer dans l'église, encombrée de lits et de matelas étendus à même les dalles, jusque dans les chapelles latérales ; les tables, bout à bout, tenaient le milieu de la nef. Des gardes, postés à la grille du chœur, en interdisaient l'approche. L'abbé Galais s'était institué l'économe de ses confrères ; il veillait au bon ordre et percevait les cotisations ; le diner était servi à midi, le souper à sept heures ; des sectionnaires soupçonneux examinaient les mets apportés des cuisines, fouillaient le contenu des soupières, coupaient du tranchant de leur briquet le pain et la viande afin de vérifier si on n'y avait glissé « ni lettres, ni instruments de mort ». Ils rôdaient autour des tables, armés de leurs piques ; les prêtres supportaient ces tracasseries avec mansuétude et s'en égayaient même le plus souvent ; car ils ne se privaient pas de rire quand l'occasion s'en offrait ; « une douce joie régnait parmi eux ».

On devait rire ainsi plus tard dans toutes les prisons de la Terreur : « Il faut avoir connu ce genre de gaieté pour savoir ce qu'il vaut, écrivait un homme qui avait vécu en ces temps affreux ; les douleurs, les réflexions poignantes n'y perdent rien, seulement on se prête à s'étourdir... » Aux Carmes, on ne s'étourdissait pas ; seulement la résignation allégeait les peines, au point que, des quelques relations qui nous sont

parvenues, aucune ne s'arrête aux désagréments de la captivité, aux souffrances qu'infligeait, par cet été torride, l'impossibilité de tous soins de propreté, aux lourdes gouailleries des grossiers cerbères, à la privation des calmes habitudes de travail et de recueillement.

Au dehors on s'occupait d'eux; l'idée de la Commune était qu'ils disparussent : encore fallait-il maquiller cette « disparition » de façon qu'on pût l'attribuer à un irrésistible mouvement populaire. C'est à quoi l'on s'employa dans les derniers jours du mois d'août. Quotidiennement renseignés par leurs visiteurs amis, les détenus des Carmes ne perdaient pas cependant tout espoir en une libération prochaine; sauf quelques-uns d'avance résolus au martyre, le souhaitant peut-être, ils ne pouvaient imaginer que se préparât officiellement une tuerie sans formes juridiques; d'autant que, pour mieux parer à toute protestation et à toute résistance, on s'appliquait à entretenir leurs illusions. Un commissaire de la section du Luxembourg, Jean-Denis Violette, venait, de temps à autre, les exhorter à la patience; c'était un gros homme dont l'embonpoint et la mine réjouie témoignaient d'une nature assez débonnaire. Le procureur de la Commune, Manuel, se manifestait aussi quelquefois et se montrait prodigue de bonnes paroles. Manuel avait les allures « d'un monsieur », de tenue soignée et de ton goguenard, que l'austérité républicaine n'avait pas non plus décharné. Il excellait en phrases déclamatoires et en maximes de haute moralité. D'ailleurs il se démontait facilement, sa conscience de patriote n'étant point nette; cet homme intègre, très libertin, avait alors une maîtresse d'âge mûr, encore « jolie comme les amours », spirituelle et malicieuse comme Voltaire, bossue comme Ésope et, par surcroît, fanatique royaliste. Elle s'était mis en tête de sauver Louis XVI et complotait son évasion du Temple, que Manuel devait favoriser. Ce double jeu mené par le procureur de la Commune nuisait à la candeur de ses épanchements.

Il parut aux Carmes le 16, annonça aux prêtres qu'on avait examiné leurs papiers; comme on n'y avait rien découvert qui pût les compromettre, ils seraient bientôt rendus à la liberté. Il revint peu de jours plus tard, s'attendrit sur leur sort et compara éloquemment « leur malheur à la foudre, qui frappe indifféremment l'arbre chargé de fruits et celui qui est stérile ».

Il revint le 27 août, donna lecture du décret rendu la veille par l'Assemblée législative et qui fixait définitivement le sort des ecclésiastiques insermentés : ils devront, sous quinze jours, avoir quitté le royaume; un passeport sera délivré à chacun d'eux, ainsi qu'un subside de trois livres par jour de voyage; ceux qui ne se soumettront pas à la loi seront déportés à la Guyane. Les sexagénaires et les infirmes échappent à ces dispositions : le Gouvernement leur réserve au chef-lieu de chaque département une maison où ils vivront en commun sous la surveillance de la police.

Après lecture de ce décret, Manuel le fait afficher à l'entrée du sanctuaire, afin que chacun puisse s'en pénétrer; ensuite il en commente la générosité : s'adressant aux plus âgés, à ceux que la mesure dispense de la déportation, il leur demande d'indiquer leurs préférences sur le lieu éventuel où ils devront finir leurs jours, proposant l'ancienne abbaye de Port-Royal, rue de la Bourbe : « Quand elle sera pleine, dit-il haussant le ton, nous y mettrons comme écriteau : *ci-gît le ci-devant clergé de France.* » L'abbé Salins de Niart, qui fut élève à l'École militaire, l'interrompt : « Monsieur, quels crimes nous reproche-t-on? Regardez ces vieux prêtres auxquels votre discours s'adresse, n'ont-ils pas l'air de redoutables conjurés? » Manuel se trouble, balbutie, élude la question; il conseille aux détenus de se pourvoir de vêtements neufs et de se munir d'argent, en vue de l'exil prochain; à la prière de quelques-uns, il prend sur lui d'autoriser la promenade au jardin supprimée depuis quelques jours; il sort enfin après avoir attesté que le Gouvernement ne permettra pas qu'ils s'expatrient sans ressources.

Le vendredi 31, on le revit; il parla encore de la sollicitude des autorités; avec onction et assurance il annonça cette fois aux prêtres que *leur affaire serait réglée et fixée le 2 septembre.* Or, tandis qu'il les tranquillisait ainsi, on creusait déjà leurs tombes... Manuel l'ignorait-il? C'est possible. Mentait-il? Était-il trompé lui-même? On ne sait. « Combien de choses il faudrait connaître, a dit Fiévée, pour juger avec équité ceux qui agissent dans les temps où tout est confusion! »

Les affirmations très nettes du procureur de la Commune rassérénèrent la plupart des détenus: tous ceux qui le pou-

vaient se hâtèrent de recueillir de l'argent et se procurèrent des vêtements de route. L'abbé Luzeau de la Mulonnière, un sulpicien, écrivait à son père « de ne plus s'inquiéter » ; grand nombre de ses confrères montraient la même confiance. D'autres, au contraire, avaient la prescience du drame qui se préparait : au jeune abbé Letourneur, — futur évêque de Verdun, — qui, grâce à la protection de son perruquier, pénétra dans la prison et parlait aux détenus de leur prochain départ, l'abbé Texier, maître des enfants de chœur de Saint-Sulpice, répondit : « Non, mon enfant, nous ne sortirons pas d'ici. » Le même jour, M. de Cucsac, sulpicien, lui aussi, disait à l'abbé de Villèle s'offrant à faire ses commissions dans Paris : « Le seul service que j'attends de vous, c'est de me procurer *les Actes des Martyrs*. »

Le 1^{er} septembre, des bruits sinistres se répandirent : les Prussiens étaient à Verdun : ils pouvaient atteindre Paris en trois jours ; on allait déclarer la Patrie en danger, enrôler tous les hommes valides ; l'Assemblée et les ministres se préparaient à se replier sur Saumur. Les visiteurs qui se présentèrent aux Carmes dans l'après-midi avaient des mines consternées : « à leurs serremments de main, aux larmes qu'ils ne pouvaient retenir », on devinait leur angoisse. Le soir venu, les prêtres se confessèrent les uns aux autres ; tandis qu'ils étaient en prières, un homme, dissimulant de son mieux un paquet, se glissa dans l'église et, évoluant parmi les lits, les tables et les matelas, avisa l'évêque de Saintes : c'était Becquerel, le valet de chambre du prélat ; il apportait à son maître un déguisement, assurant qu'il disposait d'un moyen d'évasion. « En avez-vous autant pour mon frère ? » demanda Mgr de la Rochefoucauld. Le domestique s'excusa : il n'avait pu se procurer qu'un seul travestissement. « En ce cas, je refuse », dit l'évêque.

Les dix laïcs qui partageaient la captivité des ecclésiastiques furent appelés ; neuf sortirent et ne revinrent pas ; de ceux-ci était Lefaypas, domestique de l'archevêque d'Arles ; on sut quelques instants plus tard qu'ils étaient mis en liberté. Un seul n'avait pas répondu à l'appel de son nom : c'était le comte de Valfons, résolu à ne pas quitter son ami, l'abbé Guilleminet. Assis à côté de l'archevêque d'Arles absorbé dans ses oraisons, un milicien lui soufflait au visage la fumée de sa

pipe et ricanait grossièrement : « Comme Monseigneur figurera noblement sur la guillotine ! » et il lui échappa de dire : « C'est demain qu'on tue Votre Grandeur. » Cet homme, évidemment, connaissait le programme auquel le Comité de surveillance de la Commune mettait, cette nuit même, la dernière main, dans une salle basse de la mairie, rue de Jérusalem.

MARTYROLOGE

Ce dimanche, 2 septembre, à l'aurore, un beau soleil perçait les fenêtres hautes de l'église des Carmes : c'était, pour la plupart de ceux qui étaient là, le dernier réveil. Comme à l'habitude, ils se prosternèrent devant le tabernacle vide et récitèrent les prières de la messe. Au loin, on entendait des tambours parcourant les rues voisines et battant le rappel ; bientôt gronda le canon d'alarme du Pont neuf. La matinée s'écoula sans autre alerte ; le repas fut servi à midi, comme de coutume ; dans plusieurs prisons de Paris on remarqua, ce jour-là, que les mets furent plus abondants et plus soignés qu'à l'ordinaire : sans doute en fut-il de même aux Carmes. A quels bourreaux compatissants était due cette prévenance traditionnelle envers les condamnés à mort ? Seulement, le dîner terminé, la promenade du jardin, habituellement permise à cette heure-là, fut différée. On attendait quelque chose.

La garde fut relevée ; la garde montante était plus nombreuse qu'aux jours précédents : les détenus remarquèrent aussi qu'elle était exclusivement composée d'individus sans uniforme, armés de piques et coiffés de bonnets rouges ; leur commandant seul portait le costume national. Vers trois heures, Joachim Ceyrat arriva, très pressé : il procéda lui-même à l'appel des prisonniers et s'en alla aussitôt, en homme talonné par une besogne urgente. Après son départ seulement la porte de la sacristie fut ouverte et, par le couloir dallé auquel elle donne accès, les prêtres purent se rendre au jardin. Plusieurs, infirmes ou fatigués, seraient volontiers restés dans l'église, la promenade n'étant point d'obligation ; cette fois on les força à suivre leurs confrères. La journée était magnifique, chaude sans excès, un ciel de fête. « Excellent temps pour la vigne », écrit un maniaque du quartier Saint-Sulpice qui, en ce temps-là, ne

s'intéressait à rien d'autre qu'à son baromètre et notait quotidiennement les variations de la température.

Le jardin, parfaitement désert, offrait ses belles voûtes de verdure; les prêtres s'enfoncèrent dans l'ombre douce des allées : l'air vibrat du bruit lointain du tocsin tintant à coups précipités, comme la pulsation de la Ville angoissée. Le Père Girauld s'assit sur l'un des bancs de pierre voisins du bassin central et ouvrit son bréviaire; les autres s'éloignèrent en groupes dispersés; ils se dirigeaient vers le petit oratoire, but habituel de leur promenade.

Des cris, soudain, s'élèvent, provenant du couvent : « Vive la nation ! Mort aux réfractaires ! » Il est un peu moins de quatre heures : on aperçoit aux fenêtres du rez-de-chaussée des hommes très animés qui vocifèrent en agitant des sabres et des piques avec de fougueux gestes de menaces : c'est aux promeneurs que s'adressent ces invectives; c'est eux que les poings tendus désignent. Émus, ils se rassemblent autour de l'archevêque d'Arles; il est très calme et « préparé ». « Pour le coup, Monseigneur, dit M. de la Pannonie, je crois qu'ils vont nous assassiner. — Eh bien ! mon cher, répond le prélat, si c'est le moment de notre sacrifice, remercions Dieu d'avoir à donner notre vie pour une si belle cause. » Il entre dans l'oratoire où beaucoup le suivent et se prosternent. Au bord du bassin, sur son banc, l'abbé Girauld poursuit la lecture de son bréviaire sans lever la tête. Là-bas les insulteurs continuent à brailler, passant d'une fenêtre à l'autre, cherchant manifestement par où pénétrer au jardin.

Tout à coup la porte du perron se rabat violemment; les hommes se bousculent, dégringolant les marches; ils approchent tout courants, sabres nus, pistolets à la ceinture ou fusils à la main, réclamant : « L'archevêque d'Arles ! L'archevêque d'Arles ! » Ils sont huit ou dix, sans plus; en passant près de l'abbé Girauld, concentré dans sa suprême lecture, ils lui fendent la tête à coups de sabre, l'achèvent à coups de pique et poursuivent leur chemin, toujours beuglant : « L'archevêque d'Arles ! » Le Père Hébert, le confesseur du Roi, marche à leur rencontre et tente de parlementer : une balle de pistolet l'atteint à l'épaule; il chancelle et tombe tout sanglant. L'abbé Salins de Niart se jette au-devant des tueurs, réclamant des juges : un coup de feu l'étend, « raide mort ». Déjà

Mgr du Lau, écartant ses compagnons qui cherchent à le dissimuler : « Laissez-moi passer, dit-il; mon devoir n'est-il pas d'épargner vos jours aux dépens des miens? » Il marche gravement vers les assassins, les mains croisées sur la poitrine : « Je suis celui que vous cherchez. » On prétend qu'ils reculèrent d'un pas et hésitèrent un moment; mais un loustic de la bande se reprend : « C'est donc toi, vieux coquin, c'est toi qui as fait verser tant de sang? — Je n'ai jamais fait de mal à personne. — Eh bien! moi, je vais t'en faire. » D'une terrible sabrade il ouvre le front du prélat; d'un second coup en écharpe il lui entaille la nuque; d'un mouvement de défense instinctive, l'archevêque lève la main droite : elle est abattue d'un troisième coup. Il tombe assis; les bourreaux s'acharnent; un coup de pique en pleine poitrine le renverse; un coup si furieusement asséné que celui qui l'a porté doit, pour retirer son arme, piétiner le moribond : il se rejette sur le corps palpitant, arrache la montre tombée du gousset et l'élève tout joyeux, à bout de bras, d'un geste de triomphe.

Effarés, les prêtres se dispersent, les uns fuyant vers les profondeurs du jardin, les autres, à l'appel de l'abbé Desprez, faisant retraite dans l'oratoire, derrière la basse grille qui protège l'autel; ils tombent à genoux, implorant la Vierge. Ils sont là, vingt, trente peut-être. Les brigands les y poursuivent, ricanant, gouailleurs, s'excitant l'un l'autre à qui abattra le plus de ces « calottins scélérats ».... On ne sait rien d'autre ni combien de martyrs tombèrent en cette petite chapelle; seulement des vestiges subsistent de cet oratoire : les dalles, les murs, les bancs, tout ce que l'on en conserve est maculé de sang.

C'est un très court répit pour ceux des prêtres qui, éperdus, errent dans le jardin, en quête d'un moyen de salut : l'abbé Vialar, s'aidant des espaliers, escalade le haut mur d'enceinte; il atteint la crête, tombe dans une cour étroite et sans issue; un second mur à franchir et le voilà dans le jardin d'un hôtel qui paraît abandonné; il pénètre dans la maison, toutes portes ouvertes, monte au dernier étage, avise une mansarde où reste un matelas sur lequel il s'étend, brisé d'émoi et de fatigue. Il dormira là jusqu'à la nuit et parviendra à gagner un asile d'où il ne sortira pas de deux mois. L'abbé Montfleury, prêtre de Saint-Sulpice, fort et de très grande taille, se soustrait à la mort de la même façon : étant parvenu à se hisser jusqu'au

sommet de la muraille, il se laisse glisser de l'autre côté, dans le jardin d'une maison de la rue du Regard. Des femmes s'y trouvent que l'intrusion de cet inconnu, sans chapeau, épouvante; elles ignorent tout de ce qui se passe aux Carmes, n'ont rien entendu, ni un coup de feu, ni un cri. Il s'explique, s'excuse; on le conduit jusqu'à la rue; il se jette dans un fiacre et disparaît. L'abbé de Rest, clerc de Saint-Sulpice, tombe, lui, dans la cour du ci-devant couvent des Filles du Saint-Sacrement; un jardinier à bonnet rouge qui l'a vu sauter, l'attend, armé d'une faux et va le frapper : l'abbé échappe à ce nouveau danger; lui aussi sera sauvé.

Mais déjà les tueurs, le « travail » dans l'oratoire terminé, reparaissent, fous de sang, voient « le gibier » dispersé, se mettent en chasse; ils tiraillent sur tout ce qui passe : un prêtre, à mi-hauteur du mur qu'il cherche à escalader, est visé « au vol » et retombe; l'évêque de Beauvais git sur le sable, la cuisse brisée. Ça devient un jeu : — *la chasse à la bête noire*, — *le parc aux cerfs*. Voilà que, du côté du couvent, une voix impérieuse commande : « Arrêtez ! Ce n'est pas ça ! C'est trop tôt ! Il faut s'y prendre autrement ! Rentrez tous ! » Les massacreurs s'interrogent : c'est M. Maillard. Docilement, pour la plupart, ils se replient vers la maison. Ce seul fait, à défaut d'autres, établirait la préméditation, une discipline, une organisation tacite.

C'est M. Maillard, en effet, toussotant et souffreteux; un sabre bat le pan de sa houppelande d'été grise. Il vient de l'abbaye de Saint-Germain des Prés, où l'on a préludé aux carnages par l'immolation d'une vingtaine de prêtres extraits de la mairie. Il amène ses hommes, quinze ou vingt de ces nécessiteux, — fédérés marseillais, dit-on, — enrôlés et payés depuis quelques jours « en vue des grands moyens de rigueur à prendre dans les circonstances actuelles ».

Jamais ne sera éclaircie, sans doute, la mystérieuse ingérence de Maillard dans les tragiques événements de septembre. Il a 29 ans; il est « agent d'affaires »; en vertu de quels ordres secrets se trouve-t-il le chef d'une bande d'assassins gagés ? Qui l'a promu ? Qui l'investit du pouvoir de prononcer, sans autre jugement que son bon plaisir, quelques centaines d'arrêts de mort ? Qui lui garantit l'impunité ? Bien d'autres choses ne s'expliquent pas : la garde des détenus aux Carmes était, ce

jour-là, comme on l'a vu, « plus nombreuse qu'à l'ordinaire ». Que faisaient ces gardes pendant la boucherie de l'oratoire ? Où étaient-ils ? Dans le jardin, en spectateurs ? Dans le couvent ? Comment ne s'opposent-ils pas à l'invasion des huit ou dix premiers bandits, puis à celle de Maillard et de ses acolytes ? Tout près de là, dans les terrains du Luxembourg, trois cents bourgeois de la garde nationale font l'exercice : qu'ils ne soient informés de rien, c'est possible ; on ne se doute pas, dans le quartier, de la tuerie des Carmes ; on a déjà dit que l'abbé Vialar, fuyant le massacre, traversa une maison voisine du jardin fatal et dont les habitants ignoraient tout du drame qui se déroulait derrière un mur, à quelques pas d'eux. Plus tard, chez le marchand de vins traiteur du Luxembourg, des personnes tranquillement attablées sous les tonnelles demandent au garçon « ce qu'il y a » et il ne peut les renseigner. Mais comment, des Carmes même, quelqu'un, geôlier, traiteur, marmiton ou moine, puisqu'il en reste plusieurs dans la maison, ne court-il pas jusqu'à la rue afin de jeter l'alarme ? Est-ce donc que les massacreurs ont excipé d'instructions en règle et que Maillard, ou tout autre, se trouve là en service commandé ?

De fait, dès qu'il eut élevé la voix, tout obéit ; il semble bien que les prêtres survivants, confiants dans l'intervention de cet inconnu qu'ils durent prendre pour un fonctionnaire, entrevirent une lueur d'espoir. C'était fini ; on les invitait à rentrer dans l'église pour les soustraire aux assassins, et tous se hâtèrent vers le perron. C'est à ce moment, bien certainement, que l'abbé Galais, monté dans un arbre dont le feuillage le dissimulait et d'où il pouvait facilement atteindre le haut mur au delà duquel il serait sauvé, résolut de ne point se séparer de ses compagnons et se laissa tomber afin de se joindre à eux.

Les tueurs de la première bande et les gens de renfort amenés par Maillard se tenaient groupés au bas du perron ; le passage était périlleux, car il fallait, pour atteindre les marches, traverser cette cohue de forcenés, rugissant comme des fauves mal domptés, agitant leurs armes, éructant des menaces et des injures. Maillard commanda et tous les prêtres, — cent à cent vingt environ, — parvinrent à rentrer dans l'église. Deux hommes y apportèrent l'évêque de Beauvais dont un coup de feu avait cassé la jambe ; deux des ecclésiastiques ainsi

ramenés, l'abbé Leturc et le Frère Istève, poussèrent la porte dérobée d'un petit réduit placé sous la chaire et s'y enfermèrent ; l'abbé Debray, avisant des matelas entassés, se blottit dessous et s'y tint immobile. Tout le reste se groupa dans le chœur, s'amassant derrière l'autel et les grilles furent aussitôt fermées, de sorte que les abbés Martin, Lebreton et de Kéravenan, attardés les derniers au jardin, trouvant close l'entrée de l'église, gagnèrent, sans être vus, les commodités, montèrent sur le siège, atteignirent la charpente et se cachèrent dans les combles.

Mais les massacreurs, soit par ordre, soit qu'ils imaginent qu'on les frustre, se ruent sur la grille communiquant de la sacristie au sanctuaire ; ils la secouent, s'efforcent de l'arracher, cherchent à frapper les prêtres en passant piques et sabres entre les barreaux et s'essoufflent en outrages et en imprécations ordurières : « Monstres, voleurs, scélérats, assassins !... Vous comptiez piller nos maisons, violer nos femmes et nos enfants ! » Un commissaire s'interpose : est-ce Maillard, est-ce Violette ou quelque autre ? Il prétend calmer la fureur de ces brutes en les rappelant « au respect du lieu saint » et en leur reprochant « d'usurper les droits de l'officier du poste, » lequel, d'ailleurs, n'intervient pas. Des traits confus de cette scène tumultueuse, il faut retenir l'attitude d'un autre commissaire, — Joachim Ceyrat, peut-être, — qui, debout devant la table de communion, fait signe aux prêtres de ne pas bouger ; puis le fracas de la porte forcée, l'irruption de la horde des massacreurs, le barrage établi à la hauteur de la chaire afin qu'aucune victime n'échappe ; l'effroyable appel...

Maillard, assis derrière une table, au pied du vieil escalier de pierre qui prend naissance dans l'étroit couloir, a sous les yeux la liste des détenus : deux par deux, il lit les noms que des aboyeurs complaisants répètent et transmettent jusqu'au chœur de l'église où les malheureux attendent, agenouillés, en prières. Ceux qui sont appelés se lèvent, traversent la sacristie, arrivent au corridor, passent devant le juge improvisé qui leur pose une question, une seule : « Avez-vous prêté le serment ? — Non. » Du geste, il indique, à sa gauche, le prolongement du couloir, quelques pas à faire... Mais quelle force d'âme, quelle énergie surhumaine pour ne pas faiblir en ce court espace ! Car, au bout, apparaît, dans l'encadrement de la porte ouverte, la meute trépignante des tueurs, sabres levés,

piques menaçantes, sur le perron gluant de sang. A peine au seuil, le martyr est happé, percé, écharpé, tailladé, jeté pantelant au bas des marches, achevé à coups de bottes ou de bâches et roulé jusqu'au tas de cadavres qui grossit sous un grand arbre.

Les très rares récits, émanés des témoins de cette hécatombe, sont trop laconiques et manquent trop de précision pour que l'on en puisse reconstituer les affreux épisodes ; il serait sacrilège de les compléter par des détails fantaisistes. On discerne cependant que, peu à peu, un assez grand nombre de « curieux » s'étaient portés en spectateurs dans le couloir, depuis la porte ouvrant sur l'église jusqu'à l'escalier au pied duquel Maillard présidait à la chose. Quels étaient ces curieux ? Les gardes nationaux de service, probablement, des gens de la section, des habitants du quartier, des massacreurs même, avides de porter les premiers coups. Il est évident, d'après la relation du chanoine Lapize de la Pannonie, que ce passage se trouva bientôt encombré d'un va-et-vient désordonné. M. de la Pannonie, sûr de mourir et excédé de la harcelante attente, avançait l'appel de son nom et allait se présenter de lui-même aux bourreaux quand, au sortir de la sacristie, un garde national qu'il ne connaissait pas le saisit par le bras : « Sauvez-vous, mon ami, sauvez-vous ! » Le prêtre s'arrête, prêt à profiter de cette chance qui s'offre ; mais, au même instant, il est « assailli d'une grêle de coups de baïonnette » et blessé en plusieurs endroits. Un autre garde vient à son secours, interpelle les assassins parmi les cris et le brouhaha : « Vous voyez bien que celui-là est innocent, puisqu'on l'a laissé sortir !... » Il se démène, s'évertue, obtient que le blessé soit mis dans une embrasure de porte en attendant qu'on le juge ; il pousse le prêtre dans un enfoncement, se place devant lui, écartant ceux qui s'étonnent au moyen d'un impérieux *On ne passe pas !* Le chanoine debout, accoté au mur, perdant son sang, assiste ainsi au massacre... N'en pouvant plus, se sentant défaillir, il soupire à l'oreille de son défenseur : « Espérez-vous me sauver ? — Si je ne l'espérais pas, répond l'autre, je ne tiendrais pas à un pareil spectacle. » Profitant d'une bousculade, il prend le prêtre par le bras, le pousse, le tire, le dégage ; les voilà dehors, dans la rue de Vaugirard. Le chanoine trouva

refuge chez un pâtissier qui le cacha sous son comptoir et lui procura plus tard un passeport pour l'Angleterre.

Ce qui permet d'ajouter foi à de tels récits, en dépit de leur apparente invraisemblance, c'est la certitude que la liste servant à l'appel portait les noms de tous les ecclésiastiques détenus aux Carmes : c'était, sans nul doute, celle qu'avait consultée Ceyrat, ce même jour, à deux heures de l'après-midi. Elle mentionnait donc, entre autres, les vingt-cinq ou trente prêtres massacrés dans le jardin et à l'oratoire. Maillard appelait ceux-ci comme les autres, rien ne lui signalant quels étaient les morts et quels étaient les vivants. Quand nul ne répondait, il devait croire celui-là déjà « expédié » et passait au suivant. Ainsi s'explique la possibilité de plusieurs soustractions ; d'autant mieux que, parmi les assistants à l'horrible spectacle, le nombre des bien intentionnés surpassait de beaucoup celui des approbateurs. Combien venaient là dans l'espoir de sauver une victime : l'abbé Saurin, un provençal, attendant son tour, remarque que l'un des comparses du massacre a l'accent du midi ; il l'interpelle en patois marseillais ; la conversation s'engage : « Comment vous appelez-vous ? — Saurin. — Oh ! votre frère est mon parent. » On fraternise ; le marseillais intercède en faveur de son compatriote ; il prétend le conduire à la section « pour qu'il y soit jugé ». Bref, il l'entraîne, le guide jusqu'à la rue Cassette ; là, il réclame « un pourboire » et change, contre la houppe neuve du prêtre et 200 livres en assignats, son habit de garde national. L'abbé Saurin, ainsi que l'abbé Vialar et d'autres encore, sauvés par le dévouement de quelques anonymes, sont portés sur la liste des morts comme « ayant péri par suite de la vengeance du peuple ».

Le vicaire général de Mende, l'abbé Berthelet de Barbot, fut reconnu par des gens de sa section : ils le réclamèrent « pour être jugé ». En attendant qu'il pût sortir, on le cacha sous un banc. Racontant son aventure, il ajoute : « Le commandant parvint à faire cacher avec moi six autres de mes confrères. »

Dans le tumulte l'abominable appel se poursuit : deux à deux, prêts au sacrifice, les prêtres se présentent devant la table de Maillard ; on y voit passer successivement l'abbé Galais : ayant prononcé le *non* fatidique, il sort de sa poche son portefeuille et sa montre : « J'étais, dit-il, l'économe de mes confrères, il me reste à payer 325 livres au traiteur qui nous

fournissait les aliments et que je n'ai pu voir aujourd'hui. Le surplus et la montre sont pour les pauvres. » Et, tranquillement, il marche à la mort. Le Père missionnaire Urbain Lefèvre, des Missions étrangères, revenu récemment des Indes où il a passé quarante années, apitoie un commissaire : « Qu'il prête le serment, le simple serment de « liberté-égalité », et il sera sauf. » Il demande à quoi ce serment l'engage : « Oh ! pas d'explications ! Ou bien tu iras avec les autres. — Eh bien ! j'aime mieux y aller. » Il y va... Des habitants de la rue de Buci réclament les deux frères Nativelle ; les témoignages leur sont unanimement favorables ; Maillard cède à leur insistance ; mais il exige le serment « liberté-égalité » qui n'a rien de contraire au dogme. Les deux vicaires refusent ; leurs amis les entourent, les exhortent, les pressent ; beaucoup ont les larmes aux yeux. Tous les deux se dégagent et vont ensemble se livrer aux assassins. « Je m'y perds, je n'y connais plus rien, disait le gros Violette qui assista certainement à une partie du massacre et s'assit probablement, pendant quelque temps, aux côtés de Maillard. Vos prêtres vont à la mort avec la même joie qu'ils fussent allés à des noces. »

Paraissent devant le juge l'abbé Guilleminet et son inséparable, le comte de Valfons : celui-ci est un laïc ; il n'a aucun serment à prêter, il lui suffit de déclarer sa qualité d'ancien officier au régiment de Champagne pour être aussitôt mis en liberté ; mais il veut suivre son ami : comme il lui répugne de mentir, il proteste « qu'il n'a plus d'autre profession que celle de catholique, apostolique et romain » et réclame comme une grâce de mourir à côté du prêtre qui l'a converti. Son vœu fut exaucé. Puis passe l'évêque de Saintes ; il va résolument jusqu'au formidable perron, persuadé que son frère, qui gît sur son matelas, dans l'église, échappera du moins aux bourreaux ; mais le second La Rochefoucauld est sur la liste, on l'appelle donc ; il ne se présente pas, les sicaires de Maillard le cherchent : « L'évêque de Beauvais ! Où est l'évêque de Beauvais ? — Me voici, répond le prélat ; je ne refuse pas d'aller mourir, mais je ne puis marcher : ayez, je vous prie, la charité de me soutenir jusqu'où vous voulez que j'aille. » On l'empoigne, on l'emporte, on le jette aux sabres et aux piques. Un marchand de vin de la rue de Seine coupe aux deux évêques frères le nez et les oreilles... C'est l'épilogue du carnage : deux

heures ne s'étaient pas écoulées depuis l'invasion du jardin.

Le massacre finissait dans une bousculade, un afflux subit de gens du quartier et des sections voisines, informés enfin et qui veulent voir, désireux d'un spectacle sanglant ou d'un butin possible. Maillard n'est plus là; et, dès qu'il a disparu, des hommes courageux décident d'emmener au plus tôt jusqu'à la section du Luxembourg les vingt ou vingt-cinq ecclésiastiques qu'une circonstance fortuite, ou le pitoyable sang-froid de quelque assistant, a soustraits aux massacreurs. Il fait encore grand jour; par surcroît de prudence, deux hommes s'emparent de chacun des prêtres et les tiennent par les bras, criant : « Vive la nation ! vivent les sans-culottes ! Voilà des honnêtes gens que nous emmenons ; tous les autres sont morts, les scélérats ! » Mais on ne rencontre que des curieux et surtout des curieuses qui ne paraissent pas comprendre et ignorent certainement ce qui s'est passé ; du reste le trajet est court et l'on arrive à la section sans malencontre. On enferme les prêtres dans une salle du Séminaire, garnie de bancs, où deux gardes les surveilleront.

Ils sont harassés ; la stupeur succède à l'exaltation où ils s'étaient montés pour affronter la mort. A l'aube du lendemain, seulement, ils causèrent. Les commissaires de la section dont ils étaient les hôtes ne pactisaient pas avec les massacreurs ; le boucher Legendre lui-même, réputé si farouche, paraissait s'attendrir : le voici, en habit de garde national, s'informant « si ces messieurs sont pourvus du nécessaire, offrant de payer leur repas s'ils n'ont pas d'argent » ; un autre commissaire intervient, M. Godefroy ; il a devancé Legendre, fait la commande et désintéresse le traiteur. On apporte le dîner ; les bancs servent de tables ; les prêtres mangent debout ; seul le pauvre vieil abbé de l'Épine, incommodé par le tremblement de ses mains, doit se mettre à genoux pour porter ses aliments à sa bouche. Le 4 au matin, les survivants qu'on n'ose encore délivrer, car les massacres se prolongent aux diverses prisons de la ville, sont rejoints au Séminaire par leurs trois compagnons d'angoisses, les abbés de Kéravenan, Martin et Lebreton, qui, on se le rappelle, dès avant l'appel de Maillard, s'étaient réfugiés sous les combles d'un appentis voisin de la chapelle. Du fond de leur cache ils avaient suivi toutes les péripéties du massacre ; tard dans la nuit du 2 au 3,

ils entendirent du bruit dans la maison des Carmes et jugèrent prudent de ne pas se montrer; la journée du lundi s'écoula encore sans qu'ils osassent sortir de leur retraite; enfin, le jour suivant, poussés par la faim, rassurés par le grand silence qui pesait sur le couvent, ils s'étaient hasardés à gagner la rue. Une patrouille de gardes nationaux les rencontra et les conduisit à la section où ils retrouvaient leurs confrères. Cest trois arrivants apprirent aux autres la mort de l'abbé Debray qui, on l'a dit, à la rentrée dans la chapelle des ecclésiastiques survivants au massacre du jardin, s'était tapi sous des matelas; des rôdeurs l'y découvrirent vers neuf heures du soir et l'égor-gèrent au pied de l'autel. Il avait été le dernier tué et le seul qui mourut dans l'église.

Au matin du 4 septembre, ils sont donc là, gardés dans une salle du Séminaire, au nombre de vingt-huit, environ; les commissaires de la section auraient bien voulu se débarrasser d'eux; mais il leur fallait ménager la bande des coupe-jarrets qui pouvaient réparaître et réclamer ces malheureux. Le 5, au soir, la sanglante alerte paraissait apaisée; les massacreurs s'étaient éclipsés; les honnêtes gens de la section se formèrent en comité dans l'église Saint-Sulpice et appelèrent à y comparaître les échappés à la tuerie, qui y furent « très bien reçus ». On s'évertuait à accélérer leur mise en liberté, alléguant qu'ils devaient avoir hâte de changer de linge et de se reposer. Le citoyen Bourgeois, trésorier de la section, prit la parole : « Ces messieurs, dit-il, ne seront pas en peine pour leur souper et leur logement; ils trouveront chez moi tout ce dont ils auront besoin; trop heureux de les recevoir. » Mais ils préféraient rentrer chez eux. On leur délivra des certificats de « citoyens français »; de nombreux gardes nationaux, sabre au clair, s'offrirent à les accompagner, et tous ces prêtres, — revenant de si loin, — furent reconduits à leurs domiciles par ces soldats parisiens, pleins d'égards, qui, en les quittant à leur porte, leur recommandaient la prudence, et leur conseillaient « de ne pas sortir avant quelques jours ».

G. LENOTRE.

(A suivre.)

L'ENCHEVÊTREMENT

Enchevêtrement, en anglo-américain, se dit *entanglement*. La peur d'être *entangled* a dominé depuis leur fondation les États-Unis d'Amérique. Leur premier Président, George Washington, les avait mis en garde dans ce message d'adieu qui fut son testament politique : « Notre situation lointaine et isolée nous incite à poursuivre une politique particulière. L'Europe a des intérêts qui ne nous touchent pour ainsi dire pas. Notre politique la plus sûre sera donc de nous garder de toute alliance permanente avec une partie quelconque du monde étranger. » Depuis cent quarante-cinq ans, ce message est relu chaque année au Congrès, dans les deux Chambres américaines, le 22 février, jour anniversaire de la naissance de Washington. Il est devenu la charte de la politique extérieure des États-Unis. Préface de la doctrine de Monroe, il la domine et la justifie.

Le 2 décembre 1823, répondant à la Sainte-Alliance à propos du soulèvement des colonies espagnoles dans l'Amérique du Sud, le Président Monroe déclarait dans son message au Congrès : « Nous n'avons jamais pris part, — et il n'entre pas dans notre politique de prendre part, — aux guerres européennes, ni de nous mêler des questions ne regardant que l'Europe. Ce n'est que lorsque nos droits sont lésés ou sérieusement menacés que nous nous considérons comme atteints ou que nous faisons des préparatifs pour notre défense. Le système politique des Puissances alliées est essentiellement différent de celui de l'Amérique. Notre nation entière est vouée à la défense du

système américain, dont l'établissement a coûté tant de sang et d'argent. Nous devons considérer toute tentative de leur part pour étendre leur système à une portion quelconque de cet hémisphère comme une menace pour notre sécurité et notre paix. »

Bien qu'ils aient reçu plus d'un accroc au cours de l'histoire américaine, ces deux messages, sans être des « amendements » à la Constitution américaine, n'ont pas moins de force aux États-Unis que s'ils étaient des lois de cette Constitution. Même quand on les transgresse, de face ou de biais, ils n'en restent pas moins l'Arche du Temple. Du Sénat à la Maison-Blanche, la phobie de l'enchevêtrement est le début et la fin de toute diplomatie à Washington. Pour n'en avoir pas tenu compte à l'issue de son mandat, le Président Wilson paya de sa popularité, de sa santé, finalement de sa vie, un écart, jugé dangereux, vers une Société des nations dont le siège serait à Genève. Et depuis ce temps, les États-Unis n'ont plus envoyé à l'Europe que des « observateurs, » non des négociateurs.

Voici pourtant que le Président Hoover, après son message au monde, a désigné MM. Mellon, secrétaire de la Trésorerie, et Stimson, secrétaire du département d'État, c'est-à-dire son ministre des Finances et son ministre des Affaires étrangères, pour négocier avec des ministres européens rassemblés à Paris d'abord, à Londres ensuite. Et cela après que lui-même, le Président des États-Unis d'Amérique, avait lancé à l'Europe son message du 20 juin 1931, lequel était bien plutôt un message d'« enchevêtrement » qu'un message de séparatisme !

Qu'est-il donc advenu de l'autre côté de l'Atlantique pour qu'une pareille dérogation à la doctrine Washington-Monroe soit devenue possible, populaire même, tout au moins pour un temps ?

Il est advenu que depuis sept ans, en dépit du Congrès et de ses traditions, les banques et sociétés américaines avaient « enchevêtré » à fond les États-Unis avec l'Europe. Les « investissements » du capital américain sur le continent européen ont dépassé quatre milliards de dollars (plus de cent milliards de francs) depuis 1924. L'intérêt annuel de ces investissements (y compris celui des dettes de guerre) représente plus de 500 millions de dollars, soit plus de douze milliards de francs.

par an (1). Paquebots, cinémas, automobiles, électricité, radio-diffusion, usines, machines de toute nature, les Américains ont déversé tout cela sur les Européens. Bien plus, ils se sont associés avec les Européens, sur leur continent, de Paris à Varsovie, de Londres à Berlin, de Rome à Moscou, de Madrid à Athènes, de Belgrade à Vienne, Budapest et Sofia. Le réseau de fer et d'or qu'ils ont jeté sur l'Europe a été si rapide et si fort qu'ils s'y sont coincés eux-mêmes. L'Allemagne surtout, ils l'ont financée pour plus de 1 500 millions de dollars, soit près de quarante milliards de francs. En sorte que toute secousse à Berlin est un choc à Washington, toute panique à Francfort est un tremblement à Wall-Street. Et si la crise s'étend, si elle gagne le Stock-Exchange et la City, voici nos États-Unis si bien *entangled* qu'ils risquent d'en être étranglés !

Alors, il n'y a plus de message Washington ni de doctrine Monroe qui tiennent. Il faut aller au plus pressé quand les maisons brûlent : il ne s'agit plus de savoir si elles devaient faire du feu ensemble, mais comment on l'éteindra. Et ce fut le S. O. S. Hindenburg à Hoover, puis le S. O. S. de Hoover à l'Europe, puis M. Mellon à Paris et M. Stimson à Londres... L'enchevêtrement est aujourd'hui complet.

Quand George Washington rédigea son message, la machine à vapeur n'était pas née. Seuls la voiture à chevaux, le navire à voiles et le télégraphe à bras existaient. Ni autos, ni avions, ni câbles, ni radios n'étaient en vue ou même prévus. Les États-Unis d'Amérique, — colonies européennes d'hier, — étaient bien alors « lointains et isolés ». Ils ne l'étaient guère moins lorsque vingt-huit ans plus tard Monroe définissait sa doctrine. Mais où sont Metternich, les Habsbourg, la Sainte-Alliance ? La démocratie a passé sur le monde ; elle a roulé d'est en ouest, immigrant et entremêlant si bien les races que vingt millions d'Allemands sont devenus Américains et, en même temps qu'eux, dix millions d'Irlandais et sept millions d'Italiens. Ce fut là, depuis un demi-siècle, un « enchevêtrement » du sang qui, joint à celui de l'or et du fer, a préparé bien des changements.

(1) André Siegfried, *les États-Unis d'Amérique*, chap. XV et XVI. — Charles Pomaret, *l'Amérique à la conquête de l'Europe*, chap. II. — Firmin Roz, *l'Évolution des idées et des mœurs américaines et De Roosevelt à Hoover*.



Qu'est devenue, cependant, de ce côté-ci de l'Atlantique, la dernière mode du « Bloc européen », de cette Paneurope si chère à la nouvelle diplomatie de Genève? L'idée de créer une « Union européenne » face aux États-Unis d'Amérique, face à l'Union des républiques socialistes soviétiques, était une idée séduisante. Elle devait naître après les événements qui modifièrent la direction des continents entre 1914 et 1930. Les États-Unis avaient grandi en production et en puissance : ils avaient financièrement investi l'Europe. L'empire des Tsars, naguère allié de la France, s'était effondré, laissant la place à la république des Soviets, délibérément ennemie du régime européen occidental et décidée à tout tenter, ruse ou violence, pour abattre ce régime. Devant l'investissement des uns et le dumping des autres, entre deux impérialismes également redoutables, comment ne pas penser, soi aussi, à organiser un front commun de la défense occidentale?

Ce fut là le plan hardi de M. Aristide Briand, de M. Austen Chamberlain, de M. Stresemann. Le plan s'articulait logiquement pour eux dans le cadre déjà existant de la Société des nations. Il prit un premier corps à l'assemblée de Genève en septembre 1929. Que chacun des ministres nommés plus haut ait eu le désir initial de réserver à sa patrie, — France, Angleterre ou Allemagne, — une effigie plus marquée dans l'union nouvelle, c'est trop humain pour n'avoir pas été vrai. Une émulation pouvait régner pour donner à l'Europe sa figure, soit à Berlin, soit à Paris, soit à Londres. Mais cette émulation ne dégénéra pas, tout au moins au début, en rivalités destructrices de l'idéal imaginé.

La Commission européenne fut nommée : elle siégea plusieurs fois entre la fin de 1929 et le début de 1931. Elle n'a cependant pas donné jusqu'ici des résultats aussi tangibles et aussi rapides que l'avaient souhaité les fondateurs. Il y a eu à cela des raisons historiques et des raisons actuelles. Les raisons historiques sont présentes à tous les esprits : le continent européen ne s'est point développé dans le sens de l'unité, mais dans celui de la diversité. Il a mis dix-sept siècles à passer du principe de l'empire à celui des nationalités. Ni les tentatives de Charlemagne, ni celles des Hohenstaufen, ni plus tard celles

de Philippe II et de Napoléon, n'ont pu empêcher cette évolution. La Sainte-Alliance n'a pas réussi à maintenir le cadre européen en Europe même. Chaque nation s'y est affirmée contre ses voisins avec une telle vivacité, par le fer et le feu, que le **xx^e** siècle est apparu sous les signes de la division et du conflit. Après quatre années de tueries sans précédent, l'Europe est sortie du traité de Versailles moins unifiée que jamais. Vingt-six États au lieu de vingt-deux en 1914, onze mille kilomètres supplémentaires de douanes, des industries artificielles en vases clos et soumises à la surchauffe des néo-nationalismes, une balkanisation généralisée du vieux continent, telle s'est révélée la réalité. L'échec répété des « conférences économiques », à Genève et ailleurs, montre que le particularisme congénital de chaque nation s'est plutôt aggravé.

Mais, en même temps, par l'effet des découvertes scientifiques, chaque nation d'Europe tendait à devenir extra-européenne. La distance et le temps, qui naguère isolaient les différentes parties du monde, les ont rapprochées. Que sont devenus continents et océans en regard de ces forces de communication universelle organisées par l'esprit de l'homme : électricité, pétrole, radio-diffusion ? L'immense accroissement colonial à travers le **xix^e** siècle, la poussée des conquêtes, la jonction des races, la vitesse des échanges ont fait passer les nations du plan continental sur le plan intercontinental. Comment, dès lors, s'enfermer dans la conception d'un « Bloc européen », alors que la plupart des États d'Europe sont aussi en Asie, en Afrique, en Océanie ? Le continentalisme n'est-il pas déjà une étape dépassée de l'évolution humaine ?

L'Angleterre n'est pas seulement un système d'îles en Europe. Elle est aussi et surtout un système de dominions et de colonies sur la planète. Dans le système d'îles, 43 millions d'habitants pour 240 000 kilomètres carrés ; dans le système de dominions et de colonies, 400 millions d'habitants pour 36 millions de kilomètres carrés. Le « Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande » est ainsi devenu « la Communauté britannique ». A la suite des conférences tenues à Londres ces derniers dix ans, chaque dominion a réalisé l'autonomie. Une Angleterre nouvelle est née, beaucoup moins européenne que mondiale, et dont la position européenne est chaque jour plus influencée par l'interdépendance de ses dominions et colonies.

La France, elle aussi, n'est plus seulement un isthme européen entre trois mers. Elle est devenue un système de colonies et protectorats sur la planète. Dans l'isthme européen, 551 000 kilomètres carrés renferment 40 millions 800 mille habitants ; dans le système colonial, près de 41 millions de kilomètres renferment plus de 60 millions d'habitants.

La Belgique a, comme État européen, quelque 30 000 kilomètres carrés avec 7 millions 900 000 habitants ; mais, comme État africain, elle a 54 000 kilomètres carrés avec 3 millions d'habitants, et les richesses minérales et agricoles de son Congo lui sont devenues aussi indispensables que celles de sa Wallonie.

Les Pays-Bas ont, comme État néerlandais, 34 000 kilomètres carrés avec 7 millions 600 000 habitants ; mais ils ont en Insulinde 1900 000 kilomètres carrés avec 51 millions d'habitants et en Amérique 130 000 kilomètres carrés avec 180 000 habitants.

L'Italie, comme État européen, a dépassé 40 millions d'habitants pour 310 000 kilomètres carrés, mais, en outre, comme État africain, elle dispose de plus de deux millions de kilomètres carrés avec 2 170 000 habitants.

L'Espagne et le Portugal, naguère les plus grands empires coloniaux du monde, ont encore d'importantes possessions sur divers continents ; mais surtout l'influence de la langue, de la race, des traditions a établi entre ces deux États et tout le continent américain des liens intercontinentaux qui rejoignent près de cent millions d'êtres humains.

Il en est de même pour l'Allemagne, qui a perdu ses colonies au traité de Versailles et n'a gardé en Europe que 62 millions d'habitants, mais dont la race, la langue, l'influence s'étendent sur plusieurs États de la planète pour plus de vingt-cinq millions d'êtres humains.

Que dire enfin de la Russie, dont les deux tiers, sinon les trois quarts, s'étendent sur l'Asie, pour les cent vingt millions d'habitants des Républiques socialistes soviétiques ?

Ainsi l'Europe n'est pas un seul système fermé en continent clos, mais le lien géographique de plusieurs systèmes ouverts sur plusieurs continents. L'Europe n'est pas spécifiquement « européenne » : elle est intercontinentale.

Elle ne l'est pas moins parce qu'elle a reçu des autres conti-

nents que par ce qu'elle leur a apporté. La pénétration du capital américain dans toute l'Europe d'après-guerre a achevé d'y rendre impossible le séparatisme d'un « Bloc européen ». Non seulement, de 1915 à 1918, les États-Unis d'Amérique ont prêté aux nations européennes plus de dix milliards de dollars pour conduire la guerre, mais leurs prêts et leurs investissements de 1919 à 1931 sont presque aussi élevés. Emprunts d'États, emprunts de municipalités, emprunts de chemins de fer, de canaux, de ports, d'électricité agraire, de marine marchande, de puits de pétrole, de mines de charbon, il suffit de lire la cote des bourses ou d'analyser le capital des sociétés pour constater l'entrée en masse de la finance américaine dans l'économie européenne. L'Allemagne, la Pologne, l'Italie, la Belgique, la Yougoslavie, la Roumanie, en sont tout imprégnées. La France elle-même, bien qu'avec plus d'équilibre et de mesure, a mis l'Amérique dans la plupart de ses affaires publiques ou privées, depuis les emprunts Morgan jusqu'à ceux des Villes de Paris, de Lyon, de Marseille et de nos grandes Compagnies ferroviaires, maritimes, électriques, mécaniques. Et quant à l'Angleterre, qui ne connaît l'action permanente de Wall Street sur le Stock-Exchange, les rapports de plus en plus serrés entre la *Federal Reserve Bank* et la Banque d'Angleterre?

Cette puissance de pénétration n'est pas seulement celle des banques, elle est aussi celle des matières premières (coton, céréales, combustibles, etc.). Il faudrait être le très vieux mandarin d'un monde mort, pour s'entêter à croire qu'une endomose aussi continue n'a pas eu et n'aura pas les effets les plus prolongés sur la structure et la conduite générales de l'Europe.



A la lumière de ces faits, l'ère du provincialisme apparaît à peu près close pour les continents aussi bien que pour les nations. A ceux qui parlent encore de « Paneurope » et de « Panamérique », l'expérience répond : « Intercontinentalisme ». Quelles que soient leurs traditions, leurs chartes, leurs usages, les continents ne peuvent plus échapper à la loi d'un temps que commande la vitesse sous toutes ses formes. L'intercontinentalisme domine et oriente la vie. Puisqu'il en est ainsi, puisque

« l'enchevêtrement » s'accroît chaque jour, pourquoi ne pas le reconnaître et s'en servir aux meilleures fins de la politique du **xx^e** siècle ?

Les événements récents viennent de démontrer que toute la planète est en jeu dès qu'une nation est en péril. On ne peut laisser s'effondrer ni se suicider aucun État sans que tous les autres États soient menacés. Qu'il s'agisse de l'Autriche avec ses douanes, de l'Allemagne avec sa monnaie, le devoir de solidarité s'impose à l'Amérique et à l'Asie aussi bien qu'à l'Europe. D'où ces rencontres intercontinentales de Paris et de Londres en juillet 1931. Elles ont dépassé le cadre même de la Société des nations, car MM. Stimson et Mellon n'auraient pu ni voulu siéger à Genève en qualité de ministres des États-Unis d'Amérique.

Voilà, sans doute, des nouveautés que n'avaient prévues ni Washington ni Monroe pour l'Amérique, ni Napoléon ou Bismarck pour l'Europe ! Raison de plus pour en comprendre la nécessité qu'aucune résistance n'arrêtera. L'art de toute politique n'est-il pas de s'adapter à l'inéluctable pour fortifier les directions de l'esprit ? En quoi serait-il plus patriotique de se barricader, pour les uns dans l'américanisme, pour les autres dans l'européanisme, que de s'élargir tout de suite jusqu'à l'intercontinentalisme ? La liberté, la prospérité, la paix de chaque nation ne seront-elles pas mieux sauvegardées par l'interdépendance des vases communicants que par les compressions et suppressions de vases clos ? De la balance des continents résulteront la sécurité des nations et l'équilibre humain. Ce qu'il faut éviter, c'est l'hégémonie d'un seul : elle engendre fatalement la tyrannie, meurtrière aux patries comme aux consciences. Si la liberté de chaque citoyen fut mieux assurée par le cadre commun de la nation, de même la liberté de chaque nation sera mieux garantie dans le cercle commun de la planète. Va donc pour un « enchevêtrement » qui nous libérera des impérialismes continentaux !

HENRY BÉRENGER.

LE VOTE DES FEMMES

DEUXIÈME PARTIE (1)

Au premier déjeuner, le lendemain, manquaient M^{me} Jacquelin et Bernard. On eut beau frapper à la porte de leurs chambres respectives, personne ne répondit. Vers neuf heures, Ignace, qui voyait tout, dit qu'il les apercevait sur le chemin qui sinue entre les parcs orientaux de la Californie jusqu'à la villa Diana. Ils rentraient tous deux un livre de messe à la main. Il s'agissait sans doute d'un complot ourdi la veille au soir dans un coin du salon. M^{me} Legrand-Maillard lança quelques propos voilés sur une entente si naturelle entre ces deux mystiques. Ignace, qui entendait tout, conta que M^{me} Jacquelin s'était informée d'une église, et qu'alors en effet Bernard lui avait proposé de l'accompagner ce matin. Hubert ne dit rien jusqu'à l'arrivée des deux dévots. Il ne trouvait pas, lui, cette entente si naturelle. Il y a cinq ans, oui, Odile lui aurait paru assortie à Bernard. Mais aujourd'hui qu'avait à faire l'austérité de Bernard qui requérait des âmes de nonnes, avec cet objet d'art, toute la grâce du siècle, toute sa fantaisie? Le petit bonnet botticellien avait été remplacé pour la messe du matin par un feutre noir qui diminuait encore l'ovale d'ange

(1) Voyez la *Revue* du 15 août.

mal portant si bien caractérisé par le mari de la jeune femme. Elle souriait à ses trois chevaliers avec cette familiarité de qui rentre de l'étranger et reconnaît partout des amis. Ignace se glissa près d'elle. Il ne parlait pas, il murmurait. Il lui demandait à la débarrasser de son manteau, de son chapeau, comme un page. Elle les lui donna et, quand il fut parti :

— Quel âge a votre frère? On croirait un collégien en vacances qui a échoué au bachot.

— Subtile madame! répondit Hubert, vous ne saviez pas si bien dire. Il a échoué à la vie, et il a vingt-huit ans.

— Mais il est en train de se reprendre, s'écria M^{me} Legrand-Maillard. Ça nous fera un grand converti.

Ignace rentra avec un fichu de soie qu'il voulut poser lui-même sur les épaules de M^{me} Jacquelin. Auprès d'une femme, par une sorte de mimétisme, ce jeune forban devenait futile, précieux, efféminé. Il défit lui-même une épingle attachée à l'écharpe. Il avait les doigts d'une finesse exagérée de paresseux. Hubert s'affairait, la cuisinière étant au marché, pour faire préparer à Odile du thé frais. Mais Bernard, infiniment plus avancé déjà dans la connaissance de cette nouvelle venue qui recélait tant de mystère, demeurait assis près d'elle. Leur promenade matinale dans cette Californie à peine éveillée sous un jour gris, l'acte religieux accompli côte à côte à la Chapelle des Roses et ce retour les avaient liés. Il fallait cependant être M^{me} Legrand-Maillard pour imaginer qu'ils échangeaient là des propos sur la grâce, l'onction, la délectation. Ces deux êtres-là enfouissaient sous un amas d'apparences étrangères, aussi jalousement qu'Hubert les secrets de sa sensibilité, la seconde vie qu'ils menaient en Dieu même, et qu'une pudeur bien plus sacrée que celle de l'amour leur défendait de se confier l'un à l'autre. C'est simplement du temps qu'ils devisaient. Après trois semaines d'un soleil implacable, la pluie menaçait, ou pour mieux dire, le déluge, un cataclysme.

— Je ne détesterais pas, disait Odile. La pluie est un voile, un rideau dont nos âmes du Nord ont parfois besoin. J'adore lire dans ma chambre quand il pleut. Et vous?

— Moi, avouait Bernard, je ne prête pas grande attention aux climats, au soleil, à la pluie. Cela m'est égal. A Rome surtout où j'ai le soleil électrique des hypogées, si stable. D'ailleurs, les hommes ne subissent pas là-dessus les mêmes

impressions que vous autres femmes. Vos réactions multiples, votre affinement, votre délicatesse...

Hubert entraînait. On rit parce qu'il apportait lui-même le thé. Lui n'avait entendu que les derniers mots de Bernard.

« En est-il déjà à lui chanter des litanies? » se demanda-t-il sans bonté.

Mais Bernard se précipitait pour les grillades, le beurre, le sucre. Ignace arrivait avec un petit tabouret qu'il s'agenouilla pour placer sous les pieds d'Odile. Il avait pour les femmes une servilité attentive, aisée, naturelle, qui leur créait une atmosphère d'idole où elles s'épanouissaient. M^{me} Jacquelin s'écria :

— Mon Dieu, que les Français sont aimables! Que c'est agréable de se retrouver en leur compagnie! Les Italiens ne sont pas mal, certes, mais on n'est jamais tranquille avec eux.

Et elle riait de bon cœur en cachant un peu son visage dans sa tasse, comme si elle avait dit une énormité.

Des ripostes venaient à flots aux lèvres d'Hubert. Il aurait voulu dire, le pensant effectivement, qu'une femme comme elle ne devait jamais être tranquille nulle part; que la puissance qu'elle exerçait sur les hommes sortait de ses yeux bruns si finement sertis de leurs paupières mobiles, de ses lèvres demeurées aussi délicates et fraîches que celles d'une petite fille. Mais justement cette puissance n'était que trop réelle et il ne la ressentait que trop pour oser parler. Tout devenait banal, présenté à cet être délicieux. De sorte qu'Hubert se trouvait celui qui ne lui avait rien dit encore, qu'elle ne paraissait pas avoir remarqué. Et il en éprouvait comme une déconvenue.

Vers dix heures, la grosse pluie annoncée par des nuées d'enfer se mit à tomber. M^{me} Jacquelin qui était remontée chez elle un moment auparavant reparut équipée en aviatrice, toute de cuir vêtue, fauve et lisse comme une bête du désert, et si décidée sous son casque étroit qu'on la reconnaissait à peine.

— Qui sort avec moi dans le parc? demanda-t-elle.

On était au billard à lire les journaux qui venaient d'arriver. Les trois frères sentirent imprécisément qu'elle s'adressait à Ignace. C'était sans doute comme au moins important, au plus jeune, au plus capable d'une fantaisie, au moins compromettant. Les yeux d'Ignace qui pouvaient être si brûlants

de vie rencontrèrent ceux d'Hubert en un de ces regards appuyés, prolongés, où il y a des demandes et des réponses. Cette muette entente mettait pour la première fois Hubert et Ignace de plain pied, au même plan tous deux pour abandonner au frère envoûté la faveur insigne qui flottait en ce moment indécise au-dessus d'eux trois. Silencieusement ils se désistèrent, le temps infinitésimal de ce regard, qui fut assez long cependant pour que Bernard se crût autorisé à dire dans les délais convenables :

— Mais moi, madame, si vous permettez.

Ignace disparut, agile et sans poids sur le tapis. Il revint avec une pèlerine imperméable, dont il couvrit affectueusement les épaules de son frère.

— Comme il est charmant ! dit Odile avant que Bernard et elle n'eussent franchi la porte qui ouvrait sur la terrasse.

Hubert, qui venait d'entendre Ignace descendre l'étéage quatre à quatre, lui dit :

— Te rappelles-tu le temps où chez les Pères à Rennes tu dégringolais en trois enjambées le grand escalier du dortoir des moyens ?

Une onde de bonheur parcourut l'échine du paria. Il crut à une tendre aumône prélevée sur leurs souvenirs d'enfance par le frère honorable. Mais, en réalité, Hubert ne répétait cette phrase de Marc Dauxerre que pour évoquer l'image insolente du mari d'Odile, pour donner corps à ce sentiment inexplicable, cet amour conjugal sans mesure ni raison, qui illuminait secrètement, comme une projection intérieure, l'âme passionnée de M^{me} Jacquelin.

Dehors, les gouttes larges comme des pièces de monnaie battaient avec un bruit de tambour les feuilles poudreuses des palmiers, les bambous desséchés, les orangers en boule. Odile, le visage ruisselant, allait devant.

— J'adore la pluie, monsieur de Pancé ! disait-elle.

— Nous jouons aux voyageurs, surpris par la tempête dans une forêt vierge, sous les tropiques, disait, à phrases hachées, Bernard entraîné par des sentiers impraticables.

Dans cette terre composite de la Californie, offerte au vent du sud et à demi africaine, toutes les essences d'arbres s'enchevêtraient : néfliers, chênes-verts, eucalyptus, arbousiers. L'olivier si latin, quoique plus riche qu'ailleurs, s'y trouve en

exil. La déclivité du terrain se corrigeait de terrasses superposées. Sur la terrasse des orangers où l'on montait par un escalier bordé de buissons de roses, Odile se retourna comme frappée d'un scrupule.

— Vous ne détestez pas trop la pluie, au moins, monsieur de Pancé ?

— J'aime celle d'aujourd'hui, dit Bernard.

Odile était si habituée aux hommages, il lui étaient devenus si naturels, si constants et si indispensables qu'elle les absorbait aussi simplement que cette terre sablonneuse l'eau du ciel. Elle ne comprit pas, blasée sur cette menue monnaie de compliments dont les hommes payaient le seul privilège d'apercevoir sa grâce, ce qu'une âme timorée, hésitante, grave et sevrée comme celle de Bernard, avait fait tenir dans ces trois mots : « J'aime celle d'aujourd'hui. » Que l'on songe qu'il en était encore à ignorer dans quelles conditions elle vivait à Rome, si elle avait un mari, si elle était libre, et que toute la sagesse de ses conseils intérieurs s'opposait au glissement de son être vers cette réplique mondaine de l'angélique religieuse qui, dix-huit ans auparavant, lui avait fait voir la Femme dans une lumière céleste. Mais la pente et le vertige lui arrachaient des concessions comme celle de ce propos dont il trembla ensuite autant que d'une position décisive prise vis-à-vis de M^{me} Jacquelin.

— A Rome aussi nous connaissons de ces déluges, n'est-ce pas ?

Ce fut toute la réponse d'Odile. Elle combla Bernard. Ce pronom « nous » qu'elle avait prononcé lui semblait une grâce accordée, un petit lien entre eux, les mettant à part des autres qui ne possédaient pas ce privilège commun à elle et à lui, d'être de Rome. Il aurait voulu jeter des présents à ses pieds. Elle était là au bord de la terrasse comme une sœur capucine sous le brun de ce cuir mouillé. Bernard convoitait pour les lui offrir les roses des deux buissons. Mais elles fondaient dans l'eau, se diluaient, n'existaient plus. Il se contenta de dire :

— Quand ça tombe sur le monument de Victor-Emmanuel, on en est éclaboussé jusqu'à la Piazza Venezia.

— Où habitez-vous à Rome ? demanda la jeune femme.

Bernard lui expliqua que c'était sur l'Aventin, dans une

des villas neuves qui avoisinent la basilique de Sainte-Prisca, mais n'osa pas lui poser la même question. Il avait trop peur de l'entendre dire : « Mon mari est attaché d'ambassade. Mon mari est à l'École française. » Par bonheur elle n'attendit pas d'être interrogée. Elle était tellement dépourvue d'arrière-pensées, de complications, de défiances, tellement directe qu'elle disait tout sans réfléchir :

— Moi, je suis installée dans un couvent de religieuses françaises sur le Janicule. Les fenêtres de ma chambre sont en plein cintre, voilées de tulle blanc; et devant, j'ai deux cyprès inégaux, mais fins et souples comme deux mèches noires. Un vrai Primitif.

La pluie redoublait, mais pour Bernard le coup de soleil, la clarté, l'azur furent ineffables. Sa tête fléchit sous le poids du bonheur. Il ne put dire que :

— Ah ! le Janicule.

Ils étaient à peine revenus à la villa et séchés, que Bernard entraînait Hubert dans sa chambre. Sa chevelure, mouillée abondamment, se gonflait et frisait sous la friction. Son visage rayonnait. Jamais Hubert ne l'avait vu ainsi.

— Eh bien ! demanda Bernard, que penses-tu de cette jeune femme ?

— Je ne la connais pas, dit Hubert.

— Tu ne trouves pas que...

— Quoi ?

— Qu'elle est extraordinaire ?

Hubert sourit :

— Qu'elle ressemble à sœur Cécile, veux-tu dire ? Eh bien ! non, mon vieux. Elle ne lui ressemble pas. Elle n'en a certainement ni la sérénité, ni le détachement absolu.

Les yeux de Bernard se posèrent sur la photographie de la commode.

— Voyons ! dit-il, on ne peut comparer une pauvre religieuse sortie du peuple, à une femme du monde comme M^{me} Jacquelin.

« A la bonne heure ! pensa Hubert ; lui non plus n'hésite pas à briser les anciennes idoles. C'est l'histoire éternelle et je n'agis pas mieux envers M^{me} Daramont dont la mémoire aujourd'hui m'encombre, ou plutôt ne m'encombre plus guère... »

— Je la crois veuve, ajouta Bernard.

— Non, dit Hubert épiaut le visage de Bernard; divorcée.

Et il s'arrêta pour contempler l'angoisse sur ces pauvres traits qui se décomposaient.

— Mais... — continua-t-il, dès qu'il eut envie de voir s'éclaircir ce visage, — mais annulée en cour de Rome.

Et Hubert vit rougir le teint ocré de ce Breton fait Italien. Il vit que Bernard baissait la tête par honte de cette rougeur puérile qui humilie si fort un homme quand elle trahit, impudique rougeur, ce qu'il voudrait le plus dissimuler. Cependant, Hubert la fit cesser, et à son gré, en terminant :

— Seulement, paraît-il, inconsolable.

— Comment sais-tu qu'elle aime encore son mari si tu ne la connais pas?

— M^{me} Legrand-Maillard me l'a dit.

En même temps, Hubert s'aperçut de son mensonge. Rien ne prouvait qu'Odile pleurât toujours Marc. M^{me} Legrand-Maillard ne l'avait jamais dit et Hubert n'avait pas le droit de décourager Bernard sur une supposition non confirmée. Il eût fallu, pour la vérifier, mieux connaître l'hermétique Odile.

— Et puis, se reprit-il, après tout, je n'en sais rien.

Et c'était bien de n'en rien savoir qui faisait l'inquiétude énervante d'Hubert. A table, dans les conversations du jour, il se mit à la scruter insidieusement sur ce point : assise à ses côtés, tranquille, confiante, elle ne se doutait guère qu'il connaissait Marc, qu'il possédait tout le secret de sa douloureuse vie conjugale et de la bouche même de celui qu'elle avait trop aimé. Personne ne le savait ici. Secret bien lourd mais bien riche, propriété précieuse qui lui donnait des droits de regard sur les biens d'Odile, et à elle des servitudes. S'il passait une éclipse mélancolique dans les yeux bruns rieurs, c'était qu'elle pensait à Marc. Si Hubert la surprenait dans le hall, sa houppette de poudre aux doigts et le profil tendu vers la petite glace secrète, il se disait que ce désir d'être jolie n'était qu'une habitude posthume de son amour. Ainsi, ne cessait-il de passer en propriétaire sur les chemins de son âme. Mais il n'en restait que plus taciturne. Au bout de deux jours, Odile dit à M^{me} Legrand-Maillard :

— Il m'intimide, l'aîné des de Pancé. Est-ce qu'il est intelligent?

— Ma chère petite, répondit la vieille dame, si vous aviez pris la peine de le faire causer, vous vous seriez peut-être aperçu qu'il est ce qu'on appelle dans le jargon parisien « un grand monsieur ».

— Bernard est doux et facile, reprit Odile. Ce matin en revenant de la messe, il m'a conté sa guérison miraculeuse à Lourdes. C'était admirable. Ils ont de la chance ceux dont toute la vie a pour pivot un événement aussi merveilleux. Les pensées et les actes de ce singulier Bernard ne reposent pas sur autre chose. On possède alors un recul effrayant pour envisager l'existence comme un songe qui se déroule sans douleur, sans difficultés...

— Ah! lui, Bernard!

Et M^{me} Legrand-Maillard n'en dit pas plus.

Les trois frères ne sortaient plus après le dîner. Leur hôtesse n'allait plus au lit. Les soirées se passaient dans le salon démodé de la villa Diana meublé par les reliques des grands parents Legrand-Maillard, palissandre et bronze doré. Mais Odile rajeunissait tout, comme elle animait la présence parfois maussade des quatre autres personnes enfermées chacune dans une vie propre trop puissante. Généralement on se plaçait ainsi : Odile gardait ses voisins de table Hubert et Bernard, et s'installait avec eux sur le canapé de velours citron, pendant que M^{me} Legrand-Maillard occupait la bergère voisine et qu'Ignace, entêté dans son smoking, prenait un tabouret qui l'obligeait à replier ses longues jambes chaussées d'escarpins. Il paraissait éteint, anéanti, comme si l'arrivée d'Odile lui avait enlevé ses frères, mais, sans rancune, se réservant les petits soins de l'invitée, ses gants oubliés, son livre, son écharpe.

Ce ne fut que le troisième jour que l'on osa offrir une cigarette à Odile. Elle la prit sans vergogne et dit :

— Mon mari m'avait donné l'habitude de fumer.

Seule circonstance où elle rappela, impassiblement d'ailleurs, le mystérieux personnage dont l'ombre flottait encore autour d'elle, retenu par des liens d'une consistance bien douteuse.

Un soir, comme la conversation languissait, Odile jeta sa cigarette, se mit au piano. Elle essaya de se rappeler la première Polonaise. Ses doigts hésitèrent quelques minutes. Ce fut comme un frontispice brouillé et nébuleux au passionné

récit de la pièce musicale. Ignace parut soudain comme un homme qui s'éveille. A peine le début dessiné, il glissa son tabouret contre le piano, les yeux sur le profil de la jeune femme, buvant le rythme sûr de son jeu qui faisait frémir son échine. Puis, tout à coup, les bras écartés, les jambes dépliées et droites envoyant au loin le tabouret, il sembla s'étirer, s'allonger, se soulever. Sans élan apparent, les pointes de ses pieds quittèrent le sol, il y retomba, s'accroupit, se releva et tout son corps emporté par la danse reconstruisit cette architecture giratoire de la musique dont parle un grand poète, si close et si hermétique autour des âmes. C'était lui qu'en jouant Odile regardait, saisissant mieux le rythme habituel à mesure que celui d'Ignace l'accentuait, le marquait de ses coups de talon sur le sol, des saccades de ses articulations détendues, des spirales vertigineuses qu'il formait sur lui-même. Ils s'excitaient l'un l'autre. Odile avait la fièvre, suivait la vitesse de ce mouvement humain, donnait aux traits élancés de la polonaise une secousse pour soulever le danseur qu'elle se sentait soutenir. Tous deux échangeaient de l'énergie. Quand le passage de la mélodie arrivait par intervalles, Ignace l'épousait étroitement, tous ses membres le reproduisaient avec la grâce et la mollesse de l'osier qui forme une corbeille. A la fin, sous les doigts d'Odile et sous les talons du danseur l'instrument et le sol semblaient fléchir. Les sons du piano venaient, eût-on dit, de plus loin, de plus bas, de la terre même. Et Ignace s'éleva une fois de plus, sans poids, pour ébranler, en retombant sur ses escarpins, toute la pièce.

Hubert et Bernard sortaient à peine de leur stupeur. Lui, était épuisé. M^{me} Legrand-Maillard l'installa dans sa bergère, les traits tout altérés. Odile disait :

— Quel artiste ! Où a-t-il pris cela ?

Et du petit mouchoir de soie passé à son bracelet elle vint essuyer le front moite et les yeux fermés d'Ignace.

II

La danse impromptue d'Ignace ouvrit aux hôtes de la villa Diana une période nouvelle comme s'il avait, dans son acrobatie, crevé une mince cloison de papier les séparant d'un mode de vie plus naturel. Une imprécise rigueur fondit. Bien

que M^{me} Jacquelin, semblant regretter le geste un peu tendre qu'elle avait osé près du danseur anéanti, eût l'air de se surveiller davantage, de ne plus sourire complaisamment à toutes ses paroles, de ne plus exiger ce service continuel dont elle et lui s'amusaient jusqu'ici, bien qu'elle réclamât par exemple son ombrelle à Hubert, son livre à Bernard, il y eut moins de cérémonie et Ignace fut davantage introduit dans la conversation générale, comme si un certain prestige lui eût été reconnu. M^{me} Legrand-Maillard lui ayant demandé où il avait appris cette technique si sévère de la danse, il répondit ingénument que c'était près de Jean Borlin dont il avait suivi les leçons quand il était attaché au ministère à Paris.

Hubert l'applaudit de son mensonge. Il n'appartenait pas à Odile, qui était présente, de pénétrer les côtés obscurs de la famille de Pancé, ses hontes, ses diminutions dont Ignace était l'auteur. Bernard estimait au contraire que l'on devait toute vérité à la pure lumière d'Odile; il brûlait de confier à cette âme amie le fardeau qu'était pour lui l'opprobre d'Ignace. Mais qu'Ignace eût seulement dansé devant elle lui semblait déjà un heureux aveu.

Ignace, en quelque sorte mis au point devant M^{me} Jacquelin, encouragé par cette attention qu'on lui accordait, faisait la lumière sur certains passages de sa vie ténébreuse. Il racontait ainsi comment un jour, dans le Haut Sénégal, sa voiture avait été assaillie par un troupeau de buffles. Il décrivait cet océan de toisons noires et de croissants jaunes qui ressemblaient, disait-il, dans l'ensemble, à un cimetière mahométan. Son klaxon les enrageait. Son sauvetage, il le devait à une ample provision de lumière qui lui avait permis de faire jouer ses phares indéfiniment.

Il disait aussi comment il avait été assez heureux une fois pour ramener dans sa voiture à l'hôpital de Dakar un de ses anciens condisciples de chez les Pères à Rennes, le capitaine d'Ercé, qu'il avait trouvé dans un poste, mourant de la fièvre jaune. Et ses frères eux-mêmes en venaient à oublier les trahisons, les apostasies colportées insidieusement dans le coffre de cette auto infâme, où leur pauvre frère au volant en arrivait à faire figure d'explorateur, de grand Français.

Odile dit un jour à Hubert :

— Quel être extraordinaire, cet Ignace!

— C'est un original, dit Hubert.

— Mais que faisait-il donc au Sénégal?

Hubert la regarda avec tant de sévérité qu'elle se sentit indiscrete. Et, amour-propre blessé autant que regret d'avoir déplu, les larmes lui vinrent aux yeux.

— Madame, lui disait Hubert, je vous demande en grâce de ne jamais me poser pareille question, de ne jamais me parler d'Ignace. Nous sommes ici pour tuer son passé, pour l'abolir. Que rien ne ressuscite ces jours qui auraient dû ne jamais être!

La jeune femme détourna ses yeux mouillés, cacha sa confusion en s'excusant, mais ne se jugea pas absoute par le mot aimable dont Hubert voulut racheter sa rudesse. Les pleurs furtifs qu'il avait fait sourdre dans les yeux qui le ravissaient plus que tout, ne lui avaient pas échappé, non plus que la rigueur que lui tenait maintenant Odile, plus habituée aux compliments qu'aux leçons. Il ne savait comment effacer le souvenir de sa brutalité.

Le soir même, au salon démodé, ce fut Hubert qui s'en alla trouver Ignace, et en posture de solliciteur, pour le prier de danser encore. Et en même temps il ne perdait pas de vue celle pour laquelle il s'abaissait à cette prière. Mais Ignace refusa. Non, pas ce soir. Il n'était pas une marionnette. S'il ne se sentait pas soulevé par un rythme plus impétueux que tous les désirs, ses jambes étaient de plomb. On se figura qu'Odile allait insister : mais point; elle n'ajouta rien et ouvrit un livre sur Pascal que Bernard lui avait offert. Elle prenait position de femme fâchée. Au fond, elle était au supplice d'avoir paru indiscrete aux yeux de cet Hubert pour lequel commençait de naître en elle une de ces admirations incertaines de leur objet, mais d'autant plus inquiètes, étendues et sensibles, et que les hommes d'autorité inspirent souvent, presque à première vue. Et en s'occupant à lire, quand ce même Hubert se trouvait près d'elle silencieux, elle obéissait à cet instinct féminin de se grandir en s'éloignant, se doutant bien peu, assurément, tandis qu'elle lisait ainsi avec plus d'humeur que de fruit, de la connaissance secrète qu'il avait d'elle, et de la place que tenait déjà dans les pensées de ce conquérant Odile au-dessus de tout.

Il imaginait le premier amour de cette petite dévote comme

la chrysalide d'où sortait aujourd'hui cette merveilleuse vision d'une femme accomplie dans la passion, la douleur, la méditation, la solitude, les livres. Et lui seul ici connaissait sa vie, lui seul détenait son âme. Des mots étaient sur ses lèvres comme un pont tout construit, prêt à être jeté sur un ravin, sur un abîme : « Vous savez que j'étais l'ami de votre mari. Vous savez qu'hier encore il me parlait de vous. » Et la difficulté de tels propos, l'inutilisation de ce pont le décourageait en laissant l'abîme infranchissable.

Ce fut le lendemain que, la rencontrant au bord de la mer comme elle sortait d'un magasin de la Croisette, éblouie de soleil, le regard plein encore des manteaux de drap blancs si divins qui lui avaient été montrés et ne l'ayant même pas vu, Hubert, comme un loup qui s'empare d'une proie, bondit sur ce pauvre cœur. Il aborda Odile et lui demanda la permission de marcher auprès d'elle. La foule britannique ensoleillée, les vieilles ladies en gris et en dentelles blanches, des yeux bleus de marins anglais creusés dans les visages de brique, les chandails des beaux sportifs tanguant et nu-tête, cette colonisation de la Croisette à midi contrariait leur promenade. Hubert, avec de la superbe nationaliste, collectionnait tous ces regards anglo-saxons qui se posaient sur leur couple. Odile en noir et blanc tirait tous ces yeux étrangers.

— Vous savez, prononça-t-il, que j'étais l'ami de Marc Dauxerre...

Il vit se tourner vers lui cette mince figure décomposée. Il entendit Odile dire d'une voix mourante :

— Non ?

— Je vous certifie. La même classe chez les Pères, à Rennes.

Odile se recueillit un moment. Son pas se ralentit. Elle respirait plus fort. Sous un ouragan intérieur, des idées desséchées se soulevaient, tourbillonnaient, rappelaient le temps du culte de Marc. Elle revivait l'enivrement qui avait voulu, deux années, que la seule présence de Marc la fit défaillir.

— Alors, dit-elle au bout d'un instant, vous l'avez connu à seize ans, à dix-sept ans, quand la guerre ne l'avait pas défiguré. Dites-moi comme il était...

— Il adorait la vie, dit Hubert.

— Non, mais ses yeux, ses deux yeux ? J'ai tant regretté de

ne pas connaître ce double regard. Oh ! tout cela est fini aujourd'hui, vous comprenez. Mais je me souviens de m'être si souvent efforcée de l'imaginer tel que vous l'avez connu.

Et elle ferma très fort ses paupières serrées, comme pour essuyer des larmes avec ses cils. Hubert, repentant de l'avoir mise dans cet état, glissa timidement sa main sous son coude et l'entraîna vers un taxi en lui disant qu'il ne voulait pas qu'elle rentrât à pied. Et en donnant au chauffeur l'adresse de la villa Diana, il demeura au coin du trottoir. Odile dit :

— Mais montez donc avec moi, voyons !

Il dit :

— Vraiment ?

Aussitôt qu'elle l'eut de nouveau à côté d'elle :

— Ne croyez pas que j'aie souffert de ce que Marc était enlaidi par sa blessure. Je sentais sa beauté derrière cette mutilation. Elle m'était toujours présente, plus présente que cet œil fermé, mort. Et puis, vous comprenez, il y avait l'héroïsme. Je n'ai jamais vu un homme si brave que Marc. Mais je suis sûre que vous avez fait la guerre vous aussi, monsieur de Pancé...

— Oui, dit Hubert.

— Vous ne vous êtes jamais trouvé avec Marc ? Mais... l'avez-vous revu comme il était depuis 18 ?

— Je l'ai rencontré une fois en voyage, fortuitement.

— Après notre séparation ? Nous étions mariés ?

Hubert fut affolé des questions qui sortaient toutes seules de ce visage en émoi.

— Non, dit-il. Voilà longtemps de cela : il ne vous connaissait pas encore.

Elle fut déçue ; elle aurait voulu que ce fût hier. Cela n'était plus intéressant. Elle finit par dire, calmée :

— N'est-ce pas que cela ne se voyait pas beaucoup ?

— Il avait à peine changé, dit Hubert tendrement.

Le taxi montait en prise directe les pentes de la Californie. Les parcs, ivres de soleil, débordaient par dessus les murs ocrés du chemin. Des poivriers pleureurs comme des saules offraient aux passants leurs grappes de corail rose, l'indigo du ciel était sombre comme l'orage au-dessus de cette terre éclatante de joie.

« Voilà, se disait intérieurement Hubert ; il n'y a plus

d'abîme. Le pont est scellé. C'est la seconde fois que je suis faible et je n'ai pas à être fier. Tout proche d'Odile maintenant, oui. Plus proche même, réellement, que ne le sont sur les coussins de ce taxi nos deux corps ennemis qui semblent se repousser alors que nous sommes liés depuis vingt ans. Mais je sais ce que je voulais. Marc est à peine endormi dans la mémoire de ces jeunes sens. Pourquoi une passion si durable au profit d'un butor ? Car enfin, il a été odieux jusque dans ses propos contre une femme adorable. »

A cet endroit, il sentit sa main prise par Odile, parce qu'ils avaient presque atteint la villa et qu'avant de descendre elle éprouvait le besoin de consacrer la sympathie qui s'affirmait en elle pour ce robuste Hubert.

— Vous savez que je suis très émue de ce que vous m'avez dit.

Il lui sourit entre ses cils en l'aidant à descendre.

Avec le beau temps revenu, il y avait une vague de vie et de joie à la villa Diana. On déjeuna sur la terrasse, la table était semée de roses toutes vives et qui respiraient encore. Hubert, poussé par une verve dont personne ne connaissait la source, parla de la Campine. Il disait : « J'ai fait tracer sur ma propriété sept kilomètres de route pour permettre les charrois et relier les groupements ouvriers. J'ai bâti des logements pour quatre-vingt-dix familles et tout cela pendant que des tanks à herse ne travaillaient encore qu'à arracher la bruyère et ces petits pins nains qui désolent les Pays-Bas. Même monté sur la terrasse de ma villa, on n'aperçoit pas mes limites ; et cependant, aujourd'hui, mes terres nivelées, ratissées, plates comme la main ont l'horizontalité d'un court de tennis.

Et plus orgueilleux encore, il ajoutait en plaisantant :

— Or, l'année dernière j'ai récolté une tonne et demie d'un blé si pauvre que je n'ai pu le vendre. Il sert à mon élevage de volailles.

— Mais enfin, disait Odile à laquelle Hubert s'adressait en parlant, il a poussé ce blé, il a mûri...

— Oui, reprenait Hubert qui tenait à donner la mesure de sa témérité, et dans dix ans seulement je saurai si je suis ruiné ou non.

Ignace écoutait aussi ces évocations qui l'enivraient. La nouvelle vie pure qu'il allait embrasser apparaissait avec le travail

salutaire. Comme il était convenu qu'Hubert l'emmènerait en partant, il dit :

— Je ferai n'importe quoi, je conduirai des tanks, j'arracherai des arbres.

— Ce travail-là est achevé, dit Hubert, et c'est dommage que tu ne sois pas chimiste. Je manque d'ingénieurs chimistes dans mon laboratoire d'études pour les engrais.

— Mais... j'apprendrai la chimie, dit le chimérique.

Le café venait d'être servi quand on entendit un piano mécanique répandre sur le chemin une valse italienne. Ignace fit un bond, et au milieu de la terrasse, sur le gravier même, face au soleil, il dansa. Il dansa moins la valse que son ivresse intérieure. En veston court, en souliers de marche, ses mains effilées accrochées à quelque fil vaporeux et invisible, il montait et descendait, moins lourd que l'air. Odile toute retournée vers lui avait la figure d'une femme complètement heureuse. Elle était si absorbée par la danse d'Ignace qu'Hubert put scruter à son aise tout ce qui passait sur ce visage extasié.

— Mon Dieu ! soupira-t-elle quand ce fut fini, comme c'est beau, la danse !

Ignace encore tout palpitant la remercia.

— Que vous êtes bonne de comprendre, madame !

Et il se pressait contre la chaise d'Odile, se penchait vers elle en répétant câlinement :

— Que vous êtes bonne !

— La danse, dit Bernard, a été primitivement une prière autant que pour nous la musique.

— La danse est toujours une prière, dit Ignace.

Cet après-midi là, M^{me} Legrand-Maillard lui ayant confié la voiture, il supplia Odile pour une promenade. Il voulait la conduire dans l'Esterel où il avait repéré des endroits excessivement sauvages qui lui donneraient de grandes émotions. Elle refusa. Il insistait. Elle finit par lui dire, en riant, un mot qui le dépeignait des pieds à la tête :

— Laissez-moi tranquille, grand pierrot !

— Mais oui, reprirent les deux aînés, n'ennuie pas madame Jacquelin.

Ce fut Bernard qui par bonté consentit à le suivre, Hubert ayant également décliné son offre. Ignace, bien que nullement familiarisé avec cette marque de grand luxe, les bibelots du

tablier, ces freins sans levier, ces pédales nerveuses et ce poids de la carrosserie, l'épousa instantanément, tant les délicatesses de la matière et cet esprit physique de la machine lui étaient accessibles. Ses talents étaient ceux d'un merveilleux ouvrier. Son intuition s'ouvrait au mystère des choses. Il sembla même assez rapidement laisser à ses pieds, à ses mains, serviteurs bien sûrs, le gouvernement de l'auto, ne regardant que la mer qu'ils longeaient, puis bientôt ces roches de l'Esterel qui rougissent à mesure que l'on approche.

— Vieux Bernard, dit-il tout à coup en posant comme un chat caressant sa tête sur l'épaule de son frère, tu me fais une figure boudeuse. Ai-je été méchant ?

— Attention à tes tournants ! dit Bernard effrayé de tant de désinvolture.

— Ne crains rien de cette machine, ni de ma nature plus dangereuse. Je les tiens toutes deux, je te jure, vieux ; j'ai été fou, je le sais, mais je retrouve ma raison.

Mais dix minutes plus tard, quand on fut dans le désert tourmenté de ces montagnes qui accumulent, dans un petit espace kilométrique, les pires chances d'accidents, précipices ou altitudes, vallonements verts ou pics calcinés, son être, en proie à toutes les impressions extérieures, s'assombrit. Il accota à une muraille épineuse la 40 CV de M^{me} Legrand-Maillard, cala ses freins, et se mit à dire, enfoui dans les coussins :

— Crois-tu, toi si expert dans les consciences, qu'un pauvre diable comme moi peut se maintenir en force toute sa vie ? Est-ce que je peux répondre de moi ? Est-ce qu'un grand désir arrivant en rafale ne doit pas forcément me balayer ? que ce soit le désir d'une femme, le désir de l'argent, le désir d'une drogue, le désir de l'oisiveté, le plus puissant de tous, tu entends, le plus puissant de tous ! Je mène ici une vie accordée harmonieusement avec mes frénésies. J'ai tout, tout, même une femme qui m'admire, — cette petite Jacquelin avec ses yeux de sloughi quand je danse. Ah ! j'adore cela. C'est ma rançon, à moi, méprisé par les hommes, d'éblouir un moment une femme qui fait crédit à ma conscience sans provisions, sur mes dons de pantin. Mais tout cela va prendre fin, mon vieux Bernard, et dans un mois je serai dans un désert moins accidenté que celui-ci, mais plus affreux peut-être. Et, pas un astre dans le ciel gris, et le travail monotone à

reprendre chaque matin. Oh ! dis-moi, dis-moi, vieux, que je supporterai, que je serai le maître de moi-même, que je resterai, non seulement le temps de payer mes dettes envers la femme galante qui m'a comblé d'argent, le temps de me libérer de cette boue, mais après encore, sourd à ma fantaisie, sourd à ma paresse, même si Hubert me condamne à un travail abrutissant, même si je suis un forçat, même si je n'ai plus le droit de danser devant le visage éperdu d'Odile qui sera sans nul doute devenue alors la femme de mon frère et patron ?

Un réflexe de Bernard repoussa la masse du corps d'Ignace qui pesait sur son épaule au long de cette confiance écoutée avec le respect et l'attendrissement d'un confesseur. Mais la phrase dernière avait fait crouler sa sérénité.

— Tu ne veux cependant pas dire qu'Hubert épouserait M^{me} Jacquelin ?

— Ah ! tu ne vois donc rien ? Hubert si dur pour lui, si doux pour Odile ; Hubert si plein de ses propres pensées, si attentif pour Odile ; Hubert si équilibré et qui depuis une semaine n'a pas quitté des yeux Odile ; Hubert si impassible et si changé depuis que le Destin nous a fait le cadeau précieux d'Odile ; Hubert si muet sur ses affaires et si expansif sur le même objet pour séduire Odile ; Hubert si fort devant la lutte et si faible devant Odile ; Hubert si dédaigneux de ma danse tout à l'heure et qui ne voyait que le plaisir d'Odile ; Hubert qui ne nous aime plus ni toi ni moi et ne goûte plus que le tête-à-tête avec Odile ! Déjà ce matin. Et vois encore cet après-midi. Et pourquoi ne l'épouserait-il pas, vieux Bernard ? C'est un grand capitaine, Hubert, et qui peut hardiment offrir sa galère à celle dont il a envie. Que craindre avec Hubert ? Il est une puissance ; tout le monde répondrait de lui, et, mieux encore, il répondrait de lui-même.

Bernard dit :

— Mais il faudrait que M^{me} Jacquelin de son côté se sentit attirée, qu'elle éprouvât un sentiment pour lui. Or, je les vois peu s'entendre. Hubert n'a pas la foi ; ils n'ont rien de commun. Non, je t'assure, Ignace, je crois que tu te trompes.

— Mais, cher, ce qui attire le plus les femmes ce ne sont pas les affinités morales. La petite Jacquelin a peur d'Hubert : c'est ainsi que les oiseaux se laissent prendre.

Au bout d'un silence où la voiture sembla étouffante à Bernard, il dit :

— Tu veux que nous marchions un peu dehors ? Nous allons parler de toi.

Avec le soleil s'était éteinte la montagne ; morts son éclat de corail, le vert de ses pins : restaient la cendre et le charbon des incendies de naguère dans le gouffre que contournait la route. Et en effet Bernard, les mains un peu froides, le souffle un peu ralenti, reprit la conversation au point où, quittant Ignace, elle avait dévié vers Hubert et M^{me} Jacquelin. Il paraissait très calme. Il cita hardiment à Ignace la phrase de l'Imitation : « Et que ferais-tu si tu étais sûr que tu dusses persévérer ? » Tous les hommes sont faiblesse, le plus fort ne peut répondre de soi. Cependant chacun s'élance dans sa carrière propre aussi assuré qu'un dieu. Tout se passe comme si les hommes possédaient la certitude de tenir jusqu'au bout, que ce soit dans la foi conjugale, dans l'obéissance au serment prêté, dans la fondation d'une entreprise, dans les responsabilités de la procréation. Sans cette créance, rien ne s'accomplirait ici-bas. L'homme ne doit pas plus sonder son inconstance, source de vertige, que lui, Ignace, tout à l'heure, ne cherchait sa direction dans ce précipice charbonneux au lieu de regarder la route.

Et il prit Ignace par le bras, le serra en marchant contre son flanc, contre son être invisiblement crispé.

— S'il te faut absolument un répondant, moi je réponds de toi, Ignace. Je m'engage en ton nom ; je te fais crédit : tu as toute ma confiance. En toi je ne sais aucun élément mauvais, rien qui écarte, rien qui trouble. Tu es comme une maison bâtie avec de très bonnes pierres, mais qui s'écroulent sans cesse parce que rien ne les cimente. Ah ! Ignace, je te vois une âme pure, ravissante, mais pas de force, pas de volonté. Oh ! je t'en prie, veuille, veuille, fustige-toi, cravache-toi. Se dominer, se tenir tout rassemblé sous un ordre de sa tête, c'est meilleur que la cocaïne, tu sais !

Ignace enfonce ses ongles dans la paume de Bernard, à bout de nerfs, foudroyé par ce fluide extraordinaire qui sortait de cette âme inconnue.

— Jamais personne ne m'a parlé comme toi, Bernard. Il me semble que tu me baptises. La force, je la sens : c'est ta parole qui me l'infuse. Oui, je te le jure, je voudrai. Mais tu

es un plus grand capitaine qu'Hubert, tu sais, vieux. Avec toi je serais sûr de vouloir. Avec Hubert, moins.

— Il faut vouloir seul, dit Bernard. Mais je ne t'ai jamais dit que je ne te prendrais pas près de moi.

Le crépuscule amenait la brume. Ils remontèrent en voiture; il leur semblait être des ombres. Tout le long du trajet ils restèrent silencieux, Ignace, accablé, au volant, ne devant qu'à son instinct animal de conduire sans faute. Déjà Cannes scintillait comme en pleine nuit dans l'arc pur de son golfe opalescent. A l'heure où ils rentrèrent, la villa Diana aussi était illuminée. Sur un coup de klaxon, la grille fut ouverte. La voiture roula silencieusement en cercle sur le sable du parc. Ignace alla garer. Bernard entra au salon de palissandre et de bronze doré. Hubert était près d'Odile, sur le canapé, et lui avait pris la main en parlant.

III

Le lendemain jusqu'à l'heure où Odile revint de la messe matinale, seule et sans avoir vu Bernard, tout le monde eût juré qu'il l'y avait accompagnée.

Hubert se rendit sur-le-champ à la chambre de son frère. La porte en était entrebâillée; il la poussa et du premier coup s'aperçut que les deux photographies de la religieuse n'étaient plus sur la commode. Toutes les choses du jeune homme avaient été enlevées, le lit non défait. Il y avait une lettre pour M^{me} Legrand-Maillard.

Celle-ci, d'une voix que l'indignation faisait flageoler, lut une seconde fois, pour ses hôtes rassemblés au billard autour des journaux, la lettre extraordinaire que ses yeux venaient de parcourir, et qui était datée d'une heure du matin.

« Chère amie, disait Bernard, il y avait hier dans mon courrier une nouvelle très grave concernant les fouilles auxquelles j'ai consacré ma vie. Je n'en avais pas immédiatement saisi l'importance. Ce n'est qu'à cette heure tardive que j'entrevois l'urgence de mon départ. Cette urgence fut moins déterminante d'ailleurs de ma décision de partir sans délai que la crainte de céder, si je demeurais un jour, aux délices de votre hospitalité, car le chagrin que j'éprouve à quitter la villa

Diana me fait penser qu'un mot aimable de vous eût suffi à ruiner l'équilibre branlant de ma résolution et à me retenir longtemps encore. J'ai eu peur, chère amie, de votre bonté à laquelle néanmoins je fais appel ici pour obtenir mon pardon. »

— Elle conclut :

— Ce garçon est fou.

Hubert outragé demanda :

— Il ne dit rien pour moi ?

Puis il s'aperçut presque au même instant que son cœur s'allégeait, que son château intérieur s'éclairait de toute la lumière d'Odile ; qu'en somme, jusqu'ici, Bernard projetait son ombre noire d'homme pieux sur le visage de la jeune femme et que, Bernard parti, un écran tombait, Odile redevenait claire, légère, libérée. Hubert la regardait anxieusement pour démêler son juste sentiment sur ce départ inopiné. Rien n'était moins dissimulé :

— Quel dommage ! disait-elle. Je n'aurais jamais pensé. Il était si gentil, ce Bernard. Une foi en fleur ; une science en figures magnifiques ; une philosophie en sensibilité. C'était un miroir charmant où la vie et les réalités se réfractaient avec grâce. Il transposait tout. C'était un saint.

— Bénie soit une telle sainteté ! dit M^{me} Legrand-Maillard. Me voici empêtrée d'une jeune fille à qui je l'avais présenté et dont le père, conquis, ne cesse de me faire des ouvertures. Et : « A quand une nouvelle présentation ? » Et : « Que peut-il penser d'Élisabeth ? » Qu'il y reste dans ses catacombes et tant pis pour Élisabeth. C'est un ingrat.

On entendit un sanglot retentir dans un coin de la pièce. En même temps on cherchait Ignace. Il était là-bas, allongé sur un sofa au-dessous de la panoplie des queues de billard, pleurant à petits coups, comme une femme, le visage enfoui dans les bouillons de satin bleu.

Quoi ! le départ de Bernard qui froissait en réalité tout le monde, où chacun n'avait relevé que le coup d'épingle l'atteignant personnellement, où l'on cherchait le grief, le défaut secret, l'objet de blâme, n'avait-il trouvé son écho de tristesse sentimentale que dans ce cœur gâté ? Hubert en ressentit une leçon troublante. Ce fut à travers Ignace qu'il

comprit tout à coup la séparation sans lendemain et se mit à en approfondir les insolites raisons.

Mais pour M^{me} Jacquelin ce désespoir d'Ignace était comme un appel au secours. Elle se pencha sur le sofa, voulut calmer ce chagrin puéril, caressa cette épaule agitée de soubresauts.

— Voyons, Ignace, reprenez-vous. Il nous reviendra ce Bernard.

Ignace répondait par des mots inintelligibles.

— Qu'est-ce qu'il dit ? demanda M^{me} Legrand-Maillard.

Hubert repoussa Odile, maîtrisa de ses deux mains ce thorax en crise et entendit enfin qu'Ignace répétait :

— Il n'est pas un ingrat ; je ne veux pas qu'on dise qu'il est un ingrat.

— Donnez-lui un calmant, ordonna Hubert. Ignace est un grand nerveux.

C'était la veille, dans l'après-midi, qu'Hubert demeuré seul auprès d'Odile avait approché pour la première fois le sanctuaire voilé de cette âme. Il en possédait un accès dont rien désormais ne pouvait interdire à son désir de jouer en propriétaire, grâce à ce nom de Marc, devant lequel nulle pudeur ne tenait dans la vie intérieure d'Odile. Elle lisait, dans le salon, ces *Pensées* de Pascal qui donnent à tant d'esprits la sensation d'être, en les lisant, héritiers et presque parents du Maître. Puis elle avait vu entrer cet Hubert dont l'aspect lui semblait, peut-être à tort, impérieux jusqu'ici, et qui le matin même était si fraternel, si intime. Le livre lui tomba des mains ; elle sourit à Hubert comme à l'ami de Marc et il s'assit auprès d'elle. Les cheveux d'Odile, lustrés sur sa petite tête, reflétaient le bleu qui entraît par les baies de la terrasse. Elle était comme toujours dans sa livrée d'hirondelle ; sans doute aussi celle du malheur d'amour.

— Je ne vous croyais pas si pascalienne, dit Hubert. Parlez-moi de votre livre.

Mais une femme parle peu du livre qu'elle lit. Odile avoua qu'en lisant son esprit travaillait ailleurs. Elle n'aurait pu citer une phrase, une idée, — toute replongée dans son passé depuis ce matin. Comme une minuterie éclaire d'un coup une succession d'étages, toutes ses années récentes avaient été illuminées ensemble par la présence d'un témoin vivant de Marc.

— Songez, disait-elle, que je n'ai de lui que des souvenirs inanimés, quelques bijoux, cette barrette qu'il m'avait donnée un jour de bonheur, des photographies, des lettres. Mais vous me l'avez ressuscité.

Hubert, avec une secrète brutalité, dit :

— Est-ce que vous l'aimez encore ?

— Cela dépend, répondit Odile avec un peu de timidité mais un grand désir d'être sincère auprès d'un ami si clairvoyant, si compréhensif ; surtout avec un irrésistible besoin d'abandon. Ma réaction contre mon... — elle hésita une seconde puis trouva : — mon bannissement, s'est étroitement confondue avec le chagrin, au point que je ne puis faire la distinction entre mon humiliation et le regret que j'ai de Marc. Mais depuis plusieurs mois, sans que je puisse savoir quand ça a commencé, je ne souffre plus que par intervalles de plus en plus longs. On dirait une inondation qui se retire, ne laissant que des flaques.

— Comme ce que vous dites est intéressant ! interrompit Hubert.

— Alors, continua-t-elle délicieusement encouragée, dans un jour comme celui-ci, je suis encore immergée au fond de ce souvenir cruel et toujours doux.

Et au bout d'une minute de silence, elle reprit :

— Dites-moi, vous vous aimiez beaucoup, Marc et vous ?

Hubert, si sûr de lui, reçut pourtant un choc.

— Vous comprenez, dit-il, deux garçons ne sont pas de petites pensionnaires exaltées qui s'attachent l'une à l'autre comme des lianes tendres. On se choisit. On se recherche, on veut s'éblouir par une forte pensée. Marc et moi nous discussions sur le sens de la vie, la conscience, les problèmes immenses que découvrent les collégiens de dix-sept ans.

— Marc n'était pas si intelligent que vous, dit Odile, mais il avait une grande souplesse d'esprit pour escamoter les raisonnements, qui me laissait un petit malaise, moi si habituée à l'aplomb, à l'équilibre en logique de mon père et de mes maîtres, mais qui me charmait comme toutes les manifestations de cette âme si élégante, si précieuse, si futile aussi. Croiriez-vous qu'avec ma formation d'esprit si sérieuse j'admirais qu'il aimât tant le plaisir et cette flamme qu'allumait en lui ce qui était fête, réunion mondaine, concert, théâtre, tout, tout. Il ne

pouvait rester à la maison. Si je n'étais pas disposée à l'accompagner, il sortait seul. Rien ne l'aurait retenu près de moi.

Odile baissa la tête et confessa le plus difficile :

— On n'a plus d'orgueil, monsieur de Pancé, lorsque l'homme qu'on aime s'ennuie près de vous.

Hubert sans répondre haussa les épaules. Le rêve d'une consistance sûre et presque réelle qui le prenait en ce moment, était proprement la nébuleuse du bonheur. Lui qui avait accepté par stoïcisme une vie sans espérance, voyait Odile vivre près de lui dans son grand pavillon de la Campine. Cette femme divine avait mis dans la maison de l'homme seul sa beauté, ses raffinements, ses frivolités légères en apparence, rituelles en réalité, ses parfums, ses étoffes ravissantes, ses perles, puis sa gaieté, son esprit substantiel et enjoué qui en faisait la compagne dont jamais on ne se lasse. Mille fois heureux que ce Marc prétentieux et fat se fût ennuyé près de cet être adorable ! Odile et Hubert, eux, n'avaient pas fini de vivre sur le noble patrimoine de pensée humaine qu'était là-bas sa grande bibliothèque assez délaissée, hélas ! jusqu'ici par sa douleur sans désirs. Pas de bals. Pas de musique. Ils seraient l'un à l'autre l'éternelle fête. Et il pensait au luxe dont il l'entourerait, — Reine du pionnier, Dame du conquistador, — aux fourrures dont il tapisserait les chambres, aux fleurs qu'il commanderait à Nice, à la voiture splendide qu'il lui offrirait.

— Et s'entendre dire qu'on n'est pas fait l'un pour l'autre !... continuait Odile quêtant une consolation, et sans doute assez assurée de son pouvoir pour avouer directement sa défaite sentimentale.

Hubert souriait à l'infortune d'Odile, à ce don d'amour refusé qui lui laissait le trésor intact.

— Il ne faut plus regarder le passé, lui dit-il impérieux comme un directeur de conscience. Vous êtes tellement jeune ! Votre petit passé n'est rien, n'existe plus en regard de votre grand avenir. Vous serez aimée comme vous seule méritez de l'être.

Elle appuya ses yeux sur les siens bien en face, sans coquetterie, sans réticence, avec le seul plaisir d'être franche envers un homme loyal.

— Véritablement, Monsieur de Pancé, j'ai perdu en moi toute ma confiance de femme. Je ne crois plus être capable de donner

le bonheur à un homme. J'ai des idées si arrêtées, et en même une volonté si hésitante ! Je me crois très raisonnable et toujours mon imagination devance ma raison. Puis, maladroite à vivre. Aimant si fort Marc, j'agissais toujours au rehors de ce qu'il fallait pour lui plaire. Pour celui que j'aurais choisi je tremblais de me remarier.

Hubert eut vers elle son sourire entre les cils qui fit détourner les yeux d'Odile.

— Voyez comme je suis sotte et peu brillante ! Vous auriez aimé que je vous parle de Pascal et je ne vous ai entretenu que de ma lamentable petite histoire, de choses tristes, ennuyeuses. C'est à quoi je suis bonne.

Hubert ne répondit pas. Le valet de chambre arrivait pour éclairer le salon. La lumière donna un regain d'intensité à la présence d'Odile qui surgit de l'ombre plus souveraine que jamais. Hubert lui dit :

— C'est moi, madame, qui n'ai pas de mot pour vous remercier de l'honneur que vous m'avez fait. Je serais demeuré jusqu'à toujours, il me semble, à vous écouter. Pensiez-vous que je ne sois pas capable de comprendre une grande tristesse ?

— Si, dit vivement Odile, et j'ai même cru remarquer parfois que vous étiez triste vous aussi.

A cet instant il saisit la main d'Odile, sans doute avec le désir de la baiser, et c'était alors exactement que Bernard était entré au salon à son retour de l'Esterel. Hubert avait ressenti une commotion assez pénible d'être surpris, d'abord ; ensuite de l'être par Bernard qui, ouvertement, depuis l'arrivée d'Odile, se l'était en quelque sorte attribué. Bien que Bernard crût avoir conservé son impassibilité, son regard avait exprimé de l'angoisse pendant une seconde, et Hubert senti s'écouler sa joie robuste dans un certain mécontentement de lui-même. Mais dans la soirée, il s'était donné des raisons. Le pieux amour de Bernard ne comptait guère pour le positiviste qu'il était et il décida que les saints n'ont rien à voir avec le bonheur terrestre. D'ailleurs quelle force aurait pu retenir Hubert emporté vers Odile ? Même le souvenir de M^{me} Daramont, cette inondation de la douleur, selon l'image employée par Odile, n'y avait pas suffi. Il aurait marché sur la mémoire de M^{me} Daramont pour aller à Odile. Alors Bernard ? Un frère est cependant moins qu'une maîtresse morte, moins sacré, moins terrible, moins

intangible, et puisqu'il se détournait délibérément du regret de M^{me} Daramont auquel il croyait avoir voué sa vie, est-ce que Bernard serait un obstacle maintenant? Obstacle bien vain et bien négatif en tout cas. Odile consultée et pressée de faire un choix hésiterait-elle entre ce spiritualisme délicieux, certes, de Bernard, mais à côté de la vie et plus propre à former un moine qu'un mari, et les dons que lui, Hubert, apportait? Car c'est bien dans un foyer de vie qu'il la jetterait, à Asch. Non pas une vie à la Marc Dauxerre, trainée dans les salons et les salles de théâtre, mais une vie à l'Odile Jacquelin, substantielle, vraie, la vie des trappeurs, le corps-à-corps avec la Nature qu'on juggle. Créer dans la dune sablonneuse des plaines de terre arable, une campagne florissante dans le désert avec les grands arbres classiques et tous les animaux de Cérès, associer sa compagne à cette métamorphose, la faire régner avec lui sur un peuple d'ouvriers, puis ensuite, jeter à ses pieds la fortune colossale qu'avant dix ans il comptait bien tirer de son miracle, voilà le programme de la communauté conjugale qu'il offrait, lui. Et quand il se rappelait les jours passés depuis l'arrivée d'Odile, n'était-il pas loisible d'y voir qu'Odile traitait Bernard en chapelain, mais qu'elle ne lui aurait jamais fait le don magnifique de son âme, si considérable pour l'orgueil d'un homme comme Hubert.

Il en était là ce matin, et il apprenait que Bernard était parti.

Subtil et discret Bernard, ennemi de tout appareil, fuyant le pathétique, le choc des sentiments qui s'affrontent et se déflorent! Il s'était évanoui dans la nuit comme il convenait à sa spiritualité, avant que le soleil ne se levât sur une rivalité sans élégance. Il disparaissait d'un petit cercle dont on s'apercevait qu'il était l'âme cachée, pour avoir vu son frère tenir la main de la femme qu'il aimait. Sans bruit, sans drame, comme un petit pauvre confus d'avoir trop demandé et se flattant que son départ demeurerait inaperçu, il les avait défaits de sa présence pour que tout fût au mieux.

Hubert laissant les femmes apaiser les nerfs d'Ignace s'enferma dans sa chambre, sapé comme un arbre, jusqu'au cœur, par cette révélation. Bernard présent, effacé, modeste, caché n'était qu'un masque. Aujourd'hui, dans l'absence, Hubert connaissait son frère ardent, dévoré de vie. Bernard était épris

d'Odile si totalement et si dangereusement que, devant à sa conscience d'y renoncer, il n'avait pu la revoir. Et ce départ clandestin dont tous les égoïsmes ici s'étaient froissés, Bernard l'avait décidé là-haut, dans une lutte sans témoin, cette nuit, moins pour se dérober à des insistances ennuyeuses que pour échapper au tout-puissant visage.

Hubert finit par penser :

« Peut-être l'aime-t-il plus que moi. »

La voix d'Odile retentit dans le salon voisin :

— Où donc est monsieur de Pancé ?

A cet appel, il se leva malgré lui; Bernard croulait, n'était plus qu'un petit nuage attristant au fond de son cœur. Il passa vivement dans sa chevelure défaits ses doigts qui en cardèrent les boucles, sembla s'essuyer le visage d'une brume, et quelque chose de terrible qui y était inscrit fondit en effet sous sa main, puis il ouvrit la porte.

— Ah! monsieur de Pancé, lui dit Odile, je vous cherchais. M^{me} Legrand-Maillard semble donner créance à cette lettre si bizarre de Bernard, moi non. Mais pourquoi est-il parti? Il était tellement bon qu'aucun de nous n'a pu lui faire de la peine. Je suis si triste de ce départ!

— Oui, dit Hubert, d'une voix dont la jeune femme attribua l'altération au chagrin d'avoir perdu Bernard; il va vous manquer, il était votre chevalier-servant.

— Tous les trois, dit Odile, vous étiez aussi charmants pour moi. Mais Bernard semblait particulièrement heureux ici. Est-ce que vous croyez, Hubert, véritablement, que Bernard est parti à cause de ses fouilles?

La sublimité qu'Hubert avait toujours accordée à sa conscience, qui l'avait fait à vingt-cinq ans sortir orageusement du cabinet d'un parlementaire corrompu, quitter à vingt-sept, au plus vif de sa passion, une maîtresse scrupuleuse, laisser en pleine bataille son exploitation et accourir ici au nom de l'honneur des de Pancé pour essayer de sauver Ignace, ne lui permit aucun mensonge. Il secoua la tête négativement et comme Odile insistait :

— Bernard est parti, madame, parce qu'il vous aime.

— Oh! dit la jeune femme en rougissant un peu mais avec cette simplicité légère qu'elle répandait sur tout, croyez-vous? Beaucoup d'hommes, Hubert, m'ont dit ainsi qu'ils m'aimaient:

des hommes que j'ai rencontrés à Rome dans les salons de l'ambassade française, des Romains appartenant au barreau de la ville, dans ce monde où l'on me reçoit à cause du nom de mon père : dans les musées, même, quelquefois... vous savez, les Italiens ! Mais je n'y ai pas cru ; ce n'était pas de l'amour, vous comprenez, Hubert. A peine une petite sympathie pour mon visage français. En huit jours, ils m'avaient oubliée. Souvent les hommes confondent avec l'amour la sympathie que leur inspire une femme. Et pour ce cher Bernard, il ne peut même être question d'une telle erreur. Pas un mot, pas un regard qui l'eût avoué.

— Et s'il vous l'avait dit ? demanda Hubert qui était comme un chirurgien brutal penché sur la table d'opération de son propre cœur.

— Eh bien ! je lui aurais répondu comme aux autres, mon ami. Je suis en pleine convalescence d'une grande maladie et j'ai peur d'une rechute. Ou plutôt, je n'y crois pas. Car, voyez-vous, Hubert, je sais vraiment ce que c'est que d'aimer et cela ne se recommence pas une seconde fois.

— Une seconde fois, dit Hubert dont Odile se mit à percevoir l'émotion, c'est vous qui serez éperdument aimée. Et vous verrez, vous verrez, cela vous deviendra si doux que vous serez bien forcée de répondre et d'aimer encore.

— Il y a pire, dit Odile qui sentait maintenant le trouble d'Hubert et voulait par loyauté le conduire au plus secret des jardins de son âme, je crois que je ne pourrai pas me remarier tant que Marc restera vivant. Je m'étais tellement donnée dans ma promesse conjugale, je m'étais mariée de si bon cœur avec lui que je ne m'en sens pas encore dégagée. Je ne peux pas tromper Marc.

Hubert entre les cils la regardait d'un air incrédule, puis ses yeux s'abaissèrent sur le poignet qui sortait, comme d'un nid de mousseline, d'une échancrure toute touffue de crêpe de Chine blanc, mais il n'eut pas un mouvement vers ce qui l'attirait si fortement.

— Bernard est une âme dans le genre de la vôtre, dit-il. Je ne connais que les femmes et lui pour avoir de ces scrupules. Il est parti, il s'est retiré parce qu'il craignait que moi aussi, devant votre beauté, devant votre charme...

— Oh ! Hubert ! dit vivement Odile comme pour barrer

chemin à toute nouvelle incursion de ces Barbares masculins, nous sommes de si bons amis maintenant que ce serait dommage. Vous avez tous mes secrets; je suis un livre ouvert devant vous; ne le fermez pas...

Le lendemain Hubert reçut une lettre de Bernard, écrite de Vintimille à la Buvette de la Douane :

« Cher Hubert, tu sais que je suis un distrait. Ne t'en prends qu'à ce défaut si je n'ai pas deviné plus tôt les liens indiscernables qui se sont noués avec tant de bonheur entre une personnalité de grande classe comme toi et celle qui réalise tous les souhaits que mon affection avait formés pour orner selon mon désir ta future compagne. J'ai quitté, je le sais, la villa Diana avec un peu trop de liberté et pour retourner à des travaux qui n'avaient pas l'urgence à laquelle j'ai imputé mon départ. Je n'ai voulu en cela que la possibilité d'insister à distance pour que tu n'attribues aucune importance sentimentale à l'admiration que m'a inspirée M^{me} Jacquelin. Je suis assurément fort loin de révoquer les propos que j'ai tenus sur elle. Mais je ne t'apprendrai pas la grâce si attrayante que Dieu a mise en elle et qu'aucun homme ne peut ressentir sans émotion. Or, un cœur comme le mien, qui s'est imposé d'être si séparé de la femme, ne devait être que plus sensible à cette force irradiante de M^{me} Jacquelin. Dis-toi bien cependant que ce n'est là qu'un phénomène mathématique, et que n'importe quelle autre personne de ce genre m'eût communiqué le même enthousiasme. Je suis obligé de t'avouer, vieux frère, que les femmes me charment toutes et me deviennent chères bien vite. Aussi, contente-toi de sourire, comme d'une faiblesse assez ridicule, de cette naïveté qui dès le premier jour me laissa en extase devant notre jolie invitée. La facilité avec laquelle je l'ai quittée t'est le gage que mon sentiment n'avait pas de racines et ne peut en aucune façon inquiéter le tien, dont je sens l'intensité imposante comme une rafale et dont je vois l'éclosion comme un privilège providentiel destiné à récompenser une douleur magnifiquement supportée. »

Hubert n'assista point cet après-midi là aux réjouissances de la bataille de fleurs vers laquelle il vit partir dès deux heures, avec leur hôtesse, Odile et Ignace, excités, chargés de

paniers où s'écrasait la chair délicate des munitions roses et jaunes. Il prétendit avoir à travailler et s'enferma dans sa chambre. Ce ne fut que vers le soir qu'il répondit à Bernard :

« Mon vieux Bernard, tu es complètement fou. Tellement épris de la petite Jacquelin que tu en vois tous les hommes amoureux. Je le suis si peu que je pense repartir très prochainement pour les Landes où j'ai quelques études à faire sur la culture dans les dunes et je me contenterai ensuite de toucher barre à Cannes pour y prendre Ignace, qui doit me suivre à Asch comme tu le sais.

« En ce qui concerne M^{me} Jacquelin, ta méprise vient de mon malheureux caractère taciturne. Je ne t'ai jamais dit que son ex-mari n'est autre que Marc Dauxerre, mon ancien condisciple à Rennes, à peine perdu de vue depuis lors. Cette circonstance crée forcément entre elle et moi une intimité où cette pauvre jeune femme, véritable épave, cherche un peu de consolation et d'appui.

« Tu n'as donc pas à étouffer pour moi des sentiments dont je suis loin de sourire, — trop heureux au contraire de les encourager, car j'y vois pour toi un bonheur auquel tu as bien droit. Reviens donc à ton gré près de cette chère Odile si bien faite pour toi, à moins que tu n'attendes son retour à Rome, mais elle préférerait je crois que tu vinsses. Je ne la vois pas seule ici avec Ignace. »

« A toi. »

HUBERT.

COLETTE YVER.

(La dernière partie au prochain numéro.)

GRANDEUR ET DÉCADENCE DE L'OCCUPATION FRANÇAISE EN RHÉNANIE

I

LE TEMPS DE MANGIN

Mayence, septembre 1919.

De la Munster Platz à la Rheinstrasse, la retraite se déroule à travers Mayence. Nouba de Sénégalais, musique de biffins, fanfare de cuirassiers, escortés et entrecoupés de porteurs de torches, font alterner leurs rythmes les plus allègres. Tous les vieux airs français emplissent les rues de l'antique cité rhénane. Les Mayençais regardent bonasses et s'amusent, certains font escorte, badauds et sympathiques; à la fin du défilé, dans la foule pressée et joyeuse qui suit nos soldats, des gars et des filles du cru, bras à bras avec les nôtres, chantent gaillardement *la Madelon*. Au lendemain de l'atroce guerre, qu'une telle atmosphère ait pu s'établir en une ville occupée, quel témoignage en faveur de nos soldats, quelle leçon pour nos ennemis, mais aussi quelles promesses pour nos destinées!

Soudain, un silence... Devant le Palais ducal, la retraite a fait halte. Un commandement, et voici, lancée par toutes les musiques, la sonnerie *Aux Champs*. D'un même mouvement, les têtes se lèvent vers ce balcon d'où un torse puissant émerge. Mangin! On voit la main empoigner le barreau, le masque se tourner vers nous. « Il va parler » chuchote-t-on près de moi. Mais le masque reste silencieux et grave, avec en avant cette mâchoire terrible.

Alors, c'est une acclamation qui monte de toute part, se répète et s'amplifie : civils ou militaires, Français ou Mayençais, toute la ville semble soulevée par un même élan. Lui, sans un geste, écoute et regarde. Sous l'éclat des lumières, je le vois à plein : aucun sourire n'a détendu son visage ; il semble chercher là-bas un objectif lointain et difficile : n'est-ce pas l'infini qu'il affronte ?

« L'Imperator » entends-je murmurer. Le mot frappe juste. Depuis que je suis ici, je n'entends parler que de Mangin : ce victorieux est bien ici le maître respecté. Mon hôte présent, gros marchand de vins de vieille souche mayençaise, fut le premier à m'en faire l'éloge. « Voilà un chef humain, votre général ! Il nous a ravitaillés, il a rétabli notre commerce ; il nous rend la vie et l'espoir. » On cite ses mots, ses instructions, comme cette brève directive dictée à ses officiers au soir même de l'entrée à Mayence : « A partir d'aujourd'hui, se rappeler qu'il n'y a plus de Boches à Mayence. » C'est lui qui a décidé le Stadttheater à monter le Festival Wagner, lui qui a attiré Français, Belges, Anglais, rendant à la vieille cité une animation qu'elle ne connaissait pas au temps du Kaiser. C'est encore lui qui a eu l'idée première des établissements universitaires : déjà, voici notre Lycée prêt à fonctionner ; d'autres projets plus amples sont, paraît-il, en cours pour aider au rayonnement de notre culture.

Évidemment, ce Mangin, c'est une force. Et, tandis que je revois ce masque énergique, ce menton léonin, j'ai bien le sentiment que celui-là sait ce qu'il veut et sait le vouloir.

Et cependant !... Alors que, parmi les Mayençais, on n'entend guère sur lui qu'éloges sans réserves, voici que du chœur des Français, maintenant que les torches sont éteintes et les acclamations tombées, monte la mélodie des critiques. Celui-ci lui reproche sa rudesse envers les officiers, son souci d'une tenue impeccable ; cet autre lui en veut de ses prévenances envers les Mayençais, et on sent bien que pour celui-là, tout est boche aussi bien dans les pays cisrhénans que dans le Reich transrhénan. Et voici le clan des informés qui incriminent la politique rhénane du général, ses faveurs à Dorten, ses compromissions avec les séparatistes...

Hélas ! toujours les mêmes divisions ! Ainsi complotait-on, en 1915, contre Joffre ; ainsi s'en prenait-on à Foch au lende-

main de la surprise du Chemin des Dames. Ne saurons-nous donc jamais que nous diviser? Eh oui! l'affaire Dorten a été un échec, et quelques-uns des meneurs de ce mouvement de juin n'avaient peut-être pas toutes leurs cautions. Mais quoi! Pour qui sait l'histoire du séparatisme, pour qui entend dans l'intimité du privé les bonnes gens d'ici, comment douter que s'il n'y avait eu à Paris tant d'indécision depuis l'armistice, l'irrésistible mouvement que la défaite avait fait naître dès l'automne de 1918 dans tout le pays rhénan, eût abouti dès le début de 1919 à la séparation intégrale de toute la Rhénanie d'avec la Prusse? Venu peut-être trop tard, Mangin n'a fait qu'écouter les plus ardents des Rhénans, ceux qui, lassés d'être toujours remis, voulaient enfin la décision. Un ami de mon hôte, négociant notable qui porte avec fierté le titre de conseiller municipal de Mayence, Ernst S..., m'avouait l'autre jour que si le mouvement de Dorten avait été approuvé par les gouvernements alliés, tout le monde eût suivi en Hesse rhénane. « C'était mal préparé, concluait-il, mais il n'est pas mauvais que l'idée rhénane ait ainsi été sauvée de l'étouffement préparé par la Prusse. La prescription est interrompue : on recommencera en évitant les fautes. »

En écoutant cet appel confus de tout un peuple, Mangin n'a-t-il pas servi son Pays, la Justice et la Paix?

LE DÉPART DU CHEF

Octobre 1919. — Ils l'ont eu! C'est hier que l'effarante nouvelle nous a été apportée de Paris : Mangin relevé de son commandement!

En ville, d'abord, on n'y veut pas croire. Mais les confirmations sont trop péremptoires pour que le doute puisse subsister. Un officier du cabinet raconte même l'ultime entrevue avec Clemenceau, le général s'inclinant devant la rude mesure, mais demandant une raison, le Président se refusant à toute explication, et, tranchant : « Je ne peux ni ne veux rien vous dire. »

— Bah! fait un philosophe, c'est la troisième fois que Mangin connaît pareille disgrâce; et chaque fois il rebondit ensuite plus haut!

— Oui, répond l'officier, on aura sûrement besoin de lui

ailleurs, et il grandira encore. Mais ici son œuvre est ruinée : la carte rhénane est fichue.

Jugement sans doute hâtif : nous ne faisons qu'arriver, et les sympathies déjà nées ne pourront que se développer. Cependant il n'est que trop vrai que les Mayençais semblent désespérés. Mon hôte, comme je rentre, me happe au passage.

— Alors, c'est vrai?... Le général?...

Je ne puis que hocher la tête.

— Eh bien ! Voilà que vous recommencez comme en 66, quand votre Napoléon nous a abandonnés à Bismarck !

Et sur un bref adieu, il rentre en son appartement, l'air rageur. Évidemment, c'est un homme qu'on aura peine à reconquérir.

Voici venu le jour du grand départ. Un ciel bas, triste ; l'après-midi est à peine entamé, et déjà il fait sombre. Sur la place de la gare, beaucoup de monde, facilement contenu par des *schutzmanns* corrects ; à l'intérieur du hall, une foule chuchotante : les Français, les notables de Mayence en chapeaux hauts de forme, des groupes d'officiers. On s'entre-regarde : les adversaires de Mangin qui sont là, comme les autres, ont l'air gêné, quelques-uns même peiné : qui ne sent qu'une grande force s'en va ?

Un appel ; puis le silence. Le général passe, et derrière lui, sa femme et la belle lignée de ses enfants. Le même masque grave, le même menton énergique qu'aux soirs triomphaux : non, chez celui-là, la volonté ne défaillira pas. Cependant, de tous côtés, on apporte des fleurs ; des Mayençais viennent le saluer une dernière fois ; j'aperçois même le conseiller S... qui se répand en effusions, essuie ses yeux. Très calme, le général remercie, salue, serre des mains. Pas un cri, pas une acclamation : chacun semble refouler son émotion.

— Des obsèques nationales, chuchote amèrement un ami.

Et il est bien vrai que quelque chose de funèbre semble peser sur nous, une hantise de tristesse, une appréhension de l'avenir qui rend tous ces visages soucieux. C'est ce silence, aussi ! Pourquoi n'y a-t-il pas une musique, pourquoi ne crie-t-on pas ?

Enfin le train est formé, et dans son wagon spécial, le général monte lentement. Alors, le cri qui depuis de si longs instants restait au fond des gosiers éclate et s'amplifie. Toute la

gare en tremble, et là-bas, on entend vibrer la place. Il ne cessera pas que le train n'ait disparu. Cependant, sur la plateforme de son wagon-salon, Mangin, tandis que le train s'ébranle, se tient debout et nous salue; jusqu'à l'instant où son wagon se sera enfoncé dans le tunnel, il restera là, massif, solide, regardant jusqu'au bout Mayence qui s'efface...

Je ne puis en revenant chasser cette lourde appréhension qui s'est appesantie sur nous tous. Sans doute le nom du successeur de Mangin, le général Degoutte, nous est un garant de prudence et de fermeté. Sans doute aussi, d'ici peu, l'autorité militaire passera ses pouvoirs d'administration à la Haute Commission interalliée, et son président, M. Paul Tirard qu'on nous dit avoir été proposé par Foch lui-même, a la jeunesse, l'habileté et l'intelligence. Mais quoi! Mangin, c'était un de ces noms fétiches qui par eux-mêmes conquièrent. Son rappel brutal brisera par avance tous les désirs d'action. Et peut-être faisait-il mieux qu'un méchant mot, celui-là qui, au Cercle, s'en allait toute la soirée répétant :

— Pour un mauvais départ, c'est un mauvais départ.

LES AMITIÉS MAYENÇAISES

Mars 1920. — Maintenant que nous voilà installés en notre appartement définitif, nous pouvons souvent réunir et en tout cas fréquenter un petit groupe grossissant de Mayençais sympathiques. Oh! ce n'est pas qu'ils viennent chez nous pour conspirer. Aucun d'eux ne s'est mêlé de près ou de loin au mouvement séparatiste. Mais tous nous marquent une certaine fidélité et peut-être quelque amitié. Pour des raisons personnelles, peut-être, et nous en sommes aises; mais aussi parce qu'ils aiment en nous et chez nous les idées et les choses de France : c'est une telle joie pour la plupart d'entre eux, de s'essayer à parler français, « le beau langage » comme dit plaisamment M^{lle} W...! Et puis, chez tous ces Rhénans, on discerne un goût de camaraderie, un besoin de sociabilité, qui les rend facilement liants. Tous braves gens, affables, souriants, et désireux avant tout de vie confortable et tranquille, tous ennemis du prussianisme, mais sans avoir un goût excessif pour la lutte! Bien qu'entre nous la politique soit instinctivement évitée, comme ils me permettent aisé-

ment, — et bien mieux que la presse rhénane, — de suivre les fluctuations et les réactions de l'opinion rhénane!

Précisément, comme nous nous trouvions réunis l'autre soir, voici qu'on apprend coup sur coup l'arrivée du maréchal Foch à Mayence et le putsch de Kapp à Berlin. Et tous aussitôt d'être émus. L'un d'eux prononce fébrilement :

— La guerre va reprendre : avec ces Prussiens, on n'en aura jamais fini.

— Mais qu'on les lâche donc une bonne fois ! s'écrie un autre avec colère.

La guerre ! C'est une lourde menace pour ces Rhénans placides. Bien qu'elle n'ait laissé par ici aucune de ces traces sanglantes dont sont couverts notre Nord et notre Est, on a gardé à Mayence un souvenir atroce des mobilisations, des réquisitions, et aussi des restrictions alimentaires. Et puis, il y a l'appréhension que les combats futurs ne se déroulent sur les terres rhénanes elles-mêmes.

Un petit entrepreneur de peinture à qui je me trouve avoir affaire me paraît assez bien exprimer l'état d'esprit de ses concitoyens, quand il me dit avec une bonhomie familière :

— Vos soldats ? Ils ne nous gênent pas, pourvu qu'il ne leur prenne pas la fantaisie de faire la guerre chez nous. On en a tant connu par ici, de soldats de toutes les nations !... Seuls, les Prussiens n'ont jamais pu nous plaire. Ce n'est pas qu'ils ne sachent se rendre utiles, mais ils sont durs et orgueilleux, et avec eux, ça finit toujours par des coups.

Et, hochant la tête :

— Ah ! la guerre ! A Mayence, on ne l'aime pas. Vous savez, quand le Kaiser l'a annoncée à son peuple, il y a peut-être eu de l'enthousiasme de l'autre côté du Rhin, mais chez nous, je puis bien vous assurer qu'on ne chantait pas !

Comme pour confirmer ses paroles, le même jour, se déroule à travers la ville un long cortège impressionnant. Quinze mille personnes, hommes et femmes, défilent en ordre parfait, syndicat par syndicat, société par société. Au milieu de chaque groupe, des bannières aux inscriptions suggestives : « Pendez Kapp ! A bas les junkers ! » Et surtout ce cri de l'âme : « Plus de guerre ! » Des figures graves, visiblement soucieuses : une force qui s'affirme, ou bien plutôt une angoisse.

Pourquoi malgré tout cet ordre militaire, cette sûreté de

discipline chez des manifestants nous laissent-ils une sourde inquiétude? Ces calmes Rhénans, marqués de l'empreinte de l'armée prussienne, comme ils seraient facilement encadrés par ces feldwebels et dirigés par ces junkers qu'ils détestent! Ils marcheraient du même air pesant et soucieux, ils marcheraient peut-être la mort dans l'âme, mais ils marcheraient avec sûreté contre l'adversaire désigné, vers le but indiqué. Ah! si nous voulons les arracher à leurs terreurs ainsi qu'à nos propres inquiétudes, comme nous devons les aider à enfin transformer en acte cet appel profond de leur âme : « *Los von Berlin!* »

Voici justement ce soir que le maréchal Foch nous fait le grand honneur de rendre visite à la colonie française de Mayence. Il ne nous dit rien, et nul n'oserait l'interroger. Mais sa fière prestance, son regard lumineux et ferme, à eux seuls donnent toute réponse et apportent un réconfort. Celui-là aussi sait ce qu'il veut, et il fera toujours plus qu'il ne peut; celui-là ne laissera pas prescrire l'œuvre de Mangin, ni mentir la protection de la France.

L'APPEL DE L'ESPRIT

Mai 1920. — M. Paul Tirard, en présence du général Degoutte, des doyens des Facultés de Strasbourg, MM. Pfister et Boudant, du député Fribourg, et d'un grand nombre de professeurs de l'Université de Strasbourg, vient d'inaugurer solennellement les Écoles de droit et de commerce de Mayence. Ainsi l'antique cité universitaire, où déjà notre Lycée est en plein essor, redevient un centre universitaire de premier ordre; M. Tirard projette en outre d'établir prochainement un Institut germanique, une École d'agriculture, qui achèveront de donner à notre présence tout son large sens culturel.

Rien de plus nécessaire ne pouvait être entrepris. Les nombreux jeunes gens que l'occupation appelle en Rhénanie doivent y pouvoir accomplir leurs études; tous les Français en outre ont besoin sur le Rhin de rester en contact avec les manifestations de l'esprit français. Mais surtout, en cette vieille cité latine, il eût été pénible que le génie latin ne reprit pas sa place.

Voici déjà que notre seul Lycée masculin, après seulement quelques mois d'existence, compte cinq cents élèves, et voit

venir à lui, non seulement des Français de l'intérieur mais de nombreux étrangers de toutes nations, curieux de cette expérience. Nos cours aux Rhénans ont déjà, en toutes les villes occupées, plus de vingt mille auditeurs réguliers, et le cours supérieur de littérature française, organisé en notre propre Lycée, réunit sans publicité près de quatre cents auditeurs rhénans.

Quant à nos conférences sur les forces spirituelles de la France, qu'avec mes collègues Léonard Constant, Albert Bleu, Henry Houssay, nous avons entreprises en un local austère, elles ont attiré au début une centaine de Mayençais, et j'en compte bien aux dernières séances une trentaine de fidèles. Lorsqu'on réfléchit à la solide connaissance de la langue nécessaire à la compréhension de ces conférences, lorsqu'on pèse aussi la gravité des questions que nous étudions, on ne laisse pas d'être frappé par l'emprise que notre langue et notre esprit ont gardée envers et contre tout en ces cerveaux rhénans. Pour nous qui avons avec quelque inquiétude joué la difficulté, ce n'est pas sans fierté que nous pouvons nous dire que nous avons gagné.

Et maintenant, il n'y a qu'à continuer vigoureusement. Les concours ne manquent pas. A côté de notre propre bonne volonté, voici toute l'Université de Strasbourg qui s'offre, voici des écrivains, des artistes qui proposent leur collaboration. Cet effort désintéressé de l'esprit français (encore que ce matin l'aigre *Mainzer Anzeiger* le dénonce comme « une nouvelle entreprise de l'impérialisme français »), au moins on est sûr, quelque défaillance qu'on puisse imaginer à l'effort français et à la volonté rhénane, qu'il ne sera pas œuvre complètement vaine, car les œuvres de l'esprit ne périssent jamais et portent toujours des fruits. Tout de même, je ne puis oublier que nous ne pourrions le soutenir que si notre force ne fléchit pas sur le Rhin.

LE SOUVENIR DE NAPOLEON

Mai 1921. — Mayence a fêté avec l'éclat que comporte sa dignité de « bonne ville impériale » le centenaire de Napoléon I^{er}.

Le matin, dans l'immense Dôme généreusement prêté par

l'Évêque de Mayence, un grand orateur jésuite, le P. Pinard de la Boullaye, s'est efforcé de dégager le sens religieux de cette immense épopée, et les chanoines de la Cathédrale qui presque tous occupent leurs stalles, et les fidèles Mayençais si nombreux dans la nef, peuvent ainsi connaître à nouveau, mais cette fois par une voix consacrée, combien est mensongère la légende qui leur représente la France comme une nation impie.

L'après-midi, au Stadt Hall, le grand honneur m'est dévolu de rappeler l'œuvre accomplie en Rhénanie par l'Empereur. Immense public, mais presque tout entier français. L'appareil militaire a-t-il effrayé les Rhénans ? En tout cas, public vibrant, et qui sait comprendre toute l'intelligence de cette adaptation de l'œuvre napoléonienne à la Rhénanie.

Enfin, le soir, au théâtre, des poèmes, des chants nous restituent quelque chose de l'atmosphère napoléonienne : là-haut, dans les galeries populaires, des ouvriers du cru, venus avec leurs familles, applaudissent avec force à ces chants dont ils ont presque tous encore des échos dans la mémoire.

Peut-être cependant, si l'écho en est parvenu à son ombre, n'est-ce point de ces discours, ni de ces musiques que l'Empereur a dû tirer le plus de fierté, mais bien de l'hommage spontané et surprenant qu'en ce jour lui a apporté le peuple mayençais. Dans la matinée, le général Degoutte eut l'idée de faire ouvrir aux Mayençais qui désiraient la visiter, la chambre de l'Empereur. On eut à peine le temps de prévenir la population ; et on s'attendait si peu à de l'affluence, que le service d'ordre resta confié aux deux gendarmes de service. Mais dès qu'en ville on sut la nouvelle, la population afflua ; d'heure en heure le nombre des visiteurs augmentait, et au soir on en comptait vingt mille ! Tous petites gens qui se tenaient émerveillés au seuil de la chambre, et dont certains, ne sachant comment marquer leur piété au grand souvenir retrouvé, se signaient devant le lit impérial.

Comment s'étonner après tout, lorsqu'on sait la persistance des souvenirs napoléoniens dans les cœurs rhénans ? Dans quelle maison, paysanne ou citadine, ne trouve-t-on pas ici, soigneusement encadré et en bonne place, tel diplôme impérial rappelant que l'ancêtre a servi dans les chasseurs, les vélites ou les cuirassiers ? Les gravures ou les lithographies les plus recherchées, sont celles qui commémorent la gloire impé-

riale, tel ce *Traub* d'un émule mayençais de Raffet qui représente, en une chaumière rhénane, un vétéran du pays rêvant à la revue de l'Empereur. Les noms mêmes des lieux ou des maisons qu'il a marqués de son empreinte, restent toujours dans le parler populaire imprimés à son sceau : la route de Mayence à Coblenz par Bingen, c'est toujours la route de l'Empereur ; cette maison de poste de Marienborn, où la tradition veut qu'il ait couché une nuit, demeure la Maison de l'Empereur ; et ce monument un peu lourd mais si noble que Mayence, voilà bientôt cent ans, éleva aux soldats de la cité ayant servi dans la Grande Armée, et qu'elle continue pieusement à fleurir, est pour toujours le « Monument de l'Empereur ».

Cette gloire commune par laquelle les Rhénans se trouvent liés à nous par tant de liens invisibles peut-elle être vaine ? Je sais bien que les réalistes haussent les épaules, et vont répétant que seuls les intérêts unissent les hommes. Est-ce bien sûr ? Et la communauté des souvenirs n'est-elle pas autrement indestructible que celle des profits ? Aujourd'hui, en ce dôme vénérable comme devant la chambre impériale, Mayençais et Français ne se sont-ils pas sentis des frères séparés ? Comment veut-on après cela qu'ils restent étrangers les uns aux autres ? Pourquoi, par quel prétexte, pourraient-ils se trouver en hostilité ?

Ne laissons jamais prescrire les grands souvenirs.

L'EXPOSITION DE BIEBRICH ET LA MISE EN INTERDIT DE L'ART FRANÇAIS

Juin 1921. — Enfin s'est ouverte, dans le palais de la grande duchesse de Luxembourg à Biebrich, cette exposition de l'art français que l'on annonçait depuis des mois. Le soleil s'est mis de la fête, et c'est par une radieuse journée que le ministre des Beaux-Arts, M. Léon Bérard, est venu inaugurer les salles.

Le cadre, encore qu'un peu lourd, a de la magnificence : ce palais ducal, si son style est bizarre, offre du moins de vastes salles bien éclairées, et son parc n'est pas sans grâce.

L'exposition est consacrée à l'art français contemporain, et celui-ci apparaît représenté par ses noms les plus expressifs,

sinon toujours par ses œuvres les plus marquantes ; une large place est en outre réservée aux arts décoratifs, tant en ce palais de Biebrich qu'en la *Paulinenschloss* de Wiesbaden. Dans le choix et le classement des œuvres, on sent un effort averti pour intéresser l'Allemand que ses critiques orientaient avant la guerre, et attirent encore maintenant, vers les formes les plus avancées de l'art. Peut-être même l'accentuation de cette tendance donne-t-elle une image un peu déformée de l'harmonieuse diversité de nos artistes, et néglige-t-elle ce qu'il y a parmi eux de volonté, de discipline et d'effort vers le style. Telle qu'elle est cependant, nulle manifestation ne saurait mieux répondre à la curiosité du Rhénan, ni davantage séduire son goût ; nulle ne serait plus propre à attester notre mission pacifique.

Or, à notre vif désappointement, nous ne voyons aucun Rhénan à l'inauguration ni les jours suivants. Dans les journaux de Mayence et de Wiesbaden, le silence est absolu sur cette manifestation d'art pur. Je m'étonne, je m'informe, j'apprends qu'il a été officiellement recommandé à tous citoyens du Reich de ne point se montrer aux « exhibitions » de l'occupation. L'attitude des Mayençais au jour du centenaire de Napoléon a sans doute inquiété Berlin, et une réaction vigoureuse s'organise. Chacun sait maintenant que tout Rhénan se montrant en une réunion française sera aussitôt noté et signalé à qui de droit : « Alors, vous savez, m'explique M. W..., pour ceux-là, ce seront des ennuis continuels avec la police, avec le fisc. » Pour ce qui est de lui, il m'affirme qu'il ne changera pas sa manière de faire : il ira à l'exposition, il assistera même aux conférences. Mais quoi ! il n'a tout de même pas voulu s'afficher aux premières séances... Alors les autres, la masse des timides, viendront-ils même dans les jours futurs ?

Ah ! cette peur qui pèse sur tous les gens d'ici, cette peur du maître de Berlin dont ils parurent un moment vouloir se libérer, et qui maintenant, malgré nos sourires, leur propre bonhomie et toutes ces sympathies, se fait chaque jour plus astreignante ; cette sensation si pénible, qui donc jamais en libérera le Rhénan, si la magie de l'art n'y parvient ?

Juillet 1921. — A la longue, quelques-uns sont venus, qui en décident d'autres. Mais que ces salles de Biebrich ou de

Wiesbaden paraissent donc vides, où de loin en loin s'entra-perçoit un couple de Rhénans qui s'efface!... Quelques notes aussi dans la presse locale, mais si rares, si maigres!...

C'est en vain maintenant que nos meilleures troupes viennent à Wiesbaden exhiber les plus belles créations de l'art français contemporain; la consigne est respectée : sauf aux places supérieures où l'on n'est pas en vue, les Rhénans présents à ces spectacles peuvent se compter, et ce sont toujours les mêmes.

Et cependant! Pas un de ces Rhénans qui ne grille d'envie de voir Copeau, d'entendre *l'Annonce faite à Marie* ou d'applaudir *Werther*... Et cependant! C'est tout de même une race valeureuse et qui a fait ses preuves!... Sont-ils donc tellement terrorisés par le prussianisme détesté qu'ils ne puissent réagir?

Plutôt qu'à tels de nos amis regardés comme francophiles, je m'en ouvre au professeur D... et à sa femme. Eux non plus n'aiment pas la Prusse et ne montrent aucune aversion pour nos idées; mais, quoique à leur aise et indépendants, ils ont un besoin de prudence, une habitude de neutralité par quoi ils me paraissent exprimer mieux que d'autres l'esprit moyen rhénan.

— Comment diable, vais-je demander chez lui au professeur, expliquer votre attitude? Vous ne vous cachez pas pour venir chez nous, vous nous recevez chez vous, nous nous saluons au concert : alors pourquoi fuir nos spectacles et boudier contre votre plaisir?

L'autre hume son bock de bière avant de répondre, puis, se renversant, sourit largement, non sans que sa femme montre un peu d'inquiétude.

— Mon bon ami... Vous ignorez tout de nos conditions de vie; notre existence privée, personne encore n'y prend garde; mais notre vie publique, c'est autre chose. Or vos représentations, cette exposition d'art, toutes peuplées d'uniformes français, ont pris le caractère d'une manifestation française. Y paraître, c'est se rallier à un drapeau. Et nul n'osera jamais aller jusque là.

Il s'arrête et soupire, cependant que sa femme sourit, rassérénée.

— Ah! si nos fonctionnaires avaient cru, si nous-mêmes

avons senti que c'en était fini en nos villes de la sujétion prussienne, les choses auraient changé. Mais nul ne sait plus ce que l'avenir sera, sinon que M. le Kreisdirektor est toujours en place et que la machine aux impôts est réglée à Berlin.

Et penché vers moi, ses yeux pétillant d'une bonne malice derrière les lunettes :

— Alors, comme je veux vivre tranquille, je me tiens tranquille...

Il n'y avait rien à dire, et je me suis tu. J'ai pu cependant l'emmener avec le professeur L... et un de leurs collègues à la conférence qu'André Michel donnait à la *Paulinenschloss* sur la cathédrale de Reims : la conférence s'accompagnant de projections, ils savaient que, dans la salle obscure, ils ne risquaient pas d'être en vue. Je n'attendais d'ailleurs pas grand résultat de ma suprême tentative, et c'était bien pour ne pas renoncer que je les avais emmenés. Mais voilà que, la conférence terminée, je vois mes trois hommes tout émus, et D... les yeux comme embués.

— Ah! murmure-t-il, que ne montre-t-on cela à tous les nôtres?

André Michel cependant n'a qu'à peine indiqué les atroces blessures laissées par le bombardement sur les merveilles de Reims. Mais son émotion d'artiste mal contenue devant ces sacrilèges, mais ces images comme saignantes de leurs affreuses plaies, comme tout cela parlait à des imaginations sensibles!

— Oui, répète d'une voix grave le professeur L... lui-même, voilà ce qu'il faudrait dire...

N'y a-t-il point là une indication? Par excès de courtoisie, par réserve politique aussi, on croit bon de passer sous silence ici tout ce qui concerne la guerre. Pourquoi au contraire ne pas en parler crûment, en souligner les horreurs, en dénoncer constamment les responsabilités? Ces Rhénans, ils ont tous leur cœur ouvert à la paix, ils n'ont jamais eu le culte de la guerre fraîche et joyeuse; mais devant nos silences, nos pudeurs, les voilà désarmés et livrés à tous les mensonges de Berlin. Qu'une parole de vérité, comme celle d'André Michel, se fasse entendre, que des visions directes les saisissent, et ils se redressent, prêts à résister à toutes les forces mauvaises... Ces Rhénans placides, peut-être les atteindrions-nous plus

sûrement par des vérités brutales que par tous ces appels insidieux dont ils se méfient comme de flatteries.

NOTRE FLÉCHISSEMENT ET SES CONSÉQUENCES IMMÉDIATES

Janvier 1922. — Il n'est pas douteux que les Rhénans ne s'attendent en ce moment à une prompte fin de l'occupation : ces conférences de Cannes et de Washington, l'apparente remise en question du traité de Versailles, l'arrestation par la police prussienne en pleine zone occupée du séparatiste Smeets, en voilà assez pour étourdir ces placides Rhénans, qui d'ailleurs, depuis le départ de Mangin, ne comprennent plus grand chose à la politique rhénane, sinon que leur pays reste décidément sous la coupe des *Ost Elbien*.

Sans doute, grâce à l'action rapide de notre Haut Commissaire, Smeets a dû être relâché. Mais les grands journaux rhénans, en écho à ceux de Berlin, ont fulminé contre cette intervention ; mais les chefs des partis rhénans ont cru devoir se réunir à Königswinter, sur la rive non occupée du Rhin (comme s'ils affectaient d'avoir à craindre quelque emprise des autorités interalliées sur leur liberté), « pour protester énergiquement » contre l'acte de simple justice du Haut Commissaire ; mais les centristes qui, en décembre 1919, répétaient avec leur *Kölnische Volkszeitung*, le *Los von Berlin* de Jörres, ont tenu à faire savoir en ce même Königswinter qu'ils ne demanderaient jamais l'application de l'article 18 de la constitution de Weimar, autorisant les circonscriptions du Reich à demander leur groupement en États (*Länder*), « tant qu'une parcelle de la terre rhénane serait occupée par des troupes étrangères » ; mais les socialistes enfin proclament à leur tour qu'ils « combattront toutes tendances séparatistes, comme défavorables au prolétariat allemand ». Jusqu'à l'évêque de Trèves, nouvellement consacré, qui, pour réagir sans doute contre les tendances conciliatrices de son prédécesseur, prend à notre égard une attitude hostile, s'efforce de contrecarrer en Sarre l'action de nos prêtres ! Bref, sur tous les domaines et dans tous les milieux, il semble bien que nous marquons un fléchissement, et l'on sent parmi les gens d'ici un amoindrissement du respect qu'ils nous gardaient.

Et cependant, comme ces Rhénans seraient désolés de

retomber décidément sous le joug des Prussiens ! Ces jours-ci, le ministre de l'Instruction publique de Prusse ayant désigné pour le poste de Lorch, en Hesse rhénane, un instituteur non rhénan, les familles ont organisé une grève scolaire qui dure encore et fait grand bruit à Wiesbaden. Lors de la récente grève des cheminots westphaliens, ceux de la Hesse, non plus que ceux du Palatinat, n'ont pas voulu suivre le mouvement : ils sont hessois ou palatins, ils ne sont pas prussiens et n'ont pas à connaître la grève d'un réseau prussien. Et le professeur Lauscher lui-même, le chef de ce centre rhénan dont la décision de Königswinter semble avoir ajourné la question de l'autonomie rhénane, ne vient-il pas de rappeler rudement à l'ex-ministre prussien Wallrof que « si la Prusse a eu de grands mérites sur le Rhin, ces mérites ont été largement compensés par l'enrichissement que la Prusse a tiré des Rhénans ».

Cette virulente riposte d'un chef rhénan, pourtant bien modéré, ces réactions spontanées de paysans ou d'ouvriers rhénans, ne prouvent-elles pas que malgré tant de déboires, le particularisme reste le fond solide du tempérament rhénan ? Des chefs fermes, une action énergique, et comme ce pays vivrait ses destinées !

L'EFFORT PRUSSIE ET LES RÉSISTANCES RHÉNANES

Mars 1922. — Il est indéniable que l'arrivée au pouvoir de Poincaré a produit dans tout le pays une grosse impression : du coup, on ne parle plus de notre départ.

— Allons, me dit W... en souriant, vous ne partirez plus jamais d'ici !

Et il ajoute gravement :

— Votre Poincaré, c'est un seigneur : ils n'en ont pas de cette taille à Berlin, et c'est pour cela que leur Reich n'est pas solide.

Mais, du coup aussi, les services de la propagande allemande, cette fameuse *Heimatsdienst* organisée par le ministère des Affaires étrangères du Reich, ont entrepris contre la France et ses agents une offensive ardente et continue. Par le journal, par le livre, par le discours, ils dénoncent à grand fracas « l'impérialisme français ». Ils s'en prennent à M. Tirard, au délégué supérieur du Palatinat, le général de Metz, auquel ils

ne peuvent pardonner d'avoir su gagner le cœur de ses administrés. Ils paraissent encore plus en avoir à notre action intellectuelle, pourtant si évidemment désintéressée, et découvrent dans nos conférences, nos écoles, nos expositions une *Kulturpropaganda* » éminemment « pernicieuse à l'âme germanique ». Seigneur! aurais-je jamais cru que notre modeste Lycée non plus que nos honnêtes causeries sur « les forces spirituelles de la France », pussent ébranler le majestueux édifice du Reich! Mais la *Kölnische Zeitung* l'affirme. « Les Français dépensent sans compter dans leurs écoles et leurs conférences pour gagner les esprits rhénans : le pays se peuple de gens louches, de traîtres, de mouchards. » Mais Braun, le président du Conseil de Prusse, vient de le proclamer en la petite cité de Honnef, précautionneusement située elle aussi sur la rive droite du Rhin : « Resserrons les rangs en ces jours de malheur, et bientôt les nuages sombres accumulés sur la joyeuse population rhénane seront dissipés, et le Rhin coulera à nouveau majestueusement vers la mer, fleuve allemand, et non plus frontière allemande. »

Or, en fait de *Kulturpropaganda*, c'est bien par celle de l'Allemagne que tout étranger ici se trouve aussitôt frappé et reste comme écrasé. Théâtres, cinémas, journaux, revues, expositions d'art, rien n'y manque. Sous le prétexte de *Heimatkunst*, on s'efforce de resserrer les liens fragiles qui, dans le domaine de l'esprit, unissent la Rhénanie à la Prusse. Le vieux Frédéric domine présentement la scène et l'écran dans toutes les villes rhénanes, comme pour couvrir le Rhin ensolleillé de l'ombre des Hohenzollern; et l'on peut même se demander si la représentation de *la Mort de Danton* au théâtre de Mayence, œuvre d'un démocrate allemand du siècle passé, n'a pas pour but de représenter aux Rhénans le peuple parisien sous un jour particulièrement défavorable. Et ces revues massives, ces tracts multiples, dont chaque maison rhénane est quotidiennement (et gratuitement) submergée! Ah! Berlin fait bien les choses, et si le Reich gémit présentement sur sa misère affreuse auprès des banques et des gouvernements anglo-saxons, elle n'apparaît certes pas dans ces dépenses royales que multiplie l'*Heimatsdienst* pour préserver les Rhénans de la contamination welsche!

Tout cela à vrai dire ne servira pas à grand chose, si les Rhénans viennent à sentir qu'ils n'ont plus rien à craindre de

Berlin. Car les gens d'ici ne montrent que répugnance pour toute cette Kulturpropaganda des Ost Elbien.

On fait grand bruit à Berlin, et même à Paris, des tentatives séparatistes de Smeets, comme autrefois on se préoccupa de celles de Dorten. Le véritable séparatisme n'est peut-être pas dans les proclamations de ces agitateurs à trop mince envergure; il existe à l'état latent dans le cœur de tous les Rhénans; il se manifeste dès que l'atmosphère lui devient favorable. Il n'est au fond qu'une manifestation renforcée de cet « anationalisme » des Allemands de l'ouest : qu'il trouve la bonne conjoncture, un chef véritable, et l'on verra bien s'il n'est pas populaire... La *Kölnische Volkszeitung* l'a bien compris, qui, déjà à la fin de 1918, avait si nettement pris parti en sa faveur; mais elle avait dû par la suite, devant l'emprise prussienne (et l'inertie des Alliés), refouler ses sympathies. Or voici, phénomène frappant, qu'elle y revient, sans doute bien timidement, bien prudemment, mais avec une insidieuse continuité qui n'est pas sans effrayer les pangermanistes! « Il existe, vient-elle d'écrire, parmi la population rhénane un état d'inquiétude intolérable. » Elle dénonce « l'esprit sectaire du gouvernement prussien », « les tendances socialistes de Berlin », et insiste sur la nécessité pour le Centre rhénan de « se séparer de ces gens-là ». Et Lauscher lui-même d'enchérir, en écrivant quelques jours après dans le même journal : « Ce sont les politiciens radicaux de Berlin qui par leur sectarisme ont contribué à créer le périlleux problème rhénan... »

RÉVEIL DE LA QUESTION RHÉNANE

Décembre 1922. — Cette question rhénane que d'aucuns déclaraient réglée, la voici donc encore qui se pose. Voici que la débâcle financière du Reich et ses menaces de dissolution politique amènent tous les bons esprits de Rhénanie à envisager des solutions de salut purement rhénanes : Banque d'émission rhénane, organisation économique exclusivement rhénane, voire gouvernement rhénan. Ah! on ne parle plus maintenant des « résolutions patriotiques » de Königswinter; on ne met plus en avant les manœuvres de l'impérialisme français. *Primum vivere!*

De fait, on se demande comment peut vivre ce peuple dans

les conditions surprenantes que l'avilissement de sa monnaie lui impose; cet été, le mark, déjà bien descendu, cotait encore 225 par rapport au dollar; cet automne, il tombait à 850, puis à 1200; hier, on l'avait à 6000, aujourd'hui le voici à 10000! Sur cette pente savonneuse tous de comprendre qu'il ne pourra plus s'arrêter. On ne sait plus comment vivre. Les commerçants désespérés n'arrivent plus à changer le prix de leurs étiquettes; le kilo de bœuf fait présentement 10000 marks, la livre de beurre 6000, un costume veston 400000. Comment une famille, dont les revenus moyens n'ont guère pu changer, peut-elle arriver à subsister?

Et cependant on vit! Contrairement à ce qui se passe à Berlin ou Hambourg, le chômage par ici est médiocre, et les ouvriers avec leurs salaires de 2 à 3000 marks par semaine arrivaient jusqu'en ces derniers jours à se tirer d'affaire; quant aux paysans, grâce au haut prix des céréales et au régime de petite propriété, ils sont en une situation presque florissante; à peine connaît-on en Rhénanie cette *Getreideumlage*, contingentement de céréales à livrer à prix réduit, qui ne frappe guère que les gros propriétaires; les viticulteurs ont vendu cet automne leur récolte, autour de 30000 marks l'hectolitre; enfin nos troupes, leurs familles, les visiteurs étrangers venus si nombreux, surtout de France, apportent des sommes considérables. Bref, s'il est de lamentables misères (que pour leur part les Français s'emploient largement à soulager), la moyenne de la population vit en Rhénanie sans connaître l'affreuse détresse de la Prusse ou de la Saxe.

Mais c'est l'avenir qui inquiète ici tout le monde. Nul n'a plus aucune confiance dans le mark; chacun se hâte de courir changer sa monnaie germanique en solide dollar ou en bon franc; et, de toute part, champignons trahissant le délabrement de la finance allemande, les bureaux de change surgissent, jamais assez nombreux, toujours assaillis, rapidement enrichis.

Aussi les hommes d'affaires de par ici envisagent-ils la création d'une banque d'émission rhénane, et d'une monnaie rhénane stable et garantie: la chambre de commerce de Mayence, celle de Cologne la demandent; on affirme, et le fait paraît certain, que des négociations sérieuses sont menées sous le manteau par certains capitaines d'industrie rhénans avec d'importants financiers internationaux; on dit qu'ils ont fait appel à

l'aide éventuelle de la Haute-Commission; on prétend même, ce qui paraît plus douteux, que Berlin désespéré laisse faire.

Grosse affaire et peut-être décisive, car la monnaie commande l'autonomie. D'ailleurs, celle-ci n'est-elle pas dans l'air? L'assassinat de Rathenau a achevé de dégouter les Francs du Rhin des Saxons de l'Elbe ou des Prussiens de la Sprée. A qui se raccrocherait-on parmi ces dirigeants éphémères du Reich? Un Wirth à Berlin comme un Lerchenfeld à Munich, ce sont hommes sans prestige dont les Rhénans n'ont cure. « Nous en avons chez nous bien d'autres qui les vaillent, » m'affirme le conseiller S..., très excité en ce moment, mais particulièrement intéressant parce qu'il exprime l'opinion moyenne des « politiciens » de Mayence. Et ce matin, comme je le rencontre près du Dôme, il n'hésite pas, lui si prudent, à crier à pleine voix dans la Ludwigstrasse : « L'Allemagne est fichue! Et nous n'avons plus qu'à nous arranger pour vivre sans elle! »

Je note avec intérêt toutes ces velléités d'indépendance, et toutes ces promesses d'effort : mais j'aimerais mieux voir s'affirmer la volonté et se produire l'effort. Je n'aime pas beaucoup ces négociations incertaines et occultes, et ces chefs qui se cachent : ce qu'il faudrait à ce peuple un peu lent, c'est l'air de fanfare, l'appel viril, un chef hardi et de beau prestige. Dans la partie qu'on semble vouloir jouer, il ne faudra ni trompe-l'œil ni cache-cache : pour gagner, il faut risquer...

LES EFFETS DE LA GUERRE DE LA RUHR SUR LES RHÉNANS

Janvier 1923. — La guerre a repris!... C'est du moins ce qu'affirment les journaux allemands, en des articles violents aux titres fulminants, depuis l'entrée de nos soldats dans la Ruhr. Et il est de fait que les mouvements de troupes, les attentats sur voies ferrées créent une atmosphère assez belliqueuse, dont quelquefois on se demande si la tempête ne sortira pas. Mais le Rhénan semble peu secoué. Sans doute Mayençais, Trévires et autres citoyens des bourgs rhénans ont religieusement observé la minute d'arrêt et de silence qui, l'autre matin à onze heures, « signifia solennellement au monde l'unanime protestation du peuple allemand contre l'agression des Français ». Sans doute aussi nos amis rhénans sont gênés et doivent nous éviter; jusqu'au docteur M... qui est venu

l'autre soir s'excuser de ne plus nous saluer au concert « pour ne pas être dénoncé comme traître ».

Mais tout cela n'est pas bien grave. Cette fameuse minute de silence n'a été observée si rigide ment que parce que, à chaque carrefour, il y avait des « hommes de confiance » (presque tous d'outre-Rhin), pour rappeler les passants au respect de la consigne : moi-même, un grand gaillard au visage balafre a voulu me contraindre à m'arrêter.

Avant-hier, cependant, la ville de Mayence a semblé dressée par un sursaut de colère contre « le militarisme français » : au sortir du Palais de justice, où le Conseil de guerre venait de porter son verdict contre Thyssen et les patrons de la Ruhr, des bandes ont remonté la Grossebleiche, insulté les Français, menacé le cercle militaire, insulté des officiers, et elles hurlaient le chant haineux : *Wir wollen Franzosen zuschlagen*. Aussi les journaux d'hier, tous guidés par la Wilhelmstrasse, de célébrer « l'unité du front moral du peuple allemand ». « Une vague nationale traverse le germanisme du monde entier, annonce même la *Coblentzer Zeitung* : l'Allemand craint Dieu, et rien d'autre chose au monde. » Et la *Frankfurter Zeitung* d'affirmer gravement : « C'est le peuple allemand lui-même qui a réagi. »

Mais tout observateur impartial (j'y étais et je ne dis que ce que mes yeux ont vu) sait fort bien que ces bandes n'étaient composées, à part quelques voyous du crû, que d'hommes de la rive droite, arrivés en groupes disciplinés au cours de l'après-midi. Et puis cette fâcheuse manifestation, comme elle prouve la liberté (tout de même un peu trop généreuse) que les autorités d'occupation ont laissée aux Allemands ! Voit-on Mantouff à Nancy, en 1872, permettant à des sections de patriotes de dérouler leur cortège à travers la ville et de beugler des chants de fureur contre Bismarck et la Prusse ?

Non ! l'honnêteté contraint quiconque à le déclarer. Malgré toutes excitations, les Rhénans restent calmes et point hostiles. Est-ce simple passivité ? Crainte de sanctions ? Voyons-y plutôt attente prudente de l'avenir. Combien de Rhénans, combien de fonctionnaires et des plus haut placés, qui sont venus ces jours-ci trouver les Français auxquels ils supposaient de l'influence pour les prier de faire connaître leur bonne volonté éventuelle à « Monsieur le Haut-Commissaire ».

Quoi qu'il en soit, ces campagnes d'excitations de la presse rhénane deviennent inquiétantes. La sage *Frankfurter Zeitung* elle-même y contribue : « Une sourde colère a rompu tout à coup sa retenue : c'est maintenant à l'égard du Français la haine sainte. » La *Kölnische Zeitung* va jusqu'à parler d'une nouvelle guerre. Jusqu'au *Mainzer Anzeiger* qui, installé en face du quartier général de l'armée du Rhin, invective journellement contre « le militarisme français » et en appelle au *Furor teutonicus*. Tous au surplus de conter en de longues « lettres de Paris » que « Poincaré est de plus en plus isolé dans sa campagne de haine contre l'Allemagne ». Et le *Pfälzer Volksbote*, annonçant sans vergogne que « les Français venaient de hisser le drapeau blanc à Memel devant les Lithuaniens », de conclure mystérieusement que de « grandes choses se préparent ».

Évidemment ce ne sont là que tentatives de diversion pour écarter les Rhénans de leurs visées autonomistes. Mais ce sont tentatives malfaisantes pour les Rhénans et pour nous : déjà l'attentat contre Smeets prouve le danger de ces campagnes haineuses. Qui sait si nos troupes ne vont pas avoir à en souffrir ?

C'est vraiment pousser trop loin le scrupuleux souci de la liberté de la presse que de tolérer à notre nez de semblables menaces ! Je crois bien que l'historien futur s'effarera que la France, occupant pendant de longues années ce pays de marches, n'ait pas su s'y assurer au moins la neutralité de ses principales gazettes. Comment ce peuple pourrait-il croire que nous voulions soutenir son effort autonomiste quand il nous voit tolérer ces fureurs prussiennes ?

Et avec tout cela, le temps passe, ce temps si précieux ! Et l'heure déjà sonnée, nul ne l'a cueillie.

VICTOIRE ET EFFONDREMENT DE LA RÉVOLUTION SÉPARATISTE

Octobre 1923. — Grand branle-bas dans Mayence ! De bon matin, les séparatistes, arrivés en camions, ont occupé la ville. Les voici qui veulent s'assurer les postes essentiels : Préfecture, mairie, télégraphe...

Comme je sors pour me rendre compte, je croise mon voisin Sc... qui revient précipitamment.

— N'allez pas en ville, m'adjure-t-il tout ému, c'est dan-

gereux : tous ces gaillards sont armés, et cela va devenir mauvais.

Je tiens trop à voir le film vivant d'une révolution pour l'écouter. Aussi bien mon voisin s'est-il trop énervé : on circule dans la ville comme à l'ordinaire ; les schutzmans ont bien disparu, mais la police des rues jusqu'ici n'en souffre pas : ne sait-on pas que nos soldats sont là ?

La Préfecture est déjà occupée : peu de monde devant elle, les portes sont fermées ; quelques visages jeunes, un peu rudes, se montrent aux fenêtres.

— C'est devant la mairie que la partie se joue, me souffle un ami qui m'entraîne.

En route il me compte que l'affaire semble en bonne marche, que le maire est en train de négocier avec les chefs séparatistes, et que sans doute dans l'après-midi ceux-ci seront pleinement maîtres dans la ville et en Hesse-Darmstadt. Nos troupes sont consignées ; chefs civils et militaires ont reçu l'ordre strict de rester complètement neutres dans ce débat entre Allemands et Rhénans.

Devant la mairie, la foule des grands jours ; mais pas d'émotion, à peine de cris. Tietz à côté n'a même pas fermé ses magasins. En revanche, des rires, des interpellations presque joyeuses. Derrière les portes soigneusement fermées de la mairie, on aperçoit massés les schutzmans qui regardent ; en face, les interpellant, des jeunes gens armés, mais nullement agressifs, tout cela bon enfant, enjoué. Des gamins se coulent parmi nous, pour mieux voir, et s'en vont rire avec les séparatistes. Je m'étonne, plus inquiet qu'amusé.

— Que se passe-t-il donc ?

Un homme grave m'explique que les schutzmans sont enfermés dans la mairie par ordre de l'Oberburgmeister, que celui-ci toutefois est entré en conversation téléphonique avec le Président de la Hesse pour régler les conditions de la reddition des pouvoirs municipaux aux séparatistes.

— Et depuis combien de temps dure cette conversation ?

— Deux ou trois heures, je crois, répond l'autre évasivement avec un regard en dessous. Vous comprenez que l'affaire est d'importance.

Cependant les lazzis se multiplient ; il me semble qu'ils fusent plutôt vers les séparatistes que vers les schutzmans,

non que la foule leur montre de l'hostilité, mais elle se gausse. Si préparé que je sois aux singularités d'une journée révolutionnaire, celle-ci dépasse la mesure. Mais quelqu'un me happe et m'entraîne au fond d'une brasserie dans une rue écartée : c'est S... le conseiller municipal antiprussien ; sans doute, il est de l'affaire, et je le suis, curieux de nouvelles.

— Ach ! fait-il en s'effondrant sur sa chaise et s'épongeant le front. Je n'en peux plus.

— Vous avez combattu avec les séparatistes ?

— Les séparatistes ? Laissez-moi rire ! Vous voyez bien qu'ils sont finis. Non, j'ai eu à courir dans tous les coins de la ville pour rappeler nos policiers et nos pompiers, afin que pas un ne se trouve compromis dans la bagarre...

— Mais alors ? Vous abandonnez vos troupes ?

— Mon pauvre ami ! Vous avez bien vu ce qu'elles étaient, ces troupes. Des petits jeunes gens, une poignée de voyous, quelques naïfs : comment voulez-vous qu'un bourgeois sérieux comme moi se compromette avec cela ? Notre mairie est en train de les amuser : tout à l'heure, ce sera liquidé.

Il allume son cigare, hume son bock et soupire :

— Cette fois encore, le séparatisme sera vaincu et je crois bien qu'on n'en parlera plus.

Je suis abasourdi. Eh quoi ! Voilà un des Rhénans les plus antiprussiens que je connaisse : il est au cœur du mouvement, et au premier choc, il déserte !

— Mais enfin, vous détestez les Prussiens, vous voulez l'autonomie, vous savez la misère où Berlin vous précipite : voilà ce matin le dollar à 25 milliers de milliards de marks ! Le mouvement est puissamment lancé : l'autre jour, Aix-la-Chapelle, puis Coblenz, Bonn, Munchen-Gladbach, Wiesbaden, hier Dusseldorf : c'est toute la Rhénanie soulevée ! Et là dedans tout le monde : les intellectuels avec Dorten, les petits bourgeois avec le Freiland de Matthes, les ouvriers avec Smeets. Des jeunes gens, avez-vous dit ? Des voyous, insinuez-vous. Mais ils ont su à Dusseldorf recevoir véritablement le baptême du feu et tenir tête aux schupos ! Si vous laissez passer cette occasion, laquelle donc attendrez-vous ?

S... m'écoute enfoncé dans sa chaise et fume béatement son cigare.

— Vous êtes, comme tous les Français, plein de feu et de

témérité. Nous autres Rhénans, nous sommes prudents et sages. Voyez-vous : le mouvement n'était peut-être pas trop mal préparé, mais il a fait long feu. Il y avait là dedans trop d'hommes de Berlin, ce que vous appelez, je crois, des agents provocateurs. Quand nous avons vu éclater bien avant l'heure attendue l'affaire d'Aix-la-Chapelle, nous autres, les renseignés, nous nous sommes tout de suite tenus à l'écart. Il eût fallu une action coordonnée et simultanée; au lieu de cela, des feux de paille éparpillés : ce n'est pas avec ces brindilles qu'on incendiera le Walhalla!

Au dehors, nous entendons des cris, des chants, même des musiques.

— Tenez : cela tourne à la mascarade! Que voulez-vous? Pas de chef! C'est notre faiblesse, à nous autres Rhénans : les chefs manquent ou se cachent.

Cette fois, je m'indigne.

— Tout de même, Dorten, Matthes, Smeets. Ils font en ce moment figure de chefs! Ils sont au combat.

Mais S... hausse les épaules!

— Pas d'envergure. Et brûlés. Nous autres Rhénans, nous ne pouvons suivre que des hommes solides, des compétences. Ah! si le ministre Adenauer, le professeur Lauscher, le prélat Kaas, ou même le docteur Ulrich avaient parlé! Mais vous voyez bien qu'ils se taisent, ou bien ont filé à Berlin.

Je murmure que ces hommes considérables n'ont pas hésité ces derniers temps à entrer en conversation avec les autorités françaises, qu'ils avaient même suggéré des projets d'organisation rhénane, de Banque et de Landtag rhénans.

— Pour vous amuser, eux aussi! Pour gagner du temps. Ah! sans doute, si ces petits jeunes gens avaient réussi leur coup, vous pouvez être sûrs qu'Adenauer eût couru à leur tête! Et moi aussi, *mein Gott*.

Et dans un gros rire, pesamment, il se lève.

— Mais le coup est manqué, et il n'y a plus qu'à rentrer chez soi pour y rester bien sage. Car je vous garantis que les Prussiens s'y entendent en fait de répression. Vous avez lu le télégramme de Stresemann : « *Widerstand gegen die Republik bis aufs Messer* » (Contre la république rhénane on doit lutter jusqu'au poignard!)... On riait tout à l'heure, mais je vous garantis que demain on ne rira plus.

Comme pour lui donner raison, à peine sommes-nous dans la rue que des hommes armés, à l'air farouche, nous dévisagent. Mon compagnon se hâte et au premier tournant s'excuse et disparaît. Pour moi, je déjeune en vitesse, puis je cours aux nouvelles.

Mayence est déjà tout changé. La Schillerplatz est vide ; des séparatistes, fusil en main, doigt sur la gâchette, surveillent les carrefours ; de la Grossebleiche viennent des clameurs ; au loin, s'entendent des coups de feu.

— Ça se gâte, me dit un gendarme de faction ; des nationalistes sont arrivés en force de Francfort, et on se cogne dur.

Devant le Kreisamt, des groupes en fureur se disputent le drapeau vert-blanc-rouge de la République rhénane ; il est arraché, déchiré, repris ; des hommes sont frappés, blessés ; les coups de feu crépitent : cette fois, c'est bien la bataille.

Je cours au lycée demander qu'on ne laisse pas sortir les élèves. Hélas ! c'est pendant cette absence que devant ce même Kreisamt, une balle imbécile abat le meilleur des Français d'ici, mon ami Léonard Constant, au moment où il venait de sauver deux blessés rhénans frappés par des poignards racistes.

Ah ! désertion des chefs, passivité des bourgeois, de quelle catastrophe n'êtes-vous point la cause ! Ce sang magnifique versé pour un sacrifice vain, et tout ce peuple définitivement livré aux Prussiens !... Fallait-il donc que tout ce grand effort n'aboutît qu'à une mascarade sanglante, et à l'assassinat d'un de nos plus beaux Français ?

Le lendemain, je lis dans la *Kölnische Volkszeitung* cette rude condamnation d'un séparatisme qu'elle avait la veille encore presque encouragé : « Des criminels et des fous, abusant de notre patience et de notre humeur pacifique, ont osé tenter un coup de force : nous sommes et restons Allemands, contre la force stupide. » Et Lauscher va proclamer à Coblenze : « Une séparation de la Rhénanie d'avec l'Allemagne serait tout aussi insupportable pour nous qu'une annexion. Advienne que pourra : nous sommes avec la patrie allemande. »

Allons, S... avait raison : les chefs « sérieux » ont abandonné le séparatisme, et celui-ci est bien fini.

LES OBSÈQUES D'UN MARTYR

28 octobre 1923. — Mayence tout entière vient d'accompagner, au milieu d'une émotion poignante, le corps de Léonard Constant.

Des Français, pas un n'a manqué : l'armée et le Haut-Commissariat avaient tenu à assurer au professeur martyr des funérailles grandioses. Ce modeste, sa dépouille aura connu en cette ville de Marches les honneurs d'un général : une prolonge d'artillerie l'a portée, le drapeau tricolore l'enveloppait, et sur tout son passage, les troupes rendaient les honneurs. Après l'absoute à l'église, notre évêque Mgr Rémond, vint dire son émotion de pasteur devant la perte du meilleur de ses enfants, mais aussi proclamer l'éminente sainteté de ce chrétien d'élite qui avait poussé la charité jusqu'à la mort. Et dans un geste de noblesse dont ceux qui le connaissent ne peuvent s'étonner, le ministre de l'Instruction publique, M. Léon Bérard, après avoir souligné dans une citation magnifique l'exemple sublime laissé par ce philosophe, avait tenu à se faire représenter personnellement par M. l'Inspecteur général Vial.

Mais plus émouvants peut-être que tous ces Français unis par une tristesse comme familiale, il y avait les Mayençais : l'évêque d'abord, Mgr Hugo, qui avait consenti, par un honneur insigne, à ouvrir le Dôme aux funérailles de ce Français; puis tout ce petit peuple, dont beaucoup timidement étaient entrés dans l'église pendant la cérémonie, mais dont des milliers d'autres se pressaient en rangs émus sur les trottoirs. Combien j'ai vu de femmes pleurer au passage de la veuve et des six enfants ! Combien d'ailleurs parmi ces braves gens, qui avaient appris à connaître Léonard, soit qu'ils l'eussent vu apporter chez eux quelque soulagement à une misère, soit qu'ils l'aient entendu en une de ces causeries familières dans lesquelles il se prodiguait et s'efforçait de faire tomber les préjugés accumulés par tant de Prussiens contre la France. Parmi l'amas de couronnes qui s'accumulent sur deux prolonges, que d'humbles bouquets je vois, apportés par des gens d'ici, si touchants en leur modestie, si émouvants par leur nombre !

Ah ! cette mort d'un ami parfait, cet arrachement à ses enfants d'un père admirable, à ses élèves d'un maître unique, elle nous serre le cœur, elle pèsera sur toute notre vie... Mais peut-être est-ce elle qui donnera à notre présence ici la plus haute valeur, elle qui laissera dans Mayence l'indéracinable souvenir. Dans les lettres que je reçois, parce qu'on sait notre amitié, il en est d'inconnus mayençais qui tiennent à exprimer à la veuve l'hommage de leur émotion, qui offrent leur témoignage. L'une d'elles surtout me frappe qui contient ces mots : « Dites à M^{me} Constant que lorsque les Français seront partis, le souvenir du professeur Constant les remplacera. »

Cher et pur Léonard ! tu ne pus, pendant la grande guerre, malgré tes efforts, servir ton pays aux armées : la Providence te réservait un poste plus insigne. Par toi l'honneur français aura été exalté à Mayence, par toi le souvenir français restera en la vieille cité chrétienne et latine, enveloppé de grandeur chevaleresque et de charité chrétienne.

Oui, peut-être est-ce ce modeste dont le sang aura scellé cette union entre Français et Rhénans que la politique n'arrive point à souder.

LES REPRÉSAILLES PRUSSIENNES ET L'AFFAISSEMENT DES RHÉNANS

Février 1924. — Cela n'a pas tardé : l'échec des séparatistes a presque aussitôt rendu l'audace aux pangermanistes, et l'humilité aux Rhénans. On me communiquait tout à l'heure la coupure d'un journal hanovrien, point rhénan sans doute, mais de tendances précédemment autonomistes, le *Hanoversche Kurier*. « Quiconque veut que l'Allemagne continue à vivre doit prendre la Prusse en considération, se préoccuper que ses droits ne soient pas amoindris, que sa puissance ne soit ni ébranlée ni dispersée. Cette Prusse, c'est l'ossature du Reich. Voilà pourquoi on ne doit pas se prêter à la politique latine qui veut écarter la Prusse du Rhin. » Ces gens-là ont vite trouvé leur chemin de Damas !

Il me semble entendre ce professeur prussien de Wiesbaden, ami de L..., qui dans l'été 1919 me disait rageusement : « La Prusse est la grandeur de l'Allemagne ; elle est le sel de sa terre, la substance de son esprit, la moelle de sa force : tou-

cher à la Prusse, sur le Rhin ou ailleurs, c'est émasculer l'Allemagne! » Celui-là était un Prussien au moins! Mais ces Hanovriens, ces Rhénans! Grâce à l'habile réforme monétaire de Luther et de Schacht, voilà le mark ressuscité, ou plutôt transmué en goldenmark. Du coup, le mark rhénan n'a plus de raison d'être, et ces beaux messieurs de Cologne ou de Mayence qui venaient la bouche en cœur proposer leurs plans mirifiques au Haut-Commissaire et solliciter son secours, ont vite désappris le chemin de Coblenz. Une à une, les boutiques de change ont disparu de Mayence, et les commerçants éberlués oublient désormais de changer leurs étiquettes. Oh! ce n'est pas que l'on ait encore toute confiance, et les contrats se concluent tous sur la base du dollar; mais à côté des angoisses passées n'est-ce pas la sécurité?

Tout cela après tout ne serait que décevant pour les Rhénans, si ce redressement ne s'accompagnait, selon les bonnes habitudes prussiennes, de sanglantes représailles. Depuis novembre, point de jour où l'on n'entende parler d'assassinat de séparatiste; quelquefois, ce sont des massacres, comme cet enfouissement de dix jeunes séparatistes dans un four à chaux voisin de Wiesbaden, comme surtout ceux du Palatinat; hier, c'était Heintz, l'éphémère président de la République palatine, publiquement assassiné en face de placides bourgeois dont pas un n'a bougé; aujourd'hui c'est Pirmasens, et son massacre féroce d'une douzaine de séparatistes, au cœur de la zone occupée, par des meurtriers spécialement venus en auto de Karlsruhe et repartis tranquillement.

J'attendais par curiosité la réaction de la presse rhénane sur ces derniers massacres plus éclatants et plus cyniques: oh! sans grande illusion; mais enfin j'escomptais une vague condamnation morale, quelque habile arrangement des faits. Même pas cela!... Toutes les feuilles, de droite comme de gauche, approuvent les assassins, flétrissent les victimes. Les gazettes catholiques félicitent l'évêque de Spire d'avoir refusé la sépulture catholique au « traître Heintz ». La *Kölnische Zeitung* appelle ces massacres un « avertissement » et, invitant à les continuer, proclame qu'« on doit en finir avec les séparatistes par tous les moyens ». Et la sage *Frankfurter Zeitung* elle-même, — qui se targue d'être le journal européen, — prononce doucement: « L'action sanglante de Pir-

masens est essentiellement un acte de légitime défense de la population contre une bande de brigands. »

Ainsi la sauvagerie de tous ces massacres est non seulement approuvée mais même glorifiée par ces honnêtes bourgeois, ces démocrates, ces catholiques. L'esprit de la Prusse les a-t-il donc déjà à ce point infectés ?

Et maintenant, pauvres morts rhénans, dormez en paix : car vous pleurer serait trahir, car prier pour vous serait sacrilège !

LA DISCORDE PARMI LES FRANÇAIS

Juin 1924. — Allons-nous donner à ces Rhénans déjà remis dans le rang par le feldwebel prussien le spectacle de nos divisions ?

Hélas ! au lendemain de ces élections du 11 mai où le peuple français s'est refusé à continuer l'effort que lui demandait Poincaré, il semblerait que nous retombions ici dans les pires discussions de l'avant-guerre. Qu'on se dispute en France, passe encore : mais sur le Rhin, en terre étrangère, face à l'adversaire !...

Une nouvelle atmosphère enveloppe notre colonie ; on y parle bien de vainqueurs et de vaincus, mais ce ne sont plus ceux du traité de Versailles. Les « vainqueurs » ont fondé dans toutes les villes rhénanes des sections de la Ligue des droits de l'homme, et chacune, agressive, de s'en prendre, qu'aux généraux (français), qu'au Haut-Commissaire, et toutes en chœur à notre évêque et à ses aumôniers : hier, l'une réclamait le renvoi des jésuites du lycée de Mayence, aujourd'hui telle autre dénonce l'enseignement religieux en nos établissements, et voilà la lutte installée en nos écoles, où laïques et religieux avaient jusqu'ici collaboré d'un si fraternel effort.

La semaine passée, un « militant », fonctionnaire de la Haute-Commission, s'en est allé à Francfort prendre la parole dans une réunion publique d'Allemands : et ce fut pour dénoncer « le militarisme français », affirmer que « tous les Français républicains et laïcs réclamaient la fin de l'occupation », et proclamer que cette dernière ne se perpétuait que par la volonté des officiers de l'armée du Rhin, affriandés par « les grosses soldes », et des cléricaux, complices de la propa-

gande centriste sur le Rhin. Naturellement les journaux allemands se sont emparés de ces déclarations, leur prêtant une importance de « haute politique » : jusqu'à la *Frankfurter Zeitung*, qui veut en elles retrouver « le témoignage des consciences françaises » !

Verbiage absurde, mais qui ne va pas sans risque de désagréger la masse jusqu'alors si solide des Français du Rhin et miner même l'esprit de nos cadres. L'autre jour, j'avais affaire parmi nos gendarmes et les trouvai en pleine bagarre politique : ils étaient si échauffés que pas un ne me prêta attention. Oh ! dès que j'appelai, le sens du devoir leur rendit le calme, et l'un d'eux sut aussitôt expédier mon affaire. Mais si chez ces braves gens la politique met de tels désordres, que sera-ce parmi les autres ? En viendrons-nous à ce point que la sécurité morale des troupes d'occupation soit compromise par les seuls Français ?

ET LE REDRESSEMENT DE L'ORGUEIL ALLEMAND

Décembre 1924. — Deux faits indéniables : le redressement de l'Allemagne, et l'orgueil qu'il donne aux Rhénans.

J'ai rencontré l'autre jour à la brasserie le professeur L... qui depuis deux ans visiblement m'évitait. D'abord, comme à l'habitude, il n'eut pas l'air de me voir ; mais comme nous étions voisins de table, il lui était difficile de rester sans au moins me saluer ; et, surtout, je sentais qu'il avait malgré tout envie de me parler.

— Eh bien ! me lança-t-il d'une voix assez âpre, avions-nous raison de vous dire que la Prusse est le sel de l'Allemagne ? Par elle, par ses chefs, nous commençons à sortir de notre misère ; par elle, ces belles plaines sont sauvées de l'anarchie et libérées des traîtres.

Je convins que la situation du Reich s'était remarquablement améliorée, mais ne pus m'empêcher de lui rappeler que la France après 1871 s'était encore plus rapidement et plus solidement redressée.

— Il y a bien des différences, fit-il vivement. En 1871, vous n'aviez été que blessés en quelques batailles par nos seules troupes ; tandis que notre pauvre peuple s'est trouvé comme frappé à mort par l'assaut de quinze peuples coalisés

contre lui pendant cinq années pour une guerre inexpiable; et, pour l'achever, des traîtres l'ont poignardé dans le dos!

Je ne voulus rien objecter à cet exposé étrangement simplifié : je crus nécessaire seulement de rappeler doucement qu'en 1871, on nous avait ravi l'Alsace et la Lorraine. Là-dessus, L.... eut un sursaut de son long corps et un éclair brilla dans ses yeux; mais il se contint, et d'une voix retenue :

— Vous autres Français, il y a des choses que vous ne comprendrez jamais.

Puis, penché vers moi, il ajouta brusquement :

— Ce qu'il faudrait, c'est que nos deux pays s'unissent : vous avez de bons soldats, nous autres aussi : toute la racaille du monde ne tiendrait pas devant nous.

Le propos devenait curieux : je commandai d'autres bocks.

— Ne croyez-vous pas, objectai-je, que c'est bien tôt pour une alliance ? Tant de préventions entre nos peuples, tant de sang!...

Il ne me laissa pas continuer.

— Non, non ! Tout de suite ! Votre peuple vient de montrer qu'il ne veut pas suivre tous ces Poincaré qui aspirent à notre mort ; il se montre prêt à abandonner cette absurde occupation : eh bien ! qu'il nous laisse reprendre nos frères de race, qu'il abandonne tous ces mendiants de l'Est et du Sud accrochés à ses basques. C'est avec des seigneurs seulement que vous devez vous unir, et le peuple allemand est le seigneur de l'Europe!... Regardez notre Zeppelin, nos financiers, nos ingénieurs, nos généraux. Quiconque se mettra devant nous, un peu plus tôt, un peu tard, sera brisé. On veut la paix chez vous ; qu'on la fasse donc avec nous et par nous ! Sinon c'est le massacre...

La tête droite, l'œil ardent, il semblait tout à coup, dans le halo des fumées de tabac, dressé comme un prophète. Malgré la bonhomie du lieu, j'eus comme un frisson : en ce Rhénan que j'avais connu hésitant, mais que la Prusse avait su si fortement reprendre, c'était la face de l'éternelle Allemagne qui venait de se manifester!

Cette même révélation, d'ailleurs, la presse rhénane, tout entière décidément inféodée à Berlin, ne nous l'apporte-t-elle pas tous les jours ? Au lendemain de ces élections du 11 mai où le peuple français a affirmé son exclusif désir de paix, la presse rhénane, comme la presse prussienne, n'a pensé qu'à rétablir

le prestige allemand. Aussi bien le modéré *Kölner Tagblatt* que la socialiste *Rheinische Zeitung*, tous deux s'en prennent d'abord à Poincaré comme fauteur des « malheurs de l'Allemagne », et réclament des Français, « s'ils veulent qu'on croie en leur esprit de paix », qu'ils évacuent la Ruhr tout de suite, Cologne à la fin de l'année, et le reste de la Rhénanie aussitôt après, car « l'occupation est un scandale à la face du monde ». Tous deux aussi, avec la même force que les feuilles nationalistes, veulent que la conférence de Londres « mette fin à l'odieuse légende de la culpabilité allemande dans la guerre ». « Car l'Allemagne, rentrée en égale dans le concert des grandes puissances, ne doit pas y apparaître en coupable. » Et tous deux encore, et toutes les gazettes rhénanes (même les communistes!), exaltés par l'exploit du Zeppelin qui vient de franchir l'Atlantique, de conclure que « la grandeur allemande a réapparu dans le monde et l'a frappé d'admiration ».

Un ingénieur de la *Micum* qui séjourne à Mannheim vient de me raconter une manifestation dite républicaine qui s'est déroulée l'autre jour dans le parc de la ville à la mémoire d'un leader socialiste, Ludwig Frank, tué pendant la guerre. Cela commença par le chant du *Deutschland über alles* que l'assistance reprit religieusement, cela continua par le discours du président de l'État de Bade, le Dr Köhler, qui s'écria notamment parmi les acclamations : « Nous sommes les héritiers, les continuateurs de ces Allemands de 48, dans le dessein magnifique de refaire une Allemagne qui s'étende, comme l'ont voulu Arndt et Hoffmann, de la Meuse à Memel et de l'Escaut au Belt! » Et cela se termina par un hoch! pour l'évacuation!.... Il y avait, paraît-il, un groupe de Français délégués de ligues pacifistes : je me demande tout de même quelle contenance ils ont pu garder...

On accusait Mangin de faire une politique de prestige. Vaut-il donc mieux laisser les Rhénans s'habituer à ne plus connaître, à ne plus admirer que le prestige allemand?

ALBERT MALAURIE.

{A suivre.}

LETTRES A BENJAMIN CONSTANT

III ⁽¹⁾

(Mars 1803-février 1805)

2 germinal an XI (23 mars 1803).

Je n'ai à vous parler que de Bois de Boulogne et d'émigrés. Ces petites bonnes gens viennent vider au Bois de Boulogne les querelles qu'ils ont eues en Angleterre. Ils les avaient ajournées afin que, témoins de leur courage, nous ne puissions plus le révoquer en doute. On ne leur ôterait pas de la tête qu'il ont de l'honneur; c'est leur dernière illusion : on voit bien qu'elle tient à leur ignorance de la signification des mots. Qui pourrait tenter de faire leur éducation? Les plus jeunes d'entre eux ont une trentaine d'années. Vous saurez donc que tous les matins une bande de ces vieux étourdis monte à cheval et va se pelotonner au Bois. Ceux qui passent auprès croient entendre une volée de perruches. On jabote, on jabote. Après avoir dit sur les chevaux et sur les femmes tout ce que des docteurs de cette espèce en peuvent savoir, on parle de la bravoure d'un chacun.

Ils sont d'autant plus difficiles sur le genre de courage qu'on doit montrer au bal ou à la promenade, qu'ils n'imaginent pas qu'on en doive jamais déployer ailleurs! On parlait donc de la poltronnerie d'un petit M. de B... qui n'avait point voulu se battre à Londres contre M. d'Avaray.

Copyright by baron Rodolphe de Constant-Rebecque, 1931.

(1) Voyez la *Revue* des 1^{er} et 15 août.

Girardin (l'homme à bonnes fortunes) (1), cousin de de B..., entend cette histoire de la bouche d'Édouard de Fitz-James (2). Il dit à son cousin que, s'il ne peut s'en justifier, il n'osera plus se montrer avec lui. Cette menace détermine ce pauvre petit diable. Il retourne vers le formidable peloton et donne des coups de fouet sur la figure d'Édouard de Fitz-James qui les lui rend. Montrond (3), le premier des hommes en fait de mauvaises affaires, indigné de voir deux gentilshommes se fouailler comme des charretiers, passe à cheval entre eux deux pour les séparer et leur parle avec cette dignité imposante qui convient en pareille circonstance.

— Messieurs, dit-il, il faut que cette affaire finisse d'une manière convenable.

On lui demande s'il a des pistolets : il en a chez lui. On le prie de les aller chercher. Il y vole et revient. On tire au sort. Il échoit à Fitz-James qui tire et tue du coup son adversaire ! On parle beaucoup de cette affaire. C'est, je crois, ce qui a engagé le gouvernement à faire des poursuites contre le vainqueur. On est étonné que ces petits garçons aient trouvé le moyen de faire parler d'eux. Croiriez-vous que de vieux amis de leur patrie, éprouvés par tant de dangers, aient la faiblesse de s'inquiéter de ces bamboches parlantes ?

Tout comme les royalistes ont une peur du diable des jacobins qui ne sont plus, les patriotes s'avisent d'avoir peur des émigrés, malgré leur nullité. Avec ces peurs absurdes, on peut mener les gens bien loin. Le général Masséna disait lui-même : « Quelque jour ces drôles nous égorgeront. » Ehl mon cher général, que ne commencez-vous par leur donner des coups de pied dans le derrière ?

On dit que nous aurons la paix, que les Anglais garderont Malte (4) pendant dix ans, sous condition d'entretenir une

(1) Il s'agit ici soit du comte Stanislas de Girardin, président du Tribunal, soit du futur général Alexandre de Girardin.

(2) Le duc Édouard de Fitz-James (1776-1838), rentré d'émigration sous le Consulat, contribua à la restauration des Bourbons en 1814; pair de France, démissionnaire en 1831 après la suppression de l'hérédité de la pairie, député sous Louis-Philippe, il joua sous Charles X et la monarchie de Juillet un rôle politique important.

(3) Le comte de Montrond, célèbre par ses « mots » et son amitié avec Talleyrand.

(4) L'Angleterre voulait conserver Malte qui, d'après la paix d'Amiens, devait être restituée aux chevaliers.

garnison russe. Une foule d'imbéciles qui taxaient le chef du Gouvernement d'entêtement et d'imprudence, apprendront enfin que, quelle que soit la violence de ses premiers mouvements, il sait très bien revenir aux mesures de prudence lorsque les circonstances l'exigent et que la menace n'a pas réussi.

Depuis que le Premier Consul a parlé avec éloquence des talents de Chénier (1), ses plus mortels ennemis ne tarissent plus sur le mérite de ses œuvres. J'en ai rencontré : ils ont eu soin de me demander s'il était bien sûr qu'il eût un anévrisme, et si le voyage ne le tuerait pas. Il se porte assez bien. Portal prétend que le voyage lui fera du bien. Corróna (2) prétend qu'il lui fera du mal. Je ne sais qu'en penser. Je me borne à faire des vœux pour un homme fait de toute manière pour honorer sa patrie, soit qu'on l'appelle à défendre ses droits ou qu'on le réduise à développer ses talents purement littéraires...

Adieu, très bon ami, venez donc cultiver vos propriétés. Je me voudrais voir auprès de vous une bêche à la main.

Sans date.

J'ai trouvé M^{me} de Staël (3) aussi simplement aimable que si elle n'était point parvenue au plus haut degré de supériorité. Mais c'est précisément parce qu'elle y est parvenue que sa conversation est si naturellement piquante.

Je connais une personne qui dit qu'elle est très *amusante* : cela est vrai. Mais ce n'est pas ainsi qu'on devrait le dire, à moins qu'on ne s'exprime comme le baron de la Comédie : *Le Corneille est joli quelquefois* (4).

1^{er} prairial an XI (21 mai 1803).

Qu'êtes-vous donc devenu ? J'avais de vos nouvelles plus souvent lorsque vous étiez à Genève. Le Sauvage (5) est étonné. Il est certain que vous manquez à tous vos devoirs lorsque vous ne m'écrivez pas. Le Sauvage est parti pour Meulan.

(1) Marie-Joseph Chénier.

(2) Portal, Corróna, médecins en renom.

(3) Benjamin Constant dut faire, entre avril et septembre 1803, un séjour à Paris et à Hérivaux. Cette lettre lui a été adressée durant ce séjour et alors que M^{me} de Staël se trouvait elle-même à Paris.

(4) Julie Talma confond avec le campagnard du *Repas ridicule* (Boileau, *Satire III*).

(5) Fauriel.

C'est encore un homme de moins. Je meurs de peur que les femmes ne restent en majorité à Paris. Vous savez que plus leur nombre augmente et moins elles ont d'empire.

On vient de faire des prisonniers de guerre dans les hôtels garnis de Paris. On a mis l'embargo sur tous les Anglais qui s'y trouvaient (1).

Je crois que vous avez usé toute votre tendresse pour moi à me dire que vous m'aimiez. Mais je n'entends pas raillerie là-dessus. Vous m'avez promis de m'aimer toujours. Pièces en main, je vous forcerai bien à me tenir parole!

30 fructidor an XI (17 septembre 1803) (2).

Vous avez un évêque! J'en suis charmée. Cela n'est pas mal pour des provinciaux comme vous, et c'est bien plus que ne devraient espérer des hérétiques. Mais je vous avoue que depuis l'espoir fondé que nous avons de voir le Pape et quatorze cardinaux, je regarde les évêques comme des polissons. Passez-moi ce mouvement d'orgueil, je vous prie.

J'étais d'une inquiétude mortelle sur votre santé. Vous n'avez jamais été si longtemps sans m'écrire, c'est une indignité. La santé de mon fils n'est point mal sans être bien. Je vois un médecin dans lequel j'ai la plus grande confiance. En tout état de cause, il faudra bien du temps pour le guérir, et jusque-là mon âme aura bien à souffrir. L'oncle de mon fils est tellement occupé que sa douleur est fort amortie. La douleur est apparemment comme l'amour : moins on lui résiste, plus tôt elle passe. Cela donne un grand avantage aux âmes faibles : sans le mépris qu'elles inspirent, il faudrait les envier.

Je tremble que vous n'alliez en Allemagne (3); je sais fort bien que vous y seriez heureux, mais votre bonheur, que je souhaite infiniment, a cependant beaucoup moins de charme à mes yeux quand c'est aux dépens du mien. Il y a des circonstances où je ne suis point héroïque du tout.

(1) L'Angleterre refusant d'exécuter les traités et ayant, sans déclaration d'hostilité, capturé 1200 vaisseaux français et bataves, le Premier Consul, tout en hâtant les préparatifs maritimes, fit arrêter tous les Anglais voyageant en France.

(2) Cette lettre, ainsi que d'autres de Julie Talma, est adressée à Genève, à M. Martin de Saint-Ouen, maison Martine, rue des Belles-Filles, 39. Benjamin Constant adoptait ce faux nom, sans doute afin que la censure n'ouvrit pas les lettres qui lui étaient adressées.

(3) Benjamin Constant partit en effet pour Weimar avec M^{me} de Staël en novembre 1803.

Je vous dis que je vous aime parce que vous le savez, sans cela un tel aveu ne m'échapperait pas! Adieu donc.

6 brumaire an XII (29 octobre 1803).

Je vous parle de mon fils dans une de mes dernières lettres. J'en parle avec bien de la tristesse. Ce mois est terrible à passer. J'ai eu depuis huit jours des moments affreux, il me semblait voir mon pauvre enfant dépérir à vue d'œil. Aujourd'hui, sans qu'on sache pourquoi, il n'a point souffert après son dîner. Il a parlé, il a ri : j'ai cru que je rêvais. Ah! si ce mieux pouvait se soutenir!

Je suis accablée de fatigue. Tous mes membres sont brisés. Mes nuits sont affreuses quand les siennes ne sont pas bonnes. Si mes lettres n'avaient pas l'habitude de faire le tour du monde avant de vous parvenir, vous auriez su toutes mes inquiétudes.

Que je vous dise donc : nos ci-devant nobles sont d'une démocratie inconcevable. Depuis qu'on parle de titres pour les autres, ils trouvent les titres ridicules. Il a fallu les mettre au nombre des inférieurs pour leur faire sentir le mérite de l'égalité, mais, en revanche, les anciens déclamateurs contre la noblesse et les titres trouvent que c'est une bien jolie chose pourvu qu'on les en affuble. Chacun en changeant de place a changé de ton. C'est une grande pitié que les hommes soient une si mince espèce! Oh! que nous avons raison d'aimer nos chiens! Quant aux valets, tout cela leur est égal. Peu leur importe qui est duc et pair, pourvu qu'il y en ait devant qui courber l'échine! Ainsi donc ceux qui n'ont point changé de ton sont plus vils que les autres. Les chiens, les chiens, il n'y a qu'eux de bonne compagnie!

Adieu, je vous aime comme un ami mérite d'être aimé et comme un jaloux voudrait qu'on l'aimât!

8 brumaire an XII (31 octobre 1803).

J'étais triste, mon ami, de ne point recevoir de vos nouvelles. En voilà et je me console. Quels détails puis-je vous donner? Parle-t-on si longtemps d'une injustice? Cela serait bon s'il ne s'en faisait qu'une de loin en loin... J'ai vu des gens arrivant de la campagne pour qui la nouvelle était *nouvelle*, s'en affliger, s'en indigner, et regretter surtout de n'avoir point

été à portée pour donner à votre amie (1) toutes les marques d'estime et d'intérêt dont elle est digne. Une petite femme gentille, dont le mari occupe de grands emplois, disait : « On renvoie M^{me} une telle parce qu'elle a de l'esprit : on nous prend donc toutes pour des sottes ? » Elle en était toute courroucée.

Quelle nouvelle pourrais-je vous dire ? Voyons. M. de Luynes a obtenu le retour de son beau-frère. Son *esprit* ne sera point un obstacle à son retour à Paris !

Un nommé Herman, virtuose sur le piano forte, disait dernièrement le plus sérieusement du monde : « Quoique j'aie de la fortune, je voudrais être sénateur : cela paierait la dépense de ma cuisinière. »

Le Premier Consul a dit en présence du corps diplomatique : « Avec les 700000 hommes que je commande, avec le personnel consulaire, avec le Sénat, le Tribunat et le Corps législatif, je ne pourrais pas rétablir les Bourbons, tant ils se sont déshonorés dans l'opinion (2). »

20 brumaire an XII (12 novembre 1803).

J'ai beau languir de votre absence, je n'en ai pas moins donné à dîner à un sénateur fort aimable dont le nom rappelle beaucoup de choses. C'était hier. La journée a été le plus agréable possible. On a parlé de votre amie avec le plus tendre intérêt.

Point de nouvelles, mais l'espérance de nos succès contre la fière Angleterre est ce qui nous soutient. Mon Dieu, que Lalande (3) est drôle ! Lisez-vous en courant ? Son ouvrage vous est-il parvenu ? Il dit qu'il est plus glorieux de ses progrès en athéisme que de ses connaissances en astronomie. Mais c'est la manière dont il répond aux objections qui est charmante. « *On me dira : mais les astres ? Eh bien ! les astres sont des astres, le soleil est le soleil, la lune est la lune, et vous êtes*

(1) M^{me} de Staël avait reçu, le 13 octobre 1803, l'ordre de s'éloigner à quarante lieues de Paris.

(2) Cette lettre est adressée au citoyen Martin de Saint-Ouen, poste restante à Metz. Benjamin Constant était parti de Genève pour se rendre auprès de M^{me} de Staël à la fin de novembre 1803. Sa correspondance étant surveillée, il continuait de se faire adresser ses lettres en France au nom de Martin de Saint-Ouen.

(3) L'astronome Lalande publia, en 1801, *Histoire céleste française* et, en 1803, *Bibliographie astronomique*.

une bête ! » Quand les objections n'embarrassent pas plus que cela, on est bien fort !

2 frimaire an XII (24 novembre 1803).

Il y a quelques jours, nous fûmes ivres de joie. Une canonade qui nous avait tous réveillés semblait nous dire qu'une nouvelle, la plus glorieuse possible, nous était annoncée. Nous n'avons donc point douté qu'on ne fût descendu au moins en Irlande ! Et comme l'expérience nous a rendus prudents, nous n'avons pas été là débarquer une poignée d'hommes pour qu'ils fussent anéantis par les troupes anglaises. Nous avons tout de suite jeté sur la côte 50 000 hommes. Il y avait bien des gens qui disaient 160 000, mais c'étaient des exagérateurs ! Nous restons deux heures dans cette douce persuasion. On va, on vient, on s'informe et l'on apprend enfin qu'il n'y a pas eu encore de descente, mais qu'il y en aura sûrement un jour ou l'autre, et que le Premier Consul est arrivé et que les salves nombreuses qu'on a entendues sont un juste hommage rendu au premier magistrat de la République. Cela est vrai : mais vous savez comme on est lorsqu'on s'est mis quelque chose dans la tête. La vérité valût-elle cent fois mieux que ce qu'on a imaginé, on est fâché et honteux de s'être trompé. Nos figures se sont allongées ; mais c'est passé ; nous n'y pensons plus !

On met dans les journaux que si nous tenons les Anglais un an sur la défensive, ils seront ruinés. Ma foi, j'aime bien mieux cette manière-là. Pourvu que leur orgueil soit abaissé, n'est-ce pas tout ce qu'il nous faut ? Il y a bien plus d'habileté à faire ainsi. On me reproche de penser toujours comme le Gouvernement, de descendre quand il descend, de rester sur la côte quand il y reste ! Ce reproche n'est pas fondé, car je ne le fais pas exprès. Est-ce ma faute si le Gouvernement pense comme moi ? Ce qu'il y a de certain, c'est que nous pensons très bien !

41 frimaire an XII (3 décembre 1803).

Les mois se passeront, je le crains bien, et vous ne reviendrez pas ! Si je suis « un des grands bonheurs de votre vie », ne devez-vous pas sentir que vous êtes un des grands bonheurs de la mienne ?

On ne reçoit jamais de bonheur que de ceux à qui on en donne. Il est de fait que ma maison n'a plus le sens commun.

Je cours sans savoir où : pourquoi resterais-je chez moi ? Il me semble que vous êtes le point qui rallie mes amis. Quand vous n'y êtes pas, on se disperse de côté et d'autre, et moi la première. Quand je n'ai pas à vous attendre, il me semble que je n'ai rien à faire.

Tous ces jours-ci, j'ai lu les journaux avec le plus grand intérêt pour lire les noms des membres de la Légion d'honneur et dans l'espoir d'y trouver ceux de mes amis. C'est bien le moins que quelqu'un de mes amis s'y trouve, sur sept mille ! Heureusement Chénier en est. Il le mérite à tous égards. Il doit être enchanté non seulement d'en être, mais de s'y trouver avec Duvidal (1), Carrion de Nisas (2) et Suard (3). Si on n'était lié à ces gens-là par une institution, on ne les rencontrerait peut-être jamais. Le but et le résultat des bonnes institutions de Bonaparte est de rapprocher les hommes les plus éloignés. Je les défie bien à présent de n'avoir pas les uns pour les autres une estime mutuelle.

Je ne sais ce qu'ont messieurs les Parisiens. Ils rient de tout cela. Les choix leur paraissent les plus drôles du monde. Riez, riez, messieurs, il faudra toujours bien que vous respectiez ce qui est respectable. Que le vulgaire est donc méprisable ! Le mot honneur ne leur représente rien du tout. Il répète cette phrase de Rœderer qu'il fallait déshonorer l'honneur. Eh bien ! parce que Rœderer, entraîné par son éloquence, a dit une extravagance dans un temps où tout le monde en disait plus ou moins, faut-il toujours la lui jeter au nez ? Je pense, moi, qu'il faut une religion pour le peuple et de l'honneur pour la Légion. Quand les uns ont de la religion et les autres de l'honneur, tout doit bien aller.

Vous avez dû souffrir beaucoup en voyant une pauvre petite créature malade (4). Toute la pitié dont l'âme est susceptible, se réveille pour un enfant. Je plains son aimable mère.

(1) Duvidal de Montferrier, membre du Tribunal.

(2) Marquis de Carrion de Nisas, officier de cavalerie avant la Révolution, auteur de tragédies et de divers essais, membre du Tribunal; il reprit ensuite du service dans l'armée.

(3) Jean-Baptiste-Antoine Suard (1734-1817), secrétaire perpétuel de l'Académie française.

(4) Il s'agit de la grave maladie que fit à Francfort, en novembre-décembre 1803, la petite Albertine de Staël que Benjamin Constant chérissait tendrement. Dans une lettre à sa tante, la comtesse de Nassau, du 30 novembre 1803, il mentionne cette maladie comme la raison de son séjour prolongé à Francfort.

Loin de sa patrie, voir souffrir son enfant ! Je me figure si bien ce qu'elle a dû éprouver et j'en voudrais repousser l'idée comme trop pénible.

Je vous ai écrit deux fois. Mes lettres vous attendent apparemment. Aujourd'hui, je me réjouissais de n'en point recevoir ! Il me semblait que votre silence annonçait votre retour. Si je n'avais pas la rage d'espérer, je me désespérerais. On parle un peu de paix et tout de suite voilà que je l'espère ! Je vois bien que je lirai votre ouvrage, il y a des choses auxquelles on n'échappe pas !

Volney vient d'en faire paraître un qui m'a fait grand plaisir quoiqu'il soit scientifique (1). *I love you!*

Sans date (début de 1804).

Vous avez un double tort, comme tous les infidèles. Vous ne recevez point mes lettres, et vous me privez du plaisir de vous les écrire. Je vous comparerai presque à ceux qui, non seulement ne veulent pas aimer, mais ne veulent pas qu'on les aime : c'est là de la barbarie. A propos d'aimer, mon ami, croyez-vous que le roman de *Valérie* (2) me plaise ? Vous vous tromperiez fort. Quelle idée ont donc eue ces dames, M^{me} Cottin dans *Claire d'Albe* et celle-ci dans *Valérie*, de nous donner la contre-épreuve d'un ouvrage divin ? *Werther* leur a tourné la tête, cela est tout simple ; qu'il leur suffise de l'adorer sans vouloir l'imiter.

L'une nous présente bien un jeune homme qui se tue, l'autre fait mourir le sien de consommation et les voilà persuadées qu'elles sont les rivales de Goethe ! Mesdames, il y a mourir et mourir ! On peut tuer cent jeunes gens tous les ans sans nous faire verser une larme. Ce n'est pas à la mort que nous sommes sensibles, c'est au sentiment déchirant qui la cause.

Je rentre chez moi un soir, je reprends le roman au moment où le héros prêt à mourir écrit qu'il aime pour la première fois ; il meurt pour n'avoir pas osé le dire. Ne sentez-vous pas ce que doit être cette lettre ? Cette passion qui s'échappe après tant de contrainte, quel désordre, quel égarement ! Je frisson-

(1) Volney publia en 1803 le *Tableau du climat et du sol des États-Unis*, 2 volumes.

(2) *Valérie*, de M^{me} de Krudener, parut en 1803.

nais avant de lire... Eh! bon Dieu, je suis bien revenue de mon effroi. Un long bavardage tient la place de l'hymne que je croyais trouver. Il est certain que Goethe ou Jean-Jacques étaient seuls capables d'écrire cette lettre, mais pourquoi créer soi-même une situation quand on n'a point la force de peindre les douleurs qu'elle amène? Ces entreprises présomptueuses me choquent à l'excès.

Je viens de gagner un louis. Il n'y a dans le monde que H... d'assez bonhomme pour perdre son argent de cette manière-là. Il parie contre moi, il y a je ne sais combien de jours, que Fontanes ne sera point nommé président (1). Je crois d'abord qu'il plaisante, je refuse le pari par délicatesse, il s'obstine : ma foi, il ne faut pourtant pas refuser la fortune lorsqu'elle se jette à votre tête. J'accepte le pari, c'est-à-dire je prends un louis dans sa poche, car c'est absolument pareil. Pour apaiser mes scrupules j'ai rassemblé aujourd'hui de nos amis, pour manger une poularde aux truffes. Vive le président! On a ri aux larmes.

La chose publique a toujours le droit d'intéresser, il n'y a que les égoïstes qui pensent autrement. Vous savez qu'on ne saurait plaire à tout le monde. Les émigrés sont furieux que le président loge à l'hôtel de Biron : c'est la seule chose qui les frappe! D'autres sont indignés qu'il ait soixante-douze mille francs d'appointements, tandis qu'ils n'en ont que vingt-cinq. Il n'y a que moi de contente parce que Fontanes fait bien les vers, quoiqu'ils soient un peu dénués d'âme. Mais cela n'est pas sa faute.

Nous avons ici des dames qui volent en perfection. Une dame du Hanovre, amie de M^{me} Demidoff, lui a volé un diadème d'émeraudes d'un très grand prix! Et cependant je suis touchée d'une grande pitié pour la coupable. Jusqu'alors elle avait été une excellente femme. Elle a perdu tout ce qu'elle aimait. Accablée de douleur, on l'amène en France pour se distraire. Elle se jette à corps perdu comme font les malheureux dans la société bruyante des dames russes : quelle société! Elle y perd des sommes énormes, la tête lui tourne et elle se met à voler. Cela va tout seul. Je parierais bien encore contre H... que le luxe, la débauche et la dévotion qui règnent parmi

(1) Fontanes devint président du Corps législatif en 1804.

nous, vont multiplier tous les crimes. Mais il sera triste de gagner ce pari-là.

Je n'ai point la force de vous gronder de cette absence prolongée, en pensant aux hommes avec qui vous êtes : je craindrais que mes reproches ne ressemblent à de l'envie !

La philosophie s'est choisi une nouvelle patrie : je ne puis vous blâmer de rester auprès d'elle. Je sens de quel bonheur vous devez jouir, de quel bien-être même physique. Je crois en vérité que la sottise est funeste à la santé. Ici nous sommes tous jaunes. Je parle des gens qui pensent : les autres se portent à merveille. Les oies s'engraissent autrement que nous. Je crois qu'il y a beaucoup à gagner pour vous et votre amie à ce voyage. Elle ajoutera, à tout ce qu'elle a reçu de la nature, ce que la philosophie seule peut donner : le calme de l'âme, le mépris des petites choses, le dédain de toutes les vanités. Tous deux vous donnerez autant d'idées que vous en pourrez recevoir, mais ce genre de commerce est toujours très avantageux.

21 pluviôse an XII (10 février 1804).

Ne vous excusez pas de me parler beaucoup de vous, et ne vous en corrigez jamais. C'est la plus grande coquetterie que vous puissiez employer vis-à-vis de moi. N'est-ce pas en me parlant de vous que les autres parviennent à m'intéresser ?

J'ai besoin de penser à votre avenir comme j'ai besoin de penser au mien, et s'il faut le dire, je ne l'abandonne pas au hasard comme je fais pour mon propre compte. Je me suis trop indifférente. Et sans l'avenir de vous et de mon fils, je n'en voudrais point avoir.

Notre Tribunalat s'est avisé de refuser une loi et cela sans la discuter, bien entendu. Aussi personne ne savait ce qu'il dirait pour motiver ce refus. On n'a trouvé que Siméon (1) d'assez adroit pour se tirer de cela. En homme d'esprit, il a dit que la loi était excellente : voilà un singulier motif de refus ! Cela me rappelle ces pauvres amants dont on rejette l'hommage (car enfin on ne peut tout accepter) en leur disant qu'ils sont parfaitement aimables. Pour moi, je n'y ai jamais manqué,

(1) Député aux Cinq-Cents, condamné à la déportation après le 18 fructidor, membre du Tribunalat, ministre du roi Jérôme en Westphalie : le comte Siméon devint ministre et pair de France sous la Restauration, premier président de la Cour des comptes sous Louis-Philippe.

afin de ne pas armer l'amour-propre en blessant le cœur. Est-il concevable qu'en parlant d'une loi, j'en vienne à parler d'amour? C'est le vieil officier parlant de contrescarpe et de demi-lune à propos de tout!

Nos pièces de théâtre tombent comme mouches. Je viens de voir des gens qui arrivaient de l'Opéra où ils se sont ennuyés à périr. On donnait *le Connétable de Clisson* (1). Il sera sans doute plus facile de prendre l'Angleterre que de faire réussir ces pièces-là. On devrait savoir, en France surtout où l'on a de si grands modèles, qu'il faut sur la scène des développements de sentiments, des caractères peints dans leurs petits détails et fort peu de brouhaha.

Il y a une agitation singulière de la gent royaliste. Les chouans (2) nous font l'honneur de visiter Paris. J'espère qu'on les en dégoûtera, et l'on fera bien. Leur audace est sans exemple. Je crois qu'on n'a point assez connu le danger d'une opinion absurde : il est de son essence d'être fanatique. Les gouvernements sont tous pris au même piège. Ils s'arment contre la philosophie, qui, elle, ne fait point de fanatiques. Ne comprendra-t-on jamais qu'il n'y a de dangereux que ceux qui ne raisonnent pas? qu'un homme qui *se figure* qu'il aime un Roi qu'il n'a jamais vu, doit être capable de tout par cela seul qu'il est absurde : c'est une nature dévoyée; vous ne pouvez en attendre ni reconnaissance pour les bienfaits, ni affection, ni admiration pour ceux qui en seraient les plus dignes. Ils aiment avec ferveur *un fantôme*, vous ne pouvez pas les tirer de là. Pour vous donner une preuve de leur ingratitude, vous savez combien les opinions de Lacretelle ont toujours été modérées. Il a passé sa vie à ses risques et périls à défendre, à soutenir même les émigrés. Eh bien, ils le traitent de terroriste!

Le tout pour être heureux est de savoir se mettre à sa place. Or la place de certaines gens est au milieu des gens d'un cœur pur et d'un esprit élevé. Excepté les gens du métier, je n'ai jamais cru qu'on dût se trouver bien, dans une caverne

(1) La musique de cet opéra était de Porta, le livret d'Aignan.

(2) Allusion au complot de Cadoudal, Moreau, Pichegru et leurs amis dirigé contre la vie du Premier Consul; des arrestations de chouans eurent lieu au début de février 1804, puis ce fut le tour de Moreau et de Pichegru; Cadoudal fut arrêté le 9 mars.

de voleurs. Il n'y a que les malades qui ne peuvent trouver une bonne place. Pour les hommes sains, ils en ont toujours une excellente : c'est avec ceux qui leur ressemblent. On dit qu'il faut être jugé par ses pairs; il faut plus : il faut passer sa vie au milieu d'eux. Loin d'eux, non seulement on est malheureux, mais on contracte mille défauts, le caractère s'aigrit, le cœur s'endurcit, pour avoir été mille fois blessé par l'ingratitude. Il faut se planter dans un bon terrain, voilà tout le secret pour être heureux. On ne m'ôtera pas de la tête que je serais douce comme un ange si j'étais avec des hommes justes, vu que l'amour de la justice est mon plus grand amour. Mais je suis acariâtre, injurieuse, je jette la vérité au nez de tous les méchants pour m'en faire hair, et j'espère que j'y réussis parfaitement.

Que je serais heureuse de n'avoir à dire que des vérités aimables ! On m'aimerait et j'en serais charmée. Mais, en vérité, quand je rencontre un sot, je m'évertue à blesser son grossier amour-propre, de peur qu'il ne s'avise de m'aimer; je ne m'en consolerais pas !

Riouffe est préfet de la Côte-d'Or. Il est enfin récompensé de son zèle. C'est l'homme le plus dévoué à sa fortune que je connaisse. Chauvelin est préfet de la Lys; c'est être moins bien traité, mais aussi il faut convenir que ses discours n'étaient pas aussi ridicules.

Adieu, je vous assure que je vous aime. Vous me faites aimer beaucoup votre Germanie, mais les Gaules vous réclament et puis il est cruel que vous me laissiez seule ici. Enfin, si les chouans nous tuent, nous autres anti-chouans, il faut bien que vous y soyez !

43 germinal an XII (2 avril 1804).

Je ne sais pas par quel diable de hasard il n'y avait presque personne à Longchamp (1). J'en suis fâchée : je n'aime point à voir les anciens usages se perdre. Quelques personnes recommandables y ont cependant été, les trois jours, pour donner l'exemple. Mais l'exemple ne fait plus rien sur les nations dégénérées. Voilà pourtant les fruits de la Révolution : c'est de refroidir sur une foule de choses plus importantes qu'elles

(1) Depuis le règne de Louis XV il était d'usage, dans la société parisienne, de se promener en voiture à Longchamp les mercredi, jeudi et vendredi saints.

n'en ont l'air. Vous me direz ce que vous voudrez, cela fait de la peine. Je ne suis point une aristocrate comme vous le prétendez, mais j'aime les choses qui ont une certaine splendeur. Au reste on a fait une faute. Je vous le dis confidemment, bien sûre que vous ne me compromettrez pas : il y a trop de soldats à cette promenade. La sûreté publique n'exige pas ce grand nombre de troupes. Sous l'ancien régime, que je me rappelle très bien, il n'y avait que quelques piquets de maréchaussée pour faire ranger les voitures. Le vil peuple, qui ne demande qu'à rire, goguenardait tant qu'il voulait sur les dames de la Cour sans qu'on l'inquiétât. Aujourd'hui tous ces soldats l'attristent. Les dames elles-mêmes aimaient mieux les épigrammes que le silence. Une épigramme est quelquefois un succès, le silence est toujours un affront. En voilà bien long sur une promenade !

Oh ! mon ami, que de petites choses sont des grandes ! Pardonnez à mes vieilles idées. Quand je vous voyais rire de la messe, je gémissais. Eh bien ! la messe, est-ce que ce n'est rien ? Quelques personnes bien intentionnées y vont pour plaire à un gouvernement plein de sagesse. Mais on n'y va pas de conviction. Ce Voltaire a fait bien du mal. Je n'en dirai pas davantage pour ne pas renouveler nos anciennes querelles. Mais c'est un homme dont le mauvais esprit se fait sentir à chaque instant. Quel dommage qu'il ait eu tant de génie ! Il fallait l'étouffer au berceau, car dès qu'il eut écrit vingt lignes, le mal fut irréparable.

8 floréal an XII (28 avril 1804).

Dans une société choisie on a décidé que M^{me} Récamier n'est point jolie ! Des malveillants s'obstinent à la louer. Moi qui suis vieille, je suis charmée qu'on rabaisse le caquet de ces jeunes coquettes. Adieu, venez puisque vous le voulez (1). Je vous aime toujours.

Votre amie est bien à plaindre, mon cher Benjamin, mais du moins il lui reste tous ses enfants. Ce qui l'affligera le plus, c'est de n'avoir pas été auprès de son père (2) à ses derniers

(1) Benjamin Constant, malgré ses projets, sans cesse changeants, prolongea son séjour en Allemagne jusqu'à la fin de mai 1804. Les lettres à sa tante de Nassau sont datées de Weimar et d'Ulm. Tout ce séjour est décrit jour par jour dans le début du *Journal intime*, année 1804.

(2) Necker, père de M^{me} de Staël, mourut à Coppet à la fin de mai 1804.

moments; elle s'en fera mille reproches. C'est ainsi que les âmes tendres augmentent leurs peines. Il n'y a que les méchants qui ne s'accusent jamais de rien, quoiqu'on cherche à nous consoler en nous parlant de leurs remords. C'est donc cette idée de tort envers son père qu'il faut travailler à détruire. Votre amie ne sera point consolée, mais elle sera soulagée en cessant de se croire coupable quand en effet elle ne l'est pas.

En me mettant à la place de ce père qui l'aimait si tendrement, je suis sûre qu'il termina sa carrière plus tranquillement sachant sa fille dans un pays où elle ne rencontrait que des admirateurs de son esprit et de sa bonté, que dans sa patrie où elle n'a presque trouvé que des envieux. Au moment surtout où il a senti que l'appui de sa considération personnelle allait manquer à sa fille, il a dû être heureux de la savoir loin de ses ennemis. Dites-lui bien cela, dont je suis moralement sûre.

Eaubonne, jeudi 4 prairial an XII (24 mai 1804).

Je ne vous ai point mandé, je crois, que je devais passer l'été à la campagne avec M^{me} Lindsay. Auguste de Lamoignon a loué une jolie petite maison dans la vallée. A vrai dire, c'est chez lui que nous sommes. Mais, grâce à l'esprit dominateur de notre sexe, nous avons l'air d'être chez nous. Il y a cinq jours que je suis arrivée. Je ne compte en sortir que pour aller vous voir lorsque vous serez à Paris. Je *pense* ici le moins que je peux : ne pas *sentir* est plus difficile. Par exemple, ma tristesse est mêlée de ressentiment.

Mon fils doit être encore en Suisse, mais point à Soleure. Il est dans je ne sais quelle montagne à prendre du lait de chèvre.

La santé d'Anna est bien meilleure : souvent nous sommes seules et grâce à la tendre amitié qui nous unit, nous pouvons bien être tristes, mais nous ne saurions être ennuyées. Nous n'avons pas même besoin de nous parler pour nous trouver parfaitement bien l'une auprès de l'autre.

Adieu, je vous embrasse tendrement. Ma santé n'est pas merveilleuse : c'est le moindre de mes maux.

Paris, 20 prairial an XII (9 juin 1804).

Les sifflets coûtaient un prix fou le jour de la pièce de Carrion (1). Il y a dans un vers : *Le vizir a tout craint*. Le

(1) Carrion de Nisas fit représenter une tragédie, *Pierre le Grand*, le 19 mai 1804, au Théâtre-Français.

public a compris : à tous crins. Quelqu'un a proposé de lui couper la queue ! Un pauvre auteur est bien à plaindre quand on l'entend si mal. Pour se venger, il a fait imprimer sa pièce avec une préface non moins impertinente. J'ai vu des gens qui riaient trois jours après la représentation comme s'ils y étaient encore. Carrion peut le dire avec orgueil : il a contribué plus que personne à l'amusement de ses concitoyens. Plus il se fâche, plus il est amusant.

Adieu ; les devoirs de l'amitié prolongent votre absence : j'en gémis, mais je ne la désapprouve pas.

45 messidor an XII (4 juillet 1804).

Soyez bien surpris, mon ami, ouvrez de grands yeux. Je pars probablement samedi pour aller à Soleure. Les amis de mon fils allant aux eaux de Luxeuil, il se trouverait seul, non pas très malade, mais assez faible. Je vais lui tenir compagnie ; je ne sais si je serai bien loin de vous. Je voudrais bien qu'il n'y eût qu'une enjambée, afin que vous ou moi nous la fissions pour nous réunir.

Je laisse à Paris M^{me} Lindsay, mes Allart et mon bon Plutarque (1), mais je verrai mon fils et vous. Il serait impossible que j'eusse de violents regrets : j'aurai seulement un tendre souvenir de leur fidèle amitié. Je ne saurais trop vous donner des nouvelles du Sauvage. J'étais établie à Eaubonne lorsqu'il est parti pour Meulan (2) avec son « Ombre ». Dans l'engourdissement profond où il est, je ne suis point surprise qu'il ne réponde point à vos lettres. Je suis pourtant sûre qu'il fait toujours l'effort de vous aimer...

J'aime beaucoup à croire les nouvelles de province, parce que j'ai appris dernièrement par Bordeaux que j'allais épouser. Jugez si je suis charmée de me voir enfin établie ! Que je vous parle donc de ma santé : je ne mange pas, je dors assez, mais je n'ai pas la force de monter vingt marches ; quand j'envisage mon état (*une ligne effacée, illisible*) en riant, je suis prête à pleurer. J'imagine que le voyage me fera beaucoup de bien.

L'inquiétude pour mon fils me tue. Près de lui du moins, je n'aurai pas tout ce que mon imagination ajoute à ses maux. Il

(1) Julie Talma désigne par ce surnom un de ses amis qu'il n'a pas été possible d'identifier.

(2) M^{ss} de Condorcet avait une propriété à Meulan.

lui est survenu une douleur au bas ventre, mais la poitrine va beaucoup mieux. Cabanis m'assure que cette crise, qui a changé le siège du mal, est une chose très heureuse.

Combien la voiture met-elle de temps en route ? En partant samedi, quel jour serai-je à Bâle ? Je n'en sais pas un mot. N'allez pas croire que, vu ma faiblesse, le voyage me fatigue. Pas du tout. Je meurs de rester sur place. Savez-vous ce qu'il faudra faire ? M'attendre et ne revenir à Paris qu'avec moi. Nous irons droit chez vous planter des arbres. C'est alors que je me porterai bien ! Voilà qui est dit.

Ma lettre est, j'espère, aussi insignifiante que la vôtre. De quelque part qu'on écrive, les lettres sont peu amusantes. Je ne sais comment faisait M^{me} de Sévigné. C'est parce qu'elle vivait sous ce despote de Louis XIV qu'elle écrivait si bien. Vous m'enverrez à Soleure votre chien d'ouvrage puisqu'il faut que je le lise. Mais n'exigez pas que je commence par de Gérando (1). Ce que je fais pour vous, il m'est impossible de le faire pour lui. Les actes d'amitié héroïque ne peuvent être fréquents. Vous m'enverrez des livres. Je n'emporte rien, tant je suis pressée de partir. Oh ! je ne suis point changée. Il y a dix-huit ans, en partant pour deux cents heures, j'avais oublié des chemises. Comme les princesses de roman, j'ai pour principe que le voyage tient lieu de tout. On n'a besoin de rien, on est heureux dès qu'on court.

Adieu, je vous aime. Ce n'est point après vous que je cours, mais il me serait bien doux de vous trouver !

Soleure, 27 messidor an XII (16 juillet 1804).

J'ai cru trouver au moins deux lettres de vous en arrivant à Soleure. Mais vous n'avez garde : vous n'écrivez qu'à Paris, ce centre du bon goût et de la politesse.

A vos yeux j'ai perdu déjà en m'éloignant. Réfléchissez donc que j'en arrive, que j'ai encore la mémoire remplie de tous les calembours qu'on y débite, que j'ai sur vous ce grand avantage de ne l'avoir quitté que depuis quelques jours.

Vous savez, j'espère, que Soleure est le canton le plus bête

(1) Bien qu'ami des « idéologues » et de M^{me} de Staël, Gérando fut nommé, en 1804, secrétaire général du ministère de l'Intérieur ; auteur d'une *Histoire comparée des systèmes de philosophie relativement aux principes des connaissances humaines*.

de la Suisse. Si cela pouvait vous engager à venir, j'en serais charmée. Hier j'ai été à la messe pour rendre hommage à la bêtise du pays. J'ai trouvé mon fils bien faible. Peut-être dans dix jours je le mènerai à dix-huit lieues d'ici, prendre du petit lait de chèvre. S'il s'en trouve bien, nous y resterons durant le mois d'août. C'est un lieu charmant appelé Interlaken, près Thoun, très fréquenté; on s'y ruine: venez donc, si j'y vais.

Si vous faisiez une petite course ici, je vous conteraï mille fariboles que vous ne savez peut-être pas. Ma dernière nouvelle est le succès complet de la pièce d'Andrieux(1). Vous voyez que ce n'est pas vrai que toutes les pièces tombent. Mais deux choses sont nécessaires pour qu'elles réussissent: d'abord qu'elles soient bonnes et ensuite que l'auteur ne se soit pas rendu odieux et méprisable. Aussi Carrion, disant à quelqu'un que sa pièce était tombée parce qu'il était tribun, ce quelqu'un lui répondit: « Oh! mon Dieu, non! La preuve en est que si vous l'eussiez donnée sous le nom de votre collègue un tel, elle serait allée aux nues. » Devinez le nom de celui-là!

Avez-vous reçu la lettre où je vous annonce mon voyage en Suisse? Je voudrais bien, dans six semaines, retourner en France par Genève. Reste à savoir si mon fils pourra supporter la fatigue de quarante lieues qu'il y a de plus à faire, pour avoir le plaisir de vous voir sur les bords de votre lac. Une diligence va chez vous en deux jours, me dit-on, mais elle marche la nuit. Cela ne nous convient pas. Une nuit passée en voiture ferait un mal affreux à mon pauvre malade. Donnez-moi donc des moyens de parer à cet inconvénient, donnez-moi des conseils. Ils ne seront sûrement pas trop sages; je me garderai bien de les suivre; mais en sachant par vous ce qui serait absurde, je saurai bien mieux ce qui est raisonnable.

Après toutes ces politesses, je vous quitte, mon ami, en vous suppliant de m'écrire et de m'envoyer quelques mauvais livres, fût-ce même le vôtre, à moins que vous ne veniez vous-même. Je ne connais que vous qui puissiez me tenir lieu de tous les mauvais ouvrages qui s'impriment (2).

(1) En 1804, Andrieux fit représenter deux pièces au Théâtre-Français, *le Trésor*, cinq actes, et *le Souper d'Auteuil ou Molière avec ses amis*, un acte.

(2) Benjamin alla voir M^{me} Talma à Soleure. « Je reçois une lettre de M^{me} Talma qui arrive à Soleure. J'irai la voir, écrit-il dans son *Journal intime*.

Soleure, 11 thermidor an XII (30 juillet 1804).

Mon fils est un joli garçon. Il s'est levé hier à onze heures, aussi s'est-il endormi sans opium, mais comme l'opium a le privilège de l'empêcher de tousser en s'éveillant, nous avons résolu qu'il valait mieux en prendre, car tousser est ce que je trouve de plus condamnable au monde.

Je suis votre principe : je condamne ce qui ne réussit pas. Cela me rappelle Denon (1), disant d'un général, alors en prison, que c'était le plus plat drôle qu'il connût. « Oui, dit Panat, c'est le drôle le plus malheureux qui existe. »

Mon fils prend aujourd'hui de la mousse d'Irlande. Je crois en vérité que dès que le temps se remettra nous pourrons partir. Tous les matins, dès que je me rappelle que nous sommes au mois de juillet, je vais vite faire du feu ! Que je regrette de ne pouvoir passer par Genève pour vous rendre votre bonne visite ! Tant que je vous la devrai, je ne serai pas tranquille. La dette est d'autant plus forte que le plaisir a été plus grand. Vous devriez bien employer votre ascendant et même, s'il le faut, un peu de tyrannie pour engager M^{me} de Staël à voir les montagnes.

Dans l'état actuel de son âme, ces aspects terribles lui feraient plus de bien qu'elle ne croit ; ils réveillent de nouvelles idées, ils font paraître bien petites une foule de choses auxquelles on attache trop d'importance. Je sais que M^{me} de Staël est la personne du monde qui a le plus d'idées ; celles qu'elle rejette feraient la fortune de deux ou trois cents têtes vides que nous connaissons. Malgré sa prodigieuse richesse, il n'y a point de mal de temps en temps d'en changer le cours, de reposer les unes en réveillant les autres. Je conseille bien à M^{me} de Staël, si elle voyage en Suisse, de causer beaucoup avec les montagnes et jamais avec les habitants : que notre expérience lui serve de leçon !

quel bonheur ! » « Le plaisir de trouver M^{me} Talma à Soleure est gâté par le grave état de son fils. Je crois qu'elle cherche à se faire des illusions. Cela met la sensibilité plus à l'aise. Elle a besoin de s'agiter et de s'étourdir. Heureux qui se replie sur lui même, qui ne demande point de bonheur, qui vit avec sa pensée et attend la mort sans s'épuiser en vaines tentatives pour adoucir ou embellir sa vie. »

(1) Vivant Denon, nommé, en 1804, directeur général des Musées.

Soleure, 18 thermidor an XII (6 août 1804).

Vous me faites frémir, mon ami, en me parlant des dangers que l'Empereur a courus. En vérité vous ne devriez jamais me dire ces choses-là. Je ne me vante pas d'être plus sensible qu'une autre, mais, dès qu'il s'agit d'empereurs, c'est là mon côté faible! Soit qu'ils règnent en Europe, en Asie ou en Afrique, j'y prends un intérêt qui m'absorbe entièrement.

C'est convenu, du reste, que les Anglais ne sont pas du nombre des peuples civilisés. Je ne les crois même pas de l'espèce humaine. Ils s'en vont attaquer leurs ennemis : mais vraiment on ne conçoit pas de pareils animaux! Cela, — et les balles de coton, — prouve bien qu'il faut le moins qu'on peut avoir affaire à ces vilaines gens-là!

Mon fils est le plus gentil du monde, les forces lui reviennent. Nous allons promener en voiture. Nous allons dîner dans de vieux châteaux, nous jouissons de tout ce que la société de Soleure a de plus piquant, et malgré tant d'agréments nous partons jeudi prochain.

Eh bien! en vérité, malgré mon ton de dénigrement, M^{me} de Bezenval (1) est une femme très aimable. Elle a le ton de la meilleure compagnie, joint à une expression de douceur et de bonté que nos femmes ont rarement. J'y ai diné hier. On a parlé de M^{me} de Staël. Votre visite à Soleure a fait croire que j'avais le bonheur d'être très intimement liée avec elle. J'ai trop de sang gascon dans les veines pour n'avoir pas entretenu cette erreur. C'est encore beaucoup pour ma fatuité de ne l'avoir pas fait naître. J'ai si parfaitement rendu justice à ses qualités éminentes qu'on aurait juré que je passais ma vie avec elle. Cette bonne M^{me} de Bezenval ne connaissait pas son esprit : voilà ce que c'est d'en trop avoir. Quand je lui ai détaillé tout ce qu'elle a de beau et de grand dans l'âme, tout son dévouement à l'amitié, cette constance à servir qui ne se rebute jamais, les yeux de ma bonne Suisse se remplirent de larmes. Il y avait une prévention établie, on croyait M^{me} de Staël irrégulieuse. J'ai tonné contre cette calomnie. Vous m'avez dit que votre amie était protestante zélée. Je suis partie de là. L'importance que j'attachais à ce point a dû donner une fausse opinion

(1) De la famille des barons de Bezenval de Bronstett établie à Soleure.

de mes propres idées en fait de religion. L'influence de la Gascogne agissait encore un peu.

Vous allez aimer M^{lle} Contat (1), on n'y échappe guère. Il y a bientôt vingt ans que j'ai commencé à l'aimer! Il est pourtant dommage qu'on ne puisse prouver sa constance sans prouver qu'on n'est pas né d'hier. Vos extravagances charmeront M^{lle} Contat. Elle y répondra comme si elle n'avait jamais fait autre chose. Son esprit prend toutes les formes, je n'en connais pas de plus piquant. Dites-lui combien elle augmente mes regrets de ne pouvoir aller à Genève. Non seulement il faut quitter Soleure, mais il faut quitter la Suisse en prenant le plus court. En vérité, je crois, parce que j'aime à le croire, que j'aurais été bonne à M^{me} de Staël. Elle m'aurait charmée et je l'aurais calmée; ma tête est très froide, j'ai tout plein de raison. Vous ne voulez pas croire cela. Je comprends les personnes passionnées parce que je l'ai été. Je parviens souvent à détruire les illusions tristes qu'elles se font, sans blesser leur sensibilité. Il faut y renoncer pour cette fois. Mon fils est le seul être à qui je puisse faire un si grand sacrifice, mais quoique je l'aime au delà de tout, je sens que c'est un sacrifice. Je ferai au plus dix lieues par jour. Si vous m'écriviez à Troyes, je prendrais votre lettre, mais je vous connais, vous ne voudrez pas écrire en Champagne, je vous en dispense donc. Écrivez-moi à Paris: que la première lettre que je lirai soit de vous et qu'elle m'annonce que vous viendrez bientôt. Pour moi, Paris même ressemble fort à Soleure quand vous n'y êtes pas.

Remerciez M^{me} de Staël de son aimable intérêt et présentez-lui mes hommages.

7 fructidor an XII (25 août 1804).

Je suis arrivée hier, mon ami. Mon fils n'a guère été fatigué que de la dernière journée, à cause du pavé. J'ai revu mes Allart, j'ai revu M^{me} Lindsay. Je suis encore tout étourdie de mon propre bavardage et de celui des autres. Je ne taris pas sur la Suisse, sans doute pour me consoler de ne l'avoir pas vue. Pendant seize jours que j'ai été en route, je n'ai dit que

(1) Il s'agit soit de Louise-Françoise Contat (1760-1813), soit de sa sœur, Marie-Émilie (1769-1846), toutes les deux actrices de la Comédie-Française: la première créa le rôle de Suzanne du *Mariage de Figaro*; la seconde excella dans les rôles de soubrette du répertoire.

quelques pauvres paroles aux maîtres d'auberges, aux chiens, aux chats, et aux poules. Mais dans la voiture pas un mot. Mon fils ne parle pas plus que Plutarque n'écrit ! Jugez après de telles épreuves de l'effet que produit sur moi le bruit de la conversation. Le Huron arrivant en Basse-Bretagne n'était pas plus étourdi que moi. Au milieu de tout cela, je ne vous oublie pas. Voilà qui est beau ! J'oubliais cependant une querelle politique que j'ai eue dans un village avec un roulier : il m'a paru dans de mauvais principes ; c'est le seul. Je l'ai bien redressé, et j'ai eu la satisfaction de voir tous les autres charretiers applaudir à mon opinion. Le vicaire de Wakefield endoctrinant tous les brigands dans le fond d'un cachot me paraît la chose la plus simple du monde. Je sens bien que j'en ferais autant à sa place.

Mon ami Andrieux a pensé comme moi. Il n'a point accepté la place qu'on lui a offerte (1). Un homme qui a eu l'occasion de manifester ses principes ne doit rien faire qui leur soit opposé, sous peine d'être plus méprisé qu'un autre. L'homme obscur n'est pas tenu aux mêmes ménagements. Je leur pardonne volontiers tout ce qu'ils font, mais je ne concevrai jamais la conduite des autres. Toutes les nominations ne sont pas dans les journaux. Les gens de bonne compagnie les connaissent. Moi, par exemple, je sais que Carrion de Nisas est aide de camp de Joseph Bonaparte ; Girardin est son capitaine des gardes. Ces hommes-là sont bons dans les conseils et bons dans les armées.

Je plains vraiment nos ennemis : ils ne peuvent qu'être exterminés. Si je m'en réjouis comme Française, je m'en afflige comme chrétienne. Un sénateur de nos amis est vraiment le plus drôle de corps qui existe. Il a été à Boulogne (2) parce qu'on l'en a prié. Comme moi, il a éprouvé ce sentiment d'orgueil et de tristesse, car il n'a pas douté, en voyant nos préparatifs (qui ne sont pas achevés), que les Anglais n'avaient plus que quelques jours à vivre ! C'est la plus belle imagination que je connaisse !

Denon est colonel, comme je vous l'ai dit. Les Parisiens l'appellent le colonel *de nom*. Ah ! que c'est beau ! De mauvais

(1) Fouché lui avait offert une place de censeur ; il fut nommé en 1804 professeur de Belles-lettres à l'École polytechnique.

(2) A la rupture de la paix d'Amiens, en 1803, de grands préparatifs dirigés contre l'Angleterre avaient commencé au camp de Boulogne.

calembours ne font point le moindre tort à un colonel. On verra d'ailleurs si les Anglais plaisanteront quand ils le verront arriver dans sa péniche. Je voudrais qu'il y fût déjà ! J'aime les Espagnols à la folie. J'irai certainement un jour. J'y trouverai des Capucins comme à Soleure, mais j'y trouverai de l'esprit et de l'âme que j'aime presque autant que j'aime les Capucins.

En passant sur le boulevard, j'ai vu dans des voitures beaucoup de gens qui portaient des croix pendant à leurs boutonnieres. J'ai cru qu'ils avaient l'air un peu embarrassé. Il faut espérer qu'ils s'y feront. D'ailleurs il y en a tant qu'il ne faut plus rougir d'une chose aussi générale. Arnault (1), qui vient de faire un beau discours, la porte sans embarras. C'est un courageux jeune homme.

Séguir aîné (2) est dans ce moment l'objet de ma pitié. Son fils aîné, celui qui adorait sa femme et ses enfants, a disparu sans que toutes les recherches de la police aient pu en faire découvrir la moindre trace. On présume qu'il a été assassiné et son corps enfoui. Quelle horrible pensée ! Mon ami, vous figurez-vous un malheur plus affreux ? Ah ! personne n'a plus le droit de se plaindre. On assassine beaucoup. Voilà bien des occasions de faire grâce ! Adieu, je vais écrire à ce pauvre père qui est presque fou de douleur.

28 vendémiaire an XIII (20 octobre 1804).

Que je vous reconnais bien là, vous m'avez encore trompée une fois. « Si vous me répondez courrier par courrier, votre lettre me trouvera encore », disiez-vous. Ne semblait-il pas que vos chevaux étaient mis et que vous n'attendiez que ma lettre pour monter en voiture ? Il y a dans vos actions, celles du moins qui n'ont pas grande importance, quelque chose de perfide qui rappelle l'amour : cela fait toujours plaisir !

Tout comme je vous disais l'année passée que j'aimais mieux vos lettres que votre présence, j'ai cru que vous vous

(1) Antoine-Vincent Arnault (1766-1834), auteur de tragédies et des *Souvenirs d'un sexagénaire*, de l'Académie française.

(2) Louis-Philippe, comte de Séguir (1753-1830) ; officier et diplomate avant la Révolution, il vécut dans l'obscurité pendant la Terreur sans émigrer ; après le 18 brumaire, il fut député au Corps législatif et conseiller d'Etat ; Napoléon devait en faire en 1804 son grand-maitre des cérémonies ; père du général Philippe de Séguir.

empresseriez de me venir trouver, pour ne plus recevoir mes lettres ! Prenez-y garde, croyez-moi : si vous retardez encore votre départ, je vous accablerai d'un tel bavardage que vous serez obligé de demander grâce.

On nous fait un code pénal un peu sévère à ce qu'on prétend. Ce n'est pas Beccaria (1) qui le rédige. Il n'y aura plus le moindre plaisir à avoir un procès criminel.

Je ne suis point contente de la santé de mon fils. Mes jours sont bien tristes. Le malheur me poursuit. Le courage avec lequel j'ai supporté ses coups ne l'a point désarmé. Je succomberai enfin. Venez donc, *aidez-moi s'il est possible à supporter la vie*. Si votre santé est un peu altérée, le voyage la rétablira. Adieu.

(1804).

On parlait dernièrement des nobles de très anciennes familles qui, pour tant de raisons, devraient être attachés aux Bourbons et qui viennent se mettre dans la domesticité de Bonaparte. « Écoutez donc, dit quelqu'un, ces gens-là ont de l'élévation. Ils aiment mieux servir celui-ci que de ne servir personne. »

On fait tant de travaux dans l'église de Notre-Dame que Dieu ne s'y reconnaîtra plus.

Le couronnement est encore retardé. Le Pape regimbe toujours. Voulez-vous savoir nos dictons, les voici. Le Pape avait mis à son voyage plusieurs conditions :

1^o La fermeture de toutes les églises protestantes : *refusé*.

2^o Le rétablissement des Jésuites : *refusé*.

3^o Que ledit Empereur reçoive la bénédiction à genoux : *refusé*.

4^o Beaucoup de millions : *accordé*.

On faisait peut-être toutes ces conditions dans l'espoir d'être refusé, ou il n'y a pas un mot de vrai à tout cela. Je prétends qu'on aurait accordé au Pape non seulement la fermeture des églises protestantes, mais une petite Saint-Barthélemy. Non seulement des Jésuites, mais des Inquisiteurs. Il est vrai que j'ai un très mauvais esprit.

(1) Marquis de Beccaria (1738-1794), philosophe, économiste et juriste italien, né à Milan. Dans son principal ouvrage, le *Traité des délits et des peines*, publié à Milan en 1764 et traduit en français par l'abbé Morellet, il s'inspirait des doctrines humanitaires

On dit encore, cela est déjà vieux, que Joseph sera roi d'Italie, moyennant qu'on renoncerait à la Cisalpine, au Piémont et à la Ligurie; que Lucien quitterait sa femme (1) pour être roi d'Étrurie, apparemment en prenant pour concubine la petite reinette qui se trouve là. Le roi de Sardaigne aurait Parme et Plaisance. On dit que le Sénat a refusé trois choses au Gouvernement. Voyez comme cela est vraisemblable! L'une de faire trois princes de plus, disant que leur nombre est fixé par la Constitution. L'autre, d'entrer dans les frais du couronnement (apparemment en autorisant un impôt), disant que cela regardait uniquement le Corps législatif. La troisième enfin, de déclarer la guerre à la Russie, disant que c'était l'affaire et le droit du gouvernement qui en est seul responsable. Est-ce vrai? Ne l'est-ce pas? Choisissez ce que vous voulez croire.

On dit encore que si le Pape vient, nous ne le laisserons plus partir. Nous le garderons à Versailles. C'est une belle prison afin qu'il puisse régir *librement* la chrétienté. Enfin l'on dit tant de fariboles que je n'aurais pas assez de papier dans mon écritoire pour vous les mander.

Dicton d'aujourd'hui : on va faire les sénateurs grands barons. Le Coultoux (2) quittera les affaires qui ne s'allient pas avec ces hautes dignités. Perrégaux aime mieux rester banquier que d'être baron. Il faut espérer que son gendre (3) et sa fille renonceront à des sentiments plus nobles. On est bien malheureux d'avoir un père qui ne veut pas être baron! On écrit aux journalistes tous les huit jours : « Souvenez-vous que vous ne devez votre existence qu'à la douceur du Gouvernement. Ayez toujours devant les yeux qu'il faut soutenir cette dynastie et anéantir l'ancienne dans l'opinion. » « Pour punir les Parisiens, a dit l'Empereur, on les forcera à loger ceux qui viennent pour le Couronnement. »

Un homme désirant être attaché à sa Sacrée Majesté, le

(1) Veuf de Christine Boyer qu'il avait épousé en 1794, Lucien Bonaparte s'était remarié, contre la volonté du Premier Consul, avec Alexandrine de Bleschamp, veuve d'un agent de change. Napoléon voulait lui faire épouser l'Infante Marie-Louise, reine d'Étrurie.

(2) Lecoulteux de Cantelieu, député du Tiers aux États généraux et au Conseil des Anciens, sénateur après le 18 brumaire et régent de la Banque de France, puis comte de l'Empire.

(3), Marmont.

futur sacré lui dit : « Avez-vous dans la tête des idées de républicanisme, des idées de patrie? *Il n'est pas question de tout cela.* C'est un homme que vous devez servir, c'est votre Prince. Êtes-vous disposé à vous conduire comme Caulaincourt? Alors je vous avancerai aussi loin que vous pouvez le désirer. » Il me semble que nous savions tout cela : inutile de le dire.

Chénier fait une tragédie appelée *le Couronnement de Cyrus* : elle est de commande. Il y parle beaucoup de liberté. Parler de liberté pour le bon plaisir d'un tyran, c'est la dernière de toutes les lâchetés.

Mon fils va mieux. Je vous embrasse dans ma joie.

Tallien est envoyé à Alicante (1). Peste!

(1804).

Vous êtes bien arriéré en nouvelles. C'est-à-dire que vous êtes de pauvres provinciaux qui n'apprennent les nouvelles qu'après qu'on n'en parle plus à Paris. On ne peut que vous plaindre. Garat n'a point voulu être ministre, à ce que disent ses amis. Chénier prétend qu'on ne le lui a pas offert, mais je crois qu'il se trompe, et que Garat eût été ministre, s'il l'eût voulu. On aurait trouvé plaisant de faire exécuter les arrêtés les plus illibéraux par un philosophe et de faire louer la tyrannie par un républicain. Il y a du ragoût à cela! Garat ne s'est montré que trop facile dans d'autres circonstances; il donne toujours lieu d'espérer qu'on se moquera de lui tant qu'on voudra. Il existe beaucoup de gens sans honneur, il en existe d'autres qui ne savent pas le défendre : Garat est souvent dans ce cas-là. Beaucoup de ces hommes, faiseurs de petits calculs, auraient voulu qu'il fût ministre, pour conserver, disaient-ils, le feu sacré de l'Instruction! Bon Dieu! Cela serait bon dans un ordre de choses ordinaire, mais dans celui-ci où tout est bizarre et imprévu, où cependant le but et les grands moyens de destruction sont bien connus, n'essayez pas de mettre à ce torrent d'aussi faibles digues. La montre de tous ces gens-là retarde terriblement. A peine ont-ils achevé de méditer sur les petits moyens qu'ils emploieront, que des choses sur lesquelles ils comptaient sont déjà renversées.

Le Couronnement (2) est retardé, quoi que vous en disiez. Le

(1) Comme consul de France.

(2) Napoléon fut sacré à Notre-Dame, par le pape Pie VII, le 2 décembre 1804.

Pape a voulu faire le malin, mais nous l'avons bien attrapé. Imaginant bien que notre Empereur ne voudrait point retarder une aussi auguste cérémonie, mon gaillard de Pape a toujours laissé croire qu'il partirait, puis, au dernier moment, il nous fait dire que sa santé ne lui permet pas de voyager dans cette saison, se disant : « La diable de cérémonie se fera sans moi. » Ah! le traître! Nous lui damons le pion en retardant notre couronnement, et nous lui faisons dire, à ce que je crois, que s'il ne vient à telle époque, nous lui ferons couper les oreilles!

Je ne serais point étonnée qu'on plaçât de petits rois par-ci, par-là. Mais ce ne serait qu'en attendant. Voici notre projet ultérieur : nous voulons avoir l'Italie, nous voulons avoir l'Espagne et le Portugal. Nous voulons par-dessus le marché être empereur d'Occident. Après cela, nous serons tranquille... et heureux! Peut-être prenez-vous cela pour une plaisanterie? Je veux mourir si ce n'est pas la vérité! Il nous a été *si facile* de devenir Empereur des Français, qu'en vérité la carrière d'un homme n'est pas remplie pour en être arrivé là. Il faut être fatigué pour se reposer, et à peine avons-nous essayé nos forces en nous amusant.

Le roi d'Espagne⁽¹⁾ va, à ce qu'on assure, profiter de la peste, de la famine, de la guerre et des tremblements de terre pour se faire empereur. Lorsqu'il donnera des fêtes, on ne saura si c'est pour célébrer la peste ou sa nouvelle dignité. On dit encore que tous les rois vont être empereurs et que tous les électeurs vont être rois. Il y en aura tant qu'on marchera dessus. Il est certain que s'il ⁽²⁾ se montrait un homme de sens, *vraiment* digne de régir les autres, il serait obligé de s'appeler *Pierrot* tout court, afin de se distinguer de la foule.

On va doubler les cautionnements, on dit qu'on va doubler l'impôt foncier. Paiera qui pourra. Je ne crois point cette dernière nouvelle.

20 brumaire an XIII (11 novembre 1804).

Mon fils n'est pas si bien aujourd'hui que ces jours passés. Ce n'est point un air glacial qui lui fait du mal, c'est un air humide, un vent du midi qui nous étouffe ici depuis hier au soir. Notre air n'a point du tout les façons du vôtre.

(1) Le roi d'Espagne était alors Charles IV.

(2) Napoléon.

Détrompez-vous, mon ami, ce n'est pas le printemps qui nous est bon. C'est une saison *franche*, soit chaude ou froide. Sans doute *vous* me feriez du bien, c'est la chose dont je puis le moins douter : je l'ai trop éprouvé.

On dit qu'un des amis de D... lui a donné un coup de pied dans le derrière. J'en serais ravie : il n'y a point de derrière à qui les coups de pied puissent mieux aller. Mais je meurs de peur que l'histoire ne soit pas vraie. Sous les meilleurs gouvernements on voit bien rarement rendre une justice éclatante.

Adieu, puisse ma lettre vous trouver montant en voiture pour venir me retrouver ! En vérité, je n'ai plus pensé à votre jeune homme tout en pensant à vous. Je vais appeler tous ceux que je verrai par ma fenêtre. Je crierai d'abord : « Monsieur, savez-vous lire (1) ? »

7 frimaire an XIII (29 novembre 1804) (2).

Vous allez avoir bien autrement d'humeur, mon ami, quand vous saurez que je suis au milieu des paquets, que je n'attends que l'arrivée du Pape pour monter en chaise de poste. Que me fait l'arrivée du Pape, me direz-vous ? Beaucoup assurément : tant qu'il sera à Fontainebleau avec Bonaparte et que les gens qui ont affaire à eux les iront voir, je ne trouverai point de chevaux sur cette route, et c'est précisément celle qu'il faut que je prenne.

Vous ne comprenez rien à tout cela : je vais vous l'expliquer. Il y a quinze jours environ que mon fils, se trouvant très mal à l'aise, décida tout à coup qu'il voulait aller à Nice. Le pauvre enfant croyait cela aussi facile que d'aller à Pantin. Mais il faut une somme énorme, surtout pour voyager avec un malade qui ne peut aller en diligence. J'ai fort peu d'argent, et les gens qui en ont (3) et qui devraient tout sacrifier pour lui, n'en veulent point donner. Le chagrin de mon fils était inexprimable. Il a fallu, pour le consoler, entreprendre au moins un voyage, et nous allons à Moulins, où son régiment (4) est en

(1) Benjamin Constant, souffrant des yeux, avait demandé à Julie Talma un secrétaire pour son retour à Paris.

(2) Cette lettre est adressée à Benjamin Constant, chez son père, M. de Rebecque, à Brévans, près Dôle (Jura).

(3) Talma.

(4) Le jeune Talma, né en 1791, avait-il, encore enfant, été nommé officier comme cela se faisait sous l'ancien régime ?

garnison. L'air est un peu plus doux qu'à Paris, mon fils croit qu'il s'ennuiera moins avec ses camarades qu'avec nous autres Parisiens : enfin c'est changer de place, et c'est ce que l'inquiétude d'un malade exige. Je pars donc, je ne vous verrai pas, vous que j'espérais voir depuis si longtemps ! Ma situation est triste et cruelle. Il faut que la pitié se joigne à votre amitié et la rende plus tendre.

Je ne crains point du tout la peste d'Italie, mais pourquoi votre amie vous laisse-t-elle là-dessus la moindre inquiétude (1) ? Que ne retourne-t-elle en Allemagne ? En cas de peste, elle arrive plus tard dans ce pays-là. On a le temps de la voir venir et l'on peut faire comme je fais avec le Pape : s'en aller quand elle arrive. Je vais donc à Moulins, voilà qui est décidé ; au lieu de vous, je verrai des majors, des capitaines, des sous-lieutenants. S'ils ne savent pas plus que sous l'ancien régime, j'aurai le temps de réfléchir et fort peu d'occasions de parler. Si c'était une ville comme il y en a quelques-unes en France, je vous inviterais à y venir au printemps. Mais c'est un *trou*. Je parie qu'il n'y a qu'une mère qui y puisse aller quand son fils l'ordonne.

Adieu, mon ami, le regret de vous quitter est mon plus profond regret. Quand donc pourrai-je jouir de votre amitié ? Je suis naturellement attirée à vous, c'est toujours avec effort que je prends une direction contraire.

Moulins (fin de décembre 1804).

... Les symptômes les plus affreux se manifestent chaque jour (2). Les pieds enflés, les étouffements, un sommeil affreux quand il y a du sommeil. Voilà ce dont mes yeux sont témoins le jour et la nuit. Comme j'étais la mère la plus heureuse par le caractère et les vertus de mes enfants, je suis la plus infortunée. Je ferai comme vous, je n'ajouterai pas une ligne de plus !

Adieu, je vous aime tendrement.

Moulins, 12 nivôse an XIII 2 janvier 1805 (3).

Il y a ici une *M^{me}* de La Brousse, considérée, élégante s'il en fut. Nous nous sommes fait des visites sans nous trouver ; elle

(1) *M^{me}* de Staël renonça à se rendre en Italie à cause de la peste qui, disait-on, y régnait.

(2) Il s'agit de la maladie du fils de Julie Talma.

(3) Lettre adressée à Paris, rue du Bac.

m'a fait prier à souper. Je n'ai pu y aller; elle me fait dire des choses charmantes! Ma seule inquiétude est dans le choix des rubans, des fleurs et des perles pour le jour où je souperai chez elle. La vieillesse ne dispense de rien ici, ni de la toilette, ni d'avoir un amant : je ne sais vraiment comment faire. Si vous étiez resté, je vous aurais présenté comme tel. J'imagine qu'on se serait contenté de cette apparence et qu'on n'aurait pas exigé les preuves. En qualité d'étrangère j'espère qu'on voudra bien me pardonner de ne point aimer; du reste, je puis faire entendre que mon vainqueur est absent; j'ose me flatter qu'on n'est pas obligé de montrer les lettres. En vérité, je suis toute malade. L'eau de ce pays-ci me tue. Je ne sais comment j'ai la force de vous écrire, même des bêtises. Je n'écrirais certainement pas à une personne raisonnable. Si mon fils ne continuait pas d'être assez bien, je ne me pourrais consoler de souffrir comme je fais.

Voyez beaucoup Anna (1). Vos éternelles amours sont une drôle de chose : vous aimez quand vous voulez, à peu près comme certains hommes s'endorment et se réveillent à volonté. Vous ne quittez jamais et vous prenez toujours; je ne connais point d'homme plus estimable que vous sous ce rapport.

Adieu, adieu, je crois que je vais me coucher. Je ne ferai point la belle dame de province aujourd'hui, malgré la grâce que j'y déploie.

Je vous embrasse tendrement mais faiblement, en raison de mon état.

Moulins, jeudi 11 pluviôse an XIII (31 janvier 1805) (2).

Je ne m'étonne pas, ma chère coquette, de la sécheresse qu'on vous reproche. Les coquettes sont comme les médecins : plus ils voient de malades, plus leur cœur s'endurcit. Je ne sais pourquoi je vous dis cela. Je vois qu'il est tout à fait impossible de vous humilier. Vous mettez en défaut par votre noble assurance toute l'impertinence et l'amertume que j'ai

(1) M^{me} Lindsay.

(2) Cette lettre est la dernière que la charmante femme adressa à Benjamin Constant. Elle devait perdre son fils au mois de mars de la même année. Elle-même succomba trois mois plus tard. Benjamin, revenu à Paris, la soigna avec le plus grand dévouement : elle mourut dans ses bras.

reçues de la nature. Si j'avais eu affaire à tout autre, j'aurais eu la satisfaction de le mettre en fureur avec le demi-quart de ce que je vous ai dit. Dorénavant je suis résolue à ne vous dire que des douceurs, pour ne plus compromettre mes armes offensives. Oui, mon ami, le Pape menace de repasser par ici. Je l'ai fui vainement. On n'échappe pas à son sort...

Mon fils est toujours faible, parce que la cause de sa faiblesse existe toujours. Le temps continuellement pluvieux est sans doute un obstacle à sa guérison. Non certes, il ne pourrait suivre son régiment. Mais, d'ailleurs, la plupart des officiers étant en semestre et le régiment n'étant pas habillé, il n'y a pas de raison pour qu'il change de place.

Nous avons vu passer de beaux régiments qui vont à Lyon jusqu'à nouvel ordre. Nos officiers ont accueilli les leurs d'un diner et d'un bal. Croiriez-vous que j'ai passé deux heures au bal? J'y souffrais le martyre, dans l'inquiétude que mon fils ne se sentit plus mal pendant ce temps-là. Il y avait un monde fou. Les gens de ce pays-ci se feraient tous fesser pour un bal. Ils ont rempli leurs poches de tous les bonbons et de tous les fruits qui étaient sur les buffets. Je ne crois pas qu'il existe nulle part une aussi sotte canaille.

J'ai vu danser des Mameluks, point mal du tout, je vous assure. Ils sont galants; les enfants de Mahomet se forment bien dans notre pays. Seulement ils ont l'air bien sale. Nous avons été puiser des principes de gouvernement chez eux. Il est juste qu'ils viennent chercher de la politesse chez nous.

Est-ce qu'Anna serait malade? Voilà plusieurs courriers qui ne m'apportent rien d'elle. M^{me} Allart m'écrit fort peu. Vous ne m'écrivez guère. Si je n'avais pas quelques petits amoureux à Paris qui m'écrivent de temps en temps, je serais fort à plaindre. J'ai parfois de petits accès de fièvre : je ne m'en porte que mieux le lendemain.

Je vous embrasse très fort, parce que c'est ainsi que je vous aime.

JULIE TALMA.

AU CAMEROUN

II ⁽¹⁾

AU CŒUR DE LA FORÊT

LE LAHORÉ DE GALIM

En l'absence de l'administrateur de Ngaoundéré, son adjoint, M. Guillot, propose de me faire voir les curiosités de la région : — Et, d'abord, dit-il, le *lahoré* (2) de Galim...

Sous le ciel blanchâtre, des rochers aux reflets métalliques présentent un amoncellement chaotique : un « paysage lunaire » déclare Rassion qui, après tout, n'y a pas été voir. La route s'y insinue. Cela a l'air tout simple, maintenant qu'elle est faite ; mais, quand on l'a ouverte, la dynamite manquait : comme aux temps des anciens Égyptiens, on a dû chauffer les blocs rocheux, les faire éclater en versant de l'eau froide sur leur surface brûlante.

Sur un promontoire, là, où le plateau tombe en falaise et forme un belvédère, l'auto s'arrête. A nos pieds, un large puits marque l'endroit où la source salée sort de terre. Une buée monte de sa surface comme d'une chaudière.

L'heure est matinale, la plaine au ton de rose sèche est déserte. Une lumière de songe, une clarté lilas baigne les lointains. J'écoute le silence.

Au sommet des collines bondissantes, des troupeaux parais-

(1) Voyez la *Revue* du 15 août.

(2) Source aux eaux natronées.

sent. Quelques-uns d'abord et nous les comptons ; mais bientôt leur nombre décourage notre effort. Ils arrivent de tous côtés en même temps. Sans jamais brouiller leurs pistes, sans se mélanger entre eux, il convergent vers le même but. Les uns comptent plusieurs centaines de bêtes et appartiennent à un riche propriétaire ; d'autres n'ont que quelques têtes de bétail. Il en est qui marchent depuis des semaines, poussés par leur instinct.

A mesure qu'ils approchent du lahoré, ils sentent la fraîcheur de l'eau, ils perçoivent son goût saumâtre. Alors, comme si un aiguillon pénétrait au plus profond de leur chair, ils se lancent d'un trot enragé et les pâtres courent à leur suite. Ceux-ci, très souvent, sont des enfants, petits garçons, petites filles pas plus hauts qu'un plant de caféier. Dans l'air encore froid, ils grelottent, car ils sont nus. Personne n'a soin d'eux. Dans la savane, ils têtent aux pis de la bête qui leur est maternelle ; ils dorment entre ses pattes. Quand elle se déplace, elle prend garde de ne pas les blesser.

Tout près du lahoré, une rivière noue sa boucle. Ses eaux n'arrêtent pas les troupeaux. La plus vieille des bêtes, une vache généralement, prend la tête, se jette à la nage ; le gros de la troupe se fie à son expérience. Les jeunes veaux sont en queue et s'en tirent comme ils peuvent ; quand le courant les entraîne, ils luttent avec des sauts maladroits et brusques. C'est le moment où les caïmans, qui les guettent, essaient de les happer.

Cependant, la troupe progresse dans la rivière ; le bruit soyeux des eaux que les bêtes séparent monte jusqu'à nous ; de grands remous lie de vin se forment à leur surface et viennent du sable qui est remué.

D'un seul élan, maintenant, le troupeau fonce vers le lahoré ; mais des pâtres indigènes en défendent les abords. Ils ont disposé des pirogues qu'ils remplissent avec des calebasses et où les troupeaux s'abreuvent.

Plus puissants que le grondement du tonnerre, des meuglements remplissent l'air, vont buter contre les collines, se répercutent dans la plaine. Leurs intonations sont différentes. Les uns expriment l'impatience coléreuse de la bête qui sent l'eau tentatrice et qu'on empêche d'approcher ; les autres disent la jouissance, la sensualité satisfaite.

Quand les bœufs ont bu leur saoul, ils s'éloignent lourdement ; on les voit alors muser dans la plaine ou somnoler. Plusieurs fois dans la journée, ils retournent au lahoré ; ils mangent à peine. En somme, c'est une véritable cure qu'ils font ; quelque chose comme ce que les humains cherchent à Vichy.

L'eau au goût salé et légèrement piquant de la source plaît à leur palais. Certaines bêtes en abusent. Leur corps se gonfle ainsi qu'une barrique et, pour les éloigner, les pâtres doivent les frapper. Parfois, des accidents se produisent. Une vache trop gloutonne quitte le puits en se trainant ; elle fait quelques pas, puis tombe foudroyée.

Autour du lahoré, un marché se tient en permanence. Des transactions ont lieu. Il arrive qu'on assiste à des scènes émouvantes. La bête qu'on a vendue refuse de quitter le troupeau où elle est née, où elle a toujours vécu. Il faut se mettre à plusieurs pour tenter de l'entraîner. Elle résiste de toutes ses forces ; elle fait des bonds de côté et, dans ses meuglements, il y a le désespoir d'un être qu'on arrache à ce qu'il aime.

LE MYSTÉRIEUX « SARÉ » DU LAMIDO

Brûlées de soleil, battues par l'*harmatan* qui sèche les narines, crevasse les lèvres, fendille les cuirs, rend le papier si cassant qu'à peine peut-on s'en servir, les centaines de toits coniques des cases de N'gaoundéré font l'effet de gros champignons gris sur le sol couleur de sang.

Nous marchons dans la lumière, dans la limpidité du Soudan tout proche.

Peu de femmes sur la route. Quoique musulmanes, celles que nous croisons vont à visage découvert. Un clou d'argent est piqué dans leur narine ; d'autres n'ont qu'un bout d'allumette, car elles gardent leurs bijoux pour les jours de fêtes.

Accroupie contre un mur, une femme Bororo est d'une beauté faite pour ravir les yeux. Depuis tant de siècles que ceux de sa race ont quitté l'Éthiopie, jamais ils ne se sont mélangés avec les négrières. Sa peau est à peine teintée ; ses cheveux lisses, disposés en longues tresses, accompagnent l'ovale parfait du visage ; le nez est mince et droit, la bouche bien dessinée ; les larges prunelles noires ont un éclat qui éblouit.

L'enceinte du *saré* du *lamido* (1) n'enferme pas moins de quatre hectares.

— Avant notre arrivée, m'apprend M. Guillot, les *lamidos* étaient tout-puissants. Ils régnaient comme au temps lointain, chez nous, les Carolingiens appuyés sur les maires du palais. Selon notre méthode en matière coloniale, et qui veut que nous ne froissions pas les traditions des indigènes, nous avons laissé aux familles leur prestige, mais leur autorité nous la contrôlons.

Devant la case d'entrée, un héraut monte la garde. A notre approche, il sonne d'une longue trompette tout à fait semblable à celle avec laquelle l'ange exterminateur annoncera le jugement dernier.

Le seuil franchi, c'est une pénombre, une clarté étrange, des piliers d'une puissance cyclopéenne et entièrement enduits de plombagine. Contre eux des personnages sont debout, immobiles. Dans leur face énigmatique rien ne vit que la barre étincelante des yeux. Un reflet s'accroche aux cassures nettes et brillantes de leurs larges boubous dont le bleu violacé semble poudré d'étoiles :

— La cour du *lamido*, me souffle mon compagnon, ses dignitaires.

Dans cette case, antichambre du *saré*, souvent s'arrêtent les « griots » de passage. Comme faisaient nos ménestrels, ils accordent leurs instruments, ils improvisent des chansons. Pour recevoir un cadeau, ils louent le *lamido* : « Tu es la cruche d'or... tu es celui qui verse l'abondance... celui qui ne demande rien et qui donne... »

Un serviteur nous précède. Des cours, des couloirs entre des palissades qui enferment des cases. Le serviteur s'arrête. Nous franchissons une porte.

Et voici soudain réalisé ce que nous pouvons imaginer dans nos rêves les plus fantastiques. Quelque chose de puissant vous saisit. On est au cœur d'une vie barbare, pourtant somptueuse, et si loin de tout ce que l'on avait vu ou ressenti jusqu'alors !

Nous n'avons point descendu de marches, nous n'avons suivi aucune pente ; néanmoins, je le jurerais, nous sommes

(1) Le mot *lamido*, dans la langue des Foulbés, signifie : celui qui règne ; le *saré* est un groupe de cases entouré d'une enceinte.

dans un hypogée; la fraîcheur des lieux souterrains prend aux épaules. On est aveuglé de nuit. La couleur du sol se révèle la première. N'est-il pas couvert d'un tapis blanc et doux? Je tâte avec le pied. Ce n'est pas un tapis : c'est du sable finement tamisé :

— Les femmes le lavent à la rivière, dit M. Guillot, afin de lui conserver son éclat.

Une fluidité noire nous enveloppe; un éclat sourd rayonne de partout. Les grandes arches qui soutiennent la toiture de chaume et qui donnent l'impression d'une force disciplinée, les murailles semblent les sources d'une lumière non point jaune ou blanche comme la lumière terrestre, mais grise ou plus exactement de la couleur du jais. Elle attaque avec une violence passionnée, elle se brise en gerbes d'éclairs obscurs et pourtant étincelants.

Toujours comme en rêve, on a perdu conscience de la vie habituelle où seul ce qui est possible est vrai; et toutefois, l'on se rend compte. Les parois, jusqu'à leur faite, sont couvertes d'un enduit de plombagine dont les reflets vous poursuivent. Qui aurait la curiosité de se regarder dans ces sombres miroirs se verrait, non avec un visage humain, mais semblable à une ombre mystérieuse.

Dans la muraille, des enfoncements dont le dessin est celui d'une croix creusent des cavités brillantes qui achèvent l'hallucination. Des faisceaux de sagaies se dressent dans les angles; ailleurs, ce sont des boucliers en forme d'écu, des carquois de cuir aux longues franges faites de lanières et remplis de flèches.

Au fond de la case, de la caverne plutôt, une idole au visage d'ébène siège sur un coffre recouvert de tapis, de coussins. Ses larges pieds sont posés solidement sur le sol; elle est enveloppée de blancheurs aux plis artistement disposés.

L'idole s'anime et se lève; le lamido vient vers nous. Son masque a perdu son immobilité. Il me sourit. Il a une figure ronde, toute jeune et, comme un simple mortel, il m'invite à m'asseoir.

— Asseyez-vous...

Cependant, tout le temps que dure ma visite dans ce lieu fantastique, des dignitaires se tiennent prosternés, le front en terre : « Je ne suis rien, exprime leur attitude; je ne suis

rien devant toi, ô lamido ! Je suis la poussière de tes pieds... »

Nous prenons congé. Le lamido fait signe qu'il va m'accompagner jusqu'à la sortie. Sur son visage il ramène son *litham*. Le rite qui l'exige est à la fois habile et profond : celui qu'on ne voit pas, on le respecte davantage ; on l'imagine au-dessus de l'humanité.

La grande trompette du jugement dernier déchire le silence de ses appels retentissants. La voix du héraut va chercher les dignitaires, les serviteurs dans les cours et jusqu'au fond de leurs cases :

— Le lamido va paraître... Le lamido vient... Levez-vous... Levez-vous tous... Soyez debout pour le saluer...

Des cris, des sonneries de trompettes, de balafrons. Une masse de cavaliers, de gens de pied sort du saré du lamido, vient vers ma case.

Les dignitaires ont revêtu leur harnois de guerre. Vision prestigieuse ! Comme nos aïeux les croisés, comme les Sarrazins, ils portent une cotte de mailles ; de leur turban en forme de cône renversé, des maillons d'acier descendent en pans protecteurs le long des joues. Un pourpoint matelassé enferme leur torse ; mais ce qui est inoubliable, c'est la richesse de leurs *boubous*, de leurs jupes superposées, bouillonnantes, ballonnées, bouffantes, énormes ; en soie brochée, lamée d'or, d'argent ; couleur de lune, de soleil couchant, d'herbe fraîche, d'aubergine et de rose fanée. A chaque mouvement, des reflets s'allument sur eux, ressuscitent la fanfare d'un passé éblouissant et que l'on croyait mort.

Avec de grands remous, le cortège avance, oscille, sinue dans la poussière ; l'immense parasol de toile rayée, — tout à fait un parasol de bain de mer, — qui abrite le lamido, tangue comme une barque dans la tempête.

Devant ma véranda, la confusion s'ordonne : les archers aux casques couleur d'écarlate se placent en file, assujettissent sur leur épaule nue leur carquois empli de flèches et s'appuient sur leur arc.

Massées en un groupe, les gardiennes du saré montrent hardiment leur gorge sombre aux miroitements de satin. Leurs cheveux dressés en cimier leur prêtent une allure guerrière. Roulées dans leur pagne d'un beau bleu de nuit, elles

ne cessent de pousser des hurlements où l'on distingue : « Que le lamido de N'gaoundéré vive bien ! Qu'il vive longtemps ! Qu'il soit riche ! Qu'il soit toujours le seul lamido ! »

Lui, cependant, est descendu de cheval, s'est assis sur la véranda. Il a un boubou d'une blancheur immaculée et brodé de soutaches ; ses pieds s'enfoncent dans de ravissantes babouches en velours vert. A ses côtés, deux enfants négrillons l'éventent doucement à coups de chasse-mouche en plumes d'autruche noires et à manche d'argent.

Leurs hautes lances dressées sur la cuisse, les beaux cavaliers s'efforcent de former une ligne. D'un seul élan, ils s'élancent vers le lamido. A deux pas de lui, ils s'arrêtent et, à tour de rôle, lui jettent, à pleine bouche, l'hyperbole de leurs louanges :

— Lamido, tu es plus fort que le lion... lamido, tu es plus fort que la panthère... Tu es le plus beau de tous les hommes, ô lamido... Les femmes le disent...

Comme un défi aux autres dignitaires, certains proclament leur loyalisme :

— Tu es le plus puissant des lamidos ; tu es le seul lamido de N'gaoundéré et quand tous les autres t'auront laissé, moi je serai encore là, parce que je suis le chef de la famille des M'boums.

Les musiciens s'époumonnent. Les Foulbés lancent vers le ciel le cri de leurs trompettes. Les M'boums semblent vouloir enfouir le leur dans la terre.

— Les *fras* de ceux-ci, m'explique M. Guillot, reproduisent exactement les trompettes des soldats de Josué qui ont fait tomber les murailles de Jéricho. D'après leurs récits, les M'boums, en des temps reculés, ont été sujets des Pharaons. Ce qu'ils racontent de la venue de leurs ancêtres sur la terre se rapproche de ce que la Bible enseigne sur la tour de Babel. Ils ont conservé le souvenir de l'exode. Comme les Juifs, ils croient en un Dieu unique. Ils sont sûrs et fidèles. Un M'boum se laisse tuer sans trahir.

Figé dans son immobilité de statue, le lamido, en signe de remerciement, tient sa main droite dressée. A ses pieds, son bouffon se contorsionne en bondissements, en sauts grotesques. Devenus comme fous, les chevaux hennissent et dansent sous leurs cavaliers.

Mais voici que la troupe merveilleuse se rassemble. Les

grandes trompettes, celles du jugement dernier et celles de Jéricho; les archers éclatants, les femmes aux longs pagnes étroits, les brillants seigneurs noirs enfermés dans leur cotte de maille tournent bride. Le plus féerique des ballets s'éloigne dans un tourbillon aux couleurs d'arc-en-ciel et, pour me prouver que je n'ai pas fait un rêve, je suis saupoudrée d'autant de poussière qu'un beignet l'est de sucre.

LA RÉGION OUEST

De toutes les régions du Cameroun, celle des Bamillékés, où nous pénétrons, est peut-être la mieux cultivée.

Dans la petite maison que le gouverneur, M. Marchand, possède et qu'il a ordonné qu'on m'ouvre, j'ai passé la nuit dans la montagne, à un quart d'heure de l'agglomération de Bafang.

C'est ici le royaume de la solitude. On la trouve, au tournant de chaque allée, avec sa robe couleur de fleur et son grave visage silencieux. Les palmiers qui dressent leur colonne et balancent leurs plumes donnent l'assurance qu'on est en Afrique; mais les hauteurs verdoyantes procurent l'illusion d'un paysage d'Auvergne. On en respire la fraîcheur. A cause de son altitude, Bafang jouit d'un climat délicieux.

Dans la campagne, au creux des vallons, s'élèvent les cases des Bamillékés. Rien n'est plus stupéfiant. Leur toit conique et qui monte à la hauteur d'une maison de six étages a requis un travail dont la perfection ingénieuse s'apparente à celui des fourmis ou des termites. Des centaines de poutres sont formées de milliers de petits bambous liés les uns aux autres avec du raphia. Pas un clou, pas une pointe n'entre dans la construction.

La région manquant d'arbres, les Bamillékés ont la prévoyance de préparer les bambous (1) quand ils sont encore sur pied; une taille savante les contraint à s'allonger; mais, voilà qui tient du prodige, ces gens dont l'ignorance est complète n'en arrivent pas moins à établir des poutres paraboliques d'égale résistance et mesurant de vingt à vingt-cinq mètres de longueur. Les constructions métalliques, réalisées aujourd'hui par nos ingénieurs, ne montrent pas une science plus parfaite.

(1) Le mot peut prêter à une équivoque. Ces « bambous » sont, en réalité, des palmiers.

Comme s'ils avaient savamment calculé la résistance des matériaux, les Bamillékés parviennent à faire supporter à la charpente une charge formidable : dix tonnes de chaume, et tout cela est si bien équilibré, si miraculeusement ajusté que les grandes tornades peuvent s'abattre : la case est ébranlée mais elle tient bon.

On chercherait peut-être ailleurs, sans le trouver, un exemple aussi curieux que celui offert par les Bamillékés. Jadis, vers le ^x^e siècle, ils ont joui d'une civilisation assez avancée. Depuis, aucun progrès. Ils se sont cristallisés dans les connaissances qu'ils avaient acquises.

Le christianisme n'a pas prise sur leur âme. Ils demeurent fétichistes. Selon leurs traditions, relate M. Ripert, le séjour des morts est à l'intérieur de la terre, dans une mer immense. Les blancs, pour eux, sont des noirs qui ayant longtemps vécu dans cette mer y ont non seulement perdu leur couleur, mais appris bien des choses que les noirs ignorent.

De cette croyance curieuse les Allemands ont bénéficié. Quand ils sont arrivés dans le pays, ils y ont joui d'un prestige surnaturel. Les Bamillékés voyaient en eux les grands ancêtres des chefs qui avaient jadis régné. Revenus pour prendre le commandement, ils allaient enseigner aux noirs ce qu'ils tenaient des dieux.

Le pays continue d'offrir ses visions de paradis : fougères arborescentes, parasoliers, bananiers, dracénas aux feuilles en bouquets. La jeunesse d'une tendre lumière baigne la vieille terre d'Afrique. On rêve d'une vie idyllique. Cependant, pour se défendre contre les gens de la chefferie voisine, chaque chefferie conserve sa tranchée de guerre, vestige des temps tout proches et qui existaient avant notre occupation.

— Dans toute la région, me dit l'administrateur, la population est extrêmement dense : 80 habitants au kilomètre carré ; la propriété est très morcelée. Pour le déplacement d'une borne entre deux chefferies, entre deux particuliers, il y a des palabres interminables, parfois des meurtres. Un terrain reste-t-il en friche, ce qui a lieu ici un an sur deux, il n'est pas rare que le voisin en profite pour s'y installer. Fureur du légitime propriétaire : « Hors d'ici ! — Hors d'ici, toi-même. » Les poignards jouent.

Souvent, la palabre s'aggrave. Toutes les cases d'un village déménagent, passent la tranchée de guerre, violent les clôtures en basalte, se transportent sur les terres d'une autre chefferie. Les indigènes à qui ces terres appartiennent mettent le feu aux cases des envahisseurs, tombent sur eux à coups de matchette.

A mesure qu'on approche de Dschang, la région accentue son relief bouleversé par les grandes secousses sismiques et que les eaux ont profondément creusé. Au faite des montagnes, autour des anciens cratères, le sol est consumé par le feu jailli des entrailles du globe. Vernis par le brûlant soleil, les grands basaltes noirs ont des cassures huileuses. C'est la splendeur de l'aridité.

Le pays a modelé la race. Jamais le vieux cliché : « les noirs sont d'admirables statues de bronze » ne m'a paru aussi ridicule. La région Bamilléké ressemble à l'Auvergne. Sous leur peau sombre, ses habitants s'apparentent aux Auvergnats : même stature trapue, même âpreté au gain, même amour de la terre. Sur les marchés de brousse, une heure durant, le Bamilléké discute pour un quart de centime. Pas de séance au tribunal où ne paraisse un indigène traînant avec lui un sac de raphia :

— Je viens pour une grande palabre. J'avais acheté une femme, il y a vingt ans. Elle est morte.

Ouvrant le sac, il en tire un crâne :

— Voilà ce qui m'en reste, et mon beau-père refuse de rembourser la dot que je lui ai payée !

Le paysage, autour de Bafoussam, offre une grâce sauvage. Ses eaux fraîches et nombreuses, ses vallées largement étalées lui composent un charme attirant.

De grands arbres au feuillage sombre et comme aplati sur l'horizon sont des kolatiers. La kola est la richesse de Bafoussam. Les gens de la région de Foumban viennent l'y acheter et la revendent aux Haoussas. Ceux-ci, qui sont nés colporteurs et mercantis, la transportent chez les Foulbés. Au moment de la récolte, pendant des centaines de kilomètres, leur file occupe les routes. Qui les a rencontrés se fait une idée de la formidable production de la région de Bafoussam et, par voie de conséquence, de la consommation qui a lieu dans le Nord.

Alors, on se rappelle ce qu'on a entendu dire : « Nombre de Foulbés meurent jeunes et le cœur affolé. »

— Si vous voulez pousser jusqu'à Baleng, me propose M. Relly, le chef de la subdivision, vous verrez un village *grassfield* (1), absolument intact. C'est très curieux.

Une piste ouverte dans la brousse mène sur la place du marché. Autour d'elle, les grandes cases aux toits en poivrières. Pas de bruit.

— A cette heure-ci, fait M. Relly, les femmes sont à leurs champs. Dans le village ne vit que le chef avec ses épouses, ses enfants, et les « *tchindas* », ses serviteurs. Ceux-ci rappellent ce qu'était la *gens* romaine auprès du *pater familias*. Ils reçoivent du chef un terrain que leurs femmes cultivent, ils dépendent de lui et accomplissent ses missions.

Chacune des cases qui nous entourent a sa destination. Retranchés dans leurs montagnes, les Bamillékés ont gardé jusqu'ici leurs coutumes pittoresques.

— Quand un chef de famille meurt, me dit M. Relly, on l'enterre avec pompe. Au bout de trois ans, on ouvre la fosse, on en sort la tête, la partie noble. On la porte dans la case de l'héritier; elle y prend place à côté des crânes des ancêtres sur une étagère. Les jours de fête, elle reçoit sa part du festin; on la consulte par l'intermédiaire du féticheur. Celui qui manquerait d'exhumer le crâne de son père en serait aussitôt puni : il tomberait malade et ne guérirait que lorsqu'il aurait rempli son devoir.

Je m'approche d'une des grandes cases. Les linteaux de la porte s'ornent d'une décoration géométrique assez grossière : dernière manifestation d'un art qui fut réel et s'éteint. Sur les cases anciennes, il n'est pas rare de trouver des sculptures, animaux, êtres humains, qui font songer aux gargouilles de nos cathédrales. Je me souviens d'un singe dont la large mâchoire broyait la tête d'un enfant. L'animal offrait une souplesse qui prouvait l'habileté de l'artiste, de même que le réalisme de la scène montrait son don d'observation.

Un noir apparaît, un vieillard : Baleng, le chef du village. Il a peint ses pieds et ses jambes en vermillon, « pour faire joli »; sa taille est ceinte d'un pagne rouge et vert dont

(1) Terme « *pidgin* ». Il date d'avant notre occupation. On l'étend, improprement, aux habitants de la région Bamilléké.

l'ampleur indique sa richesse ; sur la tête, un extraordinaire bonnet de coton hérissé de tentacules emmanchées d'une allumette. A sa suite, un enfant porte avec gravité une pipe plus grande que lui et dont le tuyau est brodé de perles de couleur.

Baleng me tend une main râpeuse :

— Bonjour, « Mami » ; bonjour, femme. Viens.

Nous voilà cheminant à travers le dédale du village : cours raboteuses, chemins creux entre des palissades de bambous, grandes cases qui semblent nous barrer le passage et dont la porte a l'air d'une étroite fenêtre :

— Passez une jambe, me conseille M. Relly, un bras. Attention à votre tête ; maintenant le haut du corps, l'autre jambe...

Parfois, la case en contient une autre plus petite. C'est comme un jeu de boîtes. On va à tâtons, là dedans.

— Rien à craindre, assure M. Relly.

Je le crois ; mais, dans ces traquenards, des hommes armés de sagaies l'auraient belle de nous entourer. Nos cris se perdraient dans la brousse.

Dans la cour la plus retirée, une case contient ce que Baleng appelle « son trésor ».

Des serviteurs apportent des chaises pliantes :

— Assieds-toi, femme, me dit Baleng.

Des mains de l'enfant il prend sa pipe, la bourre, en tire de longues bouffées.

Ce vieux Baleng, avec ses jambes peintes, son drôle de bonnet qui lui fait une tête de hérisson et son torse nu, il faut le regarder avec respect. C'est le plus ancien des chefs de la région, l'un des plus puissants.

— Il ne gouverne pas seul, m'explique M. Relly. Dans ses fonctions, il est assisté de notables choisis parmi les plus influents et qui peuvent se comparer aux conseillers municipaux de nos communes.

Étrange entre tous, ce peuple de Bamillékés jouit, depuis des siècles, d'une organisation sociale tout à fait remarquable. On voit, chez lui, non seulement des coopératives pour la construction des cases, pour l'entretien des champs, mais des sociétés de secours mutuel, des associations qui rappellent nos « clubs ». La cotisation pour en faire partie donne droit à un siège, « une chaise ». Le père la lègue à son fils. Les membres se réunissent régulièrement une fois par semaine.

Pendant mon séjour chez les Bamillékés, j'ai eu la bonne fortune d'assister à une réunion des *djoudjous*.

Ce sont les hommes de confiance et les messagers secrets des chefs de village. J'ai pénétré dans la vaste enceinte palissadée qui entourait la grande case de leurs réunions. Chacun d'eux est arrivé vêtu d'une longue cagoule noire qui, chez les riches, s'ornait de grappes de cauris. Leur front était coiffé de cornes d'antilope, de couronnes faites de plumes, d'un bonnet qui souvent représentait une tête d'animal.

Les musiciens, au centre de l'esplanade, se sont mis à frapper sur leur tam-tam, à agiter de vieux bidons à pétrole remplis de ferraille. Semblables à de grands fantômes fous, les *djoudjous* bondissaient en cercle. La cagoule rendait leur visage invisible; on voyait seulement, par les deux trous, la flamme de leurs yeux. Dans la pâleur ardente du ciel, ils dressaient leurs bras de fils de la nuit; ils multipliaient leurs gestes de possédés.

Quand ils ont été las de danser, ils sont entrés dans la case de réunion. Des feux y brûlaient par places; chacun des *djoudjous* s'est assis sur un petit tabouret: sa « chaise ». Ils avaient apporté desalebasses pleines de vin de palme et, dans la chaude atmosphère du lieu, ils ont passé la fin de la journée à boire et à bavarder.

CHEZ LE SULTAN DE FOUMBAN

On entre à Fouban, au milieu des parfums. Des buissons, de roses vous appellent. Des daturas, des hibiscus, des cannas jaillissent de toutes parts. La région est bénie. Les fruits délicieux des pays tropicaux y mûrissent: avocats emplis d'une crème toute prête, papayes au goût de melon, mangues qui rappellent à la fois nos meilleures pêches et nos meilleures poires, oranges, citrons, ananas, bananes et goyaves. Là aussi croissent tous les légumes de France. Aux environs de la ville deux planteurs se sont consacrés à la culture maraîchère et contribuent à ravitailler Douala.

N'joya est le sultan de Fouban. Un sultan à la fortune et au pouvoir réduits, mais qui continue de donner des audiences.

Le personnage, d'ailleurs, vaut la peine qu'on se dérange. Son père habitait une paillote. Lui, sans plans, sans architecte,

s'est fait construire un palais à l'européenne. Les Bamouns n'avaient pas d'écriture; N'joya a inventé un alphabet: quatre-vingts lettres s'il vous plaît; il y a ajouté des chiffres et les Bamouns ont été bien contents. Alors, son génie n'étant pas épuisé, il a voulu avoir une religion à lui. Préceptes, cérémonies, il les a puisés dans les religions déjà existantes. Malheureusement, les peuples sont ingrats comme on sait. Celui de N'joya a refusé ce nouveau présent. Dégouté de travailler pour rien, le sultan de Foumban a pensé: « Autant me faire musulman. » Et il a intimé aux bons Bamouns l'ordre de l'imiter. Ceux-ci ont obéi: faut-il s'étonner s'ils montrent une certaine tiédeur à suivre la loi de Mahomet?

Si j'étais peintre, j'aurais demandé à N'joya de le représenter tel qu'il m'est apparu, dans le repos de son jardin, à l'ombre d'un manguier; derrière lui, la façade de son palais: une lourde bâtisse sans harmonie, mais imposante, étrange, brillante, grisâtre sous la couche de résine dont ses briques sont enduites. N'joya vient au-devant de moi. Quel beau turban bien drapé, quel ample boubou tout brodé et quelle charmante veste couleur pistache!

Nous entrons dans le palais. Un hall qui a toute la hauteur de la construction est aussi la salle du trône. Celui-ci est entièrement brodé de perles comme celles que j'ai vues en pays bamilléké et qui, chez nous, servent à faire des couronnes mortuaires. Visiblement, le vieux N'joya est convaincu qu'il possède un chef-d'œuvre. Le détromper serait d'une cruauté inutile. Je m'exclame comme si j'étais émerveillée. J'ai un mot aimable pour les panthères en perles multicolores qui soutiennent le siège et une phrase louangeuse pour les deux bonshommes, — des fétiches, — également en perles, qui se dressent de chaque côté du dossier. N'joya daigne sourire.

— Sais-tu combien ce trône a coûté? demande-t-il: trente ouvriers y ont travaillé pendant trois mois et pour acheter les perles, j'ai donné cinq cents marks.

Nous montons à l'étage. La pièce où nous entrons est meublée à l'européenne. Point de ces terribles et coûteux sièges brodés de perles, sur lesquels jamais je n'oserais m'asseoir; mais des chaises, une table.

N'joya, sur ma demande, évoque ses souvenirs. Quand son

père mourut, il fut désigné pour lui succéder; il n'était pas l'ainé de la famille et n'avait que dix ans. Les dignitaires qui avaient soutenu son concurrent voulurent se débarrasser de lui. Dans la case où il dormait, un incendie éclate. Ses serviteurs le sauvent. Les incendiaires sont arrêtés. La mère de N'joya qui exerçait la régence les fait comparaître sur la place du marché, sous l'arbre de la justice. Quand le jugement est rendu, on amène le jeune souverain; on lui fait répéter: « Vous avez voulu me tuer; c'est vous qui allez mourir. »

Naguère, ce n'était pas un sort enviable d'être sultan des Bamouns. S'il lui naissait un petit-fils, il était mis à mort. Pour éviter toute discussion, on érigeait une statue de sel à sa ressemblance. Lorsque les pluies l'avaient fondue, le moment était venu pour lui de rejoindre ses ancêtres (1). N'joya fit disparaître la statue de sel qui le représentait. C'est un homme habile.

Je le questionne :

— Te rappelles-tu l'arrivée des Allemands dans le pays?

— Parfaitement. Ils ont inspiré une telle terreur que, parmi les Bamouns, ceux qui sont albinos se sont teints en noir.

Tandis qu'il parle d'une voix basse, monotone, le vieux sultan, par instants, agite ses mains fines à la paume rosée et réassujettit son turban. Il gémit sur son autorité diminuée. Le temps n'est plus où, quarante de ses femmes s'étant enfuies, il les fit poursuivre et mettre à mort; où son ancien tuteur ayant conspiré contre lui, il l'enduisit de résine, lui attacha deux cartouches à la ceinture et le descendit dans un trou avec de la paille enflammée. Ce qu'il n'a garde d'ajouter, c'est qu'à plusieurs reprises il tenta de soulever le pays contre nous. Nous aurions pu le condamner à mort, le déporter. Nous nous sommes contentés de lui retirer ses pouvoirs, nous le laissons vieillir en paix. Il a tort de se plaindre.

UNE PLANTATION DE CAFÉIERS

— Ma conviction, me dit l'administrateur de Foumban, c'est que la région, une des plus riches du Cameroun, est appelée à prendre un développement encore plus important. Le jardin d'essai de Dschang, — une de nos créations, — a

(1) Cité par le commandant Sauvaire.

fourni aux indigènes 400 000 pieds de café arabica. Des centaines d'hectares ont été plantés. On envisage la création d'une usine pour le « déparchage (1) » et la préparation du café.

— Qui fournira les fonds ?

— La coopérative. Chaque région a la sienne. Créées sous l'impulsion du gouverneur, M. Marchand, les coopératives fonctionnent sous le contrôle d'un conseil d'administration indigène et celui d'un administrateur.

— Une cotisation est imposée ?

— Détrompez-vous. Elle est volontaire et minime : un franc par adulte et par an. Les fonds recueillis sont placés en banque et employés ultérieurement selon les besoins. Certaines subdivisions achètent des moutons, d'autres des vœrats destinés à améliorer la race existante ; quelques-unes ont fait venir des machines agricoles, des pièges à panthère. Dans la région d'Ebolowa, les indigènes, ayant constaté les excellents résultats obtenus par les appareils de pulvérisation à bouillie bordelaise contre la *pourriture brune* du cacao, ont offert spontanément de payer une cotisation plus élevée. Au point de vue de l'évolution du pays, ces coopératives rendent les plus grands services.

Les indigènes ne sont pas seuls à avoir créé des plantations de café. Sept Européens se sont installés dans la région. L'exploitation de l'un d'eux, M. Ripert, n'est qu'à 15 kilomètres, à Foubote...

Le pays où je roule, pendant des millénaires fut le domaine du feu. Des terres décharnées dressent leur cratère éteint. Sur la route nouvellement tracée, l'auto a de brusques ressauts. Nous arrivons. Un « blanc » de haute stature arpente un terrain fraîchement retourné. Il a des housseaux de toile kaki ; il est vêtu comme un rural chez nous, mais il porte le casque ; il vient vers moi dans la rouge chaleur.

L'histoire d'un colon est toujours intéressante à écouter par ce qu'elle révèle de grande énergie. M. Ripert est au Cameroun depuis 1913 ; il y a fait la guerre. Alors, il était officier ; il est entré, ensuite, dans l'administration. Actuellement, il est en disponibilité.

— Depuis mon enfance, avoue-t-il, mon désir était d'être planteur.

(1) Déparchage : action d'enlever la *parche*, l'enveloppe de la graine.

Les débuts dans son nouveau métier ont été extrêmement durs. Dans le terrain de mille hectares qui lui était livré, c'était la brousse avec ses sissongos, ses buissons épineux. Pas un abri :

— J'ai commencé par me bâtir une case, puis j'en ai fait une pour le mécanicien dont l'aide m'est indispensable à cause des tracteurs que j'emploie. Les labours ont marché de front avec les routes : 26 kilomètres et presque toujours dans la montagne. Un gros effort, une grosse dépense ; pour réussir dans une entreprise coloniale, aujourd'hui, il faut des capitaux.

Autour de nous, le pays développe ses aspects grandioses : pics aux dents pointues, longues rampes montagneuses. Nous dominons d'anciens volcans. Dans un quadruple cratère, un lac dessine des rives sinueuses, boisées et offre la lumière de ses eaux pures.

— On y fait des pêches miraculeuses, remarque M. Ripert. Un pêcheur y prend, dans sa journée, jusqu'à 60 kilos de poisson que nous distribuons aux travailleurs. Que n'avons-nous pas dans cette région volcanique ? Jusqu'à une source minérale dont le goût agréable et piquant rappelle celle de Saint-Galmier.

L'auto nous entraîne. Le terrain dont M. Ripert a obtenu la concession a été découpé en blocs de quatre hectares séparés par des routes de cinq mètres de large.

Dans un de ces blocs, des indigènes sont occupés au débroussaillage. L'air retentit des cris qu'ils poussent pour s'encourager. « Ha ! Ha ! Ha ! Ha ! »... Debout, au milieu d'eux, le notable qui les a recrutés et qui est responsable de leur travail, de leur conduite.

— Aux moments de grande activité, me dit M. Ripert, la plantation occupe 230 noirs.

— Vous êtes satisfaits d'eux ?

— Ils n'ont pas la vaillance et l'ardeur des Européens. Est-ce tout à fait leur faute ? L'avarie les ronge et le paludisme.

Dans un sentiment d'humanité, M^{me} Ripert a organisé une piscine et ouvert un dispensaire. L'hygiène des indigènes en est améliorée : leur gale a disparu, le paludisme est enrayé, grâce à la quinine ; l'avarie est en régression.

— Ils sont devenus plus forts, plus résistants, constate M. Ripert. Leur travail s'en ressent. Ainsi, en faisant le bien,

il arrive qu'on recueille, par surcroît, un avantage matériel qu'on n'avait pas cherché.

Sur la plantation, chaque famille indigène a sa case. Ceux qui y travaillent depuis un an bénéficient d'un terrain de culture et de 150 pieds de café dont ils ont le produit.

— Vous êtes un philanthrope.

— Je n'en sais rien; mais pas un de mes ouvriers ne m'a encore quitté et, je crois pouvoir l'affirmer, pas un ne me quittera.

Durant le temps qu'on continue de débrousser, de labourer, d'autres travailleurs procèdent aux semis. Dans l'ombre des claires, les jeunes pieds montrent une tendre pousse verte. Pendant six mois, on les laisse se développer, puis on les met en place. C'est l'affaire des enfants. Ils ont la main plus légère que leurs pères; ils sont dociles, intelligents. Sur le sol où ils sont agenouillés, leurs têtes laineuses forment des taches sombres et rondes; ils portent une petite boîte faite de tiges de bambou et qui renferme les plants. Ils les prennent un à un et, d'un coup d'ongle, les « épivotent ». Si l'on néglige ce soin, la racine se recourbe en tire-bouchons; la plante dépérit. Sous l'action combinée des ferments dont le sol est saturé et de la chaleur humide de l'air, le caféier se développe. Au bout d'un an, il commence à donner :

— Peu encore, dit M. Ripert, et son produit est de qualité médiocre. Je ne le vends pas. Mon point d'honneur est de ne fournir aux marchés que du café de choix.

« Il faut attendre cinq ans pour qu'une plantation soit en plein rendement. Alors, on peut compter sur sept à huit cents grammes de café par pied. Sans engrais, une plantation reste prospère trente ans. Avec du guano, elle en dure cinquante.

« Mais avant que la récolte soit ensachée, que de risques à courir! Le plus grand est celui des maladies. L'hémitéia est particulièrement redoutable. Ça n'a l'air de rien d'abord : un champignon presque microscopique apparaît à la base des feuilles; bientôt, celles-ci tombent; la plante meurt. Aucun traitement n'est efficace. Il faut arracher les pieds qui sont atteints. Autrement, toute la plantation y passerait.

« Les Antilles, le Brésil ont la chance d'ignorer l'hémitéia. Il sévit en Afrique, en Asie. Il s'est abattu sur Ceylan en 1882. L'île était alors uniquement plantée en caféiers. Tous les pieds

au-dessous de 1 200 mètres ont été détruits. Les autres ont eu la maladie, l'ont encore; mais, plus robustes, à cause de l'altitude, arrivent à survivre.

« Ici, malheureusement, toutes nos plantations sont au-dessous de 1 200 mètres.

Au fléau de la maladie s'ajoute celui de la foudre :

— Durant la saison des pluies, les orages sont continuels. Plusieurs en une seule journée. Où la foudre tombe, les caféiers sont détruits. La nitrification du sol, augmentée par l'électricité, accélère la pousse des pieds qu'on replante; malgré tout, le planteur y perd.

Le caféier a d'autres ennemis. La graine commence-t-elle à gonfler, à « lever », les courtillières paraissent, font leurs ravages; plus tard, les antilopes broutent les jeunes pousses; lorsque la baie est mûre et que la plantation est dans le voisinage d'un bois, les singes s'abattent par bandes, se régalent de la pulpe qui est si sucrée qu'au Brésil on en tire de l'alcool.

— Nous pourrions en faire une boisson délicieuse, remarque M. Ripert, et plus d'une fois j'ai pensé à me lancer dans l'entreprise.

— Qui vous en empêche?

— Cette simple constatation : pour s'enivrer, les noirs ont déjà le vin de palme; n'ajoutons pas à ce qui peut les tenter.

Lentement, nous nous dirigeons vers la voiture qui va m'emmener. Une dernière fois, mes regards se portent sur le paysage qui m'environne. Là où, il y a deux ans, la terre était inculte, verdoient les champs des caféiers. Les cases des travailleurs érigent leur toit conique; les routes déroulent leur ruban; de la vie ici a été créée par nous; une source de richesse s'est ouverte (1).

HISTOIRE DE QUATRE FRANÇAIS

Située dans une vallée, au pied de belles montagnes, la ville de N'kongsamba est parfaitement agréable. La nature l'a comblée. Aucune autre région du Cameroun n'offre autant de cultures : elle a ses palmiers à huile, ses cacaoyers, ses caféiers, son tabac, ses productions vivrières.

(1) L'exportation du café, qui était de 8 kilos en 1929, a monté à 4 495 kilos en 1930 et ce n'est qu'un commencement.

On m'y a dit une belle histoire et qui commence un peu comme un conte de fées :

Au cours de l'année 1917, quatre jeunes Français se trouvent au Cameroun. Ils s'appellent Guy, Faure, Bonhomme et Grob. La lutte contre les Allemands est terminée, mais il faut ravitailler le corps expéditionnaire. Les quatre amis s'entendent. Bonhomme et Faure s'occuperont, dans la région de N'gaoundéré, d'acheter des bestiaux; Grob les convoiera; Guy aura charge de leur vente. La société s'appellera la « Pastorale ».

Se procurer du bétail en bon état n'est point chose aisée. Un jour, les associés pensent : « Pourquoi ne pas faire de l'élevage nous-mêmes ? » Les bêtes nécessaires à la reproduction, ils les demandent aux Foulbés; mais ceux-ci, comme nos paysans auxquels ils ressemblent par plus d'un point, se défient difficilement d'une vache bonne productrice. Il faut que l'autorité de M. Carde (1) s'exerce pour que la Pastorale puisse acquérir 600 génisses.

La grande difficulté de l'entreprise est d'amener le bétail de la région des savanes, jusqu'à N'kongsamba, point d'aboutissement de la voie ferrée qui descend à Douala : 700 kilomètres si l'on passe par Foumban. Deux mois de voyage. Pour éviter la tsé-tsé, on ne marche que la nuit. Le lent cheminement des bœufs, leurs longs meuglements, la rouge lueur des torches, les silhouettes nerveuses des pâtres à demi nus, quel tableau sauvage et d'une grandeur saisissante !

Cependant, la traversée des rivières ne peut avoir lieu que le jour. Les tsé-tsés en profitent, s'abattent sur le bétail : 50 pour 100 des bêtes sont contaminées et les plus robustes succombent les premières.

Devant ce désastre, nos amis tentent de passer par Yaoundé. C'est pire. Dès les basses altitudes, la tsé-tsé abonde. Pas une bête n'y échappe.

— Alors, me dit M. Guy, nous décidâmes d'emprunter la ligne de partage des eaux entre le Cross-River et le Wouri. La tsé-tsé ne vit pas au-dessus de mille mètres; mais, par cette voie, le voyage est plus long de dix jours que par Foumban. Nous l'avons déploré, au début. A présent, nous nous en félicitons.

(1) Il était alors commissaire de la République française, au Cameroun.

Pour laisser aux bêtes le temps de se refaire, la Pastorale est amenée à créer un dépôt à la sortie du territoire anglais. Situé dans la montagne, au milieu de magnifiques pâturages, ce dépôt se transforme en un centre d'élevage : celui de Djuttitsa. Depuis sept années, il n'a cessé de se développer. Actuellement, il compte 10 000 têtes.

Djuttitsa n'est pas le seul centre d'élevage de la Pastorale. Au-dessus de N'kongsamba, s'étend un plateau montagneux aux pentes herbeuses : le Manengouba. Les Allemands avaient tenté d'y acclimater des bestiaux d'Europe. Ils avaient si mal réussi que le Manengouba était devenu, pour eux, « le cimetière des bœufs ». La Pastorale y élève plus de 3 000 bestiaux. Elle en a 10 000 dans la région de N'gaoundéré.

Naguère, le Cameroun n'avait que du bétail indigène et celui-ci était à peine suffisant pour les 300 Allemands qui se trouvaient alors dans le pays. Actuellement, la Pastorale ravitaille non seulement les 2000 Européens qui sont au Cameroun, mais elle approvisionne le Gabon où l'on ne peut faire d'élevage; elle fournit les chantiers du « Congo-Océan » : 6000 travailleurs à Pointe-Noire; elle alimente l'île espagnole de Fernando-Po, la Côte d'Ivoire et le Congo belge. Il y a onze ans, quand elle s'est fondée, ses membres, pour tout avoir, n'apportaient guère que leur courage. Aujourd'hui, elle possède un capital de 11 millions.

Il arrive qu'une entreprise ne se développe pas uniquement dans le sens où on l'a créée. L'élevage des bestiaux a amené la Pastorale à fonder une industrie laitière. Elle fournit de lait frais la ville de N'kongsamba; elle fabrique du beurre, du fromage.

Par une autre conséquence, pour utiliser la fumure de ses bestiaux, elle s'est lancée dans la culture maraîchère.

Aussi, quand j'entends des métropolitains répéter qu'aux colonies on ne vit que de conserves, que cela est malsain, je proteste de toutes mes forces. Je revois les potagers de la Pastorale : ses carrés de salade, de haricots verts, de cardons, d'asperges, de petits pois, de tomates dont certaines pesaient plus d'une livre; je dis ce qui est : la ville de Douala et la région de l'Ouest sont continuellement pourvus de légumes frais dont la saveur égale ceux que nous mangeons en France.

KRIBI : LES FANTAISIES DU MAJOR DOMINIK

— Vous allez à Kribi, m'a-t-on dit : Kribi vous plaira.

Le gouverneur, M. Marchand, a eu l'aimable pensée de me faire ouvrir la maison qu'il y possède. Située en dehors de la ville, elle est comme un phare à la pointe d'un promontoire rocheux ; à intervalles réguliers, la « barre » y fait entendre ses coups formidables.

Pour le soin de ma sécurité, un « police » et un prisonnier couchent dans le garage. Plusieurs fois par jour, « le police » se rend à Kribi. Je reste avec le prisonnier. Lequel de nous deux garde l'autre ?

La grande forêt vient mourir au bord de la grève. Les cimes des arbres sont continuellement voilées par la brume. Devant la maison s'étend une terrasse. Elle domine la mer. On s'y croit sur la passerelle d'un navire.

Chaque matin, au lever du soleil, les pêcheurs de Kribi descendent vers la plage. Ils portent leur pirogue sur la tête. Ils entrent dans l'eau : quand elle leur vient aux aisselles, ils laissent glisser leur embarcation ; ils sautent dessus et la chevauchent, jambes pendantes, sans souci des requins. C'est seulement quand elle a pris son assiette qu'ils s'asseyent sur le banc. Ils s'éloignent sur la mer, aussi pâle que le ciel. Lorsqu'ils se dressent, ils semblent de sombres géants dans une coquille de noix ; il faut les admirer aussi, quand, avec leur courte pagaie, ils rament furieusement, le front tendu, vers un but qu'ils sont seuls à connaître et qui n'est, sans doute, qu'un point de la baie où ils espèrent lever quelque belle sole, quelque gros « capitaine » dont la chair excellente rappelle celle de la langouste.

Un soir, au coucher du soleil, le ciel s'est chargé de nuées épaisses, la mer s'est emplie d'encre. De son sein, comme d'une chaudière d'enfer, ont monté de terrifiantes volutes de vapeurs couleur de suie. Une tornade a éclaté. Jusqu'à six heures du matin, la baie a offert le spectacle d'une illumination fantastique. Tordus ainsi que des serpents, les éclairs couraient d'un bout à l'autre de l'horizon : ils étaient roses, bleus, lilas. Le fracas des vagues laissait à peine entendre celui du tonnerre...

Du temps de nos prédécesseurs, le port de Kribi était le

plus important de la colonie (1). Le major Dominik y résidait. Et ce n'était pas un personnage banal. De naissance modeste, il s'était élevé par son mérite. Aux qualités d'un chef militaire, il joignait celles d'un bon administrateur, mais sa férocité fut atroce.

Une palabre menaçait-elle, dans un village, de dégénérer en troubles? il s'y rendait avec l'escorte de deux cents hommes, sans laquelle jamais il ne se déplaçait. Il mandait les Anciens, représentants de la coutume qu'il accusait d'entretenir l'agitation. Sans mener aucune enquête, il les faisait pendre. Ensuite, il alignait les habitants. Décimer? Allons donc! Il prenait un homme sur sept. Aux branches de l'arbre de la justice, le corps de ses victimes se balançait dans le vent.

Après quoi, botté et prêt à partir, il criait aux survivants :

— Voilà comme je m'y prends quand je ne suis pas en colère; si tout ne rentre pas dans l'ordre, si vous m'obligez à revenir, vous verrez de quoi je suis capable.

Nombreux encore sont les indigènes qui l'ont connu et le peuvent décrire : petit et gros, dans la force de l'âge, le teint coloré, le poil blond, d'épaisses moustaches aux pointes dressées. Continuellement, il est en expédition. Les gens de Bafia refusent de se soumettre à la domination allemande : il se lance contre eux et les bat. Les prisonniers sont enchaînés. Les uns sont enfermés dans une case qu'on arrose de pétrole et qu'on enflamme. Les autres sont dirigés vers Kribi : hommes, femmes et enfants. Quinze jours de marche. Beaucoup meurent. Ceux qui survivent, — pourtant l'Allemagne a reconnu l'abolition de l'esclavage, — Dominik en fait don aux chefs indigènes qui l'ont soutenu et qui les gardent ou les vendent.

Avec le temps, sa cruauté naturelle va s'exaspérant. Il exige que les indigènes qu'il rencontre passent à sa gauche et le saluent. Plus d'un paie de sa vie l'infraction à cet ordre. Pour la plupart des indigènes, en effet, la droite, côté de l'homme, a une vertu favorable; la gauche, côté de la femme, est néfaste.

A Maroua, un Allemand est assassiné. Dominik laisse passer trois mois. Il faut que la population reprenne l'habitude de se rendre au marché. Alors, il arrive, avec ses tirailleurs. Des

(1) Tombé au sommeil dans les années qui ont suivi la guerre, Kribi renaît à la vie : 37 navires, en 1927; 400, en 1930. Par lui, s'écoule le cacao de l'hinterland.

mitrailleuses placées autour de la place fauchent les indigènes.

Ses derniers actes sont d'un dément. Un des employés de la factorerie, John Holt, est assassiné par les indigènes. Avec la peau du malheureux, le chef du village, N'gila, fait couvrir un tam-tam. Dominik ordonne qu'on arrête N'gila et convoque les chefs des tribus voisines. Le châtiment qu'il a imaginé dépasse en horreur ce que l'on peut concevoir. Il fait couper les doigts de N'gila, il veut le forcer à les manger. N'gila refuse. Il lui fait couper les orteils; N'gila recrache l'immonde nourriture. Furieux, Dominik s'élance et, lui ayant tranché la tête, commande qu'on la mette à bouillir avec le reste du corps. Les chefs qu'il avait convoqués, les gens du village sont réunis, par son ordre, sur la place du Marché et, après une distribution de bananes, Dominik va les regarder manger la chair de leur chef.

Quelque temps après, une nuit, comme il est couché, il sent ou croit sentir des gouttes d'eau sur son front. Il appelle; il crie qu'il y a des araignées. On n'en trouve pas. La folie qui montait en lui, éclate. Il saisit sa carabine et tue la sentinelle en faction devant sa tente.

Le médecin allemand accourt, le fait désarmer. On le ramène à Kribi. Il est dans un grand état de faiblesse. Quand on l'embarque, sur le bateau qui doit le ramener en Europe, deux infirmiers le soutiennent. La traversée achève de l'épuiser. Il meurt à hauteur de Dakar.

DANS LA FORÊT DES PYGMÉES

La route rose s'enfonce dans l'immensité forestière. Sur le ciel aux reflets dorés flottent des nuages vastes comme des continents. Une vapeur brûlante pèse sur nous.

Peu de fleurs. Ce n'est pas la saison. En revanche, la beauté des feuillages atteint la splendeur absolue. Les bégonias étalent de larges feuilles dont les tons carminés sont zébrés d'argent; en bordure des cases, les haies de croton ont une violence de coloration qui vous jette, au passage, le maximum de joie qu'un être humain est capable de supporter. Les uns saignent d'un sang vermeil, inépuisable, constamment renouvelé; les autres sont ciselés dans de l'or pur; il en est qui présentent la teinte délicate d'un corail à peine rosé; mais ceux que je pré-

fère offrent les reflets chauds et pourtant sourds du plumage des faisans. Sur un pont métallique, nous traversons l'Okoundjé dont le cours est peuplé de grenouilles qui pèsent jusqu'à deux kilos. Une seule nourrit toute une famille!

Le poste de Lolodorf est demeuré perché sur le piton où les Allemands l'avaient construit. La beauté du site évoque les aspects grandioses et sévères des Pyrénées, les paysages frais et reposants du Jura.

Les plantations de cacao font la prospérité de la région. La richesse des diverses parties du pays, on la connaît par le taux des dots. Tandis que, dans le nord du Cameroun, une femme ne se vend pas plus de 200 francs, la fille d'un notable de Lolodorf vient d'être cédée à un autre notable moyennant 15 moutons, 10 canards, 10 poulets et 4 000 francs.

En dépit de son aisance, la population de ce district est extrêmement arriérée. Pour peu qu'on s'enfonce dans la forêt, on trouve des pygmées. Leur taille n'excède pas 1 m. 40. Un abri de feuillage leur suffit. Ils ne vivent que de chasse et se déplacent continuellement pour poursuivre le gibier. A la tombée du jour, on les voit se glisser peureusement dans les villages indigènes; ils vont trouver le chef. Les antilopes qu'ils ont tuées à la sagaie ou prises au piège, ils les troquent contre du sel et du tabac, seules denrées dont ils ont besoin. Leur connaissance de ce qui touche à la forêt est stupéfiante; leur flair égale celui du meilleur limier. Un administrateur me dit :

— A plusieurs centaines de mètres, ils reconnaissent l'approche d'un « cyno », d'une panthère, d'un éléphant.

Rarement se hasardent-ils à traverser les routes; si d'aventure l'un d'eux s'y laisse surprendre par un blanc, il s'enfuit à toute vitesse. Peu prolifiques, peu nombreux, les pygmées, dont on a parfois, et à tort, nié l'existence, sont les derniers représentants d'une espèce qui disparaît.

UNE VILLE A L'EUROPÉENNE

Toujours le même ciel comme « désazuré » et, de nouveau, la forêt. Rien, non rien n'est comparable à sa beauté, à sa puissance. Puis brusquement, c'est fini. La forêt s'écarte. On se trouve dans une ville avec des factoreries. Des maisons

européennes bâties en « dur », briques et pierres, ou ossature en béton armé.

Une construction énorme couronne un mamelon qu'entourent des murailles percées de meurtrières. L'administrateur d'Ebolowa m'accueille :

— Dans leurs bagages, dit-il, les Allemands avaient apporté tout le fatras des bords du Rhin et de la Forêt Noire : les burgs moyenâgeux, les chalets tarabiscotés. Peu à peu, les termites nous en débarrassent. Vous serez la dernière à occuper le poste d'Ebolowa ; demain nous y mettrons la pioche.

La demeure, en effet, menace ruine. Mais de la terrasse, devant le salon, quel décor inattendu !

Dans cette Afrique où tout est étrange et, volontiers, grandiose, le site qui m'entoure est délicieusement romantique. Les brumes qui montent de la vallée semblent sortir du séjour de la Lorelei ; le chant des oiseaux revêt une mélancolie infinie.

J'ai diné d'une boîte de conserves et me suis couchée. Il fait chaud ; impossible de dormir. Un revenant hante ces lieux. Un revenant ? Von Hagen qui administra la région. Il régnait par la peur : « Je veux, disait-il, qu'on m'appelle le Terrible d'Ebolowa ! » La nuit, il se glissait entre les cases, pour écouter, dans l'ombre, ce que disaient les indigènes. Le lendemain, il mandait ceux dont les propos lui avaient déplu et les faisait pendre.

Les indigènes ne l'ont pas oublié :

— Von Hagen n'est pas mort, assurent-ils ; prenons garde ; quand le soleil est couché, il revient nous épier.

Coups de tam-tams dès l'aube. Cris forcenés des « aboyeurs », devant les factoreries :

— *Koxen ! koxen !* (1) Entre, ami. Ici, tu trouveras tout à bon marché. Tu recevras un cadeau : boîte d'allumettes, cigarettes... Entre !

En cette saison, la vente du palmiste et du cacao bat son plein.

Autour d'Ebolowa, il n'y a pas moins de 1 200 000 cacaoyers. 450 000 sont producteurs, car les plantations sont récentes. Elles sont notre œuvre. Les Allemands n'avaient, dans la

(1) Baisse, baisse sur les produits vendus à la factorerie.

région, qu'une plantation d'une trentaine d'hectares; les nôtres en couvrent 2000.

Ce résultat magnifique est dû aux efforts des administrateurs et des conducteurs des travaux agricoles. Secouant l'apathie des indigènes, ils leur ont appris à soigner leurs plantations. Un arrêté du gouverneur Marchand rend obligatoire la vérification des cacaos avant la mise en vente. Tout produit moisi, pourri, charançonné est détruit devant l'intéressé. Le Cameroun a à cœur de ne fournir que des denrées de bonne qualité.

VISITE A UNE EXPLOITATION FORESTIÈRE

Une fois de plus, me voici à Yaoundé.

Il ne sera pas dit que je quitterai le Cameroun, sans visiter une exploitation forestière. Celle de M. Belton est aux environs de la ville. Il a accepté de m'y conduire.

L'auto s'engage, sur la route, dans la chaude odeur marécageuse qui monte du sol et flotte sous la ramure puissante des grands arbres.

— La forêt, dit M. Belton, savez-vous ce qu'elle couvre, au Cameroun? Environ 10 millions d'hectares.

— Et l'on en exploite, actuellement?

— A peu près 160 000. La plus importante espèce d'acajou que nous possédons est le sapelli. Il est lourd. Comme il se vend à la tonne, il revient cher et les ébénistes français ont actuellement une tendance à le repousser. C'est dommage. Le sapelli présente une chaude couleur et est très rubanné. Vous en avez vu certainement. A Paris, nombre de comptoirs, dans les grands magasins et les banques, sont en sapelli du Cameroun.

— Et l'iroko?

— On vous en parlé?

— C'est un arbre qui rappelle le chêne, à ce que l'on m'a dit.

— Il en offre la couleur, il en a les qualités. Il a également celles du teck de Bangkok et coûte moins cher. On l'utilise dans les constructions navales, comme bois de charpente et de menuiserie. Les Anglais, qui ont été longtemps réfractaires à son emploi, commencent à nous passer quelques commandes. Malheureusement, comme pour le sapelli, nous avons perdu, avec les compagnies de chemin de fer, notre meilleur client.

Dans la construction des compartiments, les boiseries sont maintenant remplacées par des parties métalliques qui, en cas d'accident, résistent mieux aux compressions.

— Il vous reste vos bois précieux.

— L'ébène, le zébrano dont des rayures noires se détachent sur un fond jaune; le bois de corail ou padouk; ils ont joui d'une certaine vogue, il y a quelques années; à présent, ils ne sont guère demandés. Le Cameroun, comme les autres pays, comme le reste du monde, souffre d'une crise de surproduction. Après la guerre, les chantiers forestiers se sont multipliés. La France reconstituait ses régions dévastées. Quand les commandes se sont ralenties, non seulement nous avons continué de produire, mais de nouveaux chantiers se sont ouverts.

Au risque d'être indiscrete, je demande :

— Que faisiez-vous avant d'être « coupeur de bois » ?

— J'appartenais à l'armée. Je suis venu au Cameroun, en 1923, comme officier. J'y ai été frappé par les ressources qu'offre le pays. J'ai mis un peu de temps à me décider, et puis je me suis lancé dans deux entreprises à la fois, l'une soutenant l'autre, exploitation forestière et construction. Comme forestier, je « prospectais » le pays pour trouver une concession sur un sol peu accidenté, riche en bons bois et proche de la voie ferrée. Un camion me conduisait à une certaine distance de Yaoundé. Arrivé à la lisière de la forêt, je descendais. Je marchais tout le jour. Le soir, je faisais ma « popote » : cubes de bouillon condensé, boîte de conserves. Plus d'une fois, j'ai été terrassé par la fièvre. Quand j'avais mangé mes conserves, je rejoignais la route. Le premier camion qui passait me ramenait à Yaoundé. J'y mettais mes notes à jour, je m'y ravitaillais et repartais. Ce que j'ai fait alors a été réellement très dur. Je ne le referais pas ..

Mais quelle joie profonde, le jour où la concession rêvée est obtenue !

— Je suis parti aussitôt, n'emmenant avec moi que quatre indigènes chargés d'une scie et de deux haches. Sur la lisière de mon exploitation, se trouvait un sapelli magnifique. J'ai dit aux noirs : « Laissez-moi faire » et, prenant la hache, j'ai porté moi-même les premiers coups. Quand l'arbre est tombé, il couvrait un large espace de terrain. Quelques jours plus tard, j'ai envoyé chercher les planches que mes ouvriers avaient

débitées. Je les ai vendues. L'argent que j'en ai touché a été le premier que m'ait rapporté mon exploitation.

L'auto ralentit et s'arrête; nous en descendons auprès de la scierie mécanique que M. Belton vient d'installer. Dans son voisinage, le flanc d'une des collines a été largement débroussé. Des cases y sont groupées. Selon l'usage, les indigènes occupés à l'exploitation vivent en famille. Tandis que l'homme bûcheronne dans la forêt, la femme soigne les plantations vivrières nécessaires à sa nourriture, à celle des siens.

Autour de nous, l'air flambe avec une ardeur silencieuse. Découpés dans du velours orangé, dans du satin bleu, des papillons déploient leurs ailes aussi larges que celles d'un oiseau.

L'espace paisible s'emplit de cris puissants, monotones. D'invisibles travailleurs s'excitent dans un même effort : « Heu, heu ! Tire... tire !... »

Un tronc d'arbre équarri, une « bille » pesant plusieurs tonnes débouche de la lisière forestière. Une double file d'hommes la halent avec une corde. A côté de ce mastodonte, ils ont l'air de fourmis attelées à un travail absurde. Leurs pieds nus s'agrippent au sol. A côté d'eux, « l'entraîneur » court sans arrêt. Sur son cou sombre, brille une médaille d'argent donnée par la « Mission » ; ses bras nus dessinent une gesticulation forcenée. Payé pour chanter, il entonne les paroles que lui suggère son imagination, et qu'après lui soixante bouches répètent :

— Nous sommes malheureux ! La bille ne « décolle » pas. Tire ! Tire encore... Nous sommes forts ! Nous sommes aussi forts que M'balla. Heu ! Heu ! Heu ! Tire !... M'balla (4) !...

Le soleil monte au milieu du ciel. Chacun de ses rayons est un trait qui pénètre comme une vrille. Les hommes redoublent leur effort ; leur souffle halète, la sueur coule de leurs fronts obscurs et penchés vers la terre. Tout d'un coup, un dernier cri éclate triomphant : « Heu ! Oua !... »

La bille est devant la scierie.

— Sur nos chantiers, dit M. Belton, tous les travailleurs sont des volontaires. La plupart appartiennent à la région... S'ils

(4) Femme fétiche célèbre, parmi les Yaoundés, pour sa force.

ont des défauts ? Naturellement ils en ont. Il faut les accepter tels qu'ils sont et non comme nous les voudrions. On trouve parmi eux des intelligences, des bonnes volontés. A nous de savoir les discerner.

Les Yaoundés sont travailleurs, mais il manquent de docilité, ils ne peuvent se fixer longtemps au même endroit. Ils vous quittent le lendemain du jour où on les a augmentés. Sur le chantier où ils se rendent, leur paye est moins élevée. Quelle raison ont-ils eue ? Aucune. Ils ont cédé, inconsciemment, à ce besoin inné en eux : se déplacer, changer d'horizon.

La clarté pâle d'un sentier s'enfonce dans la forêt. Le chef de chantier m'a proposé d'aller assister à l'abatage d'un arbre. Marche harassante. Il faut enjamber les rondins jetés sur le sol pour le halage. Des plantes épineuses me griffent.

Une sorte de clairière. Des formes humaines, couleur de goudron, vont et viennent. Quelques-unes, la hache à la main, s'approchent de l'un des géants de la forêt. L'étendue de sa ramure couvre l'espace qu'on a dégagé autour de lui. La puissance est inscrite dans son architecture bien équilibrée.

— Ce n'est pas tous les jours, remarque mon compagnon, qu'on a la chance d'avoir un *mahogany* (1) comme celui-ci. Il faut le trouver. Le « prospecteur » s'y emploie.

— Un indigène, naturellement ?

— Et, autant que possible, de la région.

— Les autres auraient peur ?

— Peur ! Le mot est trop petit. Ceux qui ont été dans la forêt savent seuls ce qu'elle pèse au cœur des hommes : l'impression de détresse, d'effroi qu'on y éprouve et qui vous étouffe. Aucun point de repère, rien qui puisse guider. On marche pendant des heures, pendant des jours. On croit avoir couvert des kilomètres et l'on a tourné dans le même petit coin. Quand nous avons fait la délimitation de la coupe, nous avons erré depuis onze heures du matin jusqu'au lendemain soir. Pourtant, une « coupe », ça n'a que 2 500 hectares. Une fois, j'ai découvert le corps d'un indigène. Il avait dû aller à la chasse et s'était perdu. Pour abrégé son agonie, il avait essayé de se tuer. La pointe d'une flèche était engagée dans son palais.

(1) Espèce d'acajou qui se rapproche de l'acajou de la Côte d'Ivoire.

Autour du mahogany, à une hauteur de deux mètres, un échafaudage a été dressé. Sa plate-forme est faite de rondins attachés avec des lianes. Des noirs y sont montés. A grands coups réguliers, ils lancent leur hache. L'arbre résiste. Son cœur dur n'est pas atteint.

— Il ne tombera que ce soir, pronostique mon compagnon, mais il faut qu'il tombe aujourd'hui. Jamais on n'abandonne l'arbre qu'on a attaqué. Pendant la nuit, les fibres se déchiraient, perdraient de leur valeur.

Me voici sur le chemin du retour.

Je songe à tout ce qu'il m'a été donné de voir, de constater, d'entendre, durant mon voyage.

Depuis un peu plus de dix ans, la France exerce au Cameroun le mandat dont elle a été chargée. L'œuvre qu'elle y a accomplie, sous la direction de M. Marchand, peut se comparer, — toutes proportions gardées, — à celle que nous avons réalisée au Maroc.

L'ordre règne dans le pays; la justice y est rendue; les plantations se développent. Partout des routes ont été tracées, les voies ferrées ont été prolongées, les villes prospèrent. Douala voit, à présent, remonter jusqu'à ses quais, les longs courriers qui la quittent chargés des richesses du pays.

Par un effort admirable, la maladie du sommeil est jugulée. Des hôpitaux, des dispensaires, des maternités ont été créés. Des écoles ont été fondées. Associé à notre œuvre, l'indigène connaît dans sa vie matérielle un bien-être, et dans sa vie morale une dignité, auxquels il semblait ne pouvoir atteindre de longtemps.

Sans vaine réclame, sans chercher la publicité, voilà ce que la France a fait.

Une fois de plus, elle a prouvé sa vocation colonisatrice et tracé, dans l'histoire de la civilisation, son sillon lumineux.

HENRIETTE CELARIÉ.

L'ART

A L'EXPOSITION COLONIALE

IV⁽¹⁾

LES FAUVES ET LEURS IMAGES

AU PARC ZOOLOGIQUE

La foule des hommes passe devant la foule des animaux sauvages. Pour la première fois, en France, elle les voit sans grilles, sans barrière, en liberté apparente et dans un décor qui peut lui donner, sinon à eux-mêmes, l'illusion qu'ils sont chez eux. Le Français est bien le peuple qui s'intéresse le moins aux animaux, peut-être parce qu'il est le plus sociable et celui qui s'intéresse le plus à l'homme. Mais ici la nouveauté de la présentation ravive la curiosité du spectacle. Il retrouve un instant les joies de son enfance, l'âge où l'on va à la découverte et où l'on est curieux de tout, parce que tout peut recéler un plaisir ou un danger. C'est l'âge aussi où l'on aime à se dépayser du tran-tran de la vie quotidienne, et rien ne dépayse aussi fortement que l'apparition des bêtes exotiques. Nous avons l'habitude autour de nous d'animaux serviables, monochromes ou d'un décor très sobre et de formes ramassées en un équilibre évident. Nous nous voyons subitement entourés d'animaux polychromes, d'un décor infiniment varié, à ce point que lorsqu'ils ressemblent aux nôtres, comme le zèbre

(1) Voyez la *Revue* des 15 juin, 1^{er} juillet et 1^{er} août.

ressemble au cheval, on dirait qu'ils se sont costumés pour nous divertir. S'ils sont monochromes et sans décor, ils découpent des profils insolites sur l'horizon et bouleversent tout notre sentiment des proportions. De toutes manières, ils débordent les limites habituelles de notre monde animal. Leurs mouvements sont plus excessifs et plus expressifs de la souplesse, de l'agilité, ou au contraire de la gaucherie et de la pesanteur d'un être vivant, leurs actions sont plus spontanées et plus indépendantes de nous.

Les habitants de Mars, s'ils existent, ne sont pas plus loin que ceux de ces ilots battus par une houle humaine. Ils ignorent le spectacle qu'ils nous donnent, comme nous ignorons ce qu'ils peuvent bien attendre ou redouter de notre image quand elle vient se peindre sur leur rétine. Ils s'ignorent même entre eux. Les antilopes et les zèbres, dès lors qu'ils n'ont rien à craindre des fauves tout proches, ne semblent pas se douter de leur présence et broutent paisiblement leurs trochées d'herbe. L'éléphant garde pour lui ses méditations. Les moineaux de Paris, incorrigibles gouailleurs qui se sont posés jadis sur toutes les barricades révolutionnaires, s'ébattent sans y penser sur la montagne où les babouins d'Abyssinie vaquent à leurs affaires ou à leurs plaisirs, sans faire attention à eux. Les flamants roses se rangent le long du lac artificiel, comme un corps de ballet le long d'une rampe, de façon à doubler leurs silhouettes déjà paradoxales et composer une amusante frise décorative, mais ne s'en doutent pas. L'eau ignore ce qu'elle reflète et ce qui la colore. Parfois un lion semble nous regarder ; mais que voit un lion d'un homme quand il le regarde ? C'est en nous que se forme l'image totale de cette composition monumentale, où chacune de ces bêtes joue un rôle qu'elle ne connaît pas avec des poses plastiques qu'on ne lui a pas apprises et parée de formes et de couleurs qui ne lui furent peut-être données que pour notre joie à nous seuls.

Quelles formes et quelles couleurs ! Combien l'on éprouve ici qu'il y a plus d'esthétique entre le ciel et la terre qu'on ne l'enseigne dans nos écoles de philosophie ! Devant l'infinité variée des lignes et l'immensurable richesse des teintes répandues sur ces êtres et qui ne sont qu'une part infinitésimale des caprices de la nature, le passant le moins réfléchi a

le sens du mystère de la création. Fût-ce le temps d'un éclair, il s'arrête, il interroge du regard ce monde insolite et merveilleux. Pourquoi ces couleurs éclatantes sur les robes des fauves ou sur les échasses des oiseaux aquatiques, ces bandes longitudinales chez les uns, transversales sur les autres, ces taches en mosaïques sur le reste ? Pourquoi ces ramures gigantesques et inconfortables sur la tête des ruminants, ces plumes d'apparat sur les bipèdes qui n'en font pas usage, pourquoi tantôt ces membres grêles et déliés comme les jambages d'une calligraphie vivante, tantôt ramassés en moignons sous des montagnes de cuir ambulantes ?

Le passant ne connaît pas, d'ordinaire, les réponses de la science à toutes ces questions et quand il les connaîtrait il n'en serait guère plus avancé. La science a bien déterminé la nature, les caractères, l'habitat, les conditions de vie et de reproduction des espèces vivantes : elle n'a pas trouvé la raison de leurs formes, ni de leurs couleurs, de leur laideur ni de leur beauté. Ou bien les raisons qu'on en a donné en son nom rappellent trop la théorie finaliste du melon qui a des côtes pour être mangé en famille. Quand on nous dit que les bosses des chameaux sont des durillons acquis à force d'exercer le métier de porte-faix et les callosités de leurs genoux à force de s'agenouiller afin d'être bâtés, nous pouvons, à la rigueur, y consentir. Mais si l'on ajoute que les ailes des papillons ont de grosses taches ocellées pour épouvanter leurs ennemis en leur faisant croire que ce sont les yeux de quelque gros animal, que les ours du pôle ou les pingouins sont devenus blancs à force de vivre dans la neige et les sauterelles vertes ou les pics-verts à force de vivre dans les herbes ou parmi les feuilles, on est tenté de répondre avec Ruskin : « Oui, oui, et les choucas de nos vieilles cathédrales sont devenus noirs à force de voir passer des clergymen. » D'ailleurs, la science d'aujourd'hui s'est orientée vers d'autres hypothèses. Mais quand celles-ci seraient plausibles, il resterait à expliquer, dans chaque même ordre de causalité, la diversité inconcevable des motifs esthétiques où presque rien ne se passe comme s'ils répondaient à une nécessité et où presque tout se passe comme s'ils avaient été imaginés pour le plaisir des yeux. Et le mystère demeurerait entier. C'est donc à l'artiste de nous introduire dans la connaissance approfondie de ce monde

merveilleux. Sans doute il a dû le faire. A tous les âges de la peinture et de la statuaire et dans toutes les écoles, il a dû puiser à cette intarissable source qu'est la faune tropicale ou orientale des motifs de décor et de renouvellement.

DANS L'ART CLASSIQUE

Eh bien! non, il ne l'a pas fait, et c'est là encore un mystère de la vie esthétique et un problème qui se pose à tous ceux qu'intéresse l'histoire de l'esprit humain.

Pendant des siècles et jusqu'à nos jours, l'artiste n'a pas regardé le fauve. Je ne dis pas qu'il ne l'a pas représenté, je dis qu'il ne l'a pas observé comme il a fait l'homme avec la curiosité de sa nature propre, anatomique et musculaire, ni rendu avec les modalités de ses expressions plastiques. Ses images sont partout, sa beauté n'est nulle part, ni son caractère ni sa vie. Il y eut un temps où l'artiste voyait ces choses. On en a des témoignages dans les tombes d'Égypte, dans les palais d'Assyrie. Mais depuis, plus rien : l'indifférence, l'incompréhension, le mépris, des caricatures sans finesse, des tératologies sans vigueur. La puissance des muscles d'acier roulant sous la peau chez les grands fauves et la détente subite de leurs ressorts, il faut pour les retrouver après les bas-reliefs assyriens, venir jusqu'à Barye, à M. Gardet et à M. Jouve. Les élégances aviatrices de la bête qui décolle ou atterrit, il faut pour les revoir après les décorateurs des sanctuaires de la xviii^e dynastie et les Japonais, que Muybridge dans une plaine de Californie, puis Marey au Parc des Princes les surprennent avec leurs appareils de chronophotographie. Et combien d'autres gestes majestueux, souples, gracieux, effrayants, comiques ont été visibles chez les espèces animales pendant des siècles sans que l'œil de l'artiste les ait saisis, ni sa main retracés !

C'est qu'il ne les regardait pas ; il regardait autre chose. Le Grec regardait l'homme, et à travers l'homme les dieux, et quelquefois autour de lui la nature, mais dans ses rapports immédiats avec l'homme, lorsqu'un tronc d'arbre était indispensable pour y prendre au piège Milon de Crotone, ou un rocher pour y enchaîner Prométhée, enfin quelques animaux si l'action des hommes et des dieux les requerrait absolu-

ment. Il fallait bien figurer des bêtes féroces pour faire comprendre contre qui Hercule ou Thésée se gendarmaient ou ce qui étouffait Laocoon. Mais à part peut-être Myron, dont les statues d'animaux furent célèbres, on ne voit pas d'artiste grec observant les bêtes sauvages dans leur vie propre, ni vaquant à leurs occupations particulières.

Ceci n'est point particulier à l'Antiquité. Durant tout le Moyen âge, à l'époque de la Renaissance, et encore au grand siècle, l'artiste montre la même indifférence pour la beauté, même pour le caractère des fauves, ou des autres « bestes estranges », comme on disait alors. A voir les images qu'il en donne, il semble qu'il les modèle ou les peint par ouï-dire et qu'il n'en a jamais vu.

Où en aurait-il vu ? dira-t-on peut-être... Mais partout. Il avait, avant les temps modernes, beaucoup plus d'occasions d'en voir et d'en dessiner que de nos jours. L'avenue de Villiers est plus loin des Jardins des Plantes ou d'Acclimatation que les quartiers hantés par les peintres de Florence, de Venise, de Palerme, de Rome, de Ferrare, d'Avignon, d'Angers, de Bruges, de Gand et de bien d'autres villes, pouvaient l'être des ménageries seigneuriales où les fauves abondaient. On n'entend pas dire aujourd'hui qu'un châtelain ait envoyé à une belle dame, pour lui faire une politesse, un jeune lionceau, comme le fit le comte de Hollande à la duchesse de Gueldre, au *xiv^e* siècle, ni que, pour en divertir une autre, on fasse défiler devant elle des panthères trainant un char de Bacchus, comme le fit au *xv^e* siècle le cardinal Riario pour Éléonore d'Aragon. On fouillerait tous les châteaux sans trouver le « gardien du guépard » ou le « lyonnier », qui en étaient les hôtes habituels au Moyen âge et on visiterait toutes les Cours d'Europe sans rencontrer les « mansuétaires » chargés d'appivoiser les fauves pour leur faire exécuter des tours.

Les gens de notre époque sont saturés de plaisirs que ne connaissaient point ceux des temps passés : aussi en ont-ils abandonné, chemin faisant, beaucoup qui tinrent une grande place dans la vie de leurs ancêtres. Mais durant les longues journées, toujours pareilles, des châteaux et des cours, jadis, lorsque la sociabilité était empêchée par les distances et les jouissances de l'esprit limitées par le peu de livres qu'on avait et le peu de gens qui s'y adonnaient, une des distractions les plus

faciles, pour les grands, était celle que procurent les êtres bizarres et les mœurs inconnues. De là, leurs collections de nains, de nègres, de Tartares, et aussi d'animaux exotiques de toutes sortes. C'était la volupté des princes et des prélats que d'assembler, dans les cours de leurs palais, des onagres, des autruches, des élans, des tatous, des paons nigritiens, des bubales, des onces, des méléagrides, des gnous, des manticores ou des babiroussas et d'assister à leurs ébats splendides ou saugrenus.

Ils en faisaient d'ailleurs profiter qui voulait, et rien n'était plus facile pour un artiste que de les étudier à loisir. La foule même assistait souvent au défilé des « bestes estranges » qu'on avait soin d'amener dans les solennités pour en varier le spectacle : témoin cet éléphant de l'ambassadeur de Portugal qu'on avait dressé à s'agenouiller devant Léon X et qui le fit trois fois très correctement, puis, pour régaler la compagnie d'un divertissement supplémentaire, plongea sa trompe dans un baquet d'eau qui se trouvait là et en siringua deux ou trois pintes au nez de Sa Sainteté. Dans plusieurs villes d'Europe, certains vieux noms de quartiers témoignent d'un long séjour des fauves, entre autres le *Vieux canal des lions* à Anvers et la *Porte du jardin des animaux* à Nuremberg. On en a un exemple topique la première fois qu'on visite Florence. On a vu, dans les tableaux de sainteté, les piteuses bestioles qualifiées lions. On a salué, au Bargello, le *Marzocco* de Donatello, assis sur son derrière, aux sourcils malheureux, semblant prendre le monde à témoin de l'ennui qu'il éprouve à devoir tenir indéfiniment cet écu qui ne lui sert de rien. On a déploré le sort des artistes du x^e siècle obligés de créer des fauves, loin de leur pays, par l'imagination. Et voilà qu'en tournant autour du Palais vieux, on tombe dans une rue intitulée *Via dei Leoni*... Qu'est-ce à dire ? Simplement ceci que, dans une annexe du Palais, au temps de Cosme de Médicis, précisément au zénith de l'école florentine, il y avait des lions. Tout le monde pouvait les voir et les voyait en effet, car on les lâchait parfois sur la place de la Seigneurie, pour l'ébaudissement de la foule, — vingt-six lions qui se reproduisaient et ainsi offraient aux curiosités des artistes les aspects des différents âges.

Plus tard, chez Laurent le Magnifique, ceux-ci purent

étudier un tigre, un ours, un sanglier, un éléphant. Quant à la girafe du Magnifique, ils la voyaient partout dans les rues, car on la promenait et choyait comme une personne naturelle. Politien lui fit des vers, elle fit la joie des Florentins et quoiqu'elle ait vécu peu de temps, les artistes eurent tout le loisir de la dessiner. Les lions, eux, furent les hôtes de Florence, durant plusieurs siècles. On peut le croire : le pauvre Barye, quand il descendait de sa montagne Sainte-Geneviève et s'en allait au Jardin des Plantes, devant les cages des bêtes féroces, pétrissant à la dérobée, pour ne pas amener les passants, une boule de cire entre ses doigts, n'avait pas autant de facilités que les artistes des Médicis pour copier ses modèles.

Gentile Bellini est un exemple encore plus décisif. Il a passé un an à Constantinople au temps où il y avait deux ménageries célèbres, l'une de bêtes féroces dans une ancienne basilique chrétienne et une de « bestes douces » dans l'ancien palais de Constantin. Il a eu tout le loisir d'y observer les girafes. Regardons celle qu'il fait défiler à l'arrière-plan de sa *Prédication de saint Marc*, pour égayer un peu les auditeurs. Elle est « raide comme un hippocampe gigantesque », selon l'heureuse expression de M. Gilles de la Tourette au cours de ses études sur l'Orient et les peintres de Venise. Il donne donc l'impression la plus fausse de son caractère.

Thevet, qui y est allé soixante-cinq ans après, a bien dessiné d'après nature lions et girafes, mais ce qu'il a marqué avec le plus de soin, c'est le double-licol dont on bridait celles-ci. Le reste lui importait peu. Interrogeons de plus grands maîtres : Albert Dürer, qui a dessiné un lion à la ménagerie de Gand en 1521, Rembrandt et Rubens qui ont vu des lions dans les ménageries des Pays-Bas et d'Anvers, et qui en ont fait des croquis un peu rapides à la vérité mais justes et spirituels. Ils ne semblent guère s'en être souvenus quand ils ont eu à donner un compagnon à Adam et Ève ou à saint Jérôme, ou même à jeter des fauves sur des chevaux dans des chasses imaginaires. Chez l'un, le lion est un cobaye, chez l'autre c'est un mouton, chez le troisième, c'est un chat monstrueux.

Nous saisissons là, au vif, la pensée de la Renaissance et des siècles qui l'ont suivie. L'artiste rencontre un fauve dans une ménagerie, il est un instant amusé par la nouveauté du spectacle. Il sent qu'il y a là une harmonie souveraine de lignes

et de masses, de souplesses et de forces contrastées, une beauté. Il les observe, il les jette sur le papier, mais l'instant d'après, il se ressaisit, il se rappelle que l'homme seul est digne de mémoire, étant seul à posséder une âme et partant digne d'être figuré. Le Brun et Poussin au *xvii^e* siècle ne raisonnent pas autrement que Malebranche. Poussin, peignant la rencontre d'Éliézer et de Rebecca, supprime les chameaux, et il fait bien, dit Le Brun, car s'il avait introduit dans son tableau « ces montures rejetées de nos escadrons, ces objets bizarres pourraient débaucher l'œil du spectateur ». Transposé dans le domaine esthétique, c'est l'interdit porté par Malebranche dans celui de la philosophie et des sciences : « Les hommes ne sont pas faits pour considérer des moucherons et l'on n'approuve point la peine que quelques personnes se sont donnée pour nous apprendre comment sont faits certains insectes et la transformation des vers. Il est permis de s'amuser à cela quand on n'a rien à faire et pour se divertir. » Et Le Brun, dans sa leçon sur la *Physionomie*, où il invoque pourtant des analogies entre les expressions des hommes et celles des animaux, nous montre qu'il ne les a pas regardées, car c'est une caricature des unes et des autres.

Il n'y a donc nullement, aux siècles classiques, ignorance des espèces animales : il y a indifférence ou hostilité. Même les « animaliers » ne consentent pas à étudier les fauves. Oudry n'a rien tiré de la panthère qu'il voyait, en 1739, dans la ménagerie de Versailles. Au *Musée des colonies* sont suspendues des tapisseries de Le Blond d'après Desportes et de Cozette, datant du *xviii^e* siècle, qui mettent en scène la faune et la flore exotiques des îles, telles qu'on les connaissait alors. L'aspect décoratif en est réjouissant, mais à part les flamants roses que l'artiste a daigné reproduire à peu près tels qu'ils sont, les espèces animales sont grotesques. Un lion, qui ressemble à un vieux pandour, dévore une bête à cornes qu'un herbager serait bien empêché d'identifier. D'ailleurs, à cette époque, les races humaines exotiques ne sont pas définies avec plus de soin. Dans les autres tapisseries exposées, à côté de celles-là, nous voyons comme elles sont traitées. On noircit ou l'on rougit une académie de Van Loo ou de Vien et voilà un nègre ou un peau-rouge. La structure très particulière des uns et des autres, leur angle facial très

différent, les facultés d'assouplissement et d'hyperflexion des races noires sont entièrement oubliées par l'artiste. Il y a même régression, sur ce point. Giotto, qui en prenait tant à son aise avec les bêtes exotiques, nous montre dans ses Mongols de la suite des Rois Mages, à Assise, qu'il a fort bien observé les esclaves qu'il a pu voir dans quelque cour d'Italie. Les nègres des *Nativités* flamandes, allemandes ou italiennes qui apportent à l'Enfant Jésus quelque monstrance sont, d'ordinaire, des types très caractérisés. Rubens et les Vénitiens s'appliquent encore à les définir. Depuis lors, au contraire, il est rare qu'on trouve dans la peinture des grands maîtres une tête exotique étudiée d'aussi près que le grand *Portrait d'une jeune négresse* qu'on voit ici, par une élève de David et de Vigée Le Brun, M^{me} Marie Benoist.

Dans le calomnieux témoignage porté par l'Art sur les fauves, jusqu'à nos jours, c'est le lion qui a été le plus mal-traité. Il n'a pas de muscles, il n'a pas d'os, il n'a pas de physiologie qui lui appartienne en propre. Depuis les lions d'échiffre qui montent la garde sur les paliers d'Angkor jusqu'à ceux qui veillent ou plutôt somnolent à la porte de l'Institut, quand ce ne sont pas des magots, ce sont les chats d'une vieille fille au coin du feu. A Angkor, où le cobra est lové dans toute sa force et l'éléphant dressé à de fort divertissantes postures, les lions à pantalons, à rictus de râtelier, le poil frisé, la queue en trompette, sans doute venus de Chine, pourraient aussi bien passer pour les bouledogues monstrueux d'une race indésirable encore à naître.

Ce qui étonne surtout, chez le lion classique, c'est son aspect débonnaire. On dirait un animal domestique. C'est qu'il l'a été jadis en effet comme le chat le devint, comme le lama l'est devenu. Pas tous les lions assurément, mais ceux que les artistes pouvaient le mieux étudier, étaient ceux des seigneurs du Moyen âge ou de la Renaissance, faisant partie de la *domestichezza*, donc apprivoisés comme des chiens. Les chroniques sont pleines de récits de leur bonhomie, parfois même de leur fidélité. Regardons les tapisseries dites de la *Dame à la licorne*, qui sont au musée de Cluny, notamment celle qui symbolise l'*Odorat*. Le lion y devient une sorte de caniche dressé à faire le beau et à tenir une lance comme pourrait le faire un singe. D'ailleurs, du singe il a encore

bien d'autres traits et, à tout prendre, celui-ci n'est pas très différent du sajou qu'on voit derrière la dame, occupé à fouiller dans un panier pour en flairer les roses. Pour le roi des animaux, quelle déchéance ! Et il en est ainsi des autres. De tous les fauves que l'on entretenait dans les cours, un seul est figuré avec exactitude, le guépard et, parmi les oiseaux, le faucon, parce que les princes de cette époque n'auraient pas toléré qu'on ne fit pas ressemblants leurs compagnons de chasse. Pour le reste, l'artiste ne cherchait nullement à en reproduire les caractères spécifiques. Quand il n'a pas induit le lion à la ressemblance du singe, il lui a prêté des sourcils, des paupières, une barbe d'homme et de vieillard. Il lui a ôté ou rogné sa crinière qui lui donnait un air trop sauvage. Ou encore il l'a peignée en perruque in-folio descendant le long du mulle, comme on le voit au lion de la médaille de Léonello d'Este par Pisano. Parfois même il l'a fait chauve et tout rasé, ne lui laissant qu'un vaste collier de barbe au menton, qui le fait ressembler au vieillard inconnu de Cranach qui est à Bruxelles, ou au président Krüger.

Il est vrai qu'un lion vu de face s'avancant paisiblement, la tête basse, offre quelque analogie avec un certain type d'homme. C'est même l'animal qui en offre le plus, sans en être une caricature comme le singe. Il y a en lui grossissement de certains traits, il n'y a pas réduction de traits nécessaires à l'équilibre et l'expression physionomique du fauve ne rappelle pas une dissymétrie comique de l'homme. Le singe, si on le considère du point de vue esthétique, — le seul dont il soit question ici, — nous semble une ébauche ou une suite d'ébauches d'une figure dont nous connaissons l'aboutissement : l'homme. S'il nous paraît le comble de la laideur, ce n'est point parce qu'il nous offre un déséquilibre des proportions que pourrait avoir un corps d'animal, ni une dissymétrie des traits qui seraient propres à une race lointaine de la nôtre ; c'est parce qu'il se rapproche trop du facies humain pour que nous ne le jugions point avec la norme que nous appliquons à ce dernier. Un être tout différent, au contraire, peut laisser transparaître dans un de ses traits ou dans son regard quelque chose d'humain sans paraître un homme manqué, et réaliser, dans l'harmonie de formes et de proportions qui ne sont qu'à lui, une parfaite beauté. Tel, le lion.

Mais c'est précisément cette beauté que l'art classique a toujours négligé de rendre. Il ne faut point parler ici de « stylisation », car c'est le « style », c'est-à-dire l'expression nette et forte d'un caractère défini qui lui manque le plus. C'est mou, rond, indistinct et interchangeable avec maintes autres formes animales. Qu'est-ce que l'art académique a cherché, c'est ce qu'on ne saurait dire au juste. Ce qu'il a trouvé, c'est l'absence de toute expression sauvage et combative. Ce quadrupède qui est assoupi aux pieds du chevalier endormi sur sa tombe, ou qui tient un blason à la porte d'un palais, ou qui roule une boule dans nos jardins publics ou qui croise les pattes comme un caniche au seuil des Instituts, c'est le symbole du Pacifisme. Mais du moins pourrait-il être en même temps l'image de la force au repos, ce qui n'est point quand on le voit étriqué, ou gonflé, pesant, incapable de ressort et de bondissement.

LE BAS-RELIEF DU MUSÉE DES COLONIES

Au ^{xix}e siècle seulement, on a commencé à regarder les fauves avec le sentiment de leur beauté et depuis un demi-siècle seulement, à bien les connaître. Les instantanés qu'en ont fait du fond de leurs cages, en pleine jungle, de hardis et indiscrets observateurs nous ont révélé chez eux des aspects que nous ignorions et que ne nous faisaient soupçonner ni leurs mouvements d'humeur sous le fouet du dompteur, ni leurs gestes d'attaque et de défense rapportés par les chasseurs, quand ils se voient environnés d'ennemis, encore moins leur attitude ennuyée et dédaigneuse devant les visiteurs d'un Zoo : les allures de l'animal *at home*. Par exemple, la cautèle de sa marche à travers la brousse, dans la forêt, l'appui antérieur droit en suspens, la narine reniflant le vent, l'œil attentif, la machine musculaire au repos ou au ralenti. Le tigre, le lion, ne sont sans aucun doute pas effrayés par ce qui effraie l'homme, mais peut-être le sont-ils par autre chose. La nature est pleine de mystères pour eux comme pour nous, et qui n'a pas peur du mystère ? Peut-être aussi qu'un instinct secret les avertit de la présence de l'homme. Cet inoffensif photographe blotti là pour envoyer son portrait au *Times* ou à l'*Illustrated London News*, qui ne lui ferait nullement

peur vu de près à Vincennes et qu'il n'honorerait même pas d'un regard, deviendrait-il, au fond d'une forêt et armé d'un kodak, redoutable parce qu'il est l'inconnu? Peut-être, enfin, est-ce tout simplement pour surprendre le gibier sur pied que le fauve s'avance ainsi avec précaution; ce ne serait alors que la prudence du chasseur... En toute hypothèse, voici des souplesses d'allures, des ondulations de l'échine et des pesanteurs de pattes et de musles que l'art ne connaissait pas. Ces instantanés nous ont appris la charpente et les affleurements de l'ossature, le jeu des muscles et les différents temps du mouvement chez le fauve que Barye presque seul avait préfigurés. Mais encore fallait-il en accepter le témoignage. Le scandale que déchaina dans l'école académique l'œuvre de Barye montre bien que, si l'art jusqu'à lui n'avait pas réalisé le véritable fauve, c'est non parce qu'il n'en avait pas vu ou entrevu au moins quelques aspects, c'est parce qu'il ne l'avait pas voulu.

Au contraire, ossature, musculature, mouvement : voilà ce qu'avant tout l'artiste contemporain cherche à voir et à rendre : témoins les hardes et les solitaires qui traversent l'immense végétation lapidaire dont M. Janniot a enveloppé le *Musée des Colonies*. C'est là qu'il faut venir pour trouver enfin après Barye, après M. Gardet et M. Jouve, des fauves doués de vie et de leur vie propre. L'artiste, chargé de décorer la tombe des Pharaons, figurait les troupeaux du maître avec les arbres et les plantes de ses domaines. Sans s'émouvoir des siècles, des écoles, des civilisations nées et mortes depuis eux, M. Janniot a pareillement appelé la faune à animer de ses silhouettes insolites et décoratives le domaine colonial de la France : les bananiers, les lataniers, les cocotiers, les ravenalas, les oliviers, les poivriers, les caoutchoucs, les caféiers, les bambous, les canneliers, les dattiers, les roseaux, les cactus, les papayers, les grappes de régimes, les chapelets de fruits.

Regardons les bas-reliefs autour des portes de la grande façade. Un lion rugissant sorti d'une cage du palais de Sardanapale où on l'a tondue « en lion », ne lui laissant qu'un collet de crinière autour du cou et des bandes de poil sur le dos et le long des flancs, imprime ses griffes au flanc d'une antilope évadée de quelque monnaie « antoniniane ». Il n'y a aucune archéologie là-dedans. La vie circule aujourd'hui

comme alors dans ces êtres selon le même rythme. Il n'y a qu'à les voir comme ils sont pour les voir comme ils furent. L'accent est mis sur le trait le plus spécifique. Chez le lion, le bond est figuré à l'extrême ; c'est presque celui que M. Salomon Reinach a baptisé le « galop volant concave » quand il l'a étudié chez un taureau de l'art mycénien. Les fines pattes des gazelles ou des antilopes se cassent en baguettes. L'hyperflexion de leurs encolures est accusée par des ondulations de cygnes. Les durs et souples muscles du lion et du tigre se ramassent, se tendent et se détendent comme des catapultes, la peau du rhinocéros se plisse en câbles d'airain, les masses puissantes de l'éléphant s'équilibrent en un balancement paisible, non sans que la trompe inquisitrice, l'oreille étalée comme un van mobile, l'œil narquois ne décèlent une sensibilité sous-jacente. Le zébu, la tête basse sous le bourrelet de sa bosse et le buffle couchant ses cornes sur son dos tendu pour tirer la charrue accusent les rouages puissants et compliqués d'une machine à labour.

C'était une tâche immense, épineuse et pleine d'embûches que de figurer sur les murs de cet édifice, en bas relief, les pays, la faune, la flore, les races, les travaux et les arts de nos diverses colonies, de façon à enseigner, à distraire, à émerveiller l'ignorant, sans que le savant trouve rien à reprendre, et tout en émouvant le naïf qui n'est curieux que de beauté. L'artiste était, il est vrai, servi par l'extrême variété des besognes, des engins, des gestes à montrer : le labourage aux buffles ou aux chameaux, la pêche au filet, le repiquage du riz, la récolte du coton, de la gomme, de l'huile de coco, de l'huile de palme, du caoutchouc, le flétrissage du thé, l'extraction du charbon, du graphite, le tissage des tapis, la teinture de la soie, la navigation sur radeau ou en sampang, la chasse à l'hippopotame, le portage des défenses d'ivoire ou des cannes à sucre, l'abatage des bois gigantesques et précieux, tout cela dans la végétation la plus proluxe du globe.

Il était servi aussi par la diversité des races maures, berbères, malaises, nègres ou négritiques de toutes sortes, des types du Dahomey, du Congo. Il avait peu de place pour tant de figures, mais, précisément, les figures de ces races en tiennent peu, surtout celles d'Extrême-Orient, capables qu'elles sont d'hyperflexion et il a pu, sans nuire à la vraisemblance

et au contraire en accentuant un caractère de plus, les induire à des actions nombreuses et compliquées dans le cercle étroit qui leur était imparti et varier leurs gestes indéfiniment. Pour cela, il a pris le meilleur parti : ne faire ni de la statuaire proprement dite dont les formes « tournent » et sortent du mur, ni de la peinture lapidaire où les reliefs se superposent en profondeur et en perspective, allant mourir en pente douce et se confondre avec le fond. Les plus fortes saillies n'excèdent pas dix centimètres. Pourtant le modelé des figures est si ferme et plein que tout est dit de ce qu'il fallait dire. On ne connaît pas un visage tant qu'on ne l'a pas vu de profil, on ne connaît pas un torse tant qu'on ne l'a vu que de profil. Ici, toutes les têtes sont de profil, tous les corps sont de face ou de dos. C'est sans doute pour ne pas creuser trop la pierre, mais cela sert au plus haut point l'indice physiologique. Et le trait d'ombre qui, grâce à la taille perpendiculaire des reliefs, cerne nettement les contours des figures et des objets, les sépare suffisamment pour prévenir tout enchevêtrement.

Ainsi M. Janniot a su, de ce thème d'une complexité presque inextricable, faire un poème savoureux et clair. De la profusion sans confusion, du relief sans bosses et sans trous, des figures actives et non agitées, du style et pas de froideur. Il a juxtaposé hardiment le réel et le symbole, l'archaïsme qui nous parle par les images familières à notre éducation classique, les chevaux d'Apollon, le dauphin d'Amphitrite, et le spectacle nouveau d'une industrie qui se raconte d'elle-même, comme l'incision de l'arbre à caoutchouc pour en recueillir le suc. Il a fait ce que les traités d'éloquence recommandent à l'orateur pour ne pas fatiguer son auditoire : il a souvent changé de ton. Quand il s'agit d'êtres exotiques, hommes ou bêtes, végétaux même, c'est la vérité vivante et agissante. Pour tout le reste, c'est l'idéographie, c'est-à-dire des formes qui ne donnent nullement la sensation de la chose, ni son caractère, mais qui la désignent : une assiette pour figurer une île, — une assiette où grouillent des êtres vivants comme dans un plat de Palissy, — un semis d'accents circonflexes pour figurer l'Océan, un écheveau déroulé pour un fleuve, un peigne pour un champ labouré, et, pour la machinerie d'un port ou les monuments d'une ville, un petit tas de

jouets de construction comme celui que Pietro di Sano fait porter par San Bernardino, dans sa fresque du Palais communal à Sienne.

Et encore, par là-dessus, quand il a craint que les symboles ne nous renseignent pas suffisamment, l'artiste a écrit en toutes lettres : voilà où l'on est, voilà ce qu'on fait. « Et que le gascon y aille si le français n'y peut aller ! » disait l'autre. Cette bonhomie est un charme de plus. Elle n'est d'ailleurs pas exempte de finesse, car tous ces engins inesthétiques, les hideuses mécaniques, les grues, les turbines, qu'il fallait bien mettre là pour rappeler les choses du commerce ou de l'industrie, il les a mises, mais comme les vieux tailleurs de pierre mettaient les instruments du martyr au pied des Saintes Barbes ou des Saintes Catherines, en réduction lilliputienne. On les lit comme des signes hiéroglyphiques, on n'en est pas opprimé. Ce qui se voit, c'est l'homme qui travaille, c'est la plante qui croît, c'est l'animal qui passe et, grâce à l'animation de toutes ces figures, rien dans cette idéographie n'est froid. On aimerait que le globe fût ainsi et qu'en trois pas l'on pût passer de Marie-galante à Madagascar. On lit cette géographie humaine où les continents, les océans, les îles sont remplacés par des figures avec l'émerveillement que devait avoir Amerigo Vespuce devant les vélins conservés aujourd'hui à la Bibliothèque laurentienne-médicéenne à Florence. Ces anciennes cartes étaient constellées d'hommes sauvages, de fauves indicateurs des pays étranges, de chameaux, d'éléphants ou de singes ou encore d'inscriptions : *Elephantium pascua*, *Sati-rorum isule*, *hic sunt leones*, et souvent *Insule anthropophagor...*

Ici, pareillement, l'immense planisphère sculpté par M. Janniot est traversé par des fauves. Sous la mouvante coupole des grandes palmes retombantes, à travers les colonnades grêles des bambous, des roseaux géants, on voit passer le goitreux hippopotame de l'Oubanghi, le rhinocéros cuirassé de plates du Congo, le crocodile hilare de Madagascar, les chameaux et les buffles laboureurs de l'Afrique du Nord ou de l'Indochine, le zébu porte-fanons et bossu, l'éléphant d'Asie au front double, à la trompe annelée et aux oreilles effacées et l'éléphant d'Afrique au front fuyant et aux vastes oreilles suspendues autour du crâne comme des boucliers, le taureau stupide et buté, les hardes fugitives de gazelles ou d'antilopes,

tandis qu'au long des branches un chimpanzé se dégingande et que, brochant sur le tout, sur les rizières, sur les océans, sur les forêts, sur les plaines, sur les peuples au travail, des vols de mouettes, de grues, de flamants, le cou tendu, les pattes pendantes filent à tire-d'ailes,

Semblant l'âme de tout qui va sur chaque chose
Se poser tour à tour.

Les beaux planisphères d'autrefois, les vélins historiés, coloriés et dorés de Hojeda et de Juan de la Cosa, nous ne les regardons plus pour nous instruire, nous les regardons pour les admirer. Ce ne sont plus des guides : ce sont des images, comme il arrive aux outils de la science dépossédés de leur utilité, lorsqu'ils sont sauvés par un souci d'art. C'est ce qui arrive à l'œuvre de M. Janniot, bien qu'elle apprenne ou rappelle à la foule beaucoup de choses qu'elle ignore. Cette Exposition ferme un cycle de l'esprit humain : le cycle de l'hypothèse et de la découverte du globe. Nous sommes à l'âge de la connaissance, de la mensuration, de la mise en valeur. Sachons gré à l'artiste qui nous remet dans cet état béni d'ignorance, de jeunesse et d'émoi où les choses et les êtres apparaissent avec le prestige de l'inconnu et qui, après les réalités conquises, nous rend ce qui semble irrecouvrable aujourd'hui : le rêve des conquistadors.

AU SEUIL DES TEMPLES

Celui des mystiques s'est également exprimé par des figures d'animaux, souvent pour incarner leurs divinités, toujours pour incarner leur démons. Quand on suit la chaussée qui mène au Temple d'Angkor, on chemine entre des balustrades formées par les corps allongés des cobras sacrés, attributs de Vishnou. De temps en temps, cette balustrade s'interrompt, le câble de pierre se redresse et voici que sept têtes de cobras sorties d'un même tronc se lovent et se déploient en un éventail monstrueux recouvert d'un capuchon. Ce sont les *nagas*. Quand on est parvenu devant les façades du Temple, le motif ornemental de toutes les portes est celui-ci : du haut du pignon descendent en ondulant deux *makaras* ou serpents de mer,

lesquels, parvenus au bas du fronton, ouvrent des gueules bien endentées de dragons et commencent à dévorer des *nagas* qui, eux, se redressent en forme d'acrotères aux angles. Le motif est très riche en lignes ondulatoires et en ressauts brusques. On ne saura jamais jusqu'à quel point l'artiste vénérât ces emblèmes sacrés : on voit bien qu'il les tenait pour hautement décoratifs.

En tout cas, ce serpent-dragon est commun à l'humanité tout entière. Les peuples séparés par les plus infranchissables barrières l'ont figuré. Est-ce un souvenir des dinosaures et des diplodocus qui grouillaient dans la terre « molle encore du déluge », quand l'homme était l'être le plus faible de la création et le signe d'une épouvante sacrée ? Le dragon est-il né de l'archéoptéryx qui a laissé sa fine empreinte dans les schistes préhistoriques ? Dans le *makara* d'Angkor, devons-nous reconnaître le « grand serpent de mer », que les marins croient voir flotter quelquefois entre deux eaux dans le Pacifique, car un officier anglais vient de le décrire, en pleine époque de la T. S. F., comme un être réel et vivant ? Pour le cobra, la quasi-invisibilité de sa venue, la soudaineté de son attaque, l'effet mortel de sa morsure ont-ils paru les signes d'une puissance mystérieuse en même temps que l'absence de tous les membres, qui servent aux autres êtres pour se mouvoir, a-t-elle fait croire que, comme un dieu, il pouvait se passer des moyens nécessaires à l'homme ? En toute hypothèse, les religions qui diffèrent le plus par leurs dieux, l'ont adopté pour leur démon, fût-ce un démon bienfaisant, un « agatho-démon ». Il y a bien loin de Minerve à Lakchmi, de Horus à Vishnou, de Jésus à Odin ou Wotan, mais le *naga* de la chaussée d'Angkor est bien près de l'uræus, de l'apophis et du serpent tricéphale des Égyptiens, du compagnon de Pallas Athéné, d'Hermès et d'Hygie et du tentateur du Paradis terrestre.

Le *makara* des pignons semble lui aussi de la même famille que les monstres des tympans de nos églises romanes occupés à dévorer des damnés. « Dis-moi quels sont tes dieux, je te dirai quelle est ton âme », est une proposition qui pourrait, à la rigueur, se soutenir, mais non celle-ci : « Dis-moi quels sont tes monstres... », car ils sont les mêmes pour tout le monde. C'est que l'imagination de l'homme, — l'imagination plastique, — est très limitée. C'est la nature qui est intarissa-

blement féconde en horreur comme en beauté. Un seul coup de drague au fond des mers, ramenant un peu de ce qui s'y agit, un seul regard au microscope grossissant ce qui fourmille sur la terre ou pullule dans le sang des animaux, et voici une infinité de formes tératologiques, hideuses, répugnantes, submergeant tout ce que les visionnaires, les prophètes et les artistes d'Orient et d'Occident ont pu tirer de leurs cerveaux en travail depuis des milliers d'années.

Ce qui sépare nettement l'art chrétien des cultes qui ont mis des fauves ou d'autres bêtes féroces au seuil de leurs temples, parfois même sur leurs autels, ce n'est donc point les monstres enfantés par l'imagination de ses artistes, c'est la place qu'ils leur ont donnée. Ils les ont relégués dans leurs enfers, ou bien confinés à titre de grotesques et *cum grano salis*, dans les coins obscurs des cathédrales, tassés sous les miséricordes, collés sur les accotoirs, forcés dans les modillons, rencognés dans les angles, juchés sur les chapiteaux, écrasés sous les cintres, blottis dans les intrados, étirés en gargouilles, pour cracher l'eau du ciel, soumis aux besognes les plus serviles et les plus comiques. Jamais d'un monstre, ni d'un animal, l'art chrétien n'a fait un dieu.

Le Christianisme n'a pourtant pas méprisé les bêtes. Nous voyons les Pères du désert vivre dans l'intimité des animaux sauvages et parfois féroces. Saint Gerasime ôte l'épine de la patte d'un lion, saint Aventin de la patte d'un ours; saint Aegidius a la main transpercée par la flèche d'un chasseur, tandis qu'il couvre de sa protection une biche poursuivie qui est venue chercher asile auprès de lui; saint Antoine convertit une demi-bête, un satyre; saint Guillaume Firmat et saint Godric dérobent aux chasseurs le premier un sanglier, le second un cerf qu'ils cachent dans leurs cellules, à la condition toutefois que le sanglier jeûne toute la nuit. Plus tard, saint François prêche aux oiseaux et convertit un loup, saint Hubert est converti par un cerf. Les lapins, les chardonnerets, les lézards, les écureuils s'approprièrent assez pour gambader près de la crèche et divertir l'Enfant-Jésus.

On a vu autour de lui ces hôtes insolites et charmants jusqu'au ^{xvii}^e siècle qui ne lui laissa, pour le distraire, que de pédants docteurs déniaient aux animaux non seulement tout sentiment, mais même toute sensibilité. L'artiste chrétien

répugne si peu à les montrer près de Dieu ou des saints que, pendant des centaines d'années, c'est dans les tableaux de piété qu'il faut aller chercher son témoignage sur leurs formes. Mais sa vue n'est pas troublée par l'idée de leur puissance. Il n'en fait pas des êtres surnaturels. Ces compagnons de l'homme à qui saint François d'Assise s'adresse comme à des frères, ne sont ni ses ennemis, ni ses protecteurs : ce sont seulement, comme lui, des créatures du bon Dieu. Créé un autre jour que l'homme, sauvé avec lui du déluge, mais parce que l'homme l'a conduit dans l'arche, l'animal chemine parallèlement à lui, sans se mêler à son âme, de la naissance à la mort.

Lorsqu'ayant quitté les temples du Brahmanisme on rentre à Paris le soir, en suivant les quais, on voit se profiler sur la lumière qui s'éteint au couchant en ombre plate, telle qu'en une estampe japonaise, la silhouette de Notre-Dame. Elle évoque un monde si différent de formes et de pensées, de sentiments et de rêves qu'on ne peut s'empêcher de l'opposer à celui qu'on vient de quitter. Les saints qui sont rassemblés là ne représentent pas des forces de la nature dont on a eu peur et qu'on a divinisées, mais des vertus. Ces lutteurs n'ont pas triomphé de serpents ou de dragons visibles, mais d'eux-mêmes. Ces faiseurs de prodiges n'ont pas gagné le monde, mais il ont conservé leurs âmes et ils en ont gagné d'autres à Dieu. Et ce Dieu n'est pas né de la terreur humaine en présence de fatalités plus puissantes que l'homme, mais de l'espoir. Là, les monstres sont à leur place et leurs images ne viennent pas troubler l'image que les fidèles se font du paradis qui n'a emprunté au règne animal qu'un attribut, les ailes.

ROBERT DE LA SIZERANNE.

(*A suivre.*)

LA LANGUE FRANÇAISE EN EXTRÊME ORIENT

III ⁽¹⁾

LIMITES ET CONCURRENCES

Je n'ai pu exposer la situation du français au Japon et en Chine sans indiquer en passant quelques-unes des causes qui le limitent dans son expansion : prestige de la science allemande au Japon, pénurie de professeurs de français en Chine, importance économique et pratique de l'anglais dans les deux pays, etc. Je voudrais dire maintenant quelques mots de deux ordres de limitation que les écoles françaises rencontrent au Japon et en Chine et qui, moins connues que les précédentes ou plus particulièrement actuelles, méritent que nous nous y arrêtions un peu si nous voulons tenir compte de tous les éléments du problème.

Une partie de ces limitations viennent de la concurrence étrangère ; les autres des réglementations nationales auxquelles toutes les écoles étrangères doivent se soumettre.

L'INFLUENCE AMÉRICAINE

Les œuvres qui représentent, dans les deux pays, d'autres cultures et d'autres langues que notre culture et notre langue sont, à quelques exceptions près, des œuvres protestantes parmi lesquelles dominent de beaucoup les œuvres américaines ; et

(1) Voyez la *Revue* des 15 mars et 1^{er} juin.

la langue étrangère qu'elles enseignent presque toutes, déjà imposée comme langue unique ou comme première langue dans les écoles secondaires, dans les lycées supérieurs et dans les Universités de Chine, en général choisie comme première langue dans les établissements similaires du Japon, c'est l'anglais.

Dans l'enseignement supérieur du Japon on rencontre 25 sociétés missionnaires qui ont, dans leurs 16 collèges ou universités, un total de 3 752 étudiants. Seize de ces sociétés sont américaines ou canadiennes et parmi les neuf autres, où figurent cinq sociétés protestantes japonaises, on compte sous le nom « d'unions » quatre groupements missionnaires où les sociétés américaines s'associent pour des œuvres collectives et où elles constituent toujours la très forte majorité quand elles sont associées à des missions protestantes non américaines.

Dans l'enseignement secondaire, primaire, industriel et dans l'enseignement des écoles normales, on rencontre 46 sociétés protestantes qui ont un total de 53 000 élèves dont 24 000 dans les écoles secondaires avec 65 écoles secondaires. Vingt-sept de ces sociétés sont américaines ou canadiennes et ont dans leurs 50 collèges 16 246 élèves, auxquels il faut joindre les 2 000 élèves des trois écoles secondaires fondées par six « unions » associées. Les autres sociétés protestantes sont au nombre de 13, parmi lesquelles 9 sont japonaises et 3 anglaises.

Qu'on veuille bien rapprocher de ces chiffres ceux que nous pouvons leur opposer.

Dans l'enseignement supérieur du Japon, aucun, car on ne peut compter comme étudiants les quelques travailleurs déjà formés qui fréquentent la bibliothèque et les conférences de la Maison franco-japonaise (1). Dans l'enseignement secondaire, en groupant tous les collèges religieux français, c'est tout au plus si on arrive à 3 500 élèves avec une très forte proportion de jeunes filles. Si on y joint les élèves de l'Athénée et de l'Institut franco-japonais du Kansai, on arrive péniblement à un total de 4 900.

(1) A propos de cette maison, M. Paul Joubin, recteur honoraire, veut bien nous rappeler qu'il en jeta les bases et en définit l'esprit dès 1919, au cours de la mission dont il fut chargé au Japon avec le professeur Courant, de Lyon, et il rappelle également que la même année, chargé d'une mission en Chine, qui précéda celle de M. Painlevé, il a proposé aux autorités chinoises la fondation de l'Institut franco-chinois de Lyon.

En Chine, 62 sociétés protestantes missionnaires entretiennent 23 universités ou collèges d'enseignement supérieur qui avaient plus de 5 000 étudiants en 1926 et qui en ont perdu plus de 1 000 à cause de la guerre civile, par suite de quelques fermetures (1). Vingt-sept de ces sociétés sont américaines, 18 sont des « unions » où les missions américaines dominent; 7 seulement sont anglaises.

Dans l'enseignement secondaire, primaire, industriel et dans l'enseignement des écoles normales, on rencontre 141 sociétés missionnaires protestantes qui avaient en 1925 (1) un total de 280 000 élèves parmi lesquels 25 000 qui suivaient les cours de l'enseignement secondaire se répartissaient en 333 collèges. Les sociétés américaines et canadiennes qui sont au nombre de 52 ont un total de 172 000 élèves dans l'ensemble de leurs écoles et, pour 17 000 élèves de l'enseignement secondaire, 205 collèges. Les missions anglaises ont 4 406 élèves dans leurs 92 collèges.

A ces chiffres, les missions catholiques s'occupant d'enseignement qui sont au nombre de 24, — parmi lesquelles les missions françaises (maristes, lazaristes, franciscains, jésuites, franciscaines de Marie, Filles de la Charité, etc.) sont les plus nombreuses et les plus importantes, — peuvent opposer, dans l'enseignement primaire et primaire supérieur, les 180 000 enfants qui fréquentent les écoles de prière et de rudiments, les 67 000 enfants de l'enseignement primaire, les 13 000 élèves de l'enseignement primaire supérieur et les 1 200 élèves des écoles normales. Mais ces chiffres, tout élevés qu'ils soient, n'ont pas dans la question de langue grande importance, puisque dans les écoles de prière et de rudiments dont la réglementation chinoise ne s'occupe même pas, il n'y a place que pour les rudiments du chinois et que parmi les autres écoles, il n'y a guère, sauf exception, que les écoles normales où le français soit enseigné.

Dans l'enseignement supérieur, nous ne pouvons opposer aux 5 000 étudiants des Universités américaines, que les 560 étudiants de *l'Aurore* et les 400 étudiants de l'Université franco-chinoise; mais dans l'enseignement secondaire, nous pouvons faire état des collèges de l'Université franco-chinoise,

(1) *The China Yearbook 1929-1930*, par H. Cr.-W. Woodhead. University of Chicago Press, et *World Missionary Atlas*, Londres, 1925.

de l'école franco-annamite, de l'Institut franco-chinois et des 20 000 élèves des missions françaises, parmi lesquels nous comprenons ceux des écoles municipales de nos concessions, tenues par des Maristes.

Il faut toutefois remarquer ici que dans un grand nombre de collèges catholiques, on est obligé d'enseigner, en même temps que le français, l'anglais exigé dans toutes les administrations de l'État et surtout imposé de plus en plus par les nécessités de la vie économique et pratique. Il y a même plusieurs régions où, pour les mêmes raisons, le français n'est plus enseigné qu'à titre de langue secondaire et même ne l'est pas du tout. La bonne volonté des maîtres ne saurait être mise en cause; mais les élèves des écoles secondaires françaises, s'ils ne comptent pas suivre des carrières libérales et se destinent à des carrières pratiques, comme c'est la règle, ont trop souvent des raisons légitimes de préférer l'anglais au français.

Il convient d'ajouter que les missions protestantes disposent, en général, de fonds très considérables, recueillis pour la plupart en Amérique ou en Angleterre. Leur budget de dépenses était en 1923, d'après le *Missionary Atlas*, de 41 millions, rien que pour leurs enseignements de Chine et du Japon. Leur budget religieux était de 18 millions pour la Chine et de 23 millions pour le Japon; leur budget médical et hospitalier était de 20 millions pour la Chine et de 400 000 francs pour le Japon. Leur budget global pour le monde entier était de près de 200 millions de dépenses. Il n'a fait qu'augmenter depuis.

En outre, ces missions trouvent souvent sur place, dans d'autres associations protestantes, chez des protestants japonais ou chinois ou dans les droits d'inscription des élèves, des ressources complémentaires qui doublent largement et au delà, dans bien des cas, leur propre apport. C'est ainsi que le Canton Christian College, devenu l'Université de Lingnan, avait, en 1923, 6 millions de revenus dont la moitié seulement venait du bureau des Missions, que le Ginling College recevait 250 000 francs du bureau des Missions, 70 000 du China Medical Board et 40 000 pour les droits d'inscription des étudiants; que la West China University recevait 500 000 francs de l'Union qui l'a fondée, 100 000 francs de dons d'Amérique et trouvait sur place 1 250 000 francs de dons et de droits d'inscription.

Si, d'autre part, on considère l'œuvre scolaire de telle association ou de telle mission particulière, on fait des constatations plus significatives encore, parce que plus précises, sur les moyens dont disposent et sur la force d'expansion que représentent les sociétés protestantes en Chine et au Japon, surtout les sociétés américaines. L'Association chrétienne des jeunes gens compte, dans l'étendue de la Chine, d'après un recensement qui date de quelques années, 38 foyers avec 41 000 membres et 180 écoles fréquentées par 30 000 élèves. Son budget de dépenses était, en 1922, d'une douzaine de millions. Au Japon, la même association compte 22 centres en différentes villes, 9 000 membres et 104 groupements universitaires dont 5 835 étudiants font partie. L'Association a 51 secrétaires japonais et 9 secrétaires étrangers américains ou anglais. Elle a un budget annuel de 160 000 yens, soit de 2 millions de francs, constitués uniquement par des versements japonais. Les 22 centres possèdent 20 buildings avec dortoirs, 13 building-cities et l'ensemble des propriétés est évalué à 53 millions de francs. Les centres japonais sont organisés sur le type des centres des États-Unis, du Canada et autres pays. L'œuvre d'enseignement est divisée en départements pédagogique, social, physique, industriel.

Les centres ont des restaurants, des terrains de sport, des cercles de lecture et de jeux; ils ne demandent aucune profession de foi aux auditeurs de leurs cours, et comme il est dit dans la charte des Y. M. C. A. de Paris, « ils acceptent pour membre tout jeune homme d'au moins dix-sept ans qui, reconnaissant Jésus-Christ pour son unique sauveur et les Écritures pour inspirées de Dieu, désire travailler, avec le secours du Saint-Esprit, pour l'établissement du royaume de Dieu ».

Mais il est arrivé plusieurs fois que le prosélytisme religieux de l'Y. M. C. A. a tourné à un prosélytisme moins mystique et c'est, en vérité, une forme très agissante de la propagande des États-Unis, en Extrême-Orient, que cette association. Partout elle multiplie les cours du soir, enseigne l'anglais aux jeunes gens, les sélectionne, les prépare à recevoir l'enseignement des universités américaines où ses moyens lui permettent d'offrir de nombreuses bourses dont les bénéficiaires reviennent avec des diplômes d'ingénieurs, de professeurs et de docteurs qui leur permettent de se faire des situations

sociales de premier plan ou de briguer des postes élevés dans l'enseignement ou l'administration ; ils prônent la civilisation américaine à laquelle ils doivent tout et sont les agents les plus actifs de sa pénétration. C'est notamment ce qui s'est passé au Yunnan.

Parmi les missions religieuses américaines il faut citer, au premier rang, les méthodistes, ou pour être plus précis, l'église méthodiste épiscopale. En Chine et au Japon, comme en Birmanie, dans l'Inde, en Afrique, dans l'Amérique latine, les méthodistes américains font une œuvre considérable d'éducation où l'anglais et la civilisation américaine tiennent, cela va sans dire, la première place. C'est ainsi que, par eux-mêmes ou par leur participation à différentes « unions » missionnaires, ils ont à Nankin une école théologique, trois collèges moyens et une Université ; à Foutcheou (Fou-kien) trois collèges moyens et une Université ; à Pékin un séminaire, une académie et l'Université Yenching ; à Tientsin une université ; à Tokyo un institut de garçons l'Aoyama Gakuin et un collège de filles ; à Nagasaki un collège secondaire, à Séoul un collège secondaire, etc., etc...

Leur budget général de 1928 comportait environ 100 millions de dépenses, en progression de 10 millions sur leur budget de 1925, et le même budget prévoyait 10 millions de dépenses pour toutes leurs œuvres de Chine scolaires ou autres et 4 millions pour leurs œuvres du Japon.

On m'a dit à Pékin que la plupart des missions américaines ont à leur disposition des bourses d'études qu'elles accordent aux plus méritants de leurs étudiants en les dirigeant vers des Universités des États-Unis pour y compléter leur instruction supérieure. Je n'ai pas trouvé trace de ces bourses dans le budget général des missions publié dans le *World Missionary Atlas*, pas plus que dans le budget particulier de telle ou telle mission. A Paris, au Memorial Methodist de la rue Denfert-Rochereau, on pense que ces bourses sont accordées sur place d'après les disponibilités des centres missionnaires régionaux de la Chine et du Japon, ce qui nous met dans l'impossibilité d'en connaître le nombre et les conditions. Mais ce système de bourses est largement pratiqué en Chine par une Université dont j'ai déjà parlé et qui a été fondée bien avant l'Université franco-chinoise, dans des conditions analogues, l'Université Tsing-Hua.

Cette Université a été créée, je l'ai dit, en 1912 par le Gouvernement chinois sur les fonds de l'indemnité des boxers dont les États-Unis lui avaient fait remise. C'est en décembre 1906 que les États-Unis renoncèrent au profit de la Chine à 12 millions de dollars, soit 300 millions de francs, sur ce qu'il leur restait à recevoir. En 1924, le Congrès décida que le reste de l'indemnité, soit 150 millions, serait mis à la disposition du président et employé au mieux des intérêts de l'instruction en Chine, conformément aux directions d'un comité sino-américain.

En acceptant le don de 300 millions, le Gouvernement chinois exprima l'intention d'utiliser ces fonds pour l'éducation des étudiants et d'envoyer, chaque année, dans les Universités des États-Unis, pendant la période qui restait à courir pour l'indemnité des boxers, un minimum de 50 étudiants. Dès 1909, après concours, il en envoya 48. Pour régulariser ces envois, il décida alors de créer une ou plusieurs écoles de préparation en Chine, et le beau palais de Tsing-Hua, situé à six milles de la capitale, fut attribué à la Fondation pour l'établissement d'une école secondaire. C'est ainsi qu'en six ans 1 100 étudiants furent envoyés en Amérique. Aux étudiants sortant de l'école secondaire on adjoignait des jeunes filles et des jeunes gens recrutés au concours.

Mais on s'aperçut bien vite qu'à diriger vers l'Amérique des étudiants qui n'avaient qu'une préparation secondaire, on leur imposait hors de Chine de longs séjours d'où ils revenaient ignorants de leur propre pays, dénationalisés et peu adaptés à la vie chinoise. On prit alors le parti de supprimer l'enseignement secondaire à l'intérieur du Collège, d'y instituer des cours d'enseignement supérieur et de recruter les candidats au concours parmi les élèves sortants des lycées supérieurs. Le concours final, celui dont dépendent les bourses, reste d'ailleurs ouvert aux étudiants qui viennent du dehors. Ainsi constituée avec ses sections de littérature, d'histoire, d'économie politique, de psychologie, de chimie, de sociologie, de philosophie, l'Université Tsing-Hua occupe une des premières places parmi les Universités chinoises et, par ses concours annuels pour les bourses qui ouvrent l'accès des Universités d'Amérique, une situation unique dans le développement de l'éducation chinoise. Le président est toujours choisi parmi les

anciens boursiers d'Amérique; un grand nombre des hommes qui font aujourd'hui partie de l'élite intellectuelle et scientifique de la Chine ont étudié à l'Université de Tsing-Hua qui paraît appelée à jouer, dans la formation de la société chinoise, le même rôle que l'Université Saint-Jean, de Changhaï, a joué pendant si longtemps.

Les missions ne se bornent pas à créer des collèges secondaires et des Universités qui forment la jeunesse chinoise à leur école ou qui l'orientent par des bourses vers l'enseignement supérieur des États-Unis; elles font en sorte que le jeune Chinois qui prend ses grades dans les Universités américaines de son pays soit déjà un élève des Universités d'Amérique. Les Universités missionnaires restent en effet étroitement reliées aux Universités de la métropole. C'est ainsi que le Christian College de Canton (l'Université de Ling-Nan) est depuis 1893 incorporé à l'Université de New-York et placé sous l'autorité administrative de ses dirigeants.

L'Université chrétienne du Foukien et l'Université de Nankin enseignent avec privilège de l'Université de New-York; le collège chrétien de Hang-tchéou est sous les règlements du district de Columbia. Les gradués de l'Université Saint-Jean, de Changhaï, sont admis dans les écoles professionnelles d'Amérique et dans les cours spéciaux d'enseignement supérieur au même titre que les gradués américains. Les grades de l'Université de Yale en Chine sont conférés sous l'autorité de l'État de Connecticut, etc.

INFLUENCE DE LA FONDATION ROCKEFELLER

A l'influence américaine des missions protestantes et à l'influence pro-américaine de l'Université chinoise de Tsing-Hua, il faut joindre l'influence américaine de la fondation Rockefeller.

Il n'est pas question, on le pense bien, d'élever la moindre critique au sujet d'une institution admirable qui subventionne en tous pays des œuvres d'hygiène et d'enseignement médical, soutient des laboratoires, distribue des bourses, organise des campagnes contre les maladies épidémiques et, depuis deux ans, tend à faire rayonner son activité bienfaisante dans le domaine des sciences sociales, des sciences naturelles et des

humanités. Il s'agit seulement de montrer quelle force elle représente en Extrême-Orient pour le plus grand avantage de l'influence morale des États-Unis.

J'ai sous les yeux les deux rapports annuels les plus récents, ceux de 1928 et 1929; ce sont des monuments de philanthropie où les chiffres parlent tout seuls (1).

En 1928, la seule division de l'enseignement médical a dépensé, pour les Universités missionnaires de Chine, près de trois millions et pour le Collège médical de l'Union, de Pékin, qu'elle soutient et qu'elle outille après s'être substituée, pour toute dépense, à une « union » de missions, la somme de dix-sept millions; pour les Universités et associations nationales de la Chine, près d'un million. En 1929, ce sont leurs enseignements de sciences naturelles et de sciences sociales autant que leurs enseignements médicaux qui ont valu aux Universités missionnaires de Chine les libéralités de la Fondation. Le Collège médical de l'Union à Changhaï a reçu 400 000 francs; l'École de médecine du Chantung 200 000; l'Université chrétienne du Foukien a reçu 750 000 francs pour l'enseignement des sciences naturelles, celle de Lingnan à Canton 400 000 francs, celle du Chantung 300 000 francs, et la Yenching university de Pékin a reçu huit millions.

Ce n'est pas tout : aux bourses des Y. M. C. A., aux bourses des missions, aux bourses de l'Université de Tsing-Hua, la fondation Rockefeller ajoute les siennes. Parmi les boursiers japonais qui sont envoyés à l'étranger au titre du ministère de l'Instruction publique, il y en a seulement 35 aux États-Unis, quatre de plus qu'en France; mais la fondation Rockefeller a accordé, en 1928, 17 bourses à des Japonais et 41 à des Chinois; en 1929, 16 bourses à des Japonais et 6 bourses à des Chinois, chiffre qui serait très faible, si elle n'avait pris à son compte 110 boursiers médicaux désignés pour étudier en Chine ou à l'étranger par le Collège médical de l'Union de Pékin.

Sur ces derniers boursiers, combien vont aux États-Unis et combien en Europe? Il est assez difficile de le savoir, mais nous trouvons dans le rapport de 1928 que sur 122 étrangers qui ont obtenu des bourses de la fondation pour faire des études d'hygiène hors de leur pays, 107 sont allés aux États-Unis, et c'est une proportion qui en dit long.

(1) Annual Report. The Rockefeller Foundation, 61 Broadway, New-York.

On peut se faire une idée, par cet exposé, de l'activité dépensée par les États-Unis dans le domaine de l'éducation au Japon et surtout en Chine. Dans ce dernier pays, le fait est celui-ci : tandis que le gouvernement central y est encore faible et l'organisation universitaire incomplète, il y a cependant une organisation ; c'est celle des Universités missionnaires américaines soutenues par des contributions individuelles, par des dons, par des subventions privées, rattachées par un lien officiel à des Universités d'Amérique, dirigées par le bureau métropolitain des missions et puissamment aidées par l'œuvre parallèle et féconde de la fondation Rockefeller.

Encore n'avons-nous parlé ici que de l'activité universitaire des missions et de la fondation Rockefeller et nullement de leur activité médicale pratique qui se traduit par la création d'hôpitaux, de dispensaires, de services urbains ou ruraux d'hygiène, d'écoles d'infirmières, de laboratoires, etc. etc., de même que nous avons laissé de côté les créations analogues où se dépense l'activité des missions catholiques. C'eût été une occasion de signaler le nombre et la richesse de fondations américaines, toujours modernes et confortables dans leurs installations, et par lesquelles s'exerce dans l'opinion une propagande muette qui n'est pas sans connexité avec celle des Universités et des écoles.

NATIONALISME RELIGIEUX ET POLITIQUE EN EXTRÊME-ORIENT

Les écoles religieuses, protestantes ou catholiques, se sont heurtées au Japon et se heurtent en Chine depuis quelques années à une réglementation de politique intérieure. Le Japon a imposé à ces écoles et la Chine veut leur imposer aujourd'hui, en même temps qu'un enregistrement qui équivaldrait à une sorte de nationalisation, une limitation de leur enseignement religieux, qui, acceptée depuis longtemps au Japon pour les missions catholiques, soulève en Chine de violentes protestations. Bien que cette question soit délicate du fait qu'elle touche à l'œuvre proprement chrétienne des missions, comme elle touche, par un côté au moins, à l'enseignement de notre langue, je ne l'éluderai pas, et je tâcherai d'en parler en toute objectivité.

Au Japon. — Le Japon a deux grandes religions qui ont été longtemps réunies en une seule, le shintoïsme et le bouddhisme.

Le shintoïsme est la religion indigène ; c'est un polythéisme qui divinise à la fois les forces de la nature et les ancêtres et dont le culte, qui s'adresse aux âmes des grands hommes ayant bien servi le pays, s'adresse, par-dessus tout, à la déesse du soleil, Amaterasu, aïeule vénérée de la dynastie impériale.

Prier pour la prospérité de l'Empereur c'est, dans l'esprit d'un shintoïste, prier pour soi-même et pour la race entière, car la tradition orthodoxe veut que la nation japonaise soit une famille immense ayant une origine commune et dont le Mikado serait le chef patriarcal.

C'est une religion « de Rome et d'Auguste » proclamée officielle, à l'exclusion du bouddhisme, depuis que, par la restauration de 1868, le Japon a voulu revenir à lui-même et reprendre ses anciennes traditions. Il y a 18 millions de shintoïstes au Japon ayant 112 861 temples ou chapelles, desservis par 14 804 prêtres. J'ai eu l'occasion de causer avec quelques shintoïstes appartenant à des classes lettrées ; il m'a paru que leur religion consistait dans le culte des ancêtres confondu avec le culte de la patrie et que leur morale était surtout une morale traditionnelle.

Ce fut un moine coréen, qui, vers le ^{vi}e siècle de notre ère, introduisit le bouddhisme au Japon avec sa philosophie de la douleur fille du désir et son ascèse morale qui tend à tuer la douleur en tuant le désir lui-même. Cette religion est très prospère au Japon où elle compte 38 sectes, 13 sociétés d'études, 60 périodiques, 71 000 temples ou chapelles et 43 millions de fidèles.

L'année dernière, les feuilles publiques annonçaient un renouveau de piété bouddhique et l'on voyait en effet, dans tous les lieux saints, des foules de pèlerins plus nombreux que jamais, disait-on, vêtus d'une tunique blanche et d'un pantalon blanc serré par des jambières blanches, abrités sous un grand chapeau de paille rond, un long bâton de marche à la main et un chapelet autour du poignet, qui venaient admirer la richesse des temples, des sculptures, les laques d'or, et prier devant les statues sacrées, non sans

prendre la peine d'attirer l'attention des dieux en claquant des mains.

Encore que séparées légalement, les deux religions shintoïste et bouddhique, qui ont constitué pendant des siècles le fonds commun des croyances japonaises, sont toujours plus ou moins mêlées dans la vie sociale et dans les cœurs. Nous ne devons pas les considérer avec notre logique abstraite d'Occidentaux qui distingue et qui oppose; elles relèvent d'une logique affective plus conciliante qui unit. « Le shintoïsme, me disait un Japonais très instruit, c'est la religion des fêtes nationales, des commémorations, des naissances: le bouddhisme, c'est la religion du deuil, de la maladie et de la douleur. »

Le christianisme, dont nous avons dit les œuvres protestantes et catholiques, occupe une place modeste en face de ces religions, par le nombre de ses fidèles. Il n'y aurait au Japon, d'après le *Japan Yearbook* de 1930, que 270 000 protestants, 74 000 orthodoxes relevant de l'Église russe et 77 000 catholiques romains.

Bien que le shintoïsme ait une sorte de consécration officielle, les trois religions jouissent d'une égale tolérance, conformément à la Constitution japonaise qui garantit la liberté des croyances: mais, comme il n'existe pas encore de législation religieuse, les organisations bouddhiques, shintoïstes et chrétiennes n'ont pas la personnalité civile.

Le problème de l'enseignement religieux dans les écoles primaires, qui préoccupe tellement à l'heure actuelle les missions de Chine, ne s'est pas posé pour elles au Japon, du fait que les écoles primaires sont, à quelques exceptions près, des écoles d'État. Ce n'est pas que le Gouvernement se soit réservé, en droit, le monopole de l'enseignement primaire, mais il exige que tout directeur d'école libre soit un Japonais pourvu de diplômes nationaux, et il a tant d'autres exigences, au sujet des livres de classes qui doivent être autorisés par les programmes officiels dont il surveille la stricte application, du nombre minimum des professeurs dans un établissement, du nombre maximum des élèves dans une classe, des règles d'hygiène à suivre, des inspections à subir, qu'il a rendu l'enseignement primaire impraticable ou à peu près pour des écoles étrangères. Nul ne saurait lui reprocher d'ailleurs de vouloir former lui-même l'âme de ses enfants.

Dans les écoles secondaires libres, le Gouvernement n'exige pas que le directeur soit Japonais, mais les inspections sont fréquentes et la morale doit être enseignée d'après le rescrit impérial Chokuso, dont on célèbre, cette année, le quarantième anniversaire.

Cet enseignement a pour effet, nous est-il dit dans le rescrit, de développer des idées et des sentiments moraux, de former les caractères aux qualités qui sont nécessaires dans les classes moyennes ou élevées et d'apprendre aux collégiens des deux sexes la pratique de la vertu. On peut y joindre, si l'on veut, l'exposé des questions de morale qui sont en rapport direct avec la vie quotidienne des élèves et, sous une forme un peu plus systématique, leur apprendre, avec quelques éléments d'éthique, leurs devoirs envers eux-mêmes, la société et l'État. L'instruction religieuse n'est pas comprise dans les programmes, et pendant longtemps, il a été interdit de la donner dans les locaux scolaires.

Mais le progrès du communisme dans le reste de l'Asie et particulièrement le mouvement communiste qui s'est produit en 1928 au Japon avec la participation de plusieurs étudiants paraissent avoir orienté le Gouvernement japonais vers des idées de défense sociale qui l'ont rendu plus tolérant pour les enseignements religieux. Le règlement très strict qui s'opposait à ce que des sujets religieux fussent abordés dans des locaux scolaires a été de ce chef quelque peu adouci et l'autorité admet aujourd'hui, qu'il y ait, à titre facultatif, des cours de religion dans les collèges mêmes, aux heures que les programmes universitaires laissent libres.

La grande majorité des missions protestantes n'a pas accepté la réglementation japonaise pour ses écoles secondaires; elle n'a pas demandé leur enregistrement et s'est privée, de ce chef, du droit d'y délivrer des diplômes reconnus par l'État; les missions catholiques se sont accommodées au contraire de la réglementation et l'appliquent avec une correction à laquelle l'opinion rend justice (1).

En Chine. — En Chine, la situation est, pour le moment, différente et plus difficile.

(1) A ce sujet, dans le numéro du 15 mars 1931, page 307, ligne 25, lire : *tant de Japonais* au lieu de *tous les Japonais*.

On rencontre dans la partie de la Chine à laquelle nous avons affaire, deux religions, le taoïsme et le bouddhisme, et une philosophie, le confucéisme; mais cette philosophie, qui exerça pendant plus de deux mille ans, avec sa morale agnostique, naturiste et politique, une si grande influence sur la société cultivée, paraît avoir perdu quelque peu de sa force traditionnelle.

Le taoïsme, sorti de la doctrine spiritualiste de Lao-tseu, n'est plus depuis des siècles qu'une magie religieuse dont les prêtres enseignent, dans leurs nombreux temples, les pratiques efficaces pour se concilier les esprits; le bouddhisme a pris, chez beaucoup, la forme populaire de l'amidisme, qui se rencontre également au Japon, ou la forme lamaïque qui procure le bonheur par des formules et des charmes; d'une façon générale, les deux religions chinoises taoïque et bouddhique, qui se pénètrent plus ou moins, s'entendent pour faire une très large place au culte des ancêtres et des dieux agraires.

Mais, qu'ils soient taoïstes ou bouddhistes, les Chinois, d'après tous ceux qui les ont pratiqués, manquent totalement d'esprit mystique; le fond de leur âme est un agnosticisme moins conscient, mais tout aussi profond que celui des confucéistes; leur religion, qui s'accommode très bien de rites ou de formules, ignore l'esprit religieux et les 443 millions d'habitants que compte la Chine justifient dans leur ensemble ce que M. Georges Dubarbier appelle « leur proverbiale réputation d'indifférence en matière de religion » (1).

En face de cette masse, le catholicisme peut cependant compter 2465 000 adhérents, le protestantisme 330 000 et, d'après les statistiques, il semble bien que la proportion des chrétiens tende à augmenter tous les ans dans les deux confessions.

La Constitution provisoire de 1912, par son article VI, la Constitution « permanente » de 1923 par son article XII avaient proclamé la liberté religieuse en Chine et la constitution de 1928 l'a proclamée encore, conformément aux traités que l'empire avait signés à diverses reprises avec les puissances occidentales. Mais il ne suffit pas d'affirmer le principe de la liberté religieuse pour résoudre du même coup la question de

(1) *La Chine contemporaine*; Paris, Geuthner, 1926.

l'enseignement religieux dans les écoles et, cette question, le Gouvernement devait fatalement être amené à la poser quand il s'est occupé d'une autre qui se rattachait de très près à ses préoccupations nationalistes, celle de la réglementation des écoles étrangères.

Les passions allaient se déchaîner par ailleurs autour de ce sujet brûlant.

Les milieux intellectuels ne furent pas les derniers à s'émouvoir et ils invoquèrent contre les missions chrétiennes et leurs écoles religieuses des arguments rationalistes. Ils estimaient que le surnaturel chrétien n'était pas plus acceptable que le surnaturel taoïque ou bouddhique, mais leur opposition rationnelle se serait doublée vraisemblablement, à l'égard du christianisme, de la même tolérance dont ils faisaient preuve pour les religions du pays, si d'autres raisons d'hostilité ne s'étaient associées à la précédente.

En fait, le mouvement qui s'est manifesté contre les écoles chrétiennes, sans préjudice des arguments de raison qui furent invoqués, s'est inspiré surtout dans l'opinion tout entière de tendances nationalistes ou communistes et, chez plusieurs, des deux tendances à la fois.

C'est en 1922 (1) que le mouvement a pris naissance à la sortie d'un congrès inopportun, tenu à Pékin par la Fédération chrétienne des étudiants du monde entier. Le congrès provoqua la colère des étudiants chinois, qui publièrent un manifeste contre le christianisme en le présentant comme opposé à la raison et à la justice et lié aux puissances d'oppression.

Le mouvement se développa après la visite en Chine du professeur J. Dewey de Columbia, et de Bertrand Russell, le philosophe anglais, qui encouragèrent les tendances de la jeunesse vers les solutions positives des problèmes moraux. Russell produisit une impression profonde. Des sociétés s'organisèrent pour étudier sa philosophie de la vie. Les solutions positives devinrent alors si populaires que tout ce qui était solution religieuse ou métaphysique fut écarté et que les étudiants firent à Rabindranath Tagore un accueil très froid à cause de ses tendances mystiques. Ils allèrent jusqu'à le siffler.

Ce mouvement se compliqua très vite d'un mouvement

(1) Ce court historique du mouvement antichrétien a été écrit d'après l'article de G. Sokolsky, *In China, Yearbook 1928*.

nationaliste inspiré par les éducateurs chinois, qui présentèrent comme un danger pour la Chine l'enseignement donné par les Japonais à la jeunesse dans tous les territoires chinois soumis à leur contrôle. Cet enseignement étant conforme aux programmes japonais, les éducateurs chinois regrettaient que leurs jeunes compatriotes fussent instruits dans la langue et l'histoire du Japon et façonnés suivant l'idéal de ce pays. La question s'étendit aussitôt à toute l'éducation étrangère, c'est-à-dire à l'éducation donnée par des écoles chrétiennes; les plus nombreuses de toutes, les écoles protestantes américaines, étaient particulièrement visées. Les Chinois élevés dans les écoles américaines, n'étaient-ils pas dressés, se demandait-on, à concevoir plus d'estime pour les institutions américaines que pour les institutions chinoises? On découvrit alors que, dans un grand nombre des écoles américaines de Chine, le chinois n'était pas enseigné du tout. Les élèves apprenaient l'anglais, mais ils n'étaient pas préparés à tenir leur place dans la vie sociale de leur pays, parce qu'ils ne savaient pas assez de chinois. Souvent même ils n'avaient pas une connaissance rudimentaire de leur littérature et de leur histoire.

En juillet 1924, l'Association pour l'avancement de l'éducation nationale décida, dans son Congrès de Nankin, qu'on devait attaquer le système d'éducation pratiqué par les écoles étrangères et elle demanda que toute l'éducation fût nationalisée, sous le contrôle du ministère de l'Instruction publique de Pékin. Cette résolution devait recevoir, peu après, l'adhésion de la Société Jeune Chine, groupe d'étudiants qui avaient mis la nationalisation de l'instruction dans leur programme.

D'autre part, des conférences communistes, faites en 1925 dans les grandes villes, préparèrent les manifestations antichrétiennes de Changhaï qui furent extrêmement violentes. Des publications abondantes, s'inspirant des mêmes idées que les conférenciers, furent mises à la disposition des agitateurs. Le mouvement antichrétien se marqua particulièrement à Canton, où la population était très excitée par les propagandistes russes contre les nations occidentales et particulièrement contre l'Angleterre et l'Amérique.

Tant que Sun-Yat-sen vécut, on n'oublia pas qu'il était protestant; mais, après sa mort, les adversaires de l'éducation chrétienne ne connurent plus d'obstacles et ils furent unanimes

à demander que la religion ne fit plus partie de l'enseignement de l'école. Les étudiants chrétiens pourraient avoir des cercles pour étudier et discuter leur religion, mais, au dedans des écoles, ils devraient renoncer à toute réunion chrétienne.

Finalement, alors que le Gouvernement siégeait encore à Pékin, le ministère de l'Instruction publique imposa à toutes les écoles privées l'obligation de se faire enregistrer, c'est-à-dire de se conformer au système d'éducation chinois et de ne donner qu'à titre facultatif un enseignement religieux que les étudiants chrétiens auraient toute liberté de continuer et de discuter dans leurs cercles. Il y eut alors division parmi les missionnaires chrétiens, les étrangers refusant de solliciter un enregistrement qui se serait fait à ces conditions, tandis que les Chinois convertis étaient d'avis de se soumettre au mouvement général qui portait la Chine à nationaliser son enseignement.

C'est au moment où cette discussion faisait rage que les nationalistes du Sud organisèrent leur campagne contre le Nord. Partout les soldats occupèrent les écoles, les églises et les hôpitaux chrétiens et mirent dehors les missionnaires. Borodine était alors dictateur à Canton et, dans chaque corps d'armée, il y avait un département politique à la tête duquel était un communiste. Dans la province de Hunan, les églises furent occupées et servirent de salles de conférences pour la propagande communiste.

Le mouvement antichrétien, nationaliste et communiste trouva son point culminant en avril 1927 dans les « outrages de Nankin », quand, les forces du Nord ayant battu en retraite, les forces nationalistes du Kuomintang occupèrent la ville, pillèrent les consulats, et se livrèrent à des violences de tout ordre jusqu'au moment où les vaisseaux de guerre anglais et américains, mouillés sur le fleuve, ouvrirent le feu.

Ce temps n'est plus et le gouvernement de Nankin qui s'est constitué en août 1927, quelques mois après « les outrages » et qui est issu du parti Kuomintang, s'est débarrassé des éléments communistes, mais la tendance communiste reste vivante dans une partie de l'opinion; la tendance nationaliste y est encore plus forte, la tendance rationaliste n'a jamais cessé d'être celle des classes intellectuelles et il est indispensable de faire la part des trois pour comprendre les polémiques soulevées contre les écoles étrangères et religieuses.

Au milieu de toutes ces polémiques le gouvernement républicain de Nankin, qui professe une neutralité officielle en matière de religion mais qui veut des écoles pénétrées de l'esprit national, a adopté une solution qui rappelle, de très près, avec quelques restrictions de plus, la solution adoptée dans la même question et pour les mêmes raisons par le gouvernement impérial de Tokio. N'oublions pas en effet que les deux pays sont, en face du progrès de la civilisation occidentale, dans des situations très analogues et que le Japon offre à la Chine, comme aux nombreux étudiants chinois de ses Universités, l'exemple d'une nation qui a su s'ouvrir à cette civilisation sans rien perdre de ses caractéristiques nationales et morales.

D'après la réglementation publiée par le ministère chinois de l'Instruction publique, 1^o toutes les écoles étrangères, depuis les écoles primaires jusqu'aux établissements d'enseignement supérieur, devront avoir un directeur chinois; exception est faite pour les cas où un directeur étranger est déjà en fonctions, mais alors on doit nommer un vice-président ou un vice-directeur chinois; 2^o le Conseil d'administration de l'établissement devra comprendre une majorité de Chinois; 3^o l'établissement ne devra pas avoir pour objet la propagation d'une religion et les programmes devront être conformes aux programmes établis par le ministère de l'Instruction publique qui ne comportent pas d'enseignement religieux.

Si une école refuse de se soumettre aux conditions chinoises, non seulement elle ne sera pas enregistrée mais elle s'expose à être fermée et pour éviter que, dans les écoles fermées, les enseignements continuent sous une forme clandestine, les Universités, officielles ou privées, ont toutes reçu l'ordre strict de n'accepter comme étudiants nouveaux que des élèves sortant des collèges de l'État ou diplômés par des collèges enregistrés dont la liste leur est communiquée au fur et à mesure des enregistrements.

Les articles du règlement qui concernent l'enseignement religieux s'appliquent à toutes les religions et ils ne deviennent moins stricts que pour les lycées supérieurs et les universités où les élèves ont toujours plus de 18 ans et où des cours facultatifs de religion peuvent leur être offerts à condition que ces cours ne revêtent pas la forme d'une propagande religieuse.

De la guerre civile et du mouvement communiste les

missions catholiques ont eu à souffrir aussi bien que les missions protestantes; elles ont eu des écoles occupées et pillées, des religieux massacrés; elles ont dû, comme les missions protestantes, fermer beaucoup d'établissements d'instruction dont un grand nombre ne rouvriront pas. Elles rencontrent par ailleurs la même opposition de principe chez les dirigeants nationalistes; elles sont mises en demeure par eux d'accepter la même réglementation nationale. Elles ont même été plus atteintes par la réglementation des écoles étrangères, car elles ont surtout des écoles primaires, primaires supérieures ou secondaires moyennes.

Quelles décisions vont prendre les missions protestantes et les missions catholiques? Les premières ne paraissent pas plus disposées qu'au Japon à accepter la réglementation chinoise et elles viennent d'adresser vainement au Gouvernement chinois une pétition signée par douze des plus importantes d'entre elles pour demander une modification des décrets qui excluent de l'école primaire et de l'école secondaire moyenne tout enseignement religieux.

Les secondes n'ont pas été sans protester; une pétition dont les Chinois catholiques ont pris l'initiative circule en ce moment même et nombre d'autorités compétentes sont d'accord pour déclarer qu'aux conditions requises, mieux vaudrait fermer les écoles que de les faire enregistrer. Cependant d'autres opinions ont dû se faire jour et les différentes missions rester libres de leur décision, car un grand nombre ont fait enregistrer leurs écoles. Dans le répertoire que j'ai sous les yeux et qui date de 1928 (1), je lis qu'à Pékin 89 écoles sont reconnues par le Gouvernement, à Pao-tang-fou (Tcheli) 12, à Lihsien (Tcheli) 10, à Tcheng-ting-fou (Tcheli) 21, à Siwantse (Mongolie) 40, à Chung-King (Setchouen) 8, à Loungan-fou (Chansi) 38, à Suifou (Setchouen) 4, à Sowchow (Chansi) 14, à Taiyuanfou (Chansi) toutes, et si j'en juge par les rapports des évêques ou supérieurs de la Société des Missions étrangères rédigés en 1929 et publiés en 1930, il semble bien qu'il y ait, à l'heure actuelle, dans les missions catholiques, un mouvement, approuvé et encouragé par cette Société, vers l'enregistrement des écoles.

(1) *Missions, séminaires, écoles catholiques en Chine*. Changhaï, 1928.

Dans certaines régions comme celle de Suifou (Setchouen), le message pontifical au peuple chinois, à l'occasion de l'avènement du gouvernement nationaliste, a produit un effet de détente dans les relations des missions et des autorités. « Ce message, écrit Mgr Renault dans son rapport, a été considéré par les chefs militaires et le gouvernement civil comme une espèce de reconnaissance du gouvernement établi, un témoignage de désintéressement de l'Église ne demandant que le droit commun et la liberté dans la paix. Cet heureux événement fut, pour nous, dans plusieurs cas, le point de départ ou le renouvellement de relations amicales ou bienveillantes avec les autorités. »

D'autre part, à propos du vicariat de Chung-King (Setchouen) où l'on ne trouvait, en 1928, que huit écoles enregistrées, Mgr Jantzen signale que les missions ayant obtenu sans peine les autorisations qu'elles ont sollicitées, on compte à l'heure actuelle comme établissements enregistrés, 1 école normale, 2 écoles secondaires, 7 écoles primaires supérieures, chiffres dont il résulte que l'enregistrement se poursuit sans difficultés.

Mgr Valentin écrit du vicariat de Tatsienliu (Setchouen) : « Jusqu'à ces dernières années, la mission de Tatsienliu n'avait que des écoles de doctrine et deux ou trois écoles privées dans lesquelles on suivait plus ou moins strictement les programmes des écoles publiques. Nous ne pouvions rester ainsi en retard sur une question des plus importantes. C'est pourquoi, cette année, nous avons fondé, à Tatsienliu, une école primaire et primaire supérieure de tout point conforme aux nouveaux règlements scolaires. Les autorités locales se sont montrées favorables et lui ont accordé la reconnaissance officielle sans difficulté. »

A propos du vicariat de Kweiyang (Koei-tcheou), Mgr Séguin écrit : « L'école de garçons du Pétang, en instance de reconnaissance officielle, compte environ cent vingt élèves ; les deux écoles de Lan-Tang, l'une de garçons, l'autre de filles, ont reçu la reconnaissance officielle et chacune d'elles compte une soixantaine d'élèves. »

A propos du vicariat de Lanlong, Mgr Carlo signale que l'école de Lo-Fou, dont le directeur est un Chinois chrétien et qui a été reconnue, surpasse sans conteste, par la discipline, le

nombre et le succès de ses élèves, toutes les écoles similaires du pays.

A Canton, le collège du Sacré-Cœur, tenu jusqu'en 1929 par des maristes et dont les élèves avaient été licenciés à cause de la guerre civile, vient de rouvrir ses portes en faisant le nécessaire pour se faire enregistrer. « Pour nous conformer aux règlements de l'Instruction publique, écrit Mgr Fourquet, nous avons confié la direction de cette école à un laïque chrétien (un Chinois) et les Pères jésuites, sans avoir éprouvé la moindre crainte de déchoir dans l'esprit des gens, travaillent avec ardeur sous sa direction. »

Plus loin, il parle de l'école de Yat-sen, dirigée par un Chinois chrétien et prêtre, et de la section des filles, détachée de cette école, dont il est naturel que les religieuses, « sous l'autorité d'une supérieure chinoise », prennent la direction (p. 103-104). Plus loin encore, appréciant les nécessités de l'heure et l'œuvre scolaire de la République, il ajoute : « Mon désir serait d'arriver à donner aux jeunes missionnaires une formation complète dans l'étude de la langue et de la littérature (chinoises). Nous devons répondre aux exigences du temps; telle chose qui ne s'imposait pas dans le passé, peut fort bien être nécessaire maintenant et indispensable. Le missionnaire doit posséder des connaissances au moins égales à celles de la classe moyenne. Or, le degré d'instruction, dans toutes les classes, s'est élevé de telle sorte que nous sommes obligés d'avouer que nous n'aurions même pas, il y a trente ans, voulu croire à la possibilité de ce que nous constatons. Si nos jeunes prêtres et nos religieuses sont familiers avec des connaissances dont leurs aînés ne possédaient même pas l'idée, ils le doivent à la Révolution qui a créé un ordre de choses nouveau » (p. 103-106).

C'est le même ton que chez les missionnaires du Japon, avec la différence que la réglementation japonaise est depuis longtemps déjà acceptée.

Parmi les quatorze vicaires de Chine qui ont envoyé des rapports, les seules réserves faites par deux ou trois, et sans doute approuvées par tous, sont relatives aux difficultés que soulève à la campagne, dans les petits villages, l'application intégrale de la réglementation nouvelle et aux charges supplémentaires qu'elle entraîne en exigeant des achats considérables

de livres, un personnel enseignant plus nombreux et mieux rétribué et des cautionnements qui s'élèvent pour les écoles primaires à une vingtaine de mille francs en valeurs mobilières ou immobilières ; mais il ressort suffisamment, je pense, des chiffres et des opinions citées que la Société des Missions étrangères de Paris, fidèle à ses traditions, estime d'une façon générale que les missions feront bien d'accepter la réglementation nouvelle et de ne pas fermer leurs écoles.

Il est vraisemblable d'ailleurs que, pour l'application intégrale des règlements dans les petits villages, les autorités chinoises tiendront compte des difficultés pratiques si elles rencontrent par ailleurs de la bonne volonté.

Ce qu'il y a de certain, pour le moment, c'est que le Gouvernement chinois adopte dans ses grandes lignes l'attitude du Gouvernement japonais et que les missions catholiques et protestantes paraissent en général devoir être fidèles à l'attitude qu'elles ont prises de part et d'autre au Japon.

Nous ajouterons que si les missions catholiques imitaient les missions protestantes, la fermeture possible des écoles serait beaucoup plus grave pour l'enseignement du français que pour l'enseignement de l'anglais, dont des nécessités pratiques et commerciales continueraient à imposer l'étude dans les collèges secondaires chinois, tandis que notre langue continuerait à ne pas y être enseignée du tout.

GEORGES DUMAS.

POÉSIES

LE SOURIRE D'HÉRA

Sur une coupe attique du Louvre.

Zeus, père des humains, amant victorieux,
Marche à grands pas, serrant sur sa poitrine forte
Héra, l'épouse vierge encore, qu'il emporte
Vers l'Olympe éclatant où s'assemblent les dieux.

Il a penché son front couronné d'hyacinthe ;
Son regard d'aigle couve ardemment le fardeau
De mystère et d'amour, — moins pesant qu'un oiseau, —
Qu'il tient d'une farouche et caressante étreinte.

Héra ferme les yeux. Ses membres assouplis
Qu'on devine à travers la robe d'épousée
Semblent dormir. Son bras, comme une aile posée,
Dort contre son flanc pur, parmi de chastes plis.

Ses pieds longs, délicats, divines fleurs de rêve
Pendent, lis endormis, au bord de son péplos ;
Ses cheveux, dénoués par le souffle d'Éros,
Dorment, frôlant la main robuste qui l'enlève.

Seule, dans ce doux corps qu'alanguit le sommeil,
Dans ce profil muet dont chaque trait repose,
La bouche dément l'œil à la paupière close
Et sourit, — toute prête au baiser du réveil.

O sourire d'Héra, plein de choses confuses,
Sourire de la femme aux bras de son vainqueur,
Sourire de la lèvre et sourire du cœur,
Que tu contiens déjà de secrets et de ruses !

Aujourd'hui, que dis-tu ? Candeur ou volupté ?
Triomphe inconscient ou feinte obéissance ?
Es-tu l'éclosion d'une humble confiance
Ou la rébellion d'un orgueil indompté ?

Demain, — plus tard, malgré l'avenir noir d'outrages,
Tu resteras fixé sur le visage clair,
Masquant, comme le rire infini de la mer,
Un abîme grondant où couvent les orages.

Mais quand le jour viendra d'endormir le lion,
O sourire d'Héra, tu serviras la haine,
Et tu rayonneras de beauté surhumaine,
Pour venger la déesse et pour perdre Ilion.

Zeus, affamé d'amour, parmi les maigres herbes
Du mont Ida, fera ruisseler les splendeurs
Du pavot, du lotos, de l'asphodèle en fleurs,
Couche embaumée où s'étendront les dieux superbes...

Et tandis que, très loin, mourront les cris d'Hector,
— Sourire mensonger des tardives tendresses,
Tu l'épanouiras, moqueur, sous les caresses
De l'époux, bafoué dans son nuage d'or.

AGLAURE

Les héros et les dieux, arrachés du fronton,
 Sont venus s'écraser au pied du Parthénon.
 Leurs corps herculéens et leurs faces augustes
 Jonchent le sol, réduits en poussière : les bustes
 Tendus dans un sublime essor, les bras nerveux,
 Les seins chastes et forts d'immortelles, les yeux
 Sans front, les fronts sans yeux, les bouches sans visages
 Gisent épars, témoins muets des anciens âges.
 Là-haut, sur la corniche où des vides béants
 Trouent le marbre effondré sous le poids des géants,
 Un seul groupe demeure, — un fantôme de groupe,
 Survivant mutilé de la divine troupe :
 Deux torsos tendrement l'un à l'autre enlacés,
 Déchiquetés et presque informes. Ces blessés
 Se dressent, imposants, — une fille et son père.
 Auprès d'eux s'enroule un serpent, fils de la Terre,
 Vieux génie autochtone et puissant, détrôné
 Quand Cécrops vint fonder la ville d'Athéné,
 — Car le père est Cécrops et la fille est Aglaure.

Deux siècles ont passé depuis la triste aurore
 Qui vit le crime. Autour du temple, les débris
 Ne sont plus dispersés. Relevés, recueillis
 Par des barbares d'Occident, aux mains avides,
 Ils sont partis, — les uns bien loin, sous des cieux vides
 De lumière, blafards, embrumés à jamais;
 D'autres dans des palais plus ensoleillés, mais
 Tous captifs, enchaînés à des murailles closes
 Que protègent de lourds barreaux, de laides choses.
 Les regards de la foule, en se posant sur eux,
 Profanent leur beauté souffrante : ils sentent mieux
 Les blessures, l'exil, n'ayant plus le silence,
 — Et chaque heure s'ajoute à leur regret immense...

Parmi les cactus gris et les verts aloès,
 Au front de la roche sacrée où Périclès

Pour mettre sous l'ombre des dieux le sol sans arbres
 Fit éclore en vingt ans une flore de marbres,
 Le Parthénon, ruine ardente, dresse encor
 Son spectre radieux dans un poudrolement d'or.
 Sentinelle perdue au milieu de l'espace,
 Aglaure est là, gardant un peu de cette grâce
 Dont Phidias parait ses robustes enfants.
 Ses destins sont fixés ; les injures du temps,
 Le présent, l'avenir ne peuvent rien sur elle ;
 A demi morte, elle est devenue immortelle.

Elle entoure d'un bras le corps décapité
 De Cécrops, palpitant d'une mâle beauté.
 Elle n'a plus de main, — elle n'a plus de tête.
 Adossée au tympan du fronton, — près du faite
 Qui, triangle brisé sur le tableau du ciel,
 S'achève dans le bleu de l'immatériel, —
 Patiente, elle reste au poste où l'a placée
 Le Maître ; elle prolonge un geste, une pensée,
 — Corde qui vibre après que le luth est rompu.

Ses frères sont bannis ; leur songe interrompu
 Les hante, douloureux, dans leurs geôles de pierre.
 Elle poursuit le sien, aveugle, sourde et fière
 Sous le soleil qui cuit ses membres balafrés.
 Si le feu de midi calcine les degrés
 Du temple, elle ne peut entendre les cigales
 Lancer le crissement strident de leurs crotales ;
 Elle ne peut pas voir l'indigo de la mer
 Lécher le sable tendre et blond comme une chair
 Et mordre les récifs au large du rivage ;
 L'odeur de camomille et de menthe sauvage
 Qui monte du sol chaud, elle ne la sent pas.
 Mais lorsque le couchant se dore et que le bas
 De sa tunique aux mille plis s'ourle de rose,
 Lorsque le vent léger de l'Attique se pose
 Plus prompt qu'une caresse et plus doux qu'un baiser
 Sur sa poitrine virginale, sans oser
 S'appuyer longuement, — alors elle s'anime,

C'est l'heure où derrière elle, à l'Orient, la cime
De l'Hymette s'empourpre, où de rouges lueurs
Font de l'aride Pentélique un bloc de fleurs.
Aglaure ne sait pas que l'Orient existe :
Elle a vu seulement les reflets d'améthyste
Qui se jouaient sur Salamine chaque soir,
Quand la brise soufflait ainsi, quand le miroir
Des flots semblait trempé d'or fondu, quand la terre
S'enveloppait soudain d'un manteau de mystère.
Tout son être incomplet frémit et se souvient.
Ce rayon moins brûlant, familier, qui vient
La baigner tendrement des genoux à l'épaule,
Cette chaleur divine et tiède qui la frôle, —
C'est l'œil clair de Phébus qui passe et, d'un élan,
Plonge avec ses chevaux ailés dans l'Océan.

JACQUES MOREL.

HEURES DE BERLIN

I

LE PLÉBISCITE ET LA CRISE POLITIQUE

JOURNÉE DE VOTE

Berlin. — Dimanche 9 août. — Je débarque à Berlin le matin du fameux dimanche où la volonté du peuple prussien doit décider du sort de la Diète, disent les uns, de l'avenir de la République allemande, s'il faut en croire quelques autres. Si je n'avais une assez longue expérience des journées dites « décisives », la physionomie de celle-ci m'apporterait une déception. Une ville morne, presque une ville morte. La saison y est sans doute pour quelque chose, et aussi le ciel maussade, avare de lumière et de chaleur. Cependant j'ai vu à Berlin des dimanches d'été, même sans soleil, qui n'avaient point cet air funèbre.

Dans les larges rues du centre, à peu près désertes, les vitrines des grands magasins offrent un étalage de vente au rabais. Sur une pancarte collée contre la glace, je lis cette inscription en grosses lettres rouges : « Que celui qui peut acheter, achète. Il s'assure des valeurs durables. Il procure du travail aux autres. Au point de vue économique et au point de vue social, il agit bien. » Hum ! voilà qui sent déjà l'inflation...

Les quartiers excentriques sont un peu plus animés. Mais sur tous les passants j'observe le même visage soucieux, le même regard lourd et sans gaieté. Le seul sourire est celui des jardins, qui sont, comme toujours, luxueusement fleuris. Des

camions chargés de police roulent au ralenti. Quelques jeunes nazis en chemise brune, montés sur des motocyclettes, crient, gesticulent et lancent des prospectus. J'en saisis un au vol. Il s'adresse aux fonctionnaires et aux employés : « Que dites-vous de ceci ? et de cela ? Tout va mal. C'est la faute du Centre et de la Social-Démocratie. Il faut ouvrir les yeux, il faut agir, il faut dissoudre la Diète ! »

Sur les papillons que distribuent les communistes, on lit d'énormes injures à l'adresse du fascisme hitlérien et de ses protecteurs, le capitalisme et la grande industrie. Cependant Hitler n'a-t-il pas fait alliance avec Thaelmann, et l'un et l'autre ne se sont-ils pas entendus avec le leader du parti industriel, M. Dingeldey ? Quand on a lu les manifestes et les affiches des divers groupes, on n'y comprend plus rien ; ou plutôt si ! on comprend que tout le monde ici est mécontent de tout le monde.

Les sections de vote sont très nombreuses, établies le plus souvent dans les débits de boisson. A la porte stationnent quelques camelots, tantôt hitlériens, tantôt communistes. En fait d'électeurs, je vois entrer surtout des jeunes gens et des femmes. J'entre moi-même, pour voir comme on vote. Sur la présentation de sa carte, l'électeur reçoit un bulletin avec ces deux mots imprimés l'un sous l'autre : *Ja. Nein.* A droite de chaque mot un cercle est figuré. Le votant n'a plus qu'à inscrire au crayon une croix dans le cercle du oui ou dans celui du non.

Jusqu'à cinq heures après-midi, heure où se clôt le scrutin, on n'a signalé aucun incident. Un peu avant le diner, j'apprends en même temps les premiers résultats du vote pour Berlin, qui sont nettement contraires au vœu des agitateurs, et l'assassinat par les communistes de deux officiers de police sur la *Bülowsplatz*, à moins d'un kilomètre d'*Unter den Linden* ! D'après les récits des témoins, il ne s'agit pas d'une bataille, mais d'un guet-apens.

Lundi 10. — C'est à peine si 37 pour 100 des électeurs prussiens ont pris part au scrutin d'hier. Et le nombre des suffrages réunis par les partis favorables à la dissolution de la Diète est inférieur de deux millions et demi à celui que ces mêmes partis avaient obtenu en Prusse le 14 septembre 1930, lors des

élections pour le Reichstag. Rien de plus instructif que la lecture des journaux cet après-midi. Naturellement, les hitlériens et les Allemands-nationaux rejettent la responsabilité de l'échec sur les communistes. Il semble en effet que ceux-ci se sont abstenus en grand nombre : sans doute ne se souciaient-ils pas de collaborer à une manœuvre qui, si elle avait réussi, aurait tourné d'abord à l'avantage des partis de droite, c'est-à-dire du grand capitalisme et du fascisme hitlérien.

Au contraire, les feuilles gouvernementales, et, à leur tête, la *Germania*, affectent de voir surtout dans le scrutin du 9 août la défaite de M. Hugenberg. Elles adjurent les partis de droite d'être attentifs à cette leçon, de comprendre qu'ils font fausse route sous la direction du leader nationaliste, et qu'il dépend d'eux, en se rapprochant du Gouvernement, de prévenir les dangers qui menacent l'Allemagne au cours de l'hiver prochain. Le *Vorwaerts* célèbre en quelques colonnes enthousiastes le « triomphe de la république ». Il va peut-être un peu vite. En fait, l'abstention d'une grande partie des électeurs s'explique surtout par deux raisons. D'une part, l'idée d'aller aux urnes la main dans la main avec les communistes a répugné à beaucoup de bons citoyens ; ils ont jugé scandaleuse une alliance qui rapprochait, fût-ce pour quelques jours, un parti anti-national, anti-allemand, recevant ouvertement de Moscou ordres et subsides, des fractions les plus dévouées à l'idéal et aux intérêts nationaux. D'autre part, un grand nombre d'électeurs, même hostiles au gouvernement Braun et à la coalition sur laquelle il s'appuie, ont trouvé le moment mal choisi pour déclencher une crise politique et pour donner à l'étranger un nouveau prétexte à se méfier de l'Allemagne. On peut même admettre que, parmi les adversaires de la république et du régime établi, beaucoup, par patriotisme, par souci des intérêts allemands, ont préféré s'abstenir, plutôt que de contribuer par leur vote à créer des embarras nouveaux, dont leur pays risquait de sortir ruiné à l'intérieur, discrédité au dehors. Plutôt encore que le triomphe de la république allemande, le scrutin du 9 août a marqué la victoire du bon sens et de l'intérêt bien entendu.

Ce que j'observe avec curiosité ce soir, en causant avec quelques Allemands des partis moyens, c'est une tendance à

réduire exagérément l'importance du plébiscite, maintenant qu'on en connaît les résultats.

— Je ne comprends pas, me dit un fonctionnaire, pourquoi l'Europe et l'Amérique attendaient avec une telle anxiété l'issue de la journée du 9 août. Comme l'a déclaré M. Bruning avant de partir pour Rome, il s'agissait d'une affaire purement prussienne. Qu'est-ce que cela pouvait bien faire aux Puissances étrangères que la diète qui siège à Berlin s'en allât quelques mois plus tard ou plus tôt ?

— Il me semble, répondis-je, que l'opinion étrangère n'a fait en cela que se régler sur l'opinion des milieux responsables allemands. A la veille du plébiscite, nous avons vu le Gouvernement prussien, dans un appel aux électeurs, faire ressortir l'importance décisive qui s'attachait, pour le salut de l'Allemagne, à l'échec de l'entreprise menée par les éléments subversifs contre les éléments d'ordre; nous avons vu ce même Gouvernement obliger tous les journaux à publier son manifeste; et, vingt-quatre heures après, le président Hindenburg reprocher assez fortement au cabinet prussien une démarche peu conforme à l'esprit de la Constitution. Si de telles interventions se sont produites, c'est sans doute qu'il s'agissait d'une affaire considérable. Il est bien vrai qu'en Europe et en Amérique, gouvernements, commissions, instituts financiers, bourses, reléguant au second plan d'autres intérêts, attendaient avec inquiétude les résultats du scrutin de Berlin. Ce qui les préoccupait, ce n'était pas de savoir si la Diète prussienne vivrait quelques mois de plus ou de moins, mais bien plutôt de connaître, par cette expérience, la température d'une nation malade, agitée, désaxée, et dont on ignorait même si elle avait vraiment la volonté de guérir.

LA FÊTE DE LA CONSTITUTION

Mardi 11. — Il y a aujourd'hui douze ans qu'a été promulguée la Constitution de Weimar. Survenant deux jours après l'échec du plébiscite, cet anniversaire devait revêtir une solennité particulière et un caractère inaccoutumé. A midi, dans le grand amphithéâtre du Reichstag, magnifiquement décoré de drapeaux et de fleurs, tous les corps constitués de la Prusse et de l'Empire se trouvent réunis. Le maréchal

Hindenburg a pris place au centre de la loge diplomatique ; devant lui, une large tenture brodée aux couleurs allemandes, avec l'aigle héraldique. Tout autour de la salle sont alignés debout des étudiants en costume, délégués par les principaux « corps » de l'Université de Berlin. C'est, me dit-on, la première fois que la jeunesse universitaire prend part à cette fête républicaine. Au fond, sur la tribune du président de l'Assemblée, un buste de marbre blanc émerge parmi les fleurs : le baron de Stein, mort il y a cent ans, préside la cérémonie.

Tous les orateurs officiels font l'éloge et commentent l'œuvre du célèbre réformateur. Peut-être eût-il éprouvé lui-même quelque étonnement à s'entendre attribuer l'inspiration, presque la paternité de la nouvelle constitution allemande. Mais ces rapprochements audacieux sont communs à tous les anniversaires. Ce qui m'étonne davantage, dans les discours prononcés ce matin, c'est la préoccupation d'expliquer les embarras actuels de l'Allemagne par des causes totalement étrangères à la volonté et à la responsabilité du peuple et du Gouvernement allemands. « La crise que nous subissons est surtout politique, s'écrie M. Dietrich, ministre des Finances du Reich. C'est une conséquence de la guerre mondiale et des traités auxquels la guerre a abouti. » Sans doute. Mais le déséquilibre d'aujourd'hui, tant politique que financier et économique, n'a-t-il pas aussi quelques origines moins lointaines ? Il y a bien eu par ci par là, concède le ministre, quelques fautes commises dans l'administration du Reich, des États et des communes ; mais cela ne compte guère. Toutes les déconvenues de l'Allemagne sont attribuées par M. Dietrich à ceux qui, après l'avoir vaincue, ont été incapables de régler raisonnablement son futur destin.

En somme, tout le monde en Allemagne a fait son devoir, et l'Allemand, au temps où nous vivons, s'est révélé meilleur citoyen qu'on n'était enclin à le supposer... « Le vrai visage du citoyen allemand n'est point caractérisé, comme on a voulu le faire croire en ces dernières années, par l'esprit chagrin, la critique, le goût du dénigrement et la confiance aux charlatans. Les véritables traits de ce visage sont la patience, la confiance en soi et dans l'avenir. » Le chancelier Brüning, prenant à son tour la parole, a dit, plus brièvement, à peu près la même chose.

Voilà, en vérité, des juges fort indulgents. Depuis trois mois, ils ont vu les chefs de « l'opposition nationale » soulever dans toute l'Allemagne une agitation dangereuse, sans égard aux circonstances critiques que traversait le pays. Ils ont vu le *leader* de la *Volkspartei*, qui représente ici le haut commerce et la grande industrie, aller à Nüremberg faire alliance avec un ennemi de l'ordre et un fauteur de troubles comme Hitler. Ils ont vu ces deux chefs tendre la main aux communistes stipendiés par Moscou, et conclure avec eux un pacte électoral. Avant-hier, il auraient pu voir, en pleine capitale du Reich, les alliés politiques de MM. Hitler et Dingeldey abattre deux officiers à coups de revolver. Et tout cela ne les empêche pas de célébrer en termes éloquents et convaincus le civisme, l'amour de l'ordre et la solidarité d'une nation que les événements de ces derniers jours nous montrent, à tout le moins, profondément divisée. M. Dietrich s'est montré mieux inspiré et plus respectueux de la vérité lorsqu'en terminant son discours, il a déclaré : « Quand la nécessité, le devoir de défendre l'État se seront imposés à nos classes dirigeantes, alors seulement nous serons, au vrai sens du mot, une nation. »

Le soir, au *Lustgarten*, devant l'ancien château royal, une grande manifestation du *Reichsbanner* donne lieu à d'autres discours. Le président de Reichstag, M. Lœbe, fait avec beaucoup de force la critique du communisme et celle des partis qui ont accepté ou recherché son alliance. « Étranges alliés ! observe l'orateur socialiste. Hitler a dit à Thaelmann que sa tête devait rouler. Thaelmann a dit à Hitler qu'il l'enverrait à la potence. M. Lœbe ne cache point sa joie de voir la Prusse républicaine imposer de plus en plus ses directives politiques au Reich et à son gouvernement. Et pourtant... » « Nous avons aujourd'hui à la tête de l'Allemagne, dit-il, le cabinet des combattants (*Kabinet der Frontsoldaten*). Le capitaine de mitrailleurs est chancelier ; le commandant de batterie est ministre des Affaires étrangères ; et ainsi de suite, jusqu'au jeune lieutenant de vaisseau (Treviranus). » Mais, semble penser M. Lœbe, que deviendraient ces messieurs si la social-démocratie et si le président Braun les laissaient tomber ?

Les tambours battent, les cors et les trompettes sonnent ; un hymne presque religieux s'élève, chanté à quatre parties par des voix mâles et puissantes. Et l'on voit se former un

grand cortège avec flambeaux. La procession s'arrête devant le nouveau corps de garde, où est placé le monument aux morts. Deux énormes flammes s'allument au fronton de l'édifice : les drapeaux s'inclinent. Puis la marche aux flambeaux continue, très lente, par l'allée des Tilleuls et la porte de Brandebourg, jusqu'à la place de la République, devant le Reichstag. Cela ressemble moins à un cortège triomphal qu'à un transport funèbre. Pourtant la fête se termine sur un ton moins lugubre, par l'exécution du *Concerto grosso* de Hændel, que je n'avais jamais entendu en plein air. Il y produit le plus grandiose effet.

LA PRUSSE ET LE REICH. — LA SITUATION DE M. BRUNING

Mercredi 12. — Le Comité directeur du centre catholique s'est réuni ce matin au Reichstag, sous la présidence de Mgr Kaas. Les ministres du cabinet d'Empire et ceux du cabinet prussien, membres du parti, assistaient à la séance. Objet de la discussion : le résultat du plébiscite, ses conséquences au point de vue de la politique intérieure et étrangère. Le communiqué publié à l'issue de la réunion exprime les remerciements du Centre à l'électorat prussien et déclare que, contrairement au rapport de certains journaux, la fraction catholique à la Diète de Prusse n'a jamais cessé de soutenir la politique du Chancelier.

Cette déclaration catégorique va-t-elle mettre fin aux querelles qu'a fait naître certaine réserve de la *Germania*, touchant la publication forcée de l'appel aux électeurs du Gouvernement prussien ? Ce n'est pas probable. On continuera d'opposer l'attitude des catholiques à la Diète de Prusse et leur rôle à l'Assemblée d'Empire. Le projet de réforme du Reich, qui est désormais à l'ordre du jour, vient encore compliquer le problème et le rendre plus aigu. Car, au fond, de quoi s'agit-il ? Non pas, certes, comme l'affirment ceux qui cherchent à brouiller les cartes, de sacrifier la Prusse à l'Empire ; mais pourtant de réduire, au profit de l'unité du Reich, la position hégémonique de l'État prussien. M. Bruning va-t-il choisir, pour mettre à l'étude un tel projet, le moment où la Prusse et son gouvernement ont, encore une fois, sauvé la vie à son ministère ?

Depuis deux jours, on sent percer, dans les milieux catholiques, une certaine irritation contre la social-démocratie, qui s'attribue tout le mérite de la victoire du 9 août. Or, les statistiques montrent que les circonscriptions où le chiffre des votants a été le plus bas, sont précisément celles où les catholiques détiennent la majorité. Comme toujours en pareil cas, le Centre a fait preuve d'une discipline admirable. Cela n'empêche pas les socialistes de revendiquer la plus grande part du succès, et de s'en prévaloir pour exiger du Gouvernement qu'il sorte d'une trop longue réserve et déclare enfin ses intentions : est-ce vers la droite, est-ce vers la gauche qu'il prétend orienter sa politique? L'article publié par le *Vorwaerts* sous la signature de M. Breitscheid a tout l'air d'une mise en demeure; on invite le chancelier « à tirer les conclusions de la journée du 9 août ».

Ce qui a éveillé la défiance des social-démocrates, c'est d'abord la fameuse visite de M. Hugenberg au président Hindenburg. Plusieurs journaux ont pu assurer, sans être démentis, qu'au cours de cette audience, le chef des Allemands-nationaux avait demandé au Président de lui ménager une entrevue avec M. Brüning. C'est ensuite une déclaration du chancelier, marquant sa volonté de grouper autour du gouvernement « toutes les forces capables d'un travail positif ». Comment ne pas deviner sous cette formule le dessein de faire appel au concours des partis de droite?

La situation de M. Brüning est un peu celle de Célimène au quatrième acte du *Misanthrope* : plus on le presse de choisir, et plus il comprend qu'un choix catégorique serait dangereux. Incliner à droite? ce n'est peut-être pas l'envie qui lui en manque. Mais le chancelier n'ignore point que l'hiver prochain, il serait parfaitement impossible de gouverner contre les syndicats, et même sans leur concours. Aller résolument à gauche? Ce serait pousser les Allemands-nationaux, et peut-être même les populistes, dans les bras des hitlériens.

Pour le moment, M. Brüning peut opposer à ceux qui le somment de se décider un argument assez spécieux. Il ne peut intervertir ni les rôles, ni l'ordre des opérations. Le gouvernement du Reich doit avoir pour premier soin d'élaborer un programme complet de réformes administratives, économiques et financières. Quand il aura fait connaître ce pro-

gramme, chaque parti décidera, en connaissance de cause, s'il lui convient de soutenir la politique du Gouvernement ou de la combattre. Alors seulement le cabinet sera en mesure de juger si c'est en inclinant vers la droite, ou vers la gauche, qu'il doit élargir sa base parlementaire.

Malheureusement, cela, c'est la théorie. En pratique, la question se pose en termes fort différents. Il s'agit de savoir si M. Bruning espère encore sauver en Allemagne les derniers vestiges d'une démocratie parlementaire, ou s'il compte au contraire s'éloigner de plus en plus du parlement. Nul doute que, le 13 octobre prochain, le chancelier ne retrouve au Reichstag, à quelques voix près, la petite majorité qui l'a maintenu au pouvoir l'hiver dernier. Mais cette majorité ne lui permettrait pas de faire grand chose ; et la nécessité d'agir, et d'agir largement, dans tous les domaines, apparaît désormais si pressante, qu'un gouvernement qui essaierait de s'y soustraire, non seulement faillirait à son devoir, mais précipiterait lui-même sa chute.

Or, on ne prévoit généralement pour octobre qu'une session parlementaire très courte. Le Reichstag n'aura ni le temps ni les moyens de faire œuvre sérieuse et réfléchie ; d'autre part, aucune fraction importante ne voudra endosser la responsabilité de mesures graves, et probablement impopulaires, que le Gouvernement aurait prises sans son aveu. Là-dessus, M. Bruning et ses collègues ne se font pas d'illusion : la plupart des réformes qu'ils projettent, et qu'ils tiennent pour nécessaires, sont de telle nature qu'ils ne trouveront pas au Reichstag une majorité pour les approuver.

Quels sont donc, en dehors de l'Assemblée d'Empire, les appuis sur lesquels peuvent compter le chancelier et son gouvernement ? Tout d'abord, l'autorité réelle, incontestable du Président de la République. M. Bruning est l'homme du maréchal Hindenburg ; il jouit de son entière confiance et a déjà éprouvé, à plusieurs reprises, l'efficacité de sa protection. Ensuite, le Cabinet actuel est visiblement soutenu par les gouvernements de plusieurs et des plus importants États du Reich. La position de M. Bruning semble beaucoup plus forte au Reichsrat qu'elle ne l'est au Reichstag. Certes, ce facteur est instable et, pour s'en assurer l'appui dans une période aussi critique, le chancelier n'aura pas trop de toute

l'habileté de manœuvre que lui reconnaissent même ses adversaires. On pourrait ajouter que M. Bruning a pour lui les éléments sains et raisonnables de l'opinion allemande; mais il ne faut pas oublier qu'en ce pays l'opinion publique est encore en voie de formation, et que les propagandes effrénées des partis extrêmes de droite et de gauche la soumettent à rude épreuve.

Enfin il faut tenir compte de la personne même du chancelier. On a vu rarement une ascension politique aussi rapide et aussi justifiée que celle de M. Bruning. Il y a cinq ans, son nom n'était guère connu en Allemagne que dans les milieux du Centre catholique; il était parfaitement ignoré à l'étranger. Aujourd'hui même, le personnage n'est pas encore si connu du public français, qu'il ne puisse paraître utile d'en dire ici quelques mots. Le chancelier d'Allemagne est originaire de Westphalie. Son grand-père était cultivateur, son père faisait le commerce des vins, sa mère sortait de bonne bourgeoisie. A défaut de son père, qu'il perdit de bonne heure, Henri Bruning fut dirigé et moralement élevé par un oncle paternel, qui était dans les ordres et mourut prélat il y a peu d'années. Le jeune homme étudia d'abord le droit à Munich, puis les sciences politiques à Strasbourg et à Bonn. Deux séjours prolongés, l'un en France, l'autre en Angleterre, complétèrent une formation qu'Henri Bruning, curieux de toutes choses, ne jugeait jamais assez étendue ni assez profonde: il ne se fit recevoir docteur qu'à trente ans.

La guerre devait brusquement mettre un terme à ces longues études: le candidat professeur devient soldat d'infanterie, puis sous-officier; durant la dernière année des hostilités, il commande une compagnie de mitrailleuses. La paix rétablie, Bruning ne songe plus à l'enseignement; il prend d'abord la direction du journal *der Deutsche*, organe des syndicats chrétiens; en même temps, il s'occupe, avec Sonnenschein, de l'organisation des étudiants catholiques. Quand M. Stegerwald, l'actuel ministre du Travail, quitte la fédération des syndicats allemands, Bruning en devient le directeur, et son expérience des questions ouvrières fut acquise en grande partie dans l'exercice de cette fonction.

Élu député en 1924 dans l'arrondissement de Breslau, il se fait bientôt une place dans le parti comme expert financier.

Une loi, relative à l'impôt sur les salaires, porte son nom. A la fin de 1929, quand Mgr Kaas fut élu président du Centre catholique, il n'accepta qu'à la condition que Brüning lui fût adjoint. « Je l'ai poussé systématiquement aux premiers rangs, — a dit de lui ce prélat, — parce que je voyais en lui une synthèse de la pensée et de l'action. » L'année suivante, lors du grand débat sur le plan Young, M. Brüning, mandaté par son parti, expliquait à la tribune du Reichstag les raisons pour lesquelles le Centre avait résolu de s'abstenir ; puis, s'adressant directement au chancelier Müller, il lui rappelait avec une discrète énergie les conditions de l'accord intervenu entre le gouvernement social-démocrate et le parti catholique. J'ai raconté ici-même (1) cette séance du 12 mars, au cours de laquelle l'orateur du Centre trouva le moyen de se faire applaudir tour à tour par la gauche et par l'extrême-droite de l'Assemblée ; et j'ai rapporté ce mot, prononcé par mon voisin de tribune, au moment où Brüning regagnait son banc : « Voilà le chancelier de demain ! » L'événement devait bientôt confirmer ce pronostic.

Aujourd'hui, le chancelier Brüning a quarante-six ans. Son visage les marque, plus que ne les trahit son allure. Grand, mince, la taille bien prise dans des vêtements toujours sombres, il a quelque chose de l'officier allemand et quelque chose du prélat romain. Des yeux clairs et froids, un peu usés par le travail et par les veilles, des lèvres minces et serrées, le geste sobre, la parole douce et toujours mesurée, tel il apparaît en public, tel il se montre dans le privé. Ceux qui l'ont pratiqué reconnaissent en lui des qualités de chef : une grande maîtrise de soi, une force de persuasion très rare, une volonté inébranlable et un désintéressement absolu. Ils lui trouvent aussi quelques défauts : une minutie excessive dans l'étude des questions comme dans l'expédition des affaires, une hésitation qu'ils expliquent par les exigences d'une conscience scrupuleuse ; une certaine lenteur à se décider. « Ah ! me disait quelqu'un, au retour du voyage de Rome. Si M. Mussolini avait pu lui donner une petite leçon !... »

Tel qu'il est, M. Brüning a conquis le maréchal Hindenburg, qui le défendra envers et contre tous. Autour de

(1) Voyez la *Revue* du 1^{er} avril 1930, p. 685 et suiv.

l'amitié et de la confiance qui unissent ces deux hommes, il s'est déjà formé comme une légende. De tous les traits qui s'y rapportent, je ne retiendrai que celui-ci : le vieux maréchal faisant porter à la gare de Silésie, où le chancelier va s'embarquer pour une tournée dans l'Est, la pelisse de fourrure qu'il portait lui-même au front pendant la guerre.

M. Bruning exerce le pouvoir comme on accomplit une mission ; et dans l'idée qu'il se fait de cette mission, entre, à ce qu'il semble, un élément religieux. On m'assure qu'à Paris, comme à Londres et à Rome, il a produit sur ses interlocuteurs l'impression d'un homme d'État et d'un honnête homme. De cette tournée à l'étranger, entreprise dans des circonstances difficiles, le chancelier du Reich est certainement revenu grandi : son autorité et son prestige sont mieux établis aujourd'hui en Allemagne qu'ils n'étaient il y a un mois.

Seront-ils suffisants pour lui permettre d'accomplir jusqu'au bout, et telle qu'il la conçoit, cette mission dont l'a investi la confiance du Président plus encore que celle de l'Assemblée d'Empire ? Il est malaisé d'en juger. Le plus redoutable des obstacles auxquels vont se heurter ses efforts, c'est cette division profonde entre les partis, qui depuis douze ans semble empêcher le peuple allemand de suivre son penchant naturel à la discipline et à l'obéissance. C'est cette défaillance du sentiment de la responsabilité politique dans les milieux dirigeants d'Allemagne. C'est enfin la prédominance de l'esprit de parti sur l'esprit national. Quelqu'un me rapportait hier ce mot du maréchal Hindenbourg : « Autour de moi, j'entends dire à tout instant *parti, parti* ; jamais *patrie* ! »

MAURICE PERNOT.

(A suivre.)

CORRESPONDANCE

Nous avons reçu la lettre suivante :

Monte-Carlo, 3 août 1931.

Monsieur le Directeur,

En son numéro du 15 juillet, la *Revue des Deux Mondes* a publié une lettre rectificative de M. N. Léon, en réponse à un article de M. Paléologue, paru le 15 juin, sur la démission de M. Delcassé. M. Paléologue a cru devoir faire suivre cette lettre d'un commentaire qu'il m'est impossible de laisser passer sans élever une protestation ardente.

En effet, les termes de cette note aggravent encore ceux de l'article initial qui a causé mon émotion. L'auteur a beau se retrancher derrière les droits de l'historien, il les a singulièrement dépassés en méconnaissant les règles de l'objectivité nécessaire et en se livrant à des attaques personnelles contre un mort dont la famille est encore vivante.

Il prétend n'avoir pas incriminé M. Élie Léon pour les actes de sa vie privée ou professionnelle, mais l'avoir seulement mis en cause pour son rôle public. C'est absolument faux. M. Paléologue s'est, au contraire, servi de qualificatifs nettement injurieux, visant à la fois l'attitude, la carrière et les origines religieuses de M. Élie Léon.

Ce financier notoire, véritable animateur du marché français, qui jouissait de la considération et de l'estime de tous

ceux qui le connaissaient, ne s'est pas contenté de s'occuper de ses propres affaires; grâce à la confiance dont l'honoraient plusieurs hommes d'État de la République, parmi lesquels M. Rouvier, président du Conseil, par ses relations, l'étendue de ses connaissances et son profond dévouement, il a rempli diverses missions entièrement désintéressées au service de la France et les a menées à bien.

Atteint par les propos de M. Paléologue à la fois dans le souvenir très affectueux et déférent que je conserve envers mon oncle disparu, et dans mon nom qui m'a été légué sans taches, avec le devoir de défendre un passé d'honneur si quelqu'un se permettait de l'outrager, je m'indigne contre les épithètes diffamatoires dont s'est servi M. Paléologue.

Je vous serais obligé, monsieur le Directeur, de bien vouloir publier cette lettre.

Veillez agréer l'assurance de ma haute considération.

RENÉ LÉON.

Blessé, Croix de guerre.

REVUE LITTÉRAIRE

UN CONTEUR : M. J. KESSEL (1)

Il y a beaucoup de jeunes écrivains qui font des romans. M. J. Kessel, lui, est un romancier. Ce n'est pas tout à fait la même chose. Pour marquer la différence, on est tenté de reprendre un mot d'Alfred Capus, et de dire qu'il y a plus qu'un abîme ; il y a une nuance. Quand on a lu beaucoup de livres ingénieux, mais fabriqués et volontaires, on est tout heureux de rencontrer un roman vivant, pathétique, solidement construit, qui ne tend à rien prouver, dont le sujet s'est imposé à l'auteur avec tant de force qu'il a l'air de s'être développé en dehors de lui. M. J. Kessel a réussi, avec son dernier livre, qui s'appelle *le Coup de grâce*, sa meilleure œuvre. Il nous avait déçus et heurtés avec sa *Belle de Jour* ; il nous donne aujourd'hui un roman où sont rassemblées, avec une puissance saisissante, toutes ses qualités.

Je dis tout de suite que *le Coup de grâce* ne causera pas un égal plaisir à tous ses lecteurs et que quelques-uns même qui en sentiront le mérite ne l'aimeront pas. C'est que le livre est plus que brutal : il est sauvage. Il laisse voir un tréfonds de la nature humaine que beaucoup de gens ont le secret désir d'ignorer. On peut sentir la sombre beauté de la jungle et préférer les jardins à la française. M. Kessel, pour sa part, est de ceux qui parlent de la jungle comme d'un phénomène naturel. C'est même ce qui rend la sauvagerie du livre un peu pénible aux âmes sensibles. Il n'y a jamais dans *le Coup de grâce* cette affectation qui permet de

(1) *Le Coup de grâce* (Éditions de France) ; — Benjamin Crémieux : *Inquiétude et reconstitution* (Ed. Corrèa).

croire que ce n'est pas vrai. Il n'y a aucune espèce de convention rassurante. Quand un naturaliste outrancier ou un romantique exaspéré raconte d'horribles histoires, le jeu même de ces excès calculés ménage le lecteur : l'émotion naissante se résorbe d'elle-même. Rien de pareil dans l'ouvrage de M. J. Kessel. Jamais l'auteur ne paraît chercher un effet ; jamais il ne fait une phrase. Il raconte avec simplicité, avec rapidité, d'une manière sobre et directe. Cet art dépouillé est plein de véhémence contenue. Il ne laisse à celui qui lit aucun moyen d'échapper à la connaissance de réalités un peu rudes.

Et c'est cette franchise robuste qui donne au *Coup de grâce* quelque chose de personnel et de valable. M. J. Kessel a imaginé une histoire qui lui a plu, et il nous la dit de son mieux. Dans quelle mesure a-t-il mêlé ses expériences de voyageur à ses souvenirs personnels, ses observations à ses songes ? C'est son secret. J'incline même à croire que cela ne nous regarde pas. M. J. Kessel est de ces auteurs qui n'écrivent ni pour enseigner ni pour démontrer. Il écrit pour raconter. Il ne nous dit pas ce qu'il pense de ses personnages, il ne juge pas leur vie ni leur morale. Il croit seulement que les aventures des hommes sur cette terre offrent à qui sait voir de curieux spectacles, dont on peut faire de captivants récits, et c'est en somme une bonne philosophie pour un romancier.

Voici donc, en ses traits essentiels, le sujet du *Coup de grâce*, qui se passe en Syrie. Hippolyte, sous-officier, magnifique guerrier et soldat incommode, après divers exploits dont les uns lui ont valu des médailles et les autres la prison, passe sous les ordres du commandant Féroud, puissant et mystérieux oriental, chef occulte de tous les services, environné du prestige qui fait respecter et craindre, obéi, vénéré et redouté sous le nom de Mehemet Pacha. Dès la première entrevue, Féroud révèle à Hippolyte qui il est, lui rend ses galons, lui défend les drogues tant qu'il sera à son service, et conclut par ces paroles tranquillement menaçantes : « Je ne punis jamais un homme. Les événements le punissent pour moi. » Hippolyte, qui se flatte de n'avoir jamais été maté, conçoit pour son chef autant de sentiments hostiles que d'admiration. Il a été déçu en voyant que le fameux Mehemet Pacha n'était pas pareil à l'image qu'il s'en était formé ; il trouve que le commandant n'est ni jeune ni beau. Mais il subit sa supériorité. Hippolyte, colosse élémentaire, ne connaissant pas de loi, tout en instincts,

aime la force : il a le désir obscur de se dévouer entièrement à son chef.

Entre les deux hommes surgit Violette, petite Libanaise, très brune et très mate, avec des yeux enfantins de jeune animal. Hippolyte lui a plu, un soir, au café de l'étonnant Arthur, agent secret, et entrepreneur de plaisirs variés. Il lui a inspiré un amour éperdu, ce qui lui paraît commode et ce qui ne le gêne pas. Il a pour les femmes le goût le plus prononcé, mais il n'admet jamais qu'elles comptent dans sa vie : il s'en sert, il ne les sert pas. Violette lui raconte qu'elle a un protecteur puissant, vieux et riche ; elle lui lit les lettres d'une banale sentimentalité que lui écrit cet amoureux sérieux ; elle finit par montrer sa photographie. Et Hippolyte, stupéfait, indigné, reconnaît dans cet homme Mehemet Pacha, dont il était sur le point de faire son dieu. Alors éclate, comme un terrible orage, la colère d'Hippolyte. Et là est le sujet du drame que M. Kessel a traité avec une farouche grandeur.

Ce qui soulève Hippolyte, ce n'est pas la jalousie. De Violette il ne se soucie pas plus que de ses pareilles. Mais, ce qui le révolte, c'est qu'un homme par qui il s'est laissé dominer, dont il a toléré les paroles impérieuses, soit humble devant une petite prostituée. Ce qui le bouleverse plus encore, c'est que Férout, en qui il voyait le chef tout-puissant, ait une faiblesse aussi contraire au code que, lui, Hippolyte, s'est formé de la dignité virile. Sa rage dévastatrice s'exprime en mots violents : « Mehemet ! Ah ! non, plus de Mehemet ! Il a des visions. Lui, Pacha ? Un homme qui fait trembler des tribus... Elle aurait dû le mettre à genoux... il l'aurait fait. Et pourquoi ? Quand il n'avait qu'à ordonner, quand tout le monde plie devant lui ! » Dans son désarroi, il va se confier à Arthur, le patron du café : « C'est juste, tu trouves que c'est juste, un homme qui se met sous les pieds d'une poule, qu'il m'ait dégonflé ?... Il savait bien que je ne lui répondrais pas, et pas à cause de ses quatre ficelles, mais parce qu'il était Mehemet, un homme que les gens comme toi et moi supportent, pour la raison qu'il est plus homme qu'eux. Tu comprends, toi, Arthur, dis ? » Mais Arthur, prudent, ne se soucie pas de comprendre. Il conseille l'abandon de toute cette affaire, le départ. Hippolyte ne l'entend pas ainsi. Il est implacable, ayant le sentiment de porter en lui tout ce qui reste de l'honneur des hommes.

Jour par jour, le sergent découvre toute la passion de son chef pour Violette. Jour par jour, il déteste le chef qui s'abaisse et la

femme, cause de cette servitude. « Il faut que ça saigne », répète-t-il avec une fierté tragique, transposant dans le domaine moral une de ses locutions favorites. Il invente tout ce qu'il peut pour outrager le commandant et pour dominer Violette, dont l'attachement le protège contre la vengeance de Féroud. Il fait de leur vie un enfer, il veut qu'ils expient. Mais, peu à peu, dans cet esprit rudimentaire se forme cette idée que tout est inutile, et qu'il ne peut rien contre l'exécrable force de l'amour que Violette éprouve pour lui et que le commandant éprouve pour Violette. Hippolyte est dans un dédale et ne trouve plus d'issue. Sa force, qui s'est dépensée en insultes, ne lui sert plus à rien. Il a eu beau boire, fumer de l'opium, céder à tous ses emportements. Il est en face de quelque chose qui le dépasse, qu'il ne peut supporter.

Il réfléchit longuement, à sa manière. Il connaît une sorte d'apaisement en découvrant qu'un sentiment vrai le domine : il admire toujours son chef, et il sent en lui un être supérieur. Un seul épisode, saisissant, suffit à Hippolyte pour s'assurer que le commandant Féroud est toujours Mehemet. Un soir, il l'insulte devant un émir druse. Et, quelques heures après, il trouve en travers de la porte de Violette le cadavre de ce témoin. Le seul homme qui avait vu outrager Mehemet ne reste pas vivant. « Quel lion ! » pense Hippolyte. Mehemet n'a pas abdiqué. Il supporte Hippolyte pour garder Violette, mais il a l'intention des choses qu'il fait. Même dans l'avalissement, il garde sa tenue. En de fort belles pages, M. Kessel montre Hippolyte las de ses frénésies, brisé, se rendant compte que l'explicable complaisance pour Violette n'empêche pas Féroud d'être un homme, un homme fort, à qui il se sent attaché par une sorte de dévotion mystérieuse. Seule, Violette empêche ce chef d'être pleinement lui-même. L'instant de cette découverte marque obscurément la condamnation de Violette. Hippolyte ne peut plus tolérer l'expression égarée et soumise de Féroud ; il étrangle Violette.

Le soir même, il se rend dans la fumerie du haschich. Il avait beaucoup tué, à la guerre, dans des rixes, à coups de baïonnette, de revolver, ou de poing. Il était sans remords, à peine troublé par la sensation nouvelle du cou qu'avait serré sa main invincible. Ce qui hantait son esprit, c'était la certitude de ne plus attendre de miséricorde, le désir de finir. Près de lui, soudain, un mendiant vêtu en arabe lui tend un paquet de guenilles et lui dit : « Mettez cela, il y a une caravane ce matin pour La Mecque. Vous partez

avec moi. » Hippolyte, dans une ivresse de surprise et de joie, reconnaît la voix de Mehemet. C'est bien Mehemet qui lui parle ; Mehemet qui a déjà oublié ce qui les a séparés et qui pense au voyage prochain. Dans une minute, qui ne devait plus se répéter, ils sent qu'il y a l'un près de l'autre deux amis. Le lendemain, il y aurait de nouveau un chef et un subordonné, deux hommes, libérés du maléfice d'une femme.

Je ne sais si une analyse peut suffire à rendre sensible la violente beauté du livre. Une sorte de fatalité pousse Hippolyte à délivrer son maître de la passion qui le diminue. Et, s'il peut l'affranchir, c'est que Mehemet n'aimait pas Violette ; il n'aimait que la forme de la vie, représentée par une petite créature qui était son plaisir et le prétexte de fades et superficielles effusions. Pauvre Violette ! dit Hippolyte, et c'est toute l'oraison qu'il lui consacre. Elle n'était, dans le décor syrien, que la volupté. Elle n'existait pas comme une personne. Raisonners et sensuels, nullement sentimentaux, les deux hommes suivaient le destin qui les portait à l'action. La joie des sens, même furieuse, n'était rien pour eux, hors l'instant d'exaltation qui passe. Ce fut le triste sort de la petite Libanaise de se trouver sur leur chemin et d'interrompre leur marche. Ce qui remplissait leur cœur violent, c'était l'élan qui jette les êtres robustes dans l'action, qui les oblige à vouloir et à dominer, c'était, chez l'un, cette discipline consciente qui arme l'esprit pour un dessein, chez l'autre, cet instinct demi-conscient qui fait des impulsions élémentaires l'instrument du service ordonné par le chef. Tout le reste est décor, divertissement, hasard promis à l'oubli. L'originalité de M. Kessel est d'avoir fait de cette aventure orientale, brutale et trouble, une sorte de purification virile.

Le drame du *Coup de grâce* est, en effet, un drame d'hommes. Si une créature féminine en est le prétexte, elle n'y joue aucun rôle actif ; elle ne se rend pas compte de ce qui se passe ; elle ne détermine rien ni par ses sentiments ni par ses démarches ; elle n'existe que dans la mesure où elle est une gêne. M. Kessel a fait passer très adroitement sa silhouette dans toutes les scènes, qu'elle adoucit de son sourire, et de sa grâce de petite bête. Toute noblesse de l'amour et de la femme est absente du livre. Hippolyte n'a jamais lu Dante et ne s'en soucie pas ; il n'aurait rien compris à Béatrice et il aurait été capable de la mettre dans l'Enfer. Il n'a jamais lu non plus Alexandre Dumas fils ni *la Femme de Claude* :

il ignore la philosophie apocalyptique du dramaturge, et il n'a aucune envie de jeter un anathème qui suppose un système. Toutes les questions sont simples pour lui, parce qu'elles ne se posent pas. De son être entier vient cette affirmation spontanée qu'un homme a sa loi propre et que rien ne doit la troubler. Cette certitude est si forte qu'elle le conduit, non seulement à un assassinat, mais, ce qui est bien plus grave pour lui, à une rébellion contre le chef qu'il respecte.

Remarquez tout ce que cette invention du subordonné délivrant son chef malgré lui ajoute à l'étrange puissance du livre. Imaginez la situation contraire, le commandant Férout s'occupant de séparer un sous-officier, dont il sait la valeur, d'une femme dont il juge l'influence dégradante. Vous n'auriez qu'un conte assez banal, même s'il était bien traité. Et, s'il était médiocrement conduit, vous n'auriez qu'un récit ayant toutes les apparences d'une histoire de la morale en action. Mais, dans *le Coup de grâce*, c'est de l'inférieur que vient le rappel infligé au supérieur, c'est de l'être le plus élémentaire que vient la leçon donnée à l'être le plus évolué. Et cela n'explique pas seulement la sauvagerie des moyens. Cela donne aussi l'impression de mystérieuses profondeurs, des règles d'une association secrète où la défaillance n'est pas tolérée, d'une solidarité entre des êtres de même espèce voués au même service, prêts à se secourir et, au besoin, à se punir.

Car ils sont bien, au fond, de la même race, et c'est ce qu'Hippolyte a senti obscurément. Ce que le sous-officier n'a pas démêlé, c'est la complexité de Mehemet, qui n'était pas aussi menacé par Violette qu'il en avait l'air. A aucun moment, le goût qu'il a pour la petite Libanaise ne l'empêche d'être lui-même, de faire ce qu'il a décidé, de soutenir toutes les obligations de sa charge. Vieilissant, il accorde à son âge mûr ce divertissement qui prolonge pour lui la joie de tout ce qu'il va quitter. Dans une existence aride où la raison et l'action sont tout, et où le sentiment n'est rien, il sent le plaisir rafraîchissant de contempler un joli regard et d'entendre une voix puérile. Il y tient à sa manière et, pour défendre ce bien menacé, il joue sa partie contre Hippolyte en seigneur plein de sang-froid qui a mesuré les sacrifices à faire. Plus subtil, Hippolyte aurait compris que Mehemet Pacha était encore plus homme que lui. Mais il est à la fois péremptoire et simple. Les mouvements de la vie chez autrui lui échappent : il ne peut admettre

que les perfections du chef ne soient pas celles qu'il imagine, à la fois en leur essence et en leur apparence.

Par ses qualités mêmes, par son ton, par on ne sait quoi de brusque et de direct, l'ouvrage de M. Kessel est trop différent de ce qu'on est habitué à lire pour ne pas soulever des critiques. La société vit de conventions. La littérature aussi. On y rencontre rarement ce qu'on pourrait appeler des mâles à l'état pur. Hippolyte fait penser aux héros des fortifications qui sont chers à M. Francis Carco. C'est un curieux mélange d'énergie cornélienne et de bataillon d'Afrique. De tels personnages inspirent à la fois de l'horreur et de l'admiration, qui sont réservés aux puissances les plus obscures de la nature, et c'est une impression que certains hommes éprouvent encore plus que les femmes. M. Kessel a laissé à Hippolyte comme à Mehemet durant tout le récit une férocité authentique. Tout le monde ne lui en saura pas gré. Quand Maupassant a peint Bel-Ami, il l'a pourvu d'agrèments médiocres et apaisants qui ne l'empêchent pas d'être ce qu'il est, mais qui lui confèrent des apparences anodines. Je ne vois guère que Balzac, dans la description de Vautrin, qui ait été aussi audacieux, et aussi Mérimée, dans l'histoire de Carmen. Et de quel ton s'y est pris Mérimée, pour mener à bien ce récit où il s'agit d'une femme, naturellement sauvée de toutes les sévérités par un charmant diabolisme, par la séduction de tout son être, et par sa fin tragique !

M. Kessel est un conteur excellent. Ses meilleurs livres sont formés de courts récits et de nouvelles. *La Steppe rouge* a fondé sa réputation. *Les Cœurs purs* ont prouvé qu'elle était méritée. La nouvelle, intitulée *Mary de Cork*, qu'a publiée la *Revue* il y a cinq ans, est un petit chef-d'œuvre. Son principal roman, *l'Équipage*, qui a eu beaucoup de succès, est fort dépassé par *le Coup de grâce*. Il y avait encore dans *l'Équipage* quelque chose d'un peu arrangé. Dans *le Coup de grâce*, je ne dis pas qu'il n'y ait pas beaucoup d'art, mais on n'y pense pas en lisant le roman. Et M. Kessel est arrivé à une sûreté dans les épisodes, dans les détails, qui est très remarquable. Des personnages secondaires comme Arthur, le patron du café, comme Hélène une de ses habituées, sont peints en quelques lignes, et on les voit. Au début du livre, la défense d'un blockhaus est racontée avec une aisance et une intensité où se révèle ce charmant ensemble de facilités qui est le don. M. Kessel, qui est de souche russe, mais qui est venu très tôt en France où il a été élevé, et qui s'est fait naturaliser, dès qu'il a pu se battre,

au début de la guerre, a ceci de particulier qu'il accorde l'ordonnance des récits de notre pays à la vitalité et à la puissance des conteurs de sa patrie d'origine.

* * *

Je songeais à la place particulière d'un conteur comme M. Kessel dans la littérature contemporaine, en lisant un petit livre de M. Benjamin Crémieux sur les écrivains de 1918 à 1930. Je n'ai point vu que l'œuvre de M. Kessel répondit à aucune des définitions qui sont données. Je crois même que son nom n'est pas cité. C'est que M. Crémieux considère cette époque comme déjà close. M. Kessel, qui n'en fit partie que par la date où il commença à travailler, continue. L'impression que laisse le livre de M. Crémieux est que les années comprises entre 1918 et 1930 sont surtout remarquables par le désarroi de la littérature nouvelle.

M. Crémieux a cherché avec beaucoup de soin, sous ce titre : *Inquiétude et Reconstruction*, l'incertitude des jeunes écrivains, d'abord, ensuite, les nouveautés qu'ils ont apportées. De ces deux parties, la première est la meilleure. La seconde m'a paru un peu systématique et optimiste. Quand M. Crémieux dit que les jeunes auteurs ont fait entrer dans leurs livres les dernières données de la science, je crois qu'il exagère. Quand il dit qu'ils ont préparé un esprit européen et reconstruit quelque chose, je crois qu'il exagère encore davantage. Toute génération nouvelle commence par s'opposer à celle qui l'a précédée. C'est une des rares lois de l'histoire littéraire. Les nouveaux venus sont pressés de nier tout ce qu'ont dit leurs devanciers, de tout remettre en cause, de tout reviser. Ce qui est naturel tous les trente ou quarante ans, est encore bien plus explicable quand le monde a été secoué par un événement comme la guerre de 1914. Mais, au bout d'un certain temps, toutes les innovations, même les plus tapageuses, se calment. Les affluents vont se jeter dans le fleuve et se mêlent au grand courant. Je serais volontiers de l'avis de M. Benjamin Crémieux, quand il assure que les années 1918-1930 forment un ensemble et que nous allons vers autre chose. Les jeunes ne sont plus si jeunes. Les groupes d'avant-guerre et d'après-guerre ont eu le temps de méditer sur ce qui les sépare et de prendre l'habitude de vivre en commun. On a fait avec sympathie, pendant douze ans, une large place aux nouveaux venus ; on les a accueillis et fêtés ; on a même admis, avec bonne humeur, que la mode nouvelle des éditeurs et des journaux dits

littéraires découvrit un génie par semaine. Le temps a passé : on ne fait plus de compartiments selon les âges, et on considère désormais dans l'ensemble ce qui paraît valable et ce qui est offert de substantiel aux lecteurs.

M. Benjamin Crémieux paraît attacher une grande importance aux idées qui ont été mises en circulation par les livres de ces dernières années, aux théories, à la philosophie, s'il y en a une, de la nouvelle littérature. Il a raison s'il veut dire que beaucoup de romans ont été remplis par des dissertations, des analyses et des controverses. Est-ce un bien ? Est-ce là l'objet du romancier ? Notre temps est riche en essayistes et en pamphlétaires qui ont le plus brillant talent et dont c'est précisément la mission de discuter des idées. M. André Bellessort a écrit un livre remarquable sur les *Intellectuels et la Troisième République*. M. Georges Bernanos a publié un ouvrage enflammé et éclatant sur la *Grande peur des Bien pensants*. M. Jean-Richard Bloch a étudié minutieusement ce qu'il appelle le *Destin du siècle*. Pour traiter ces sujets, qui s'imposent à l'attention des contemporains, ces trois écrivains, différents par les origines et le tempérament, ont eu recours tous les trois à la forme directe, à l'essai, à la critique, au pamphlet, à des genres qui ont une longue tradition dans l'histoire littéraire de la France.

C'est peut-être un excès de la part de nos romanciers d'être trop intellectuels, de vouloir exposer et discuter des idées. Il y a, certes, dans notre pays d'illustres exemples de romans à thèse, et c'est le droit d'un écrivain de rassembler son expérience, et de dire sous forme de roman ses conclusions et même son parti pris. La réussite est réservée à bien peu et le genre réclame une force de pensée qui le fasse admettre. Ce n'est pas, sauf des exceptions célèbres, ce que le public attend d'un romancier. Tout le monde est frappé du succès qu'obtiennent depuis quelques années les traductions de romans étrangers. Ils ont leurs défauts, ils sont fort longs, ils sont minutieux, encombrés de détails. Mais ils ont la qualité suprême, qui est d'être vivants, d'avoir un sujet, de raconter une histoire, de peindre des hommes ou une société. L'écrivain américain Sherwood Anderson, parlant d'un de ses cadets, Ernest Hemingway, l'auteur d'une nouvelle connue traduite sous le titre de *Cinquante mille dollars*, dit : « Hemingway est jeune, plein de rires et il sait écrire. Dans ses récits, les gens viennent près de nous. Il y a de la rosée sur l'herbe, le matin ; le

vent souffle, et les êtres apparaissent soudain dans leurs étranges et fugitifs moments de brillante réalité. » N'est-ce pas une définition excellente d'un bon conteur ?

Ce qui plaît au lecteur dans les romans étrangers, c'est une peinture de la vie qui ne tend à aucune démonstration directe, mais qui propose à l'esprit les réflexions et les sentiments qu'inspire cette réalité transposée qui est la fiction. Il arrive souvent, en outre, que les auteurs de ces romans anglais et américains aient des éléments poétiques dans l'esprit ou un grand souci de la vie intérieure. Ce sont là les deux grandes sources de la beauté littéraire. La poésie, seule, nous donne l'image des êtres. Le souci de la vie intérieure fait apercevoir en eux les forces morales, les sentiments et les puissances secrètes qui les font agir. L'intérêt profond d'un livre n'est pas tant dans ce qui arrive que dans la manière dont les choses arrivent. Toutes les grandes œuvres dramatiques grecques avaient des sujets légendaires universellement connus, mais les poètes ne se laissaient pas de les traiter, et tout leur art était de faire surgir les événements des caractères. Aujourd'hui, quand nous lisons une tragédie de Racine, nous en connaissons le dessein général et le dénouement, et nous ne nous laissons pas d'y trouver la pathétique ardeur, la violence des passions, le zèle du cœur.

M. Kessel, qui a servi de point de départ à cette étude, me paraît avoir ce mérite éminent de n'appartenir à aucune école, de rentrer naturellement et avec liberté dans la tradition des conteurs, et de faire des récits avec une puissante aisance, comme un arbre porte des feuilles.

ANDRÉ CHAUMEIX.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La majorité des citoyens et citoyennes de la Prusse n'ont pas répondu « oui », le 9 août, à la question posée par l'initiative du « Casque d'acier » : Doit-on dissoudre la diète de Prusse ? Environ 9874 000 voix se sont prononcées en faveur de la proposition qui, pour être adoptée, aurait dû recueillir, en chiffres ronds, 13 millions et demi de suffrages, c'est-à-dire la moitié plus un des électeurs inscrits. Pour apprécier sainement la portée de ce vote et ne pas tomber dans les exagérations de notre presse radicale et socialiste, il convient d'abord d'observer que, si la majorité n'a pas répondu « oui », elle n'a pas non plus répondu « non ». En matière de plébiscite, l'électeur qui n'approuve pas la proposition soumise à son jugement, n'a qu'à ne pas se déranger, à s'abstenir. L'opinion négative bénéficie donc d'abord des malades, des absents, des indifférents dont la proportion moyenne, dans les élections, est de 20 pour 100. Il faut y ajouter, lorsque le gouvernement n'est pas favorable à la proposition, tous ceux qui dépendent de lui ou qui ont quelque faveur à en attendre. En vertu de la loi du moindre effort, il est plus naturel de s'abstenir que de manifester une opinion.

Le gouvernement du Reich et le gouvernement prussien avaient l'un et l'autre nettement pris position contre le plébiscite nationaliste. Le chancelier Bruning, dans un discours énergique, avait montré les dangers pour l'Allemagne, dans la détresse financière où elle se débat, d'une manifestation de nature à porter ombrage aux gouvernements étrangers et à inquiéter leurs capitaux

dont l'Allemagne a tant besoin en ce moment ; il avait fait ressortir l'absurdité nuisible d'une agitation qui associait les partis d'extrême-droite et les communistes et qui, en cas de succès, n'aurait eu d'autre effet que d'avancer d'environ quatre mois les élections au Landtag qui doivent normalement avoir lieu en mai 1932. M. Braun, ministre-président de Prusse, et M. Severing, ministre de l'Intérieur, social-démocrates l'un et l'autre, ont publié, deux jours avant le vote, un manifeste politique qu'ils ont obligé les journaux de toutes nuances à insérer en vertu du décret-loi du 17 juillet 1930 qui oblige les journaux à publier intégralement et sans commentaires les communications gouvernementales, qu'elles émanent du Reich ou d'un Pays. Ce fut même l'occasion d'une manifestation assez maladroite et équivoque du président Hindenburg. Il fit communiquer à la presse une note qui paraissait blâmer l'usage abusif que le gouvernement de Prusse avait fait de son décret-loi et annonçait que le Président se disposait à proposer la modification de ce texte. L'opinion publique put à bon droit se demander si le vieux maréchal, qui passe pour avoir déploré le plébiscite et n'a pas pris part au vote, n'avait pas voulu cependant ménager le « Casque d'acier » dont il est président d'honneur.

L'attitude des communistes a porté préjudice à la campagne nationaliste. Le parti avait annoncé bruyamment qu'il engageait ses adhérents à voter en faveur de la proposition ultra-nationaliste et, par là, il en soulignait le caractère anarchique et dangereux ; mais les troupes communistes, en grande majorité, s'abstinrent de prendre part au vote, si bien que M. Hugenberg et ses amis furent compromis par l'approbation des pires révolutionnaires sans bénéficier de l'appoint de leurs suffrages : juste récompense de l'immoralité politique. En revanche, les nationalistes ont réussi à coaliser les groupes nombreux qui sont las d'une politique économique et financière, où dominent les conceptions de la social-démocratie et du marxisme. Parmi les catholiques même, nombreux sont ceux qui reprochent aux chefs du Centre leur entente avec la social-démocratie pour le partage du pouvoir en Prusse et pour un gouvernement qui démocratise les provinces prussiennes et peuple les administrations de fonctionnaires socialistes. Ce mécontentement grandissant fut le principal atout des partisans du plébiscite, tandis que ses adversaires profitèrent de l'évident et grave inconvénient d'alarmer,

au moment où l'Allemagne a le plus besoin de leur concours, les gouvernements et les capitaux étrangers.

Telles sont les circonstances qui ont influencé, le 9 août, le vote des électeurs prussiens des deux sexes. Il faut connaître ces remous d'opinion qui agitent l'Allemagne pour mesurer l'exacte portée de l'échec du plébiscite. On a parlé, en France, d'un recul des partis nationalistes et du mouvement hitlérien; tout ce qu'il est prudent de dire c'est que le plébiscite indique que la poussée nationaliste n'a pas fait les progrès foudroyants qu'espéraient ses chefs, mais il serait exagéré d'en conclure qu'elle est en régression. La comparaison avec les chiffres des élections du 14 septembre n'est, — pour les raisons que nous venons d'indiquer, — nullement probante. Un mouvement d'opinion qui groupe près de dix millions d'électeurs, qui les pousse aux bureaux de vote pour affirmer, sur une proposition manifestement absurde et évidemment dangereuse pour l'économie allemande, leur volonté de grabuge et leur soif de bouleversement, constitue un symptôme morbide dont l'importance ne doit pas être atténuée.

Il ne serait pas moins excessif de méconnaître que, le 9 août, le mouvement ultra-nationaliste a subi un échec sensible. Il est démontré que les éléments sages et relativement modérés ne sont pas désemparés, qu'ils sont capables d'énergie combative et de victoire et que, malgré toutes les excitations chauvines et toutes les concessions des partis d'ordre au nationalisme le plus avancé, il existe en Allemagne une opinion républicaine, démocratique et pacifique qui s'organise et se renforce. Nous avons montré, dans la précédente chronique, par quel phénomène historique la vieille Prusse bismarckienne, la Prusse des hobereaux, de la monarchie et du militarisme était devenue le boulevard de la démocratie socialisante en Allemagne, et pourquoi naturellement les vieux partis conservateurs et nationalistes s'acharnaient désespérément à reconquérir leurs positions perdues par la défaite militaire et la fuite ignominieuse de la dynastie. L'esprit de Weimar, — que le prussien Bülow anathématise à la fin de ses *Mémoires*, — n'est pas mort et il est permis d'espérer qu'il se développera dans l'avenir avec les nouvelles générations. Le seul espoir d'une longue paix qui s'offre à l'Europe, ce serait la disparition progressive du vieil esprit prussien de conquête, de domination et d'autocratie. Il est permis de voir, dans le vote du 9 août, un pas important dans cette direction. Pour le

moment, le cabinet Bruning s'en trouve consolidé et toute crainte d'un gouvernement Hugenberg ou d'un coup d'État hitlérien est dissipée : résultat négatif, sans doute, mais qui n'en a pas moins, dans les circonstances actuelles, une haute valeur. La voie se trouve dégagée pour la politique de stabilisation intérieure et d'entente européenne que poursuit M. Bruning avec une autorité qui ne cesse de grandir.

Le premier résultat tangible a été l'achèvement des travaux du Comité des experts siégeant à Bâle, organe consultatif dont la création avait été demandée par la conférence réunie à Londres pour sauver les finances de l'Allemagne et son crédit, et que présidait le financier américain Wiggin. Le rapport, rédigé par sir Walter Layton, a été signé le 19 août et transmis au président de la Banque des règlements internationaux chargé d'en saisir les gouvernements intéressés. Il s'agissait, d'une part, d'assurer à l'Allemagne le maintien, durant un certain laps de temps, d'un volume constant de crédits à court terme et, d'autre part, de garantir aux prêteurs qu'ils ne deviendront pas les victimes des mesures prises en faveur de l'Allemagne. La dette à court terme de l'Allemagne est aujourd'hui de 7 400 millions de marks. Durant les sept derniers mois, près de 3 milliards (2 900 millions) de marks, prêtés à court terme à l'Allemagne, ont été retirés par les bailleurs : de là surtout sont venues la crise de la Reichsbank et la défaillance du mark ; l'intervention de M. Hoover et la crise de la livre, en Angleterre, en ont été la conséquence. Le rapport constate que l'économie allemande restera précaire tant que la situation de la Reichsbank n'aura pas été allégée par le remplacement d'une partie des capitaux retirés. Pour éviter de nouveaux retraits massifs, le rapport prévoit qu'une partie seulement des avoirs étrangers en marks, soit 20 pour 100, pourra être dégagée. La période de prorogation des crédits à court terme n'est prévue que pour six mois. Les experts sont d'avis « qu'afin d'assurer la stabilité financière de l'Allemagne, tous les crédits nouveaux doivent être fournis sous forme de prêts à long terme et que les parties de dettes à court terme existant devraient être converties en engagements à long terme ».

Le rapport ne comporte pas un plan détaillé et précis pour l'émission d'obligations allemandes à long terme et il expose franchement que, s'il s'en abstient, c'est qu'il faudra d'abord

prendre, pour le rétablissement de la confiance, des mesures qui dépassent le mandat des experts. Il s'agit de mesures d'ordre économique et financier et de mesures d'ordre politique. La nécessité des secondes est nettement et sagement indiquée : « Jusqu'à ce que les relations entre l'Allemagne et les autres Puissances européennes soient solidement établies, et jusqu'à ce que des causes importantes de difficultés intérieures en Allemagne soient éliminées, on ne peut être assuré du progrès économique continu et paisible de ce pays... Nous croyons nécessaire qu'avant la fin de la période de prorogation des crédits, recommandée par la conférence de Londres, les gouvernements donnent au monde la certitude que les relations politiques internationales seront établies sur la base d'une confiance mutuelle. »

Voilà qui est parler d'or ! Mais le moyen de rétablir la confiance si l'Allemagne ne renonce pas à réclamer à tout propos et hors de propos la revision des traités et des frontières, c'est-à-dire à remettre en question le statut politique de l'Europe nouvelle ? Il entre, dans le rétablissement financier de l'Europe, un élément d'ordre psychologique ; il est gouverné par ces impondérables qui créent ou qui détruisent la confiance. Le gouvernement allemand, même lorsqu'il fait d'un côté effort pour mériter la confiance, tient par ailleurs le langage qui la détruit. Il encourage et subventionne de tous côtés, notamment en Amérique, la campagne pour la revision des traités. Il saute aux yeux que même le gouvernement Brüning, le plus sage que l'Allemagne ait eu depuis longtemps, est obligé, même après son succès du 9 août, de faire chorus avec les revendications nationalistes s'il ne veut pas être balayé par une vague de cette opinion dont il encourage d'autre part, par ses imprudences de langage, les prétentions les plus excessives. Aucun gouvernement allemand ne peut, répète à l'envi la presse germanique, renoncer à l'espoir de manger feuille à feuille l'artichaut de la revision des traités et c'est pour le dévorer en pleine sécurité, qu'il ne cesse de revendiquer le désarmement de la France. L'article du général von Seeckt reflète, à ce point de vue, avec sincérité, une opinion qui est générale en Allemagne. Ne pourrait-elle s'amender ? Nous sommes convaincus qu'elle le pourrait si le gouvernement le voulait, car le peuple allemand est le plus discipliné, le plus grégaire qui soit en Europe, et une campagne de presse de quelques semaines, orchestrée et dirigée par un gouvernement conscient de ses

grands devoirs, aurait vite réussi à influencer l'opinion dans le sens de l'apaisement et de la renonciation à d'impossibles revendications. Plus que jamais, le secret de la confiance et de la paix est en Allemagne.

Au point de vue financier, le gouvernement de M. Bruning, aussi bien que le ministère prussien, paraît résolu à procéder à un assainissement sérieux. Il s'agirait d'abord d'une tutelle de l'État sur les villes dont les folles prodigalités ont largement contribué à la détresse actuelle de la trésorerie. Les bourgmestres sont, on le sait, des fonctionnaires dans toutes les villes qui dépassent 25000 habitants; ils touchent, dans les principales villes, des traitements qui vont jusqu'à 500000 francs, sans compter le casuel! Et les dépenses d'urbanisme sont à l'avenant. Un article du *Berliner Tageblatt* a révélé dernièrement les pensions formidables que reçoivent les généraux allemands de l'ancienne armée. Ah! on ne les appellera pas, eux, des demi-soldes! « Même en tenant compte de la puissance d'achat supérieure de l'argent français, le résultat est clair : les pensions des officiers allemands sont, en chiffres ronds, le triple des maxima normaux des pensions françaises et elles sont encore supérieures du double à celles des officiers français ayant fait toute la guerre au front. » Voilà par quelles fuites multiples se vide la caisse du Reich. Le gouvernement est entré, trop mollement encore, dans la voie des réductions de traitements, mais en commençant par les plus petits.

Le renflouement très difficile de la Danat (banque de Darmstadt) et de la Dresdner Bank a été pour le gouvernement l'occasion de préparer des mesures pour la surveillance des banques par l'État. Les banques allemandes, on le sait, n'ont pas la prudence parfois excessive des nôtres qui, pour la plupart, sont avant tout des banques de dépôt et qui ont le louable souci de ne pas compromettre l'avoir de leurs clients; les grandes banques allemandes investissent tous leurs capitaux dans l'industrie ou le commerce. Parfois même les actions de plusieurs firmes servent à figurer le capital d'une nouvelle affaire. Le résultat est, dans les temps prospères, la multiplication des entreprises et des bénéfices; mais, quand viennent les vaches maigres, si l'une des affaires vient à sombrer, toutes les autres sont entraînées dans la débâcle et les banques avec elles et, avec les banques, le crédit de l'État, la valeur de la monnaie, puis, avec le mark, la livre sterling, en raison des considérables investissements de la Cité en Allemagne:

dangereuse et inéluctable cascade dont notre système financier, plus timide, nous préserve. Un contrôle du gouvernement allemand sur les banques s'impose.

N'oublions pas cependant que, si la situation de la trésorerie et du budget allemand est mauvaise, la situation économique, par ce temps de crise, est plutôt favorable. Les importations sont largement et régulièrement dépassées par les exportations. Quand on lit entre les lignes le rapport Layton, on entrevoit la préoccupation justifiée de ne pas rétablir trop vite et trop complètement la situation financière de l'Allemagne, car, si elle disposait de capitaux abondants, l'activité de ses usines et de son commerce deviendrait bientôt si intense qu'elle porterait un grave préjudice à tous ses concurrents, en première ligne à l'Angleterre et aux États-Unis.

La publication du rapport des experts sur la situation de l'Allemagne et les difficultés parmi lesquelles se débat l'Angleterre ont été l'occasion, en Amérique comme en Europe, de reparler du règlement des dettes. Comment contester que le poids du paiement des dettes aux États-Unis pèse lourdement sur l'économie européenne ? Mais comment nier d'ailleurs que les États-Unis eux-mêmes traversent une passe difficile ? Il semble cependant que l'idée d'une réduction des dettes s'acclimate en Amérique et qu'elle fleurira dès qu'une embellie viendra ranimer les espoirs et les courages. Le sénateur Borah a cru bon de déclarer qu'il n'accepterait une réduction des dettes que dans la mesure où elle correspondrait à une réduction des armements en Europe. Il convient de répondre à l'honorable sénateur que les États-Unis sont parfaitement libres de ne pas réduire un dollar sur les dettes de l'Europe si la détresse économique et financière de celle-ci ne leur paraît pas préjudiciable à leurs propres intérêts, mais que l'Europe et, en particulier, la France connaît mieux que les Américains les conditions de sa sécurité. Nous accepterons les conditions de M. Borah le jour où le gouvernement et le Congrès des États-Unis auront signé un traité aux termes duquel l'Amérique viendra à notre aide avec toutes ses forces et ses ressources au cas où nous serions attaqués ou entraînés dans une guerre pour défendre nos alliés et l'Europe de 1919. Nous n'en sommes pas là. Il reste que, de nouveau, l'opinion américaine discute la question des dettes et comprend qu'elle est liée à toute revision du plan Young. L'initiative du président Hoover devait naturellement

entraîner dans cette voie le gouvernement des États-Unis; l'Europe ne peut que s'en féliciter et attendre.

L'échec du plébiscite du 9 août, la gravité de la crise financière qui a mis l'Allemagne au bord de l'abîme, paraissent avoir atténué cette sorte de griserie nationaliste qui s'est emparée de l'opinion allemande après les élections du 14 septembre. Il semblait que d'un bouleversement général les vœux de l'Allemagne allaient sortir réalisés. Le réveil est tout différent; aussi commence-t-on à percevoir quelques signes d'une plus juste compréhension des réalités européennes. La nécessité vitale d'une entente avec la France apparaît au premier plan. M. Teodor Wolf, l'un des journalistes les plus avisés d'Allemagne, croit pouvoir constater, dans le *Berliner Tageblatt*, que les nationalistes eux-mêmes commencent à reconnaître que les problèmes territoriaux doivent être laissés de côté pour le moment; ils sont d'avis qu'il ne doit pas être difficile de trouver une formule qui, sans imposer à l'Allemagne un « Locarno de l'Est » ou des engagements inacceptables, établirait que l'Allemagne et la France devront, à l'avenir, marcher d'accord chaque fois qu'une modification du *statu quo* sera en question. Et M. Wolf continue en jetant par dessus bord la question du désarmement. « La situation de l'Allemagne, dit-il, serait-elle sensiblement modifiée si la France diminuait son armée de quelques régiments? Devons-nous faire des sacrifices à une égalité militaire théorique qui, jusqu'à nouvel ordre, demeurera parfaitement illusoire? »

Sous l'influence des circonstances, le vent paraît être à une entente avec la France. A la fin de septembre, lorsque M. Pierre Laval viendra, accompagné de MM. Briand et Flandin, rendre au chancelier, à Berlin, la visite qu'il en a reçue à Paris, les circonstances seront favorables à un entretien et à un commencement de négociation. Les ministres français seront précédés à Berlin par un nouvel ambassadeur, M. André François-Poncet, qui, avec un courage méritoire, quitte le sous-secrétariat d'État à l'économie nationale pour remplacer M. de Margerie dont les longs services ont droit au repos et dont la sagesse expérimentée sera souvent regrettée. M. François-Poncet connaît à fond l'Allemagne, le caractère et la culture allemande, et comme, d'autre part, il a acquis, tant au gouvernement qu'à la Société des nations, une grande expérience de la politique économique, il est particulièrement qualifié pour remplir en Allemagne la mission délicate que

lui confie le gouvernement de la République et dont le succès inaugurerait enfin en Europe une ère de détente et de paisible travail (1). La détresse économique et financière est conseillère de sagesse et d'apaisement : puisse sa voix dominer celle de ce « vieil orgueil allemand » que célèbre le chant de guerre du « Casque d'acier » ! Mais peut-on l'espérer ? Il n'y a pas longtemps que le chancelier lui-même disait, dans une interview au *Daily Mail* : « Lorsqu'on cherche à découvrir de meilleures perspectives pour l'Europe, on se heurte toujours et toujours au traité de Versailles. » Sortira-t-on jamais d'une telle impasse ?

Depuis quinze jours, l'Angleterre traverse une crise politique qui marquera dans son histoire. Le choc en retour qui a ébranlé la livre sterling a enfin alarmé le gouvernement et l'a contraint à rechercher hâtivement les moyens d'assainir la situation budgétaire. Le déficit se monte à quinze milliards de francs ; c'est à combler ce gouffre que s'évertuent le gouvernement et l'opposition. Impossible, en effet, d'assurer la stabilité de la livre sans un budget équilibré. Et comment y parvenir quand 2 714 000 chômeurs dévorent sans rien produire les ressources du trésor ? Ici encore, comme en Allemagne, crise de confiance. La confiance ne renaîtra que si disparaissent les causes qui l'ont détruite. Or, la cause principale c'est « la politique économique et financière extravagante et malsaine du gouvernement travailliste » (*Times*). Mais consentira-t-il à jouer le rôle du guillotiné par persuasion et à se sacrifier lui-même ? M. MacDonald et M. Snowden luttent avec une belle énergie pour éviter une capitulation, qui serait la condamnation du travaillisme anglais et la défaite de la II^e Internationale.

Le rapport de la Commission des économies a attaché le grelot : il faut trouver une issue, d'autant plus urgente que, malgré l'accord des banques d'émission, les sorties d'or de la Banque d'Angleterre ne s'arrêtent pas. Les banquiers de la Cité ont jeté un cri d'alarme dont le *Times* répète les échos. M. MacDonald est donc revenu à Londres le 11 août et a convoqué la sous-commission ministérielle chargée de réaliser des économies. Toutes les sources de la richesse de la Grande-Bretagne se sont taries peu à peu ; une

(1) M. François-Poncet a pour successeur, comme sous-secrétaire d'État, M. C.-J. Gignoux, député, notre brillant et distingué confrère de la *Journée industrielle*.

seule subsistait et permettait encore à l'Angleterre, malgré la plaie du chômage et la stagnation industrielle, de faire, dans le monde, figure de métropole financière et économique : c'étaient les placements de capitaux à l'étranger par les banques de la Cité. Mais, ces capitaux, la Cité les empruntait d'abord, en grande partie, à d'autres pays, dont aujourd'hui la confiance séculaire est ébranlée. Et, d'autre part, la détresse économique universelle gêne les remboursements. La crise allemande a précipité la péripiétie aiguë d'un drame que tout bon observateur voyait depuis longtemps se préparer. Brusquement, en quelques jours, les conséquences des longues années durant lesquelles l'Angleterre s'est soutenue par la vitesse acquise et la puissance de ses réserves, se révèlent. Au carrefour des chemins, la situation apparaît dans sa réalité tragique. Une seule issue reste ouverte : économies, réformes. On s'en avise un peu tard ; mais, avec énergie, le gouvernement et l'opposition cherchent à réparer le temps perdu. Les recommandations du rapport de sir George May seront-elles transformées en résolutions ? Ou bien la politique travailliste persévéra-t-elle dans ses dangereux errements ?

Le rapport May soulève une difficulté qui est, au premier chef, politique. Il lui paraît démontré que les impôts ne peuvent plus être augmentés. N'est-ce pas M. Snowden lui-même qui disait, en mai, dans son discours sur le budget : « Un accroissement nouveau des impôts serait le dernier coup qui briserait les reins de l'industrie nationale » ? La Commission demande donc, pour achever de combler le déficit, un sacrifice général consenti par tous les citoyens, sans distinction de classe ni de situation, soit sur leurs salaires, soit sur leurs pensions, soit sur leurs rentes. En face d'une pareille proposition, dont il est bien obligé de constater l'urgente nécessité, le gouvernement travailliste est divisé ; mais, comme un seul homme, les Trade-Unions et leurs chefs se dressent. Les organisations ouvrières n'admettront jamais que l'on touche à un *standard of living* de l'ouvrier britannique qui fait de lui un aristocrate en comparaison des travailleurs du continent. Les salaires sont intangibles. Plus intangibles encore sont les indemnités aux chômeurs, que la Commission propose de diminuer de 20 pour 100. Tous les organes travaillistes et coopératifs mènent contre un tel programme, inspiré, disent-ils, par l'esprit de classe, une bataille acharnée. Les députés qui dépendent du Congrès des Trade-Unions, au nombre d'environ 150,

menacent d'abandonner le gouvernement s'il se laissait entraîner dans la voie « réactionnaire » où, sous prétexte d'économies, on veut le conduire. Tout le système politique et social du travaillisme s'effondrerait : périsse plutôt l'Angleterre !

Mais le gouvernement qui a, lui, la responsabilité de l'Angleterre, n'a pas le droit de tenir ce langage désespéré. Tandis que M. Henderson use de diplomatie pour convertir les milieux syndicaux, M. MacDonald interrompt les vacances des *leaders* libéraux et conservateurs ; M. Baldwin, M. Neville Chamberlain, sir Herbert Samuel accourent à Londres. Les représentants des trois grands partis cherchent à se mettre d'accord sur un programme d'économies ; mais l'abnégation des conservateurs ne saurait pourtant aller jusqu'à endosser les fautes du *Labour* et à trahir ses propres principes. Le débat se précise, le conflit devient plus aigu. Une conversion générale des fonds d'État, qui apporterait une grosse économie, ne peut être réalisée que si, d'abord, le budget est équilibré, le déficit comblé : toute la rhétorique travailliste n'y suffirait pas. A court d'expédients, le Gouvernement semble enclin à proposer un droit de douane de 10 pour 100 sur toutes les importations ; à l'exception des matières premières. Les ministres travaillistes, même M. Snowden, se convertiraient-ils au protectionnisme ? La vie de l'Angleterre est suspendue aux décisions des trade-unions. Spectacle extraordinaire ! L'État historique va-t-il abdiquer devant l'organe hypertrophié de la puissance syndicale ? Ce qui ne devrait être qu'un organe de la vie nationale se substituera-t-il à la nation et lui imposera-t-il sa loi ? La puissance syndicale ne va-t-elle pas se ruiner elle-même par l'exagération de son principe et l'excès de sa victoire ? Mais la valeur des salaires, des allocations de chômage ne dépend-elle pas avant tout du maintien du crédit national menacé ? Problèmes angoissants qui n'intéressent pas que l'Angleterre.

M. MacDonald, de quelque côté qu'il se tourne, donne de la tête contre des murs. S'il opte pour un droit de douanes, il s'aliène les votes libéraux qui le font vivre. S'il ose s'attaquer aux salaires et aux indemnités de chômage, il perd la moitié des voix de son propre parti. Acculé, ne va-t-il pas donner sa démission ? Le 21 août. M. Baldwin, chef du parti conservateur, est appelé d'urgence à Londres. Le 23, dans la matinée, le roi, qui était à Balmoral, en Écosse, rentre à Buckingham palace et confère avec les chefs du gouvernement et de l'opposition. Sans doute

fait-il appel à un suprême effort de conciliation pour le salut du pays et le crédit de l'Angleterre. L'heure presse et il n'est pas possible d'attendre le bon plaisir des trade-unions dont le congrès se réunit le 7 septembre. Le crédit mis à la disposition de la Banque d'Angleterre par la Banque de France et la Federal Reserve Bank est presque épuisé. Dans la soirée du 23, un conseil des ministres décisif se réunit. Jamais, en dépit du dimanche, l'activité politique n'a été plus intense et la population plus agitée.

En dernière analyse, le désaccord porte sur la question de la réduction de l'indemnité de chômage. Huit ministres refusent de l'accepter, malgré les instances de M. MacDonald; ainsi, au sein même du cabinet, syndicalistes et travaillistes sont aux prises. Si M. MacDonald convoquait les Chambres, il serait renversé par ses propres partisans. Au contraire, libéraux et conservateurs font de la réduction de l'indemnité aux chômeurs la condition de leur concours. La conciliation est impossible. A l'heure où nous écrivons, les journaux annoncent la chute du ministère travailliste. M. MacDonald formerait un ministère d'union nationale, la Chambre des communes ne serait pas dissoute avant que le salut de la livre et l'équilibre du budget soient assurés.

Mais le nouveau ministère ne se heurtera-t-il pas, comme le précédent, à l'arrogante intransigeance des trade-unions? Le syndicalisme contre l'État est l'aboutissement d'une longue évolution. L'insurrection du monde du travail contre les nécessités économiques et financières les plus urgentes, prend les proportions d'un drame tragique où se joue la fortune de l'Angleterre.

RENÉ PINON.

